
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01721353 9

# LES ORIGINES
# DE L'EMIGRATION POLONAISE EN FRANCE

1831—1832

THÈSE DE DOCTORAT DE LA FACULTÉ DE PHILOSOPHIE À BERNE

DR. PHIL. MICHEL SOKOLNICKI
ÉLÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

# LES ORIGINES
# DE L'EMIGRATION POLONAISE
# EN FRANCE

1831—1832

PARIS, FÉLIX ALCAN, EDITEUR
1910.

Imprimerie de l'Université à Cracovie, Gérant Joseph Filipowski.

AUX ANCIENNES GLOIRES

DU CHÂTEAU DE RAPPERSWIL

CE TRAVAIL EST DÉDIÉ.

## TABLE DES MATIÈRES.

## INTRODUCTION.

Il y a plus de soixante-quinze ans, qu'une nation en armes émigra de ses frontières et chercha un asile en France. L'armée n'était point vaincue: mais sans chefs ou, qui pis est, ayant à sa tête des chefs incapables, il lui était désormais impossible de vaincre. La Diète de Pologne, dans son manifeste révolutionnaire de 1831, avait proclamé la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang des combattants. L'armée était décidée à la soutenir. Faute de capitaines, faute de direction, l'instinct seul gouverna les âmes: elles n'étaient point brisées, celles-là. L'Histoire et l'Epopée revivaient aux coeurs des enfants posthumes et dégénérés des anciens soldats de la Légion. Aussi allèrent-ils chercher leurs chefs en France, là où ils vivaient immortels, fiers organisateurs de la victoire. La direction, on la trouva sur les traces sanglantes et sur les monuments des grandes routes où étaient passés les étendards de l'Empire. Mais ce n'est point seulement en Pologne que s'agitaient les hommes faibles de cette génération qui dans son enfance avait perdu la gloire.

Nulle part l'armée ne trouve de guerre à soutenir, ni de chefs pour la commander. Il y a partout en Europe, de 1820 à 1830, une Grande Armée en décomposition, une Révolution qui s'organise en Démocratie et évolue vers la République. L'armée de la Révolution de Pologne,

qui n'a connu qu'en France sa défaite, s'y décompose lentement, sûrement. Désormais, elle prend demeure sur le sol de France, parmi les débris de toutes les gloires, dans la Monarchie de Juillet. Une sève d'idées et de faits nouveaux pénètre alors l'ancien Corps d'armée. Il se forme et se développe une Démocratie polonaise. L'air doux de la France est propice à la culture nouvelle, qui cependant ne cesse pas d'être exotique. Une vague tristesse enveloppe l'âme de l'Emigration Polonaise. Et c'est ainsi qu'aux yeux d'une Europe insouciante une République Polonaise se forme au sein de la Monarchie bourgeoise de France.

Son histoire est une oeuvre à faire.[1]) Elle appartient autant à l'histoire de Pologne qu'à l'histoire de France et à celle des mouvements révolutionnaires internationaux de 1833 à 1848, dont la tête et le coeur sont toujours à Paris. C'est autour de ce foyer et avec le concours incessant des Polonais que se développèrent les germes des conspirations avortées d'avant 1830: alors, et après cette date les carbonari, les francs-maçons sont

---

[1]) Hormis les écrits historiques de l'époque et des monographies de caractère plutôt littéraire il n'y a en polonais que deux ouvrages ayant traîté cette période très intéressante de notre histoire. L'ouvrage de Giller (Agaton) écrit avant 1870, trop vaste, insuffisant et vieilli; et une histoire récente de l'Emigration Polonaise dans les années 1831—1838, écrite par un émigré de 1863, Gadon (Ludomir): cette oeuvre, volumineuse et documentée est cependant complètement insuffisante vu qu'elle laisse de côté la formation des idées et des programmes politiques, vu aussi son point de vue peu historique, très rétréci, s'attachant presque uniquement à l'œuvre, aux idées et aux hommes d'un seul parti de l'Emigration (parti de Czartoryski et de la Légation Polonaise de Paris), parti qui jusqu'en 1848, ne joua pas un rôle décisif dans l'histoire de l'Emigration. Dans le présent travail nous commençons l'éxécution d'un plan plus vaste, devant former un tableau complet des vicissitudes de la Pologne émigrée. Il n'y a aucun ouvrage, en France ni ailleurs, traitant spécialement des relations internationales des Polonais de l'époque.

en quête de nouveaux mondes. Les revolutions de 1833 éclatent aussi débiles, aussi désorganisées, aussi indirigeables que celles de 1830. Les nations sont bientôt arrivées à comprendre en face des vieilles ruses et des anciennes monarchies leur nouvelle jeunesse. Elles s'organisent pour une lutte longue, pénible et incertaine. Des jeunes Républiques se forment tout ardentes pour les prochaines batailles: la république polonaise de France est une des premières et partout la première à se lever toute frémissante à tous les «qui vive». En Allemagne, en Suisse, dans les lointains villages de Pologne c'est l'écho des luttes politiques de l'Emigration qui se traduit en faits d'armes et d'héroïsmes. Mais l'armée nouvelle révolutionnaire est encore impuissante en face des armées populaires créées par la Sainte Alliance et par les grandes réactions nationales de 1815. C'est alors que les jeunes républiques vont s'organiser en jeunes peuples. Un travail sourd et profond transforme la Démocratie des Républiques populaires en une Révolution. La République polonaise en France se trouve toujours au premier rang. Des émissaires cherchent des voies d'accès au pays lointain, mais le peuple avant de connaître leur idée apprendra le martyre. Jusqu'à la Révolution même, cette armée désoeuvrée de Pologne marchera à l'avant-garde de l'Europe, et sa défaite, la terrible defaite de 1846, sera la dernière essuyée au moment même où les peuples vont se lever.

Cette République polonaise de France forme en même temps un chapitre important de l'histoire des efforts, des déceptions et des faiblesses françaises. La gloire, ainsi qu'un ancien dieu, transporté dans un nouveau temple, impuissant, accroupi dans l'ombre, ne sert plus que de sujet aux souvenirs de la poésie nationale. Un sentiment de défaite morale irréparable pèse lourdement sur la nation: et ce troupeau d'étrangers éperdus dans leurs malheurs et dans leurs espoirs, chassés sans cesse, ne s'arrêtant

nulle part, ni pour guérir l'âme en détresse, ni pour accueillir un bien être séduisant, toujours en quête de l'inconnu et du grand, du Bien et du Beau, sert de conscience au peuple français renaissant. La déception nationale dont la lointaine défaite polonaise ne fut que le dernier épisode va se transformer en révolte; toute la politique étrangère de la France s'en ressent, et court vers de nouvaux simulacres de grandeur. Mais ce fut surtout une lutte intérieure française, avec la République de Pologne pour pivôt: une France européenne, éprise de solidarité, gardienne fidèle de l'idéal de la grande race lutta éperdument contre une France de marchands et de propriétaires, cupides, bientôt rassasiés: lutte de la France de Napoléon I contre la France — domaine de la famille d'Orléans: à force de compromis elle aboutit à Napoléon III.

Enfin, et comme cette République polonaise en migration était tout ce que la Pologne possédait de haut en fait d'âmes et de caractères, tout ce qui brillait dans la bataille, et que désormais il y avait une nouvelle lutte à soutenir: lutte des idées, concurrence des esprit, âpre course des énergies en quête d'un nouveau monde, nous voyons chez ces émigrés la culture nationale au plus haut degré de son épanouissement. Ce fut, dans la terre la plus féconde la sève la plus riche; ce fut, à la clarté d'un soleil resplendissant, la croissance la plus forte contre des obstacles insurmontables, vers un but toujours plus élevé: vers l'insaisissable et pour l'impossible; et c'est ainsi qu'ont toujours été faites les grandes choses de l'humanité.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire furent l'aiguillon des énergies nationales polonaises, une épreuve et une sélection des forces. Après 1820, en même temps que toutes les forces sociales assoupies se redressaient et qu'une industrie nationale s'organisait sur les débris des anciennes formes de production, une culture intellectuelle

incomparable allait s'épanouissant au sein de cette société travailleuse. Deux universités [1]), un système de lycées bien organisés élevaient une jeunesse ardente. La grande époque de Konarski (1760) et de la Commission d'Education (1780) semblait renaître. D'ailleurs c'étaient encore les hommes de la génération ancienne, Staszyc, Kołontay, Śniadecki, Czacki et Czartoryski qui avaient fondé cette Ecole et créé un sentiment de solidarité nationale dans la génération nouvelle. La science profonde et l'esprit critique de Śniadecki, de Lelewel avaient ouvert dans les âmes une soif de lumière. Maintenant c'étaient non seulement Lelewel, Niemcewicz, Hube, Czartoryski, mais toute la jeunesse brillante des grandes écoles qui se trouvait en France. Et non seulement les braves cadets, tous les étudiants des écoles militaires, mais la grande majorité des étudiants de Wilno et de Varsovie, une foule de jeunes gens des lycés, et des meilleurs, faisaient partie de l'Emigration. La poésie nationale allait à la dérive, au milieu de toutes ces gloires nationales dispersées. Mais c'est elle qui va prendre dorénavant la direction de âmes. Des ruines une voix va s'élever, plus puissante que celle des tombeaux. Des combats vont se livrer pour l'immortel. La grande époque duRomantisme polonais commence [2]), très tardive.

---

[1]) Il y a en avait quatre: Cracovie, Léopol, Varsovie et Wilno, et jamais, à aucune époque de son histoire la Pologne n'en a possédé autant. Cependant les deux premières, scolastiques et enfermées dans l'esprit ancien, ne tenaient point compte des progrès des temps nouveaux. La première, n'ayant pu accomplir de réforme n'avait plus de force vitale tandis que la seconde était transformée en Université bureaucratique autrichienne. Les deux Universités de Wilno et de Varsovie brillaient par leur méthode d'enseignement dans l'histoire, les sciences physiques et mathématiques. L'esprit critique, le point de vue, déjà positiviste, pourrait-on dire, y régnait presque exclusivement. En 1828/29 on organise à Varsovie un Institut Polytechnique.

[2]) L'évolution de la poésie est parallèle à l'évolution politique et sociale de l'Emigration. Nous employons le mot romantique faute de meilleur, comme l'on emploie les dénominations pour les

Elle reccueillait toutes les fleurs de la route au passage, depuis Goethe jusqu'à Byron, depuis Rousseau jusqu'à Shelley et Chateaubriand. Jeune et ardente, comme Emile et la nouvelle Héloise, avide de combats et chantant la victoire comme les Corsaires, croyante comme les Martyrs et martyr de la liberté, comme le Prisonnier éternel au Château de Chillon, elle allait dans les hautes montagnes, sur des sentiers périlleux où s'ouvrait le précipice connu des Anciens, le gouffre où avait déjà regardé et péri le chanteur de Beatrix Cenci et le grand solitaire de Saint-Malo. Au moment même où s'acharnait contre les dieux de l'ancien monde l'ironie et le lyrisme cruel de Heine, l'invective et les pleurs mordants de Lermontow, la poésie polonaise allait à travers tous les espoirs et toutes les tristesses à la recherche d'un nouveau Dieu. De cruelles batailles finirent par de hautes renonciations. Après que toutes les croyances de Pologne eurent été ensevelies, une foi s'éleva dans les régions immortelles de l'esprit. Les âmes se transformant sans cesse; les transformations des mondes n'étant plus que des images successives des âmes; une marche éternelle vers la beauté; le sacrifice des générations présentes pour cette oeuvre de solidarité humaine; le sacrifice sans cesse renaissant de la Pologne pour expier les crimes du passé et préparer l'avenir: — tels furent les rites de la Religion nouvelle [1]). Dans les

---

époques d'architecture: romane ou gothique. En verité le système poétique de chacun des grands créateurs de ce temps est tout à fait indépendant, comme leurs personnalités forment les plus grands contrastes. Ils dépendent beaucoup plus des principaux mouvements de l'esprit européen que, réciproquement, d'entre eux. Ils aboutissent cependant tous à un système philosophique et religieux, en quoi ils se réunissent en une seule famille et devancent de beaucoup l'esprit de l'époque non seulement en Pologne, mais partout ailleurs. C'est ce que nous avons osé appeler la Foi de Pologne.

[1]) Le trois grands poètes de la Pologne ont dévancé l'Emigration. Adam Mickiewicz, âgé de 31 ans, a quitté en 1829 la terre

anciens sanctuaires de l'orient, parmi les statues d'or ciselé, c'était l'Humanité intronisée. Un monde de tristesse venait de retrouver sa foi. Une spiritualité polonaise fut créée qui sera désormais le pain quotidien d'une nation sous les chaînes.

---

d'exil en Russie pour aller à travers l'Allemagne et la Suisse en Italie. Revenu dans l'été de 1830 en Suisse et accouru à la nouvelle de la Révolution en Posnanie (juin 1831), il errait sur les frontières bien gardées du Royaume de Pologne, cherchant sans succès à y pénètrer; au moment du désastre, parti pour la Saxe, il y séjourna quelque temps, puis arrivé à Paris sur les traces des émigrés (juin 1832), il en partagea désormais le sort. Jules Słowacki, âgé de 22 ans, quitta Varsovie sur les conseils pressants de sa mère au mois de décembre 1830; «j'ai fui le martyre», dira-t-il plus tard (conversation avec la mère Makryna). Arrivé tout d'abord en Suisse, puis, avant Mickiewicz et parmi les premiers exaltés de l'Emigration à Paris (novembre 1831), il en partagea les travaux ainsi que les déceptions. Sigismond Krasiński, âgé alors do 30 ans, fut envoyé par son père très prévoyant, dès 1829, dans les pays étrangers; on lui donna pour compagnon de route un précepteur qui fut en même temps un surveillant et un homme de haute police. Le père. général et palatin du royaume, le très riche Vincent Krasiński était un ancien général des gardes impériales, il avait fait la glorieuse campagne d'Espagne et, après l'abdication de l'Empereur, reconduit en Pologne les restes de l'armée polonaise: il fut un des personnages les plus caractéristiques, de cette époque. S'il y avait en lui quelque grandeur d'âme ou noblesse d'esprit, la splendeur de l'époque et la soumission a l'homme de la destinée, les compromis et les bassesses qui s'en suivirent après 1812, en firent un homme faible et bientôt perdu. Avant ainsi qu'après 1831 il servit avec un dévouement sans bornes l'Empereur Nicolas I. Nous lisons sur la situation de son fils, du poète infortuné («le poète anonyme»), qui passa l'année 1830 en Italie, et qui en 1831, à la nouvelle de la Révolution, voulut s'approcher de la Pologne, des renseignements intéressants dans une lettre de Roman Załuski au Général Kniaziewicz, écrite de Berne, le 8 décembre 1831 (Archives de la Mission Polonaise de Paris): «....A Genève j'ai rencontré plusieurs Polonais et Polonaises, parmi ces derniers la Princesse Galitzin née Walewska qui m'a beaucoup demandé après Vous; parmi les premiers il y a le jeune Krasiński fils du général, il est ici généralemént estimé et aimé; il a fait son possible pour aller en Pologne, mais son gouverneur muni d'une lettre du père, s'étant adressé

Dans les salles silencieuses du Château de Raperswil c'est la Foi de Pologne qui vit intacte et indomptable. Au détour d'une grande route un rocher escarpé, dernier rejeton des hauteurs qui entourent le Sæntis, s'enfonce dans le lac zuricois en un vaste et haut promontoire. C'est ici que trônant au dessus d'une petite ville de la Renaissance, enchevêtrée de ruelles tortueuses aux hautes et vénérables maisons gothiques, s'élève le château des Habsbourgs et des Comtes de Rapperschwyl, antiques seigneurs des deux rives du lac, très puissants serviteurs du Cloître et de l'église d'Einsiedeln. En prenant la route de Pfäffikon vers l'autre rive, on voit sur le lac mort la chapelle—dernier reste du pont du moyen âge. On passe aux murmures vagues d'une eau triste et morne, silen-

---

à la Police, le jeune Krasiński a été placé sous une stricte surveillance et son signalement publié dans toute la Suisse; de cette manière entravé dans son projet, il en a ressenti une telle douleur qu'il en est tombé dangereusement malade, état dans lequel je l'ai encore trouvé. Du reste c'est un jeune homme très instruit et fort intéressant comme esprit et coeur. Je vous en parle en détail, car dans ce siècle de calomnie on en a beaucoup et très injustement déversé sur lui, cependant il est bien jeune et mérite d'être connu sous son véritable jour par les honnêtes gens...»; v. Kniaziewicz à Załuski, le 13 décembre 1831. Krasiński n'a chanté plus tard, de cette révolution qu'il n'a pu même approcher, que la nostalgie de la défaite et de l'exil (L'Aube, surtout le Prologue). Mickiewicz et Słowacki, âmes plutôt populaires, plus près du champ de la bataille, ont laissé d'immortels souvenirs d'espérance et de victoires. Mickiewicz a décrit une admirable scène de magnanimité militaire après les victoires de Skrzynecki (La garde de la nuit). Słowacki dans de puissantes strophes appelle le soulèvement et la délivrance de toutes les anciennes provinces de Pologne (Hymne à Notre Dame de la Victoire, Hymne du soulèvement de Lithuanie) ou bien il décrit les premières impressions de l'appel aux armes (Kulig=ronde de nuit). Mickiewicz et Słowacki vont chanter jusqu'à leur mort la tristesse et la révolte dans la défaite. En 1831, après la prise de Varsovie, c'est Mickiewicz qui commence par le puissant tableau de la redoute que fait sauter son défenseur (La redoute d'Ordon).

cieuse comme les lacs de Pologne, large et monotone comme ses plaines. Mais partout, au bords de ce lac, aux débouchés des routes, mortes elles aussi, de petites maisonnettes et des tourelles bizarres rappellent le passé d'un tombeau et le culte d'un dieu. Tous les soirs des chapelles, des clochers d'églises gémissent encore les sonneries de l'angelus. Plus loin encore, c'est l'eau stagnante, la terre en décomposition, le marais. Lorsque les vagues semblent aller dans leur mouvement lourd et infini, vers les cimes glacées des montagnes lointaines, on regarde fraternellement les choses passées arrivant ainsi que des ombres légères par la longue route. Dès les premières lueurs du moyen âge les saints et les martyrs l'ont suivie cette route, portant la bonne nouvelle dans les hautes vallées de ces montagnes. Et de tout temps la foi fut ici une guerre. Guerre contre la terre soumise aux eaux environnantes; guerre entre les hommes des montagnes et des plaines, des grands villages et des petites républiques, s'arrogeant chacune sa propre conception de Dieu. Durs et persévérants étaient les moines, seigneurs de ces îles et architectes patients des églises de granit. Dure et inexorable fut cette guerre religieuse de la Renaissance qui a laissé à l'alentour ses tombeaux. L'incendie des batailles et des conquêtes a vaincu les pierres très vénérables. Au-dessus de la ville à moitié détruite, le Château-fort, plusieurs fois bâti et rebâti, tombait abandonné depuis longtemps, jusqu'à ce qu'une foi nouvelle, et les débris d'une guerre lointaine, et les choses les plus tristes — les objets morts des espérances perdues, vinssent se réfugier au milieu de toutes ces ruines et parmi les temples et les tombeaux de tous ces anciens dieux.

Depuis, le Château a été restauré, en un mélange pittoresque des arts de bâtir, en un ensemble décevant de tant de tristesses renaissantes. Du haut du donjon, qui a retrouvé son ancienne hauteur, sinon son art ancien, on regarde, comme par le passé, la montagne et les neiges

éternelles de Glarus, la route vers le sud et la chapelle du Saint.[1]) Dans le démi-jour des salles du Musée National Polonais les souvenirs s'amassent, se fondent au foyer d'une vie de plus en plus intense. Quatre générations, perdues dans leur volonté de croire, y vivent et attestent la Foi de Pologne. Le foyer solitaire, mais brillant et glorieux, attend une solidarité à venir pour propager et faire triompher cette foi. Mais jusqu'aux jours de cet avenir c'est l'Histoire seule qui passe librement, parmi toutes les ombres, peut-être par ce qu'elle ressemble elle-même à une ombre. Il nous semble que cette ombre, n'est que son visage pâle, incolore et silencieux, pareil aux traits des marbres antiques. A la clarté du grand jour la vie renaît et l'esprit éternel brille à travers le corps mutilé et l'ombre décevante. C'est l'esprit et la vie, et non l'ombre et la forme des espérances nationales, que nous nous sommes proposé de saisir dans notre travail.

---

[1]) Deux églises romanes du commencement du treizième siècle, sur l'île de Ufenau, entre Rapperswil et Pfäffikon, bâties par le cloître d'Einsiedeln; là se trouve aussi le tombeau d'Ulrich Hutten. Restes des chapelles gothiques: 1) la chapelle de l'ancien pont, 2) la chapelle de Hurgen (Schwyz), 3) la chapelle du cloître de Rapperswil, 4) la chapelle très bien conservée sur le monticule, près de l'église de Rapperswil, 5) une chapelle sur le lac, du côté d'Uznach, 6) la chapelle de S[t] Meinried sur la route Pfäffikon-Einsiedeln et le versant du mont Etzel. C'est dans ce dernier lieu que demeura quelque temps l'homme dont la destinée fut la plus étrange peut-être qu'on puisse noter dans l'histoire de l'Emigration polonaise et qui à un moment a incarné en lui seul toute la foi et tout l'élan mystique des exilés: Towiański. Le Rapperswil d'aujourd'hui est le Rapperswil «nouveau» du XIV s.; l'ancien était situé entre Pfäffikon et Lachen, sur l'autre rive. Les guerres des XIV et XV s. entre Rapperswil et Zurich, celles de la Réformation ensuite , n'ont laissé subsister que 5 ou 6 maisons antérieures au XVI s. deux d'entre elles antérieures au XV-me. La plupart des maisons remonte à la fin du XVI-me et au commencement du XVII-me siècle L'église gothique de Rapperswil, brûlée vers 1780, a été rebâtie de fond en comble.

Chaque travail doit être une œuvre de foi. C'est la Foi de la Pologne qui fut la nôtre et nous nous en sommes pénétré dans les journées silencieuses de Rapperswil.

L'oeuvre de l'historien est une oeuvre d'évocation. Elle renoue la chaîne brisée des générations, elle peut aussi bien faire naître en l'esprit une vision des choses anciennes que servir de guide à la politique nationale. Elle suit le travail quotidien d'un peuple, elle développe en lui des germes d'action, mais elle reste avant tout une oeuvre d'art.

C'est pour moi un agréable devoir de mettre en tête de ces pages mes remerciements profondément sentis aux bibliothécaires du Musée de Rapperswil, MM. Venceslas Karczewski (Directeur), Florian Znaniecki et Stanislas Kłyszewski, qui m'ont guidé dans mon travail d'archives et ont été pour moi dans mes longs séjours au Musée des amis surs et de précieux conseillers.

Il y a autant de plaisir que d'honneur pour moi à exprimer toute ma gratitude au Corps des Professeurs de l'Université de Berne, et tout particulièrement à Mr. Wocker, Professeur d'histoire universelle, dont l'intelligence et le coeur éclairé m'ont donné la possibilité de choisir et d'exécuter librement le plan de mon travail, et dont l'intérêt pour l'histoire de Pologne aussi bien que la connaissance parfaite de cette histoire m'ont servi d'initiative et de guide.

Il m'est impossible de choisir une meilleure occasion d'affirmer mes sentiments de reconnaissance et de respect pour M. le Prof. Weese qui fut mon dernier maître dans l'initiation aux Arts.

## NOTICE SUR LES SOURCES.

Le présent travail est le fruit d'une étude d'archives au Musée National Polonais de Rapperswil. Le grand ensemble de pièces se rattachant à l'Histoire de l'Emigration Polonaise est divisé en des groupes spéciaux que nous énumérons ici, leur donnant en même temps les formules dont nous allons nous servir dans les notes mises au bas des pages.

I. Archives de la Mission Diplomatique de Pologne près le Gouvernement de France . . . . . . M. P.

C'est la seconde moitié des archives de la Mission; elle renferme 1 volume de conférences avec le Ministère français; un volume de correspondances avec la Mission de Constantinople (Wołowski), et 12 volumes de correspondances de la Mission après la chûte de Varsovie (octobre 1831 — mars 1833). Malheureusement les mois les plus intéressants — février et mars 1832 ont été éliminés de ce récueil admirablement catalogué et conservé.

II. Archives du Comité Central Français en faveur des Polonais, ou Comité Polonais de Paris . . . C. C.

Ce recueil renferme une grande partie de la correspondance de Lafayette, de M. de Lasteyrie, de M. Garnier-Pagès et d'autres. Sa conservation ainsi que celle de la plupart des recueils suivants est due à l'inépuisable énergie de l'infatigable collectionneur, M. Léonard Chodźko, aide de camp du Général Lafayette.

membre du Comité National Polonais et délégué près le Comité Central de Paris. Ce recueil se compose premièrement des lettres adressées aux comités ou bien à leurs membres, secondement des comptes complets du Comité français.

III. Archives du Comité National Polonais siègeant à Paris dès le mois de décembre 1831 jusqu'à la fin de l'année 1832 . . . . . . . . . . . . . K. N.

Les archives du premier Comité National Polonais (novembre 1831) ne s'y trouvent pas. Les Archives du K. N. classées récemment, renferment les protocoles des séances, la correspondance avec les comités français, la correspondance avec les Polonais se trouvant dans les dépòts etc. Une partie de ces actes a été imprimée dans le très volumineux rapport du K. N., édité à Paris en 1836.

IV. Archives des Dépôts des Polonais en France . . désignation Avignon-Av. Besançon Bes.

Les A. comprennent: les très volumineux protocoles du Conseil d'Avignon; le recueil, en partie incomplet de sa correspondance et de ses comptes, formant en tout 14 volumes. Ensuite les protocoles du Conseil des Pol. de Besançon, sa correspondance presque complète avec les autres conseils, en tout 8 volumes. Les documents ci-dessus vont de février 1832 à mai 1833; les archives des dépôts de Chateauroux et du Puy ne commencent qu'en 1833 et n'entrent plus directement dans notre sujet.

V. Le Recueil de Chodźko . . . . . . . . . . . T. Ch.

C'est un ensemble de copies des principaux documents concernant l'histoire politique de la Pologne depuis 1700 jusqu'à 1865. Il se compose de 100 volumes et de plus de 25 mille pièces. Il est classé d'après les dates et catalogué. Pour notre travail spécialement, il s'agit des volumes novembre — décembre 1831 (v. 62), janvier—février 1832 (63), mars 1832 (64) et avril 1832 (65) en partie.

VI. Le Recueil de Correspondances, surtout de celles de Lelewel et de Chodźko.

C'est un recueil de lettres privées et politiques qui n'ont été réunies dans aucun des recueils nommés. Cette correspondance est classée et en grande partie cataloguée d'après l'ordre alphabétique des auteurs. Il s'agit ici principalement des correspondances de Chodźko (Léonard) et de Lelewel. Nous en avons extrait pour notre travail la correspondance privée de Lelewel avec Lafayette.

# I.

On raconte que Mickiewicz au moment où, en 1830, il recevait les premières nouvelles de la Pologne, ayant ouvert selon l'habitude du temps le volume de la Bible, y trouva le verset: Hominem non habeo[1]). Pour la Révolution ce fut la vérité. Non pas que les forces sociales n'eussent eu de 1815 à 1830 un développement inoui: mais ce développement avait été purement social, conservateur et bourgeois; il créa une situation nouvelle aux classes sociales, conservatrices et bourgeoises; il ne créa point de fait politique nouveau. Dans ce grand épanouissement des industries et du commerce après les guerres de la Révolution, faute de grandes oeuvres à accomplir, l'humanité manqua d'hommes. En Pologne ceux de l'époque précédente n'existent plus. Les généraux qui avaient mené l'armée à la victoire en 1807, en 1809, en 1812 sont morts. Il ne reste au pays que des comparses et des subalternes, les chefs de brigade ou les chefs de bataillon de l'armée napoléonienne; ils ne savaient que leur métier et aucun d'eux, pendant toute la campagne de 1831 ne montra les qualités d'un généralissime. Il était donc impossible qu'un plan purement militaire prédominât dans la révolution. L'armée polonaise resta sans agir pendant les deux premiers mois, où elle était supérieure à l'armée disponible russe; elle n'alla point en Lithuanie, terrain

---

1) Piotr Chmielowski, *Adam Mickiewicz*, II, 93.

naturel d'uue guerre polono-russe, elle y laissa au contraire les Russes s'organiser très tranquillement, et leur abandonna encore, en vue de leurs aprovisionnements et de leurs reconnaissances, un tiers du territoire du Royaume. Enfin, la capitale allant être assiégée, l'armée polonaise se divisa en deux corps avant la bataille et sciemment s'affaiblit dans sa défense. [1])

On voudrait s'attendre de la part d'une nation dans une crise politique si profonde à un accroissement des forces existantes qui eût suppléé à une armée mal conseillée.

Dans ce cas, comme dans celui de la Révolution française, les généraux s'ils se trouvent incapables, sont vite oubliés,

[1]) Les généraux de Napoléon avaient été: Joseph Poniatowski mort à Leipzig, 1813, Henri Dąbrowski, mort en 1819, Michel Sokolnicki, en 1816, Stanislas Fiszer, en 1820. et enfin, Joseph Zajączek. Ce dernier mourut en 1822, au poste de vice-roi de Pologne, ayan renié un passé qui, n'étant pas sans tâche, ne fut point cependant sans gloire. Chłopicki, Radziwiłł, Skrzynecki, Dembiński, Chrzanowski, Prądzyński étaient jeunes ou n'étaient pas parvenus dans l'armée de Napoléon à un grade supérieur à celui de colonel, Krukowiecki et Umiński n'étaient que des généraux de la dernière heure (1813). Roman Sołtyk était vieux et usé. Krasiński, Kurnatowski et Łubieński n'ont jamais aspiré à être des chefs sincères dans cette guerre, où ils jouèrent un rôle plus qu'équivoque: ils appartiennent plutôt déjà à la bourgeoisie félonne, arrivée aux places, ne cherchant qu'à s'y tenir et à y gagner. Donc, si l'idée de créer un Dictateur était beaucoup plus dangereuse, l'idée première de Czartoryski de former un comité de généraux érigé en suprême pouvoir révolutionnaire n'en était que plus impraticable.

Jusqu'à la seconde moitié de février 1831 l'armée russe disponible, quoique disséminée en Lithuanie, ne comptait que 32 mille hommes en face de 35 mille Polonais. Le plan de campagne en Lithuanie, envisagé originairement par le ministre Lubecki, reparut plusieurs fois au cours de la guerre: il fut abandonné pour cause politique et militairement compromis par l'expédition insuffisante de Giełgud. Sur la division de l'armée polonaise avant la perte de Varsovie v. les deux points de vue parallèles dans les ouvrages de Barzykowski (vol. V), et de Mierosławski (vol. V).

et ce sont les officiers qui deviennent généraux, sur le champ de bataille: ou bien c'est plutôt l'esprit public lui-même qui par sa propre puissance régénère toute l'armée. Cette transformation éclatante n'était plus possible en 1830, avec des armées régulières. Et si cette armée régulière devait à son tour se sentir tout entière pénétrée des sentiments nationaux et des espérances de la Révolution, cependant elle n'était plus, dans ce temps de divisions sociales, unie intimement à la vie de la nation. C'est d'elle cependant que, en 1830, est sortie la révolution même. Les sociétés secrètes de Pologne, après 1792 et jusqu'aux grandes guerres de Napoléon, avaient eu un caractère civil très prononcé. L'armée n'en était qu'une main armée: et c'est la raison, la raison d'état qui dirigeait. Mais ce qui fit justement la grandeur de l'époque de Napoléon, ce fut l'incarnation de la raison d'état dans le génie militaire; et ce qui en resta, faute de ce génie, et Napoléon étant mort, ne fut plus que du militarisme. Précédemment le génie militaire, fier aux batailles, était si grand, qu'il engloba la politique: maintenant, la politique était devenue si mesquine qu'en temps de paix elle se réfugia dans les casernes. Tandis que tout ce qui dans la nation vit, prospère et s'accroît n'a plus de couleur politique et se consacre à un travail social, c'est la légende napoléonienne qui se perpétue dans l'âme des bataillons. Mais «les luttes civiles déconcertent les hommes de guerre».[1] Les conceptions politiques divisent l'armée qui n'existe qu'à condition de l'uniformité des esprits. De 1800 à 1814 les conspirations, les mouvements politiques dans l'armée furent organisés par les chefs mêmes et par les gouvernements: au moins alors conservait on encore l'unité indispensable. Les conspirations nationales de la même époque furent

---

[1] «Il semble que les luttes civiles déconcertent les hommes de guerre. Napoléon, d'ailleurs, avait amoindri toutes les âmes autour de la sienne...» Louis Blanc, *Histoire de Dix Ans*, I, 352.

toutes ourdies par les gouvernements. La réaction ne vivait que par l'emploi des moyens révolutionnaires. C'est ainsi que la monarchie de France n'a vécu que par les intrigues de Talleyrand, de Fouché et des libéraux; celle de Prusse par l'alliance avec les sociétés secrètes de l'Allemagne. De même les conspirations polonaises furent souvent en contact avec les gouvernements de Prusse et de Russie: ces gouvernements allèrent jusqu'à chercher même dans la révolution de Pologne un moyen d'établir la réaction européenne. Une fois que cette dernière eut triomphé, elle connut tous les moyens de ses adversaires avec lesquels elle avait eu des rapports. Elle est bien piteuse l'histoire des conspirations libérales après 1815. Les francs-maçons, les carbonaris, les amis du progrès, de l'humanité, les sociétés d'aide et de fraternité se succèdent, et leur conspiration enfantine est mieux connue dans le cabinet de Metternich que parmi les affiliés mêmes. A Varsovie, les trois polices secrètes du Grand Duc, les actions mystérieuses et provocatrices de Rożniecki, enfin la très puissante et très dangereuse ambassade semi-officielle de la Prusse [1]), connurent avant qu'elles

---

[1]) Le général Rożniecki, fut un des plus doués et des plus braves pendant les campagnes de 1800 et de 1809; ami de la France, vif, impétueux, brouillon, il s'introduisit dès 1799 dans les sociétés secrètes internationales. N'ayant point pris part aux dernières campagnes, il devint persona grata de la Russie. Prêt à sacrifier tout pour son orgueil qui ne connaissait pas de bornes, il devint espion général des sociétés secrètes de la Pologne; v. Sz. Askenazy, ***Łukasiński***, t. I, surtout pages 284 et suiv.; sur les polices secrètes du Grand Duc v. le chapitre IV du même ouvrage, et le chapitre Russie—Pologne, 1815—1830 du même auteur dans la Cambridge Modern History, publié séparement en Pologne (Rosya—Polska), v. aussi les revélations très intéressantes de M. Askenazy sur le consul de Prusse, Schmidt, *Dwa Stulecia*, II, Dozór konsulacki: celui-ci à force d'argent et de banquets tenait dans sa poche toutes les polices du Grand Duc. Sur les conspirations v. Barzykowski, Mochnacki, ouvr. c., les relations de Gurowski, Ostrowski, Roman Sołtyk, mais avant tout, les nouvelles études de M. Askenazy sur Łukasiński, le martyr de Schlüs-

eussent éclaté toutes les conspirations qui germèrent de 1815 jusqu'en 1825. Il n'en fallait pas plus pour que les efforts devinssent inutiles et les forces perdues. Et ce furent bien les hommes les plus nobles et les plus capables qui périrent dans cette lutte inégale, en France ou en Pologne, sur les échafauds ou dans les cachots. C'est aussi une raison et non la moindre pour laquelle, en 1830 et en 1831, lorsque vint l'éclosion nécéssaire des forces de la société, il ne s'y trouva plus d'hommes pour la diriger.

Faute de pouvoir nouveau, les pouvoirs anciennement établis reprirent le dessus dans la révolution. En France, le Parlement, en Pologne, la Diète assumèrent la responsabilité des événements et représentèrent l'esprit public. Mais ce second élément de la révolution n'était plus du tout révolutionnaire. Il prit le pouvoir à contre-coeur, à défaut d'une autorité issue de la révolution. La plupart des membres de ces assemblées avaient été administrateurs nouveaux ou anciens de l'Empire ou de ses marches. Il y avait là des conseillers, il n'y avait point d'hommes d'état. Là étaient toutes les petites âmes qui «se sont donné rendez-vous sur la tombe» de Napoléon. Ayant organisé la bourgeoisie, ayant amoindri et abaissé tout ce qui n'était pas lui, Napoléon fut étouffé par ce monde créé par lui. Mais ces hommes médiocres, après avoir abattu «le tyran», n'y substituèrent qu'une tyrannie de classe.

La révolution, commencée par une jeunesse ardente et insoucieuse, accomplie par des gens raisonnables et médiocres, ballottée entre deux faiblesses concurrentes, ne fut que l'impuissance même. Elle ne sut agir qu'en réaction contre l'action de son ennemi. Elle s'organisa

selburg, transporté à la forteresse en 1831, mort sans en être sorti en 1869. D'autres condamnés se donnèrent la mort, d'autres encore furent brisés et incapables, après les tortures morales, de diriger le mouvement. Notons la facilité de découvrir les conspirations de l'armée. Le 29 nov. 1830 il y avait des hommes héroïques parmi les révolutionnaires; mais il n'y avait plus de forces dirigeantes.

en une révolution de classe et, s'imagina qu'en restant pacifique, elle allait cesser d'être révolutionaire, et qu'elle deviendrait par la seule force de son bon vouloir, une Pologne libre et puissante, très obéissante alliée de la Russie, sujette respectueuse de son roi. On voit à tout moment dans cette guerre l'influence pernicieuse de la révolution de Juillet. Le Grand-Duc Constantin étant sorti de Pologne, comme Charles X était sorti de France, on s'imagina que le sort des libertés constitutionnelles était réglé. Derrière cette seconde «Charte» on ne vit plus l'immense étendue de la question de Pologne. Tandis qu'en France, il ne s'agissait que de garantir l'intégrité du territoire, en Pologne, il fallait réoccuper la Pologne elle-même et chasser l'aggresseur déjà à demi établi. Mais les horizons de grandes guerres et les vues politiques étendues s'évanouirent comme une légende romantique: c'est que, depuis 1815 c'étaient les amis de l'Empereur Alexandre qui régnaient en Pologne: gens de petites concessions, assujettis au sort, épris d'une sorte de fatalisme historique, rêveurs parfois d'un empire slave: gens de réaction avant tout et jouets faciles aux mains dangereuses des politiques russes de St Pétersbourg. Le parti russe s'était accru avec le temps de toutes les défections du parti de la France: c'est ainsi que, après les malheurs, les faibles se rangent toujours du côté du fort. Nous avons vu ces derniers, mourants, ou plongés dans une impuissante vieillesse. L'orientation politique, tournée désormais exclusivement du côté de la Russie, ne connut plus d'autre boussole: en 1831 il aurait fallu en chercher une nouvelle. Et le spectacle est très édifiant: la révolution de Pologne n'entreprend aucune réforme, elle n'affranchit pas les paysans, elle garde un esprit de réaction bornée et futile; réactionnaire, elle décompose sa propre force: et n'ayant ainsi aucune politique intérieure, aucune politique nationale même, elle se trouve, pour chercher le suprême salut au dehors, en quête d'une politique étrangère avortée

d'avance. La désorientation et le désoeuvrement politiques la poussent par un instinct ancien et sans discernement des choses, vers la France.

Les représentants officiels de la politique polonaise et le parti russe ne s'y portèrent que malgré eux. Ensuite, ils le firent comme de méchants enfants boudeurs disant à leur maître russe: vois le mauvais tour que tu m'obliges à te jouer! La France remplit le rôle du monstre qui doit effrayer ce maître. En se tournant vers Vienne, Londres ou Paris, on ne voulait parler en fin de compte qu'avec Saint-Pétersbourg. Mais là, et dans toute la diplomatie russe on était obstinément décidé à une lutte sans merci. On montrait même beaucoup de mauvaise humeur à écouter les ouvertures d'amitié, de conciliation, de respect que le roi Louis Philippe y envoyait en abondance. C'est que cette amitié française ne paraissait être que de l'ironie: elle évoquait le souvenir des plans formidables de guerre contre la France, plans anéantis par la révolution de Pologne. La France orléaniste n'y pensait plus et ne s'en souvenait point. Pas une seule fois l'idée d'une intervention sérieuse en faveur de la Pologne ne vint troubler son respect de l'amitié réciproque des empires, et de la paix du monde. Si le plus rusé parmi les diplomates, Talleyrand, fut chargé une fois de tâter le terrain à Londres, pour provoquer une intervention en Russie, ce ne fut que pour donner le change à l'ancienne rivalité franco-britanique, attisée par les nouvaux feux de Bruxelles. On avait soin de faire bien sentir à Saint-Pétersbourg l'inanité et l'impossibilité d'une intervention de la France; on donnait des assurances formelles dans le même sens. On proclamait hautement le désir de la paix. Toute l'activité diplomatique de la Monarchie de Juillet se renfermait dans les bornes de la France humiliée. Et si à Vienne on disait aux Polonais: rendez-vous, armes et bagages, aux mains de la Russie, et recevez la grâce de Paskiewicz, à Paris.

le général Sébastiani leur répétait à son tour: faites avant tout votre paix avec Saint-Pétersbourg, négociez avec le généralissime Paskiewicz. En vérité, pour aller jusque là, il ne fallait point passer par Paris. En désespoir de cause, et toutes les voies de négociation directe ou indirecte devenues impraticables, le gouvernement révolutionnaire s'adressa par la voie de la France aux sentiments de collectivité des puissances européennes. Il ne pouvait le faire qu'au nom des traités existants, et pour que rien ne manque à l'ironie poignante de l'histoire, cette révolution réactionnisée de Pologne appelle et implore l'aide de la monarchie bourgeoise de France au nom des Traités de Vienne.[1] Mais les gens du gouvernement du 13 mars restaient impassibles; rien ne pouvait vaincre leur engourdissement et leur timidité. Bruyants, vains, malhonnêtes, ils flattaient l'esprit public français par des espoirs de grandeur pacifique et érigaient en système le désoeuvrement de la politique française. En face de toutes les révolutions d'Europe spontanément éclatées, retrouvant partout où avait passé la révolution et l'Empire des alliés inattendus, la France laissait non seulement écraser l'un après l'autre tous ces mouvements corrolaires du sien, mais permettait a la formidable alliance de Chaumont de se renouer autour d'elle. Si les dernières humiliations et les plus cuisants dangers lui furent épargnés jusqu'en 1840, c'est que les mouvements révolutionnaires de l'Europe par eux-mêmes, sans la France, et souvent même contre elle, la défendirent. L'alliance d e s q u a t r e se refaisait très lentement, pas à pas, timide et craintive. Les longs efforts de Nicolas n'aboutirent en 1830 qu'à une tempo-

[1] Correspondance with Prince Talleyrand respecting Poland, 1831, presented to both Houses of Parlament by Command of Her Majesty, 1861. Réponse du Cabinet de Vienne au généralissime Skrzynecki, Juillet; conférence du C<sup>te</sup> L. Plater avec le gén. Sébastiani, 18 août, v. aussi les conférences du 24 juillet et du 8 août; circulaire adressée aux cabinets de l'Europe par le Gouvernement provisoire contresignée par le vice-ministre Horodyski, 14 juillet 1831.

risation de la part de la Prusse, tant étaient vifs les souvenirs d'Jéna. En écrivant sa lettre très célèbre à Louis Philippe, en acceptant ou plutôt en nommant le comte de Mortemart, comme ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, Nicolas renchérissait sur «ses alliés» qu'il ne possédait point. L'Angleterre n'avait accédé à cette alliance qu'au mois d'avril 1831, par crainte de l'annexion de la Belgique. L'Autriche n'y fit allusion que quand la Révolution eut gagné l'Italie. Quant à la Prusse, elle fut la dernière, lorsqu'il n'y eut plus de doute pour personne sur la faiblesse et sur l'abaissement de la diplomatie française. Et alors, elle se mit de la partie, posément, lourdement. La Pologne qui n'avait point voulu faire les frais d'une campagne contre la France et l'avait rendue impossible, dut supporter tout le poids de la revanche des puissances alliées. La couronne de Louis-Philippe fut payée par un complément nécesssaire des traités de Vienne: l'abolition du royaume de Pologne, et par une rénovation éclatante de la Sainte Alliance.

La Prusse ne se considère point comme neutre dans la guerre présente, disait le comte Bernstorf au comte Flahaut, le 16 Juillet: nous sommes au contraire alliés de la Russie. La France n'ayant rien répondu, et même pas protesté, contre l'intervention de la Prusse, celle-ci prit son libre cours en Pologne. Grâce à elle[1], l'armée de Paskiewicz

[1]) Jusqu'au mois de juillet la Prusse se borna à une surveillance policière très étroite, impitoyable pour tout passage de Polonais, de leurs convois ou même des agents des puissances neutres auprès de la Pologne: v. les difficultés éprouvées en voyage par Mickiewicz, le projet déjoué des généraux français (Exelmans, Hulot, Lallemand et Grouchy) voir L. Blanc, l. c. II, 455; affaire du courrier français, Chambre des députés, séance du 19 septembre. Conférence de Kniaziewicz avec Sébastiani, 24 juillet, communication de la lettre du Cte de Flahaut du 17 juillet; Brykczyński à la Miss. Pol. de Paris, Ostrowo 23 août 1831 (M. P. 1448 bis): «Il passe ici des convois de soldats russes tout habillés et renvoyés à leur armée par les loyaux et neutres Prussiens. Avant-hier, il est passé un Général et 6 off. su-

se trouva sauvée et approvisionnée sur la rive gauche de la Vistule, et en face même de Varsovie. Bientôt, il fut en vérité temps pour les Polonais de profiter des généreux conseils, de s'entretenir avec le vainqueur, auquel tous les états d'Europe avaient donné leur aide très puissante. Dans cette émulation pour le grand prix du despotisme la France

périeurs échappés de Częstochowa où ils étaient retenus sur parole...» L'intervention de la Prusse consista dans l'établissement d'un magasin central à Thorn, dans l'organisation du passage de l'armée sur la Vistule et dans la permission de passer par le territoire prussien aux détachements séparés de l'armée russe, enfin, dans la confiscation ou dans l'arrêt de tout espèce d'envoi (même d'argent appartenant à des tiers) à l'adresse de la Pologne : v. notes circulaires du gouv. de Pologne des 27 juin, 10, 14 et 16 juillet 1831. note presenté à Berlin 16 juil.; conférence Jelski-Sébastiani. 29 août; procl. protest. du gouv. nat., 14 août; Skrzynecki à Horodyski, 13 juil. Conversation d'Ancillon avec de Flahaut, octobre 1831, communiquée par le Cte Walewski le 28 janvier 1832 (M. P.) «....quant à nous (Ancillon) nous avons il est vrai été neutres et inactifs pendant tout le temps de l'insurrection, mais nous n'avons jamais cessé de considérer la cause de la Russie comme la nôtre et il n'y a pas eu d'avis différent à ce sujet dans notre cabinet... il n'y a pas d'autre moyen d'assurer la tranquillité générale d'une manière stable, que d'en finir une bonne fois et de regarder la Pologne comme n'existant ni de fait, ni de nom, et de prendre à cet égard d'un commun accord toutes les mesures nécéssaires...» v. à ce sujet la coïncidence très intéressante des vues officielles avec celles d'une brochure: «Preussen und Polen, eine Beleuchtung d. Verhältnisse beider in Bezug auf d. neueste polnische Revolution mit vorzüglicher Rücksicht auf d. von einigen Journalisten gegen Preussen gerichteten Angriffe und d. uebergetretenen polnischen Truppen... von einem Bewohner Westpreussens. Danzig 1832, 21 sqq.: «...Es sind allerdings in Thorn und Strasburg russische Magasine errichtet worden, es sind eine Menge von Lebensmitteln aus Ost u. Westpreussen zu d. russischen Heeren gebracht worden, es haben d. letzteren einen leichten Uebergang auf preussischen Schiffen bei Thorn gefunden u. diesen eben deshalb vielleicht eher gewagt, weil an d. Grenzen preussische Truppen gestanden haben...» On trouve plus loin (p. 23) une défense du point de vue de la Prusse laquelle étant alliée de la Russie, et n'ayant aucune sorte de devoirs envers la Pologne, pouvait agir bien autrement encore, n'eût été son humanitarisme etc...

ne fut jamais la dernière. Le ressentiment et la douleur de la Pologne s'épuisèrent en manifestations puériles et en invectives impuissantes. Le 6 août la mission de Paris fut rappelée par son gouvernement. «Le système du gouvernement français reste toujours le même—écrivait officiellement la Mission de Paris à celle de Francfort, le 4 octobre:—il a voulu que nous périssions, le sort a accompli ses désirs»; et presque en même temps Wolicki écrivait de Constantinople[12]: «Aussi longtemps que gouvernent Périer et Sébastiani, la France ne fera rien en notre faveur: ces hommes nous ont frappé un coup terrible et ils vont précipiter la France aux abîmes».

La diplomatie française ne fut jamais amie de la Pologne. Celle de l'ancien régime l'avait abandonnée aux moments les plus cruels de son histoire. Pour une politique de conquêtes comme pour une politique d'influences pacifiques la Pologne n'était pour la France qu'un expédient, une contrainte ou un empêchement. En 1793 auprès de la Convention, en 1795 et en 1797 auprès du Directoire, les Polonais connurent toutes les fatales nécéssités d'une politique au jour le jour. Ils furent traités selon les convenances et le temps. Ils vécurent uniquement parce qu'ils formaient une force militaire qui en imposait et les faisait rechercher. Les hauts faits militaires et surtout la force matérielle des armes procurèrent à la Pologne la renaissance napoléonienne; ce qui les désabusa, ce qui leur déroba les fruits de leur victoire, ce furent de nouveau et toujours les demi-moyens d'une diplomatie équivoque. Il y a ainsi deux histoires de la Pologne de Napoléon: l'une, toute glorieuse et scintillante au feu de batailles; l'autre perdue parmi les sentiers enchevêtrés des accomodements et des stipulations. Mais les époques de guerre étaient passées, et en 1831 la Pologne se trouvait en face d'une politique de la France plus faible que celle de l'ancien régime ruiné, plus mesquine et plus honteuse que celle des avocats du

[12] M. P. 1562, 1620: 19 octobre 1831.

Directoire. Et cependant, il semblait, et l'on croyait déjà voir qu'au-dessus et au-delà de ce murmure des cabinets et de cet imbroglio de demi-moyens diplomatiques, s'élevait la voix grondante des tempêtes populaires; et l'on voulait apercevoir par delà la honte des traités les armes menaçantes d'une alliance des révolutions.

Elle avait son histoire et sa tradition celle-là, plus courte que celle des cabinets, mais pleine d'actes d'hommes puissants et plus glorieuse qu'un passé antique. Elle datait de la Révolution Française et de la chute de la Pologne. Cette alliance était gravée au coeur des combattants qui croyaient s'être levés pour sa cause. La révolution-soeur éclata au moment même où celle de France fut en danger. Ce qu'il y avait de spontané et d'éruptif dans le mouvement de France se montra dans l'esprit populaire de Paris pendant toute l'année 1831. Mais la révolution de Pologne dans son attente d'une aide de la France fut vaincue sur le pavé de Paris dès le 31 juillet 1830: et ce qui se manifesta ensuite ne fut que le ressentiment douloureux d'un peuple vaincu. Le peuple de Paris ne reconnut pleinement sa défaite que dans le sort irréparable de Varsovie; et longtemps dura une espérance vaine que dans cette guerre au loin Paris serait vengé: que les fautes de la révolution de juillet y seraient réparées et que ses voeux seraient exaucés. Ce rêve égoïste de deux nations devait enfanter une idéologie internationale. Chaque date de la révolution de Pologne excita l'attention de toute la France. Le 29 juillet on crut à Paris à une victoire décisive: on s'embrassait avec effusion au milieu des rues. En août on crût en un moment d'angoisse terrible le sort de Varsovie décidé: des pressentiments, des espoirs furent pris pour la réalité, la Révolution étant devenue une oeuvre d'imagination. La réalité de cette chûte de Varsovie ne fut plus qu'une morne stupeur. On y vit une menace pour la France et l'on parla de guerre dans les rues et sur les places. En suite, il y eut une de ces émeutes

terribles du Paris des révolutions, aux cris de: Vive la Pologne. Mais au loin, et «sans un mot de la France», la mort régnait dans Varsovie.[1])

Ce qui pour la France était de l'imagination et un rêve de conquêtes était une question de vie et de mort pour la Pologne. Cette foule immobile et naïve qui ayant fait la révolution n'en fut jamais maîtresse et n'eût même pas un jour de règne dans les rues de sa capitale; cette armée opiniâtre et héroïque qui, malgré la diplomatie des chefs, croyait à la bataille: tous étaient remplis du sentiment du devoir envers la France et attendaient d'elle une réciprocité naturelle. Nous l'avons vu, il n'y eut plus, comme aux grands jours passés, de parti français en Pologne: mais la force inconsciente des souvenirs historiques agit d'elle-même et n'en étant que plus puissante, régla tous les sentiments de la Révolution. La révolution de 1830 avait éclaté, comme celle de 1794, répondant à celle de la France: malgré la diplomatie, elle en attendait aide et secours au moment suprême: on se battait donc à l'avant-garde, comme en 1807, comme en 1809 et encore, pour la Pologne et pour la grande armée, en 1812. Après la défaite, on organisa la grande émigration politique de France: et les légions polonaises, les aigles blancs portés

[1]) Voir, à ce sujet, les impressions historiques, notées par Louis Blanc, ouvrage cité, tome II; il y exprime très justement le sentiment populaire de la France en faveur de la Pologne; p. 177: «...La Pologne est libre. Ce fut en France une fête nationale, une seconde révolution de Juillet...», p. 369: «...à cette époque, la France vivait plus de la vie des autres nations que de la sienne propre... Nous vivions surtout en Pologne...»; p. 417, sur la journée du 29; p. 473, après la prise de Varsovie, le 15 septembre «...tous, nous nous étonnions de cet acharnement inouï de la fortune qui même après 1830 et ses prodiges, envoyait à la France une autre journée de Waterloo...» Les vers de Barthélémy, dans la *Némésis*: 16 sept.: «Noble soeur! Varsovie! elle est morte pour nous...». 25 sept.: Varsovie: Venit summa dies et ineluctabile tempus. Poésies de Cas. Delavigne: Le Dies irae de Kościuszko (23 fév.), Les Polonais immortels, La Varsovienne; de Bérenger: Hâtons nous (févr.), Poniatowski (juil).

à coté des étendards de la France formèrent une nouvelle avant-garde indomptable. toujours tournée, ainsi une pointe de boussole. contre les éternelles puissances du Nord.

Sans la légende napoléonienne il est impossible de comprendre la révolution de juillet; bien moins encore, celle de Pologne et ce qui la suivit. Cependant, les hommes étaient devenus plus petits: s'ils entreprenaient une grande action. ils marchaient ainsi que les acteurs des anciennes tragédies sur des cothurnes, et à chaque pas ils craignaient de tomber. Longtemps avant les faiblesses irréparables, un pressentiment de malheur régnait dans l'esprit public. Hormis l'armée. infatuée de ses chefs, impuissante dans la main d'une roide discipline, il n'y avait nulle part la volonté de vaincre qui, malgré tout ce qu'il y a d'incertain dans la lutte, assure la victoire. Cependant. on joua la tragédie d'une lutte sans espérance. Et dans les déceptions et dans les malheurs prédomina, davantage encore. la tradition de la France, la nécessité des efforts communs, l'Emigration, la Légion.

L'histoire de ces vicissitudes de la guerre avait commencé vers 1760, à l'époque de la révolution de Bar: celle-ci fut en rapports secrets avec la France; et si la diplomatie de Choiseul se résigna bien vite à une inaction craintive, une émigration française, avide de prouesses guerrières et écoeurée par la vie fade de la France, alla vers un pays riche en visions belliqueuses et chevaleresques. Parmi ces officiers et ces soldats volontaires. il y en eut dont la carrière fut étonnante et qui dans une vie moitié française, moitié polonaise, toujours légionnaires, vécurent partout émigrés d'une de leurs patries et chevaliers de la liberté de l'autre. En 1792, après la malheureuse campagne russe, les premiers hommes d'Etat de la Pologne, les chefs militaires et les officiers quittèrent leur pays, tout d'abord pour émigrer en Saxe ou en Suisse. Mais depuis 1789 la diète constitutionnelle de Pologne et tout ce qu'il y avait de grand et de noble dans la nation suivit l'impulsion

révolutionnaire venue par la grande route de Paris. Et lorsque commença l'éternelle épopée des guerres et des victoires, lorsque la Révolution se centralisa, se fit corps et put dès lors résister à toute l'Europe, l'entrainement devint irrésistible et la première émigration polonaise vint s'établir à Paris. Déjà le grand citoyen polonais et américain, Kościuszko, avait obtenu, de concert avec les principaux hommes de l'Europe, le titre glorieux de citoyen français, décerné par la Convention nationale. Déjà, l'ambassadeur français en Pologne, Marie Descorches, avait conçu des plans hardis de naturalision de Polonais en France ou de formation d'échelons d'armée auxiliaires. Des Polonais parurent à la barre de la Convention et dans les conciliabules très secrets du Comité du salut public. C'est à Paris que fut donnée l'impulsion au soulèvement de Pologne et c'est là aussi que, avec l'envoyé secret de Pologne, Barss, on en concerta les moyens. Le gouvernement français fut le premier à savoir le temps et les conditions de l'insurrection de Pologne, et il en put profiter largement dans les mesures militaires et diplomatiques qui s'en suivirent aboutissant à la paix de Bâle. Et aux derniers instants de la grande campagne de Kościuszko, les plus hardis et les plus perspicaces de l'armée ainsi que de la diplomatie, Dąbrowski et Mostowski conçurent l'idée d'une marche à travers les territoires neutres ou ennemis vers l'armée de France, campant sur le Rhin. Pour accomplir ce plan admirable il aurait fallu une décision, un effort, une persévérance beaucoup plus grandes que ne pouvaient l'avoir des chefs après une défaite. Et cependant, encore une fois, les chefs et les hommes politiques qui avaient échappé à la prison, prirent le chemin de l'émigration et allèrent vers la France victorieuse et puissante. L'envoyé de Pologne, Barss, décida de rester à Paris, et le gouvernement de France, le Comité du Salut Public après le 9 thermidor, aussi bien que le Directoire continuèrent à le reconnaîre en ses fonctions de

répresentant officiel du pays partagé et de la nation vaincue. Paris fut le centre des entreprises politiques polonaises. Là on vit bientôt s'accomplir une partie des plans de Dąbrowski, grâce au zèle infatigable de cet homme plein d'énergie et Polonais de bon conseil. Les tergiversations diplomatiques faussèrent son idée militaire mais n'en purent aucunement détruire la portée politique. Successivement, en 1796, 1797, 1799, les première, deuxième et troisième légions polonaises furent formées, organisées et conduites à la guerre par Dąbrowski, Wielhorski, Kniaziewicz et Sokolnicki. Suivant le plan de Dąbrowski, une émigration militaire succéda a la première émigration politique. Jusqu'à une vingtaine de mille hommes — presqu'autant qu'en possédait toute la Pologne avant la réorganisation de 1791, — passèrent par les cadres légionnaires. Les légions combattirent dans les très glorieuses guerres italiennes, dans les campagnes du Rhin et du Danube. Leur idéal militaire fut d'être l'avant-garde de l'armée de Bonaparte dans les guerres soutenues contre l'Autriche, avant-garde qui pousserait la première vers les pays polonais annexés à l'Autriche, servant de pivôt à la délivrance nationale; et ce fut dans le même but que les Polonais renouèrent en 1796 et 1797 les relations avec la Turquie et préparèrent un corps d'expédition dans la Valachie, terre classique des grandes guerres polonaises. Leur action se confina en réalité sur un terrain beaucoup moins vaste. Plusieurs de ces soldats émigrés tombèrent très loin de leur patrie; d'autres furent employés à des conquêtes lointaines (Saint Domingue) et leur sang fut sacrifié pour assouvir la soif d'un Empire. Mais du noyau qui en subsista et des conspirations qui, parallèlement, se formèrent, sortit l'accomplissement de la défaite prusienne de 1806 et le corps polonais de la Grande armée. L'ensemble des troupes polonaises en 1812 atteignit le chiffre de cent mille hommes, décrété par la Grande Diète en 1791.

Il semble, en 1830, que ces traditions historiques sont oubliées et que la chaîne des générations est rompue. Dans les nouveaux jours de malheurs, de 1812 à 1815, il n'y a point d'émigration nouvelle: l'armée rentre aux foyers. Les guerres sont finies. Un état s'organise qui ne paraît plus avoir rien de commun avec les conceptions des guerres napoléoniennes. L'armée se réforme, il est vrai, avec les éléments constitutifs de l'ancienne, mais ce n'est, comme la plupart des grandes armées régulières de l'Europe, qu'une armée de défense, non plus la raison d'être, mais une des institutions de l'Etat. Des liens quasi-durables sont noués par l'œuvre des traîtés internationaux; des relations loyales se sont formées. Il n'y a plus de parti français en Pologne. La Prusse est devenue un boulevard où il n'y a plus de passage à se frayer. Il n'y a point d'influence française dans les vues politiques internationales, et presque pas de relations directes avec la France. Et cependant les sociétés secrètes, les foyers d'agitation dans l'armée, les conspirations, les complots, les attentats se ressemblent, comme s'ils étaient forgés d'une seule main. Les révolutions éclatent et la guerre commence de nouveau en Pologne, aux confins de l'influence française; et après cette guerre, tout comme en 1792, c'est l'exode: l'émigration politique et militaire, l'espérance et l'action légionnaires.

C'est que la Pologne se retrouvant seule en face de la Russie, le conflit éternel des deux races slaves recommençait, âpre, irrésistible. Malgré les douceurs flatteuses et captieuses d'Alexandre, malgré la droiture naïve et croyante de Czartoryski, la rivalité des civilisations subsistait au milieu des enchantements d'une alliance, et on avait eu soin de ne pas laisser à la Pologne la puissance et l'étendue territoriale nécessaires pour que la condition unique et indispensable de cette existence commune pût être réalisée, voir la prédominance absolue des institutions civiles et politiques de l'Occident. Et

comme il en fut tout autrement, il ne resta de fait que l'annexion de la Pologne à la Russie; et la situation de 1794 revint: l'histoire recommençait. L'esprit de France avait présidé aux événements; il domina dans la défaite. Les souvenirs historiques reprirent toute leur puissance sur les âmes. Si l'histoire recommençait, elle ne semblait point être finie. C'était encore comme en 1789 et 1793, mais c'était aussi tout nouveau. Après la révolution en France venait en second acte le bouleversement de l'Europe: cette fois il était créé non plus par la volonté et la force guerrière française, mais par un mouvement spontané des peuples devenus concients et libres dans leurs âmes. Maintenant, après des défaites partielles, et après que la trahison de l'Europe réactionnaire eût fait tourner tous les yeux vers la France et fait aimer partout son intervention, devait se dérouler le troisième acte des tragédies historiques, la marche des armées françaises à travers les vieilles routes de l'Europe. Les Polonais, comme jadis, en formeront l'avant-garde. Le feu du sang bouillonna dans les veines, de nouveau s'ouvrent des passages immenses à travers des plaines sans fin pour la cavalerie indomptable de la Grande armée, et l'antique esprit guerrier domina avant tout dans cette troupe de chevaliers errants vers la France. Dans ces générations romantiques la poésie n'était pas loin de la réalité. L'alliance des quatre renaissant, bien que craintive, la colition fermant toutes les voies à l'influence française, il n'y avait qu'un moyen pour les hommes de courage et pour une nation prévoyante: c'était de rompre ce qui allait se resserrant autour de la France: et il n'eût fallu que plus de dignité de la part de celle-ci pour que la guerre recommençât, battant en brêche l'Europe de la Restauration.

Seuls, les Polonais entrèrent en campagne. En fait, c'est bien moins une Emigration politique, du genre de celle de 1792 qu'ils avaient en vue, qu'un recommencement ou plutôt une continuation de la guerre. Cette na-

tion en armes s'était laissé tromper aussi bien politiquement que militairement: comment put-elle acquérir tout d'un coup la conscience politique dans la défaite? Cependant il n'y eut pas, à proprement parler, de défaite. Une série de batailles heureuses ou indécises se termina par des lâchetés de chefs. Malgré l'inimitié de l'Autriche, malgré l'intervention semi-officielle de la Prusse, malgré l'insouciance de la France et de l'Angleterre, l'armée polonaise fut au cours de la première quinzaine d'août dans une situation favorable, et les écrivains militaires se sont depuis attachés au vain travail de la reconstruction de toutes les occasions perdues. A force de désœuvrement, l'armée fut bientôt la proie de toutes les intrigues, le foyer de cabales personnelles plutôt que politiques. Tout le monde raisonnait sur les chefs. On alla même jusqu'à les insulter en leur propre présence.[1] Mais l'esprit d'obéissance fut maintenu jusqu'au dernier moment; même quand on fit entrer, après le 15 août, une partie de cette armée à Varsovie, pour étouffer les émeutes, abandonnant ainsi la dernière possibilité de bataille; même quand on disloqua et divisa les forces nationales, avant la bataille suprême; et même lorsque Ramorino passa devant le corps de Rosen sans l'attaquer. Militairement, cette armée devint neutre; au point de vue politique, elle était tout ce que la nation possédait. Quand on lui eut fait franchir la frontière, ce fut la débandade. Aucune conscience des

---

[1] V. surtout Barzykowski, Mierosławski sur l'histoire de la guerre dans la première quinzaine d'août. Observation très juste d'une correspondance de Dresde dans le *Courrier Français*, 26 oct. 1831: «...Aujourd'hui que l'insurection polonaise a été étouffée d'une manière si funeste, on croira difficilement en Europe qu'elle fut sur le point d'être couronnée d'un éclatant succès...» Sur l'insubordination de l'armée et les intrigues pendant la «députation de la diète» et après la démission de Skrzynecki, v. ouvrages cités. Insultes publiques à Chrzanowski et même au généralissime remplaçant Dembiński.

devoirs ou de droits; aucune pensée, aucune idée sur ce qui se passait: un morne désespoir, une honte glacée aux cœurs. Cette armée, divisée traîtreusement en deux tronçons, était en ce moment forte de quarante mille hommes, plus qu'il n'y en avait eu avant la guerre.[1]) Or, ce ne fut ni la panique seule, ni la lâcheté des chefs qui purent produire cet exode; il y fallut la force des souvenirs et des ressentiments nationaux; et avant tout un sentiment inconscient d'une situation révolutionnaire en Europe. Obéissant aux ordres des chefs, s'en allant honteusement vers la frontière, cette armée crut faire son devoir jusqu'à la dernière extrémité — et au delà. Le conflit n'était réglé aux yeux de personne; on différait toutefois sur les moyens de le résoudre: les politiques et les diplomates, croyaient au rétablissement pur et simple de l'ordre des choses d'avant la guerre; mais l'instinct des foules parlait de guerre: et l'instinct con-

---

[1]) Le 17 août, de la place de Ołtarzew, tout un corps d'armée, sous le commandement du général Sznajde, à l'appel du général Krukowiecki et par les ordres du gén. Dembiński, fut dirigé sur Varsovie: Mierosławski. *Hist. Rew.*, V, 458: «Sznajde ne savait pas lui-même par quel miracle de subordination sa brigade n'avait pas marché au canon» (canonnade russe à Utrata); sur la politique, très embrouillée, dans l'armée, v. aussi bien Mierosławski que Barzykowski. Le partage de l'armée, qui pouvait avoir une porté militaire quelques jours avant, ne fut exécuté que le 23 août, 12 jours avant l'attaque de Varsovie; v. Mierosławski, V, 691 et suiv. considérations très intéressantes sur l'effet des continuels retards. Les forces polonaises au 20 août suiv. Barzykowski, V, 225 sq., 252, comptaient 57 m. hommes. Le corps de Ramorino qui passa près de Zawichost la frontière de Galicie, comptait encore jusqu'à 20000 h.; le corps de Różycki, passé en Galicie, environ 2 m. hommes; enfin l'armée principale de Rybiński passa en Prusse, au nombre d'env. 20 m. h. (chiffres prussiens, jusqu'à 19 m. h.; chiffres des contrôles de l'armée pol., 21.139 hommes; Arch. Ossolineum, Léop.): en tout 44 m. h.; il faut ajouter le corps de Dwernicki (3.300 h.) passé le 17 avril en Galicie et le corps de Giełgud (env. 7 m. h.) passé le 13—15 juillet en Prusse. En tout — jusqu'à 55 mille hommes.

duisit l'armée, sans chefs, vers la France. Sur la frontière il y avait les armées puissantes de la Prusse et de l'Autriche: on ne put passer en rangs serrés: l'Europe était devenue respectueuse des propriétés d'autrui; d'ailleurs, la France n'était en guerre avec personne, et on allait en France. Alors, il fallut remettre les fusils, briser les sabres, et l'armée sans armes, s'achemina en petits groupes, par les petites routes, vers le Rhin.

L'ironie du sort avait voulu que ces hommes fissent ce à quoi ils pensaient le moins: ce n'était plus comme en 1796, une émigration politique qui devenait une armée, mais c'était une Légion qui se transformait en émigration politique. Et on s'en estima heureux. Dans le mot seul de France on revécut une épopée. D'ailleurs, on se sentit nation, et on apprit le sens et la portée de la force réprésentative. «...Les dispersés tenaient toute la nation qui était restée dans ses foyers en un état d'exaltation continue. Le Polonais émigre au nom de toute la nation et il paraît qu'il en reçoit pour cela un mandat spécial... Les uns devinrent des pélerins à travers le monde, d'autres portèrent des chaînes... L'Emigration chez nous c'est tout simplement les fils quittant les maisons de leurs pères, non parce qu'ils aient à chercher aux pays lointains un sort meilleur, du pain à gagner, mais parce qu'ils portent la plainte de leur maison devant le monde entier, pour revenir vengeurs des douleurs paternelles. Il est grand et profond le sens de toute émigration polonaise: parce que ce n'est point une faction politique du pays, vaincue par une autre, mais bien une protestation vivante, publique de tout un peuple contre ses agresseurs...» En prononçant ces mots au sujet de l'émigration de 1794, Maurice Mochnacki pensait à celle de 1831. Il est vrai que si l'émigration polonaise ne représenta jamais une faction, elle en eut plusieurs dans son sein. Celle de 1794 se divisa tout d'abord en gens qui soutinrent seulement la Révolution française, ou bien les révolutionnaires les

plus extrêmes; puis elle eut ceux dont la doctrine était de ne se mêler en rien aux affaires de France; et enfin ceux qui tenaient toujours pour ce qu'ils appelaient le bon ordre, et préconisaient ou appelaient la monarchie ou la dictature. Il y eut des républicains opiniâtres et des doctrinaires, des réformateurs avec des programmes sociaux pour le bien de l'humanité entière, et aussi des monarchistes, hommes n'aimant point le nouveau, ou trouvant qu'on aurait le temps d'en parler, ou bien, craignant d'avance de se compromettre. Il y eut ceux qui posèrent un ultimatum à la France et à son gouvernement; il y en eut qui négocièrent avec elle, attendant l'heure et les convenances. Ainsi se forma un enchevêtrement, un pêle-mele d'affaires, de sentiments, d'aspirations, où la chose la plus difficile était de trouver une ligne de conduite commune. Il est vrai qu'il y eut aussi et toujours des hommes forts, des hommes poussant à l'action, sans trouver où et quand agir. Toutes ces phases de dissolution intérieure se retrouvent dans la situation politique la plus douteuse, dans la carrière la plus épineuse qu'il y ait jamais eu, chez l'Emigration polonaise de 1831.

## II.

Du 19 au 26 septembre les armées polonaises évacuèrent le territoire du Royaume: l'exemple fut donné par Ramorino[1]), suivi par Różycki; en même temps le

[1]) La question de Ramorino, beaucoup discutée, n'a pu être résolue, ni jugée définitivement faute de documents russes. Il est pareillement impossible de juger en quelle mesure il y eut faiblesse ou félonie d'autres généraux: v. à titre de curiosité, les imprimés publiés en 1832, à Paris, sur les *Trahisons de Pologne* par le gén. Chrzanowski et Vinc. Zwierzchowski. Sur Ramorino il y a un écrit très documenté de Casimir Małachowski (l'avant-dernier généralissime), édité en 1832 à Paris s. t. *Quelques mots concernant les ordres donnés par le général en chef de l'armée polonaise au corps du général Ramorino, après l'évacuation de Varsovie*, l'écrit de L. Zamoyski dans le journal parisien, *Trzeci Maj* en 1884, et la brochure de Ch. Stolzman, éditée en 1844 à Poitiers, *Jeneral Ramorino i jego szef sztabu Władysław Zamoyski.* De cette expédition et de sa malheureuse issue s'occupent aussi les historiens de la Rév., Sołtyk, Forster, Barzykowski, Mierosławski. Les opinions se divisent sur trois points: 1) dès le début, l'intention de disperser les forces polonaises existat-elle, 2) le plan étant au contraire en règle, fut-ce la faute de Ramorino et de lui seul de n'avoir point exécuté les ordres donnés, 3) quelle fut la part de faute ou de faiblesse des personnes qui accompagnaient le corps de Ramorino, de Zamoyski surtout. Nous aurons à nous occuper de ces questions dans la suite, sans prétendre nullement décider de la question principale, encore insoluble, que Zwierzchowski, en son écrit cité, pose de cette façon lapidaire: «Viendra-t-elle un jour l'heure qui nous apprendra quand, combien et qui a reçu des... roubles?» Dernièrement ont été publiés les mémoires du général Prądzyński qui ajoutent de nouvelles lumières. La trahi-

généralissime Rybiński entrait en Prusse. On détruisit en partie les armes, abandonnant le reste aux puissantes armées autrichienne et prussienne qui attendaient de l'autre côté de la frontière. Bien avant que l'armée polonaise eût passé cette frontière, la désertion avait commencé à sévir, transformée bientôt en débandade. Il y eut un spectacle qui ne ressembla que trop aux journées de Radoszyce, en octobre 1794, ou bien à celles de Fontainebleau, en avril 1814. L'honneur militaire fut sauvé lorsque ce qui subsistait de l'armée démoralisée, mais non point encore détruite, se rangea en ordre de bataille devant les rangs prusiens, pour leur rendre le reste des armes à feu et les canons.

La conspiration, avant 1830, tenait presque toute dans l'armée. Aussi bien la Révolution fut-elle son oeuvre. Le temps qu'elle dura, aucun corps révolutionnaire nouveau ne se constitua au sein de la nation pour conduire la guerre, pour régir l'esprit public. Les corps constitués: la diète, les conseils, même le gouvernement «provisoire», qui ne fut que l'ancien conseil du Royaume transformé en vue de nouvelles charges, tous étaient d'avant la Révolution et ne pouvaient avoir qu'un caractère contre-révolutionnaire; pour le prouver, il suffira de citer les deux faits saillants de l'action législative de la diète: la reconnaissance de la forme monarchique du gouvernement à établir[1]), le maintien des corvées et des rede-

son de ce dernier y parait être définitivement établie, à moins qu'on ne veuille persister dans le doute, vu le caractère de Prądzyński, son esprit partial, et l'intérêt qu'il pouvait avoir à noircir son collègue.

[1]) Une royauté sans roi! Mierosławski a raison de dire qu'on a accepté la monarchie en tout, sauf la chose unique qui aurait pu servir dans un temps de guerre, un roi, un chef unique et puissant de la politique, une tête à ce corps désordonné. Il est intéressant de suivre les vicissitudes de ce doctrinarisme éperdu et entêté dans les stipulations, conventions, formes, dans l'obstination avec laquelle on

vances, qui depuis les réformes partielles et pleinement infructueuses de la constitution du Duché de Varsovie et du code civil de Napoléeon, avaient pesé de plus en plus sur le peuple des campagnes [1]. Ainsi, l'armée porta seule

---

tenait à la lettre des traités mêmes que l'ennemi venait de déchirer et de fouler aux pieds des régiments en marche. C'est bien à raison que le *Journal des Débats* (ministériel) s'étonnait de cette astuce, et demandait comment un tel peuple avait pu et osé vivre «sans royauté pendant dix mois» (n° du 9 octobre).

[1] La situation des paysans de Pologne fut aggravée par les effets naturels de la «liberté», proclamée dans la constitution du Duché, liberté sans son corrolaire nécessaire, sans droit à la propriété. La situation va s'aggravant au temps du Royaume. La diète de 1825 raya le § 530 du Code Napoléeon qui permettait le rachat des charges. Un esprit exclusif et borné regnait dans la classe des proprietaires fonciers, pareil à l'esprit de l'oligarchie terrienne anglaise au XVIII s., mais pareil aussi à tout ce qu'il y eut déjà de borné, d'étroit et de mécanique dans le développement des égoïsmes bourgeois de la même époque. En 1831 on se contenta de projets ou de gratifications exceptionnelles. Ainsi, les paysans furent exempts des impôts de guerre, dix millions de livres furent offerts aux soldats et un vaste projet de réforme fut soumis à la diète et y fut discuté: il n'affranchissait que les paysans des terres nationales et ceci non pas immédiatement ou par voie de capitalisation des redevances, mais par le moyen d'un rachat partiel, par un affranchissement partiel et de longue durée. «...Avec de tels hommes—dit des paysans T. Morawski — les concessions de circonstances sont inutiles, elles sont même un outrage. Aussi le projet de loi qui assurait le bienfait le plus important à la classe laborieuse, pouvait attendre paisiblement son tour de rôle pour être discuté dans les chambres...»: il attendit ainsi, jusqu'à ce que l'on fût parvenu à l'éliminer complétement. Ainsi, au bout du compte, on ne fit rien. Maurice Mochnacki qui a vu ici, comme ailleurs, bien plus loin que les autres, insinua le 6 février dans un article du journal *Nowa Polska* (33) au gouvernement et au Pr. Czartoryski la proclamation d'une large réforme sociale en Petite Russie et même poussée plus loin, dans l'empire du Tsar lui-même. On se contenta d'un «manifeste» à la Lithuanie, le 13 mai, où l'on accordait en termes vagues une promesse de liberté, tout en ne faisant aucune allusion à la propriété. V. Mo-

le poids de la responsabilité politique: c'est pourquoi les chefs devinrent politiciens ou diplomates, et les escadrons et les compagnies finirent par se transformer en clubs et comités. Les uns ainsi que les autres n'arrivèrent qu'à divaguer sur des thèmes qui leur étaient inconnus, et furent à jamais incapables d'exécuter la tâche qui leur était échue. La besogne était bien au-dessus d'eux et il n'y eut personne pour l'accomplir. La politique de 1831 ressemble à un jeu de somnambules. On s'occupait inconsciemment de politique. Et ce fut de la même façon que, sans conscience nette de ce qu'on faisait, cette armée en débandade se transforma en une révolution émigrée. Pendant la Révolution, même dans ses pires journées, pas un seul mot ne fut prononcé sur une émigration éventuelle, volontaire et révolutionnaire. Le général comte Pac, en fondant aux jours où le doute pesait déjà sur la nation une société secrète de résistance, parlait du choix éventuel de la mort ou d'une émigration forcée. Mourir ou vaincre, ce fut encore et toujours la devise. La diète proclamait la résistance jusqu'au bout des forces, et jusqu'à ce que le pays ne fût devenu qu'un amas de ruines. Et cependant on se rendit à la défaite, lâchement, sans combattre. Ainsi l'émigration fut tout instinct; elle fut faite comme par la seule force des journées de batailles, des charges à jamais inoubliables, de l'instinct militaire. Ce fut seulement au fond des coeurs et dans les aspirations muettes de ces foules que se cachait la pensée de France. Ainsi on manquait complètement de liens de communication directe; l'explosion révolutionnaire elle-même fut plutôt spontanée que dirigée par des combinaisons secrètes avec la France. Depuis, et pendant la révolution, il n'y eut plus de relations révolutionnaires directes entre

---

rawski, article de la *Tribune* du 24 juin 1831. Sur les plans en faveur des paysans, Limanowski, *Histoire de la Démocratie en Pologne* (pol.).

Paris et Varsovie; Louis Blanc tient à souligner le fait que la France n'avait rien entrepris en faveur de l'opposition polonaise; lui qui pouvait être bien au fait, ne dit rien de ce que l'opposition française et les sociétés révolutionnaires de Paris purent ou voulurent accomplir à Varsovie. La légation polonaise de Paris n'entretenait que très peu de relations avec ces sociétés, hormis avec Lafayette, qui n'était plus que l'impuissance même: Léonard Chodźko fut son aide de camp à la garde, mais nous ne croyons pas que des relations soient sorties du cercle de Lafayette, c'est-à-dire de celui de l'impuissance: et ce ne fut qu'après 1831 qu'il devint champion littéraire des traditions historiques franco-polonaises. Il n'y a ainsi aucune influence française à prouver dans les actions révolutionnaires de Varsovie, dans les projets qui finirent aux massacres du 15 août, dans les agitations populaires, ou dans les derniers conciliabules de l'armée. Et la défaite finale, le désastre de la retraite furent trop inattendus pour que des plans pussent être formés ou discutés entre Paris et Varsovie. Ainsi l'Emigration est un fait spontané. C'est une action de foule qui n'est, ni préparée, ni consciente d'elle même. Il n'y a plus de généraux pour conduire ces troupes en émigrations, et les chefs sont, pour ainsi dire, à la queue du mouvement qui les entraine. Il est bien intéressant de voir à cette occasion la différence du degré des caractères, de leur force et de l'intelligence des personnalités de 1794 et de 1831. En 1794 la moitié des chefs avait été aux mains de l'ennemi, mais les autres avaient du caractère et de la force d'esprit suffisants pour conduire la nation, et ce ne fut pas de leur faute si les projets qu'ils conçurent étaient plus grands que la réalité au sein de laquelle ils vécurent. En 1831 les chefs ont été presque tous à leurs postes, et ils se rendirent ou désertèrent avant que leurs bataillons fussent même entamés. De tous les généraux en chef, si nombreux au temps de cette malheureuse guerre, aucun ne conduisit plus l'armée dans son

émigration et tous ne pensèrent plus qu'à leur propre personne [1]).

---

[1]) Les généraux en chef: Chłopicki, blessé et malade, ne prend plus part à la guerre à partir de la bataille de Grochów, Michel Radziwiłł fit sa soumission et fut déporté à Jaroslav. Skrzynecki, en habit de laquais parvint à s'échapper à Cracovie, avant le siège de Varsovie. Dembiński, Małachowski et Rybiński furent de l'émigration, mais ne songèrent pas à la France et vinrent s'établir tranquillement à Dresde, ainsi que des hommes qui ont terminé leurs peines et accompli leurs devoirs. Prądzyński qui s'était rendu à discrétion, fut mandé à S^t^ Petersbourg. Krukowiecki ayant fait de même, fut transporté à Wologda. Le jugement sur ce dernier ne parait pas être aussi difficile que sur Ramorino, Prądzyński et autres; c'est un homme d'ambition démesurée, borné, mais en même temps roué dans toutes les intrigues, peu capable, sans aucune grandeur, sans aucune force vraie de caractère. On lui connut toutes ces facultés en 1813, et le gouvernement russe le sauva de l'opprobre de ses concitoyens et de l'armée. Inopinément, le 15 août à force d'espérer en lui-même, il devint l'objet de toutes les espérances, hormis celles de l'armée, qui avait bonne mémoire. Voir un jugement intéressant dans la lettre de Joseph à Michel Mycielski, Posen, le 15 déc. 1831 (M. P.): «...Krukowiecki a aussi été enlevé. L'Empereur a dû écrire de sa propre main: *envoyé en Russie pour y être jugé.* Cette pauvre tête a tellement embrouillè ses propres affaires que, pendu en Russie, on le croira avoir été traître en Pologne...» Cependant, il ne fut pas pendu, mais il devint dans la tradition nationale le traître par excellence; v. le rôle que lui fait jouer Słowacki dans le prologue de *Kordyan* où le nom de Kruk (Corbeau) devient un symbole; Słowacki puisait dans l'opinion générale de l'émigration; l'intéressant est que, tout en suivant par-tout dans ce poème l'opinion de Mochnacki, il rompt ici très nettement avec lui: ou bien, était-ce peut-être M. lui-même, qui, dans ce temps (en 1833) avait changé d'opinion? K. ne semble pas avoir été traître ou vendu au sens propre du mot; cependant, le jugement final doit rester réservé. — Parmi les autres généraux, Isidor Krasiński, Żółtowski, Morawski, Milberg, Tomicki, Czyżewski, Redel, Ruthié, Rohland, Niesiołowski, Mroziński, Zawadzki, Bontemps, Dziekoński, Turno, Bogusławski, Müller, Weyssenhof sont restés en Pologne et ont été déportés. D'autres, comme Muchowski, ont déserté. Des généraux qui, dans cette première heure, ont suivi l'émigration mais qui ne sont nulle part arrivés à la tête de leurs colonnes, il n'y en a que sept à nommer: Umiński, Sierawski,

Parmi les généraux subalternes il y en a plusieurs qui abandonnent l'armée, et deux seulement ont l'idée nette des nécessités de l'Emigration: le général Różycki qui, dès la frontière, envoie deux officiers en reconnaissance jusqu'à Paris, et le général Bem, jeune, énergique, très capable, qui seul a la conscience qu'il faut, sans perdre du temps, se mettre à organiser une Légion polonaise. Cette idée flottait bien dans l'air, et le prince Czartoryski, lui qui avait été le plus grand représentant de l'idée russe et slave en Pologne, y trouvait aussi l'unique espérence qui restât encore aux Polonais, hormis celle... des traités de Vienne![1] Et cependant pour ce qui fut une nécéssité pour la nation elle-même, il ne se trouva point de club, ni de comité, de corps institué d'une façon quelconque à l'exécuter. Les efforts d'un individu, d'un seul général, d'officiers pris pêle-mêle parmi toutes les armes, n'ayant aucune organisation, aucun plan défini, ne pou-

---

Pac, Sołtyk, Dwernicki, Chrzanowski, Sznajde: parmi eux trois généraux napoléoniens.

[1]) A. Czartoryski au gén. Różycki, Pinczów, 23 septembre 1831 (M. P.): «...Il ne nous paraissait pas utile de demander le passage libre pour la France, puisqu'il n'y avait pas d'espoir qu'une demande pareille eût obtenu droit...»; à la Lég. de Paris, Leipzig le 23 octobre 1831: «...il nous faut agir ainsi que nous le pouvons pour sauver par l'amnistie autant de victimes du cruel sort que ce sera possible, et préserver notre nationalité sur toute notre terre. Mais je dois vous déclarer qu'il y aura beaucoup de militaires de tout grade qui ne voudront ou ne pourront point retourner dans le pays, et qui tâcheront de former les légions, ou d'entrer personnellement au service de la France. Il serait bon de savoir quel accueil on leur prépare? est-ce que le projet de légion pourra être mis en exécution?...» Bem, dans le *Pamiętnik Emigr.* 1833, nomme tous les officiers qui se sont mis à procurer aux soldats les moyens de passer en France, et qui ont agi dans la même idée. Cette liste est faite cependant dans un esprit de parti et n'est pas pleinement digne de foi. Il n'y a dans cette liste que des militaires subalternes, sans aucune rôle ni situation politiques, et qui ne prirent part au mouvement politique ni avant, ni après cette date.

vaient suffire à l'immensité de l'entreprise. Dans ces conditions on peut avancer que l'Emigration fut faite par l'instinct national qui conduisit la révolution de Pologne en France, et qu'elle fut rendue possible par les rigueurs impitoyables des Russes. La soi-disant amnistie accordait le retour au foyer à tous les sous-officiers et soldats. Forts de cette promesse, la grande majorité des gradés subalternes rebroussèrent chemin; les autorités prussiennes et autrichiennes y aidèrent par leurs conseils, leurs menaces et même leurs violences. Le résultat fut tel que tous les hommes valides furent condamnés à quinze ans de service militaire forcé hors des frontières de la Russie européenne. Un tel exemple n'était point encourageant pour les autres. Beaucoup d'eux retournèrent sur leurs pas et s'échappérent au péril de leur vie des mains des oppresseurs[1]). Les hommes politiques, le gouvernement, la diète, les membres des sociétés révolutionnaires furent compris par les oukases du Tzar dans les mesures de banissement. La diète s'en alla à la dérive, à la suite de l'armée, à Modlin, à Zakroczym et Płock. En touchant la frontière elle ne fut plus que de la dispersion. Plusieurs nonces joignirent cependant leur sort à celui de l'armée; quelques-uns la dévancèrent. Ces gens qui ne conduisirent rien, qui n'accomplirent aucune chose, sont cepen-

[1]) Amnistie : décrets du 2 octobre, 9 octobre et 13 octobre 1831; proclamation de Paskiewicz, Varsovie, 23 novembre. Exclus de l'amnistie: l'école des portes-enseignes, les membres du gouvernement, la diète et tous les officiers. Violences des généraux Bertoletti et Kraft à la frontière, quarantaines, intimidations, détachements entiers livrés par félonie aux mains des Russes etc., Gadon, I p. 9, 12 sq., 26 sq., 32 sqq. Décret du Tzar, du 26 février 1832: l'ancienne armée polonaise incorporée dans celle de Russie. L'ordonnance du gén. Paskiewicz commandait l'enrôlement de 20 mille hommes minimum. L'enrôlement a atteint, suivant Giller et les écrivains de l'émigration, jusqu'à 25 mille hommes. En plus, il y avait les déportés, dont le chiffre atteignait 20 mille personnes. v. la brochure *Nouvelles de Pologne*, Paris, juillet 1832.

dant divisés entre eux par de profondes dissemblances politiques. C'était bien là désormais le sort de l'Emigration: de se diversifier, de s'individualiser, de fonder des croyances nouvelles et de chercher des principes nouveaux. Voyons de plus près les hommes qui se trouvèrent dans cette situation et en face de pareilles necessités.

Il y a d'abord la majorité de la diète, hommes guidés par un sentiment patriotique, mais avant tout hommes de doctrine et de bon sens commun. Ils ressemblent à *la plaine* des grandes assemblées françaises. Ils sont bons à tout. Dans leurs actions, ou plutôt dans leurs agitations. ils seront toujours conduits par les autres — hommes de force ou de foi. Ils ont servi Czartoryski qui marchait devant eux érigé sur un piédestal. Ils ont vécu et gouverné aussi bien pour Chłopicki que pour Skrzynecki, et tremblants, ils se sont anéantis devant Dembiński ou Krukowiecki. S'ils eurent de l'esprit, comme quelques-uns des conspirateurs, des organisateurs de la Révolution, Gustave Małachowski, les deux Niemojowski, ce ne fut que pour empêcher ou adoucir une violence qui aurait pu être salutaire, et non pas pour se l'approprier, la tenir en main. la diriger, ou l'anéantir par une autre qu'ils auraient trouvé bonne; ce fut aussi pour occuper des places en vue, pour faire semblant de diriger les affaires tandis qu'ils ne faisaient que suivre toujours les courants. En une seule chose ils étaient inflexibles, et cette chose c'étaient les principes, les doctrines de la monarchie constitutionnelle, d'un certain ordre des choses dans l'état: ce furent eux qui imaginèrent l'idée d'une monarchie avec un trône vacant; ils empêchèrent la reforme des paysans puisque la chose devait être accomplie, à leur avis, suivant un certain ordre préétabli et d'après des règles impossibles à réaliser dans les révolutions. Par un stoïcisme si étrange ils ont empêché beaucoup de choses dans la révolution, qui auraient été du corps et du sang, du feu et du fer, et non seulement des règles d'une mécanique d'Etat: l'idée

d'une expédition en Lithuanie, la nécéssité d'une conscription générale, d'un appel aux armes fait à tous les citoyens sombrèrent non seulement dans le mauvais vouloir, et ne se heurtèrent pas seulement à la sottise politique des généraux, mais elles ne trouvèrent aucune aide auprès de ces doctrinaires, après avoir connu tous les empêchements dans les raisonnements et dans les discours de la diète. Les mêmes hommes cependant, par l'oeuvre d'un seul appel, ôtèrent la couronne de Pologne du front de l'empereur Nicolas et furent sujets à tous les enthousiasmes. Ils étaient comme était la nation. Leurs forces et leurs faiblesses etaient les forces et les faiblesses de tout un peuple. Et la misère était dans ce que, à peu d'exceptions près, il n'y avait qu'eux sur la scène des évenements. Les extrêmes se touchaient trop souvent au sein de cette plaine. Et pour commencer par le plus évident, Lelewel, «le fécondateur et le patron des idées révolutionnaires en Pologne» (Mochnacki), y appartenait par son âme, par ses habitudes, par toute son action politique. Il est «l'organe et le commettant de la volonté des Polonais, proclamée dans la nuit du 29»; il est le «créateur» de cette «heure terrible». son «auteur». Il est le représentant couronné des espérances révolutionnaires; et cependant il ne fait rien de plus que les doctrinaires. et le plus souvent il les suit. C'est qu'il n'y a de différence que dans la doctrine: il est républicain, il est théoricien de la révolution; et encore une fois on peut vérifier le fait que ce ne sont point les différences des maximes, mais les différences des caractères qui mènent les hommes et décident de leurs actions.

Dans la sphère de l'esprit, dans la science des sociétés, dans les origines et les caractères des partis politiques l'influence lointaine de la France est encore toute vivante: cette génération entière a étudié sa langue, sa culture, son esprit. L'influence, on pourrait dire intérieure, des temps napoléoniens, l'infiltration des usages, des fa-

çons, du style, qui se fait encore sentir aujourd'hui même, était alors dominante. Les auteurs français y jouèrent leur rôle. Le bel esprit, la clarté du langage, la facilité d'expression étaient, en ces temps, la tradition de la littérature. Les doctrinaires dont plusieurs connaissaient bien les auteurs classiques français, avaient appris leurs sentiments et leur politique chez M-me de Staël et chez Benjamin Constant. C'est la gauche doctrinaire de la Chambre française; les avancés ne sont que l'extrême gauche du même parti. Lelewel traduit les grandes leçons de la Révolution en langage scientifique et en une théorie qui ne servira qu'à la génération suivante, et cette génération est bien jeune encore en 1831; son oeuvre est celle d'un précurseur: ce n'est que plus tard que la France aura Quinet et Michelet. Dans l'ordre politique il ne sert de rien à la Pologne de faire ici le premier pas. Les doctrines sociales, la conscience démocratique, la connaissance des formes qui, consécutivement, doivent s'ajouter aux anciennes pour former l'état nouveau, sont inconnues aussi bien en France qu'en Pologne. Et la démocratie n'y ressemble que trop à une démagogie.

Le peuple, c'est-à-dire la grande masse du peuple de Varsovie, ne pense que par réactions de sentiment et ne connaît que les idées reçues dans la bourgeoisie. Il ignore les voies de son émancipation, et personne ne les lui apprend. Entre lui et la jeunesse révolutionnaire il n'y a qu'un lien, et c'est l'armée; mais ce lien encore est tout artificiel. C'est plutôt un amour commun pour des origines communes: car l'armée est originaire du peuple et la Révolution avait son origine dans l'armée. »Personne n'est plus peuple que l'armée«, a dit Napoléon: il n'appliquait cela qu'aux peuples napoléonisés: c'est bien de la même manière que jugeaient les révolutionnaires. Ils ne pensaient qu'aux faits, qu'aux combats, ils étaient dans la tradition de la Révolution Française. L'idée était dans la lutte; la méthode et l'organisation sociale devaient venir

dans la bataille même, au fur et à mesure que la guerre s'étendait. Ces jeunes étaient les uniques hommes d'action de ce temps, et ils se perdirent comme un jeune chêne se perd parmi les broussailles. Le peuple demande un système, et tout leur système ne fut que de l'action à réclamer. Pour l'action, le peuple demande des noms sonores, ou des personnages connus: leurs noms étaient obscurs. Ils étaient jeunes, plusieurs avaient des défauts de jeunesse et de caractère. Un ancien prêtre, beau parleur, Puławski, voulut être le Sieyès et le Talleyrand de la Pologne: il se trompait d'époque; à force d'être souple, cet homme tomba vite sous l'influence dominante des doctrinaires et malgré beaucoup de perspicacité ne fit rien; il y avait d'ailleurs trop d'ordre, trop d'institutions bien établies dans le pays pour qu'un déréglé pût se mettre à sa tête. Krempowicki, Płużański et Gurowski étaient compromis par cet on ne sait quoi de faux et d'in certain qu'eurent souvent les nobles devenus démocrates; ils avaient un goût prononcé pour les aventures, ce qui n'en fit point pourant des hommes d'action. Ils ne devinrent grands politiques que lorsque la politique nationale fut devenue une énorme aventure — ou une bien petite chose. Dans ce monde nusquin on ne s'entendait que pour la critique; il y avait surtout le conflit latent qui divisait ces hommes, tel Zaliwski, et les éloignait de la personne trop forte et trop originale de Maurice Mochnacki. Ces gens du «règne de la canaille» [1]) ne purent

[1]) Mot de Mierosławski, textuellement *canaillo-cratie.* Puławski fut trop célèbre par sa vie débauchée. Krempowicki déserta l'armée nationale et vint parader en uniforme dans les rues de Varsovie. Płużański fut compromis par sa naïveté dans une intrigue d'espionnage. Gurowski (Adam) le petit fils du traitre du même nom, un comte aventurier mais plutôt lâche: il semble avoir été déjà en 1831, agent secret de la police russe; son esprit est ouvert et vigilant, son ambition éveillée sans cesse et son caractère factieux et brouillon; au printemps encore il fut envoyé par le Ministre des aff. étr., G. Małachowski à la légation polonaise à Paris, portant

point supporter longtemps la lumière du jour. Zaliwski était un homme sans grandeur, mélange de politicien et de militaire, trop politicien dans l'armée et trop officier de fortune dans la politique. C'est le génie puissant de Mochnacki qui règne et régit: il jette des lueurs éclatantes sur hommes et choses; il foudroie et annule d'avance les gouvernements faibles ou ineptes, il découvre l'intrigue et la fraude, il est impitoyable, tranchant dans sa critique comme l'acier. Seul entre tous, il a su ce qu'est l'action. Il a conçu, il a imaginé et chanté tout ce qu'avait d'immense l'horizon de la Révolution en Pologne, et sa critique claire et puissante a su donner des contours même aux rêves: la question des paysans, la marche en Lithuanie, la centralisation du gouvernement, tout fut prévu chez lui et exprimé, en traits fermes et en un langage clair et puissant. Il fut le seul des révolutionnaires qui voulut le pouvoir, et le seul qui ne put l'obtenir, même un seul instant. Il passa à l'armée et montra de la valeur. On le taquinait pour son ambition et on lui reprochait les fautes de sa jeunesse étourdie et tâchée par une faiblesse et une gaucherie de caractère. Il crut ensuite dans la personne de Krukowiecki, ou se fut peut-être son rêve ambitieux qui ne choisit plus entre les moyens dans la détresse. C'est pourquoi l'histoire passe devant lui incertaine, prise de doute, et ne sachant si son

---

des lettres pour L. Sapieha; ce départ ressemble à une délégation des révolutionnaires Polonais auprès de ceux de France; cependant, il n'y a à cela aucune preuve, si ce n'est ses relations continues et bien entretenues avec la Presse (*Courrier Français* et *National*), où parurent ses articles et aussi une parole, d'ailleurs assez équivoque de Lelewel. Plutôt homme *in partibus*, comme l'était en même temps Morawski du côté des doctrinaires: on en vint à des scissions publiques, comme dans l'affaire de Skrzynecki ou des paysans polonais. V. lettre de Niemcewicz à la légation (M. P.): «...Gurowski, envoyé ou plutôt renvoyé de Pologne...» avec Morawski, dans celle de la pétition de l'opposition au roi, ou dans celle de Belgique, avec la Mission Polonaise.

action et sa force au pouvoir eussent pu se maintenir au dessus des étourderies d'un jeune homme ou des impostures d'un homme dans le malheur; elle admire en lui un des créateurs de l'esprit public et un des plus grands écrivains de la Pologne moderne [1]).

Il y avait encore, parmi les révolutionnaires plusieurs jeunes, soldats intrépides ou journalistes intelligents. Mais la mêlée qui les entourait ne fut jamais compacte. En paraissant tout faire, depuis le 29 novembre ils ne firent rien. On vivait sous le règne de la vraie multitude, de la nation gouvernée par les demi-esprits. Les hommes de la Révolution connurent leur première impuissance dans le club qui ne fit qu'affermir le pouvoir du Dictateur; pour la seconde fois cette impuissance s'accusa au temps du généralissime Skrzynecki, dans la Société Patriotique où ils éprouvèrent de nouveau leur faiblesse; elle ne fit qu'affermir le règne absolu des doctrinaires de la diète. Leurs congénères dans le diète furent les trente membres de la société des Amis du Peuple dont le but était d'agir pour la réforme des paysans; ainsi, au lieu de prendre le pouvoir. ils luttèrent longuement et impuissamment pour des réformes qui ne dépendaient que du pouvoir en question; ils ne parvinrent au bout du compte qu'a mettre Lelewel

---

[1]) M. Mochnacki né en 1804 fut le frère ainé d'âme et le modèle de Słowacki. Interné en 1826 à Varsovie chez les Carmes, torturé moralement par Szaniawski, le censeur, il écrivit pour Nowosiltzow un plan pour l'éducation de la jeunesse polonaise, plan russificateur et fantaisiste. Ce fait plus tard lui barra constamment le chemin de l'action politique. V. à ce sujet: Sparier, Gesch. des Aufst. in Polen, Michel Hube: *Russisches Schreckens und Verfolgungs system.* Paris 1832, I. 113, 226; lettre ouv. de Mochnacki à M. Hube dans le Mémorial Polonais (Mieczysław I), 18 août 1832; v. à ce sujet, Barzykowski ouv. c., V, 73; Mierosławski, V, 219, 222, et Mochnacki lui-même dans sa lettre à Michel Hube, Paris, le 18 août 1832; tout dernièrement, Askenazy, *Łukasiński*, II, p. 205 — 209, 380 — 387, et les deux biographies volumineuses de *M. Mochnacki* par Artur Śliwiński et Jean Kucharzewski.

au Gouvernement National: et ceci justement ne servit à rien. Les révolutionnaires employaient toutes les méthodes classiques de la Terreur: ils prêchaient la foule; ils avaient une commission exécutive et un comité secret: ceux-ci subsistèrent au temps du club aussi bien que de la Société Patriotique. Ils finirent même par avoir, aux premiers jours d'août, deux comités et encore aucun de ceux-ci ne fut-il au fait des plans et des intrigues des trois personnages qui seuls marquaient l'action: de Mochnacki, Pułaski et Krukowiecki. Ainsi, au milieu de toutes les intrigues, l'intelligence, impuissante, s'assoupit: et la grande nuit de la révolutien attendue et nécessaire, la nuit du 15 août[1]), ne fut que l'impuissance de la Terreur et le déchaînement de toutes les bassesses. L'homme qui en sortit, Krukowiecki, était bien celui des moyens les plus ignobles, de l'ambition la plus perverse et la plus mesquine

---

[1]) La nuit du 15 août; littérature: relations de Cyryle Grodecki, de Roman Sołtyk, Jean Czyński trad. all. *Preussen im J. 1831.... nebst Anhang.... Darstellung des Nacht vom....: in Warschau und ihren Ursachen u. Folgen*, Fürth. 1832, point de vue de la Société patriot. et de Pułaski, de Maurice Mochnacki (articles des journaux contemp,) 18—22 août, articles du Mémorial de l'Emigr. *Pamiętnik Emigracyi Pol.*; 8, 21 févr., 25 mars 1833, Oeuvres complètes. Poznań, 1863), de Forster (point de vue de Krukowiecki), de Barzykowski, membre du gouv. national. V. aussi les mémoires de Dembiński et une description circonstanciée et très spirituelle dans l'histoire de Mierosławski, V. Les opinions sont bien divisées sur les origines et la raison de ce mouvement très impuissant: il n'y a personne parmi les hommes marquants, les partis ou coteries, de droite et de gauche, qu'on n'eût accusé d'avoir été la cause directe de cette journée: il y a bien la preuve qu'elle fut l'oeuvre de l'impuissance de tous et que chacun y contribua de sa part pour éveiller la *terribilità* inconsciente du peuple. Pour la caractéristique du parti révolutionnaire, où nous ne nommons d'ailleurs que les hommes qui vinrent ensuite à l'émigration, nous suivons avant tout les articles de Mochnacki, *Nowy rząd narodowy*, 6 février: *Co przedsięwziąć*, 17 août, et les *Lettres* sur le soulèvement en Pologne, imprimées dans le *Pam. emigr.* de septembre à décembre 1832.

et de la doctrine la plus étroite, la plus faible et la plus sotte: celle du sens commun d'un policier. Ainsi les doctrinaires, les hommes du juste milieu triomphèrent éternellement des révolutionnaires sans champ d'action et des radicaux sans peuple.

A côté des doctrinaires et des révolutionnaires libéraux il y avait les légitimistes. Légitimistes ou conservateurs, parti aristocrate ou russe, ils ne formaient en vérité ni une classe bien délimitée, ni un parti organisé. Cétaient des hommes du gouvernement qui n'en tenaient plus les rênes, sauf les plus éhontés d'entre eux. Ils furent légitimistes jusqu'en 1825 avec toute la nation ou à peu près, et en 1830, avec personne. Selon les déclarations de la diète, il n'y avait plus de légitime que la nation polonaise soulevée contre les Tzars de Russie, et on ne pouvait être partisan russe ni celui du roi qu'en secret. Il se forma donc toute une série de conspirations, depuis celle des amis de la Russie ou du Tzar, jusqu'aux espions de guerre. La plus dangereuse de toutes fut celle du prince Lubecki qui, si elle eut été comprise et suivie, aurait pu terminer la révolution par un compromis, à l'instar de celui de France[1]). Une autre, de caractère louche, sorte d'espionnage ou de complot du parti russe proprement dit,

[1]) Lubecki (Alexandre, prince de), ministre des finances du Royaume, depuis 1825 homme de confiance de l'Empereur et Roi, fut le précurseur de Wielopolski, et son projet d'intimider la Russie et de traîter avec elle est une des entreprises les plus remarquables qui aient été tentées dans les relations polono-russes. Sa politique à deux fins, spirituelle, non sans courage ni dextérité, a depuis séduit beaucoup la politique et l'histoire. Ses dangers sont dans l'élément double qu'il y a en toute entreprise pareille. La *question* de Lubecki (son intervention près du chef révolutionnaire Zaliwski. V. l'article de ce dernier dans le Mém. d'Emigr. 1833 et sa brochure, *La Révolution polonaise du 29 novembre 1830*, Paris 1833) existe depuis les travaux d'Askenazy, (*Dwa stulecia*, Warszawa 1900). V. l'ouvrage de fond de Stanislas Smolka *Polityka Lubeckiego*, Kraków 1907, 2 v., *Papiery Lubeckiego*, Kraków 1909, 4 v.

conduite par Rautenstrauch, couvait dans le silence, travaillait sous-terre, rongeant l'édifice, jusqu'à ce qu'elle pût, à la clarté du grand jour de la défaite, s'enrichir des dépouilles des vaincus[1]. D'autres, encore, des conspirations de bonnes volontés et de faibles craintes plus ou moins généreuses, plus ou moins puissantes par leurs influences, travaillaient à rendre la victoire impossible, les efforts inutiles ou douteux. Des hommes, chacun pour sa part, agissaient en vue d'une entente prochaine avec la Russie. Ils ne comprirent jamais la révolution, ni la révolution ne les comprit jamais. Ils entravèrent donc souvent même ce qu'il pouvait y avoir de bon dans les plans des modérés, et ils le firent dans les vues de leur idée factice de conciliation et qui ne pouvait être que sous-entendue: de sorte que, à son tour, cette idée restant incomprise ou hostile, les modérés et les doctrinaires la rendirent impossible par une opposition formelle. Et cependant, les conservateurs, les aristocrates, de par leur naissance, leur connaissance des affaires, leurs habitudes et celles du pays même, restaient toujours au

---

[1]) La question se rattache aux affaires connues du mois de juin 1831 et à la dénonciation faite par M-me Cybulska. Sur cette question très intéressante, comme sur toutes les affaires d'espionnage ou de trahison, les documents manquent jusqu'ici. Voir les très remarquables pages de Mierosławski sur la conspiration de Rautenstrauch' t. V, p. 256 sqq.; et sur les relations indirectes que pouvait avoir Krukowiecki avec les gens de cette coterie malpropre et dangereuse. La carrière immédiate de Rautenstrauch dans le gouvernement de la terreur russe, après 1831 paraît vérifier ce jugement. L'inconcevable faiblesse et imprévoyance des gouvernements révolutionnaires permit aux hommes de cette coterie d'aller libres et impunis dans les rues de Varsovie, de correspondre très ouvertement et assidûment avec les espions internés dans les prisons (Mierosławski, V, 256 sqq.). Tenant compte de ces horreurs, on ne s'étonne plus de la folie du peuple de Varsovie en août, et on découvre en même temps la source des renseignements détaillés que recevait Paskiewicz de Varsovie et qui, malgré tout ce qu'en déclame Mierosławski, a pesé d'un grand poids sur les évènements.

gouvernement, et ainsi le caractère nettement conservateur du royaume de Pologne et de toute sa structure politique se pérpétua au milieu de la Révolution. Cependant, ces hommes se disséminèrent bien vite dans la mêlée générale. Les habiles commencèrent à faire leur fortune et à s'arranger de façon à la garder. D'autres errèrent au milieu d'une politique stérile et sur les champs d'inutiles batailles. La force désastreuse des souvenirs décevants et tristes s'amassait dans les esprits. Il ne faut point penser, surtout pour ce temps, où l'organisation politique n'était pas encore une force bien définie, qu'il y eût un parti quelconque indépendant. Les partis s'entremêlent et s'entrechoquent continuellement. Chacun d'eux porte en soi un fragment du caractère, de l'esprit, des tendances générales et des sentiments de toute la nation. Chacun, dans une certaine sphère d'âme, représente en vérité la nation entière. Beaucoup de sentiments de ces partis, bien qu'ils ne fussent pas régnants ni même en majorité, se diffusent au loin, dans les profondeurs des couches sociales. Il y avait parmi les conservateurs des vieillards qui portaient sous leurs têtes chauves le souvenir des trois émigrations, des guerres, des conquêtes et des tombeaux d'une génération entière. Ils passaient, ombres d'un autre temps. Accoutumés aux affaires de grande allure, ils font

[1]) Sur le prince Adam Georges Czartoryski les jugements sont on ne peut plus contradictoires, mais ils s'accordent dans une manière de řespect à distance. V, la notice dans la brochure de Czynski, ou surtout les articles de Mochnacki pendant la Révolution. L'ouvrage biographique de Gadon: *Ks. Adam Czartoryski podczas powstania listopadowego* (1830 — 1831) est une apologie peu critique. V. le jugement concluant de Askenazy: *Próby dyplomacyi polskiej w r. 1831*, Bibl. Warsz. 1902, III. qui montre C. chevalier errant de la diplomatie, plein de naïveté et de droiture, toujours trompé et désabusé de ses plans. Mierosławski y a consacré une de ses pages merveilleuses de force d'expression et scintillante d'esprit, mais amère et injuste (V, 28 sq.): «....le prince ayant quitté le dernier le village (de Bolimów) fut vite ratrappé par le courrier (de

encore de la diplomatie par habitude, ils y croient eux-mêmes par le respect de ces habitudes, ils s'y enfoncent, y pataugent. Et parmi eux passe à distance un homme aux traits ternis, une vision tragique au visage régulier des anciens portraits. Le prince Adam George Czartoryski est encore au point culminant de sa vie, de son âme et de son caractère; mais il voit toutes ses oeuvres au déclin. Tous les plans de sa diplomatie ont sombré; tout le travail de ses sentiments énergiques est anéanti. De tout celà il n'est resté que les petits moyens, les tâches d'un jour qui n'avaient été pour lui que des appoints à des plans plus vastes, plans de grandeur et d'indépendance

---

Skrzynecki) et retourna à toute vitesse; mais l'impression qu'il ressentit à la lecture de la depêche (de Metternich) était tout opposée à celle du *cunctator* vociférant et emporté. Il pâlit, balbutia et monta machinalement en voiture, tout en murmurant: Mon Dieu, tout est donc fini! Ce baillement silencieux du désespoir diplomatique est en vérité le dernier mot compréhensible qui devait s'échapper en public de cette poitrine hermaphrodite. Pour Georges Adam Czartoryski tout était fini sans doute, avec le craquemènt de la dernière corde qui menait jusqu'au seuil clément de Tsarskoje Sielo.... Rares sont les hommes politiques dont la mort publique ne vient qu'au moment de la descente de leurs corps au tombeau; presque tous meurent en même temps que le grand roman de leur vie, et d'aucuns parmi eux, tel Adam Czartoryski, trente ans avant de quitter physiquement cette terre. Et cependant rien de plus effroyable pour les vivants que lorsque des cadavres se survivent ainsi à eux-mêmes dans la mélancolie de leurs aspirations inachevées; parce que aussi longtemps que galvanisés dans leurs rêves, ils se meuvent autour de notre planète, il font le mal de vivants avec l'entêtement et l'imperturbabilité des cauchemars. Tel, ainsi qu'un cadavre, tomba et s'éteignit pour trente longues années Adam Czartoryski dans le coucher du soleil au village de Bolimów, le 11 août 1831. A partir de là les gestes lunatiques de ce vieillard doux et plaintif, tout en n'appartenant plus à aucune histoire, en ternissent encore et effrayent toutes les avenues»..... *Alexandre I et le Prince Czartoryski. Correspondance..... et conversations*, Paris 1865, *Mémoires du Prince Adam Czartoryski* éd. par Charles de Mazade, Paris 1890. Oraison funèbre, *le Prince A. C.*, par le R. P. Félix, Paris 1862.

polonaise, et qui cependant étaient devenues pierres angulaires du nouvel édifice de la grandeur russe. Et tandis que les vastes plans patriotiques s'étaient évanouis, comme ces horizons lointains de Pologne dans les brumes, il ne resta debout que cet édifice, dont lui, Czartoryski, ministre d'Alexandre avait été le constructeur et qui maintenant dans la personne de Nicolas écrasait sa patrie. Ainsi Czartoryski regardait tout passer, déçu, immensément triste. Tous les regards de la patrie se fixaient sur lui, attirés par ce sentimentalisme facile que les Polonais portent si souvent dans leur politique, et qui n'avait jamais eu de représentant plus complet ni plus distingué que ce diplomate rêveur et cet humanitaire diplomate. Cet homme, abusé cruellement par le sort, allait encore devenir lui-même victime de son propre rêve évanoui et de toutes les faiblesses de son entourage; et c'est ainsi qu'il est resté pendant longtemps une ombre parmi toutes les ombres, une ruine d'homme au milieu de toutes ces ruines de la patrie.

La Légation polonaise de Paris vivait sous l'influence fallacieuse de ces illusions d'un autre temps. Le comte Louis Plater, issu de l'école diplomatique de Czartoryski, n'ayant plus son caractère pur, ni ses vues vastes, gardait une foi doctrinaire dans la diplomatie correcte des grandes puissances, et croyait aux traîtés de Vienne, ainsi qu'à l'unique base de l'existence de la Pologne. Accrédité à Paris depuis le mois d'avril, il n'y fut jamais reconnu officiellement par le gouvernement rançais. Près de lui se trouvait, dès la même époque, le chef officiel de la Légation, un nom sonore, un passé brillant, le général Charles Kniaziewicz. Colonel à Varsovie en 1794, général au siège de Mantoue, chef de la légion polonaise du Danube (1799), il ne parvint à ce dernier grade que par ce que le Directoire et Bonaparte avaient vu en lui le moins politique de tous les généraux polonais. N'étant point homme politique, ni par son

ambition, ni par ses aptitudes. il dut jouer cependant un rôle de diplomate des plus difficiles dans une situation des plus équivoques. Ce rôle ne lui porta ni profit, ni gloire. C'est ainsi que, en 1801, il quitta inconsidérément et précipitamment son commandement et la légion tout entière, s'aliénant à lui-même ainsi qu'à ses soldats l'opinion du gouvernement consulaire. Jusqu'en 1812 il se tint à l'écart et se trouva être plus près du parti et des machinations russes que de la vie et de la politique française, unie à celle de la Pologne. A la guerre, il commanda une division du 5-me corps; après la défaite, aussitôt il s'effaça, n'étant point de ces caractères qui surmontent les obstacles ou qui s'endurcissent aux épreuves du sort. En 1831 il avait soixante-douze ans et restait l'unique débris de la grande épopée. le seul général du temps des conquêtes et des victoires. Cependant de sa vie il ne fut jamais rien de plus qu'un bon maître de camp et un brave chef de brigade. Il y eut toujours beaucoup de légèreté insouciante dans les inspirations toutes mauvaises de sa politique. En 1831 il n'était plus qu'un vieillard borné et entêté. On prononçait son nom comme un souvenir glorieux: à l'entendre, on croyait voir un riant horizon de France, sur quoi on avait foi en son esprit français, et en sa connaissance des affaires françaises: rien ne pouvait être plus faux; il ne connaissait même pas bien la langue française. Et rien ne montre plus que cette nomination populaire, que cette popularité à fonds perdus, combien les souvenirs étaient effacés, le passé lointain, la direction d'âmes changée, et l'esprit révolutionnaire, l'esprit de France, inconscient.

A côté, et en correspondance suivie avec eux, il y avait à Londres le vieux palatin Julien Ursyn-Niemcewicz. Tandis que le jeune fils d'un demi-dieu qui lui était attaché, le comte Alexandre Walewski fréquentait les salons, était gâté par toute la brillante société de Londres, recherchait les plaisirs de l'amour, les trouvait, et terminait

la tragi-comédie d'une révolution aristocratique et ses soucis par l'imbroglio d'un mariage riche, aisé et tranquille, le vieillard s'embrouillait de plus en plus dans les affaires. Et il fallait cependant une force peu commune pour se tenir dans ce noeud des intrigues et des menées, entre la comédie très dangereuse d'une Madame de Liéven, le sourire froid d'un Palmerston et la bonhomie déliée d'un vieux joueur comme Talleyrand. Niemcewicz s'y perdit inconsidérement; aussi, dans sa longue vie, malgré beaucoup de savoir, malgré qu'il eût beaucoup entendu et quelque peu retenu, malgré ses discours, ses écrits son agitation incessante, malgré sa participation à toutes les grandes affaires, il semble n'y avoir jamais rien compris. D'un esprit étroit et d'un caractère faible, cet homme d'érudition superficielle et de bonhomie fade, quoique écrivain supportable, ne fut jamais reconnu, ni suffisamment apprécié dans sa nullité politique. Membre de la Grande Diète et ami de Kościuszko, il conserva de tout temps une influence sur la jeunesse, lui enseignant une bonté sans énergie mâle, un sentimentalisme patriotique de vieux enfants qui fut souvent en Pologne une faute plus lourde qu'un crime. Les actions devenaient amollies et les décisions débiles. A l'ambassade de Londres, le «pauvre vieillard» «travaille, piétine, autant que forces il a», mais les forces sont faibles, et coup sur coup retombent sur lui la maladie et le désespoir national. Il se sent déjà condamné à sa quatrième émigration, il arrange ses petites affaires, il veut assembler autour de soi son petit monde antique, et il constate tristement que: «nous sommes dispersés tous à la surface de la terre...»[1])

[1]) Sur Kniaziewicz, peu connu jusqu'ici dans l'historiographie polonaise, nous utilisons nos propres recherches archivales. Sur Niemcewicz en 1831, il y a tout d'abord ses propres mémoires, très abusifs comme fond d'histoire, ensuite l'ouvrage apologétique du prince Adam Czartoryski: *Żywot J. U. Niemcewicza*, très bref et très superficiel sur l'époque en question. Cependant il fournit, p. 361 sqq.

Tous ces hommes étaient bien loin de posséder les relations suffisantes et d'exercer les influences nécessaires; ils croyaient aux gouvernements, à une politique de conservation bien établie: ils craignaient des secousses et des changements justement là où ces secousses, ces changements fussent devenus salutaires. Ils ne comprirent jamais une opinion comme celle de France, tout éprise d'idées nouvelles, ardente aux réformes, brusque contre tout ce qu'il y avait d'établi et d'anciennement fixé dans la société humaine. Ils prirent pour règle de s'abstenir dans toutes les affaires ou luttes intérieures françaises. Cette règle posée, il fallut l'exécuter sur ce champ de luttes continuelles que présentait la France de Juillet. Et les représentants officieux de la Pologne, une fois leur doctrine sauvée, ne manquèrent point d'exprimer toute leur sympathie au gouvernement et toute leur antipathie aux sans-culottes. C'est bien à peine que les Légations parvenaient à mettre des articles dans les journaux, ce qui paraissait les affranchir de vouloir nouer des relations suivies avec l'opposition, avec les révolutionnaires. Et cependant, dans l'opinion, et surtout en France, le mouvement en faveur des Polonais s'accentuait de plus en plus, non seulement aux jours de révolte, d'effusion des senti-

---

la correspondance très intéréssante des deux vieux amis pendant et après la révolution. La correspondance de N. avec la Légation de Paris se trouve dans les M. P. V. le rôle très juste que lui fait jouer J. Słowacki, dans *Kordyan*, scènes de l'année 1829, les fauteurs du Complot du Couronnement s'ouvrant devant lui de leurs projets, et lui qui les persuade de n'en rien faire. Son caractère tout entier, faible, bavard, et son inteliigence peu élevée se montrent déjà bien au rôle joué près de Kościuszko. Alexandre Walewski, le futur ministre de France, né en 1810, fils de Napoléon, délégué à Londres le 24 mars 1831, y joua dans les affaires de la plus haute importance — de mai à juillet — le rôle d'un agent de Talleyrand, s'y maria en novembre avec Charlotte Montaigu, fille du lord Sandwich, et reçut 50.000 livres sterlings de dot.

ments irrésistibles, mais aussi dans les organisations politiques, dans les travaux à longue portée, dans les efforts suivis qui aboutirent à de nouveaux et formidables assauts contre la monarchie mercantile. Au milieu des sociétés renaissantes, du Aide toi, le ciel t'aidera, des Amis du Peuple, des différents degrés de loges maçonniques, s'organisèrent, au temps mêmes de la réaction qui sévissait à l'alentour des sociétés des amis de la Pologne, de nombreux Comités franco-polonais. Le 28 janvier 1831, ils furent centralisés dans l'institution du Comité central Polonais de Paris. [1]) Cependant, la centralisation ne se maintint point. Le comité central présidé par Lafayette et Lasteyrie, ne répondait pas toujours aux exigences plutôt radicales des départements, surtout de ceux de l'Est, du Nord et du Centre. Anx frontièreś s'éveillait le vieil esprit guerrier de la race; les sympathies s'enflam-

[1]) *Comité central en faveur des Polonais*, Paris 28 janvier 1831 (appel); *Manifeste du C. c. français en faveur des Polonais au Peuple Français*, Paris, 12 février 1831, avec deux listes de souscripteurs, s'élevant en tout à 120.000 fr.; Banquet du Comité Polonais du 10 mars 1831: «...vis-à-vis du gén. Lafayette, étaient placés et habillés en uniformes de la garde nationale polonaise, M. M. Adam Gurowski, un des combattants du mois de février, près de Varsovie, Théodore Morawski, membre de la légation polonaise, et Léonard Chodźko, *combattant daus les journées de juillet*»... A remarquer les discours du gén. Kniaziewicz et de L. Plater, assis près de Lafayette, en réponse à l'allocution chaleureuse de ce dernier: ils étaient brefs, froids, concluaïent en attendant tout du gouvernement de France; celui de Kniaziewicz terminait (veille du 16 mars !) par le toast, pour le moins déplacé, à la nation française *et à Philippe*, son roi constitutionnel; troisième liste des souscriptions (supplément), formant ensemble 260 m. fr.; *le C. c. p. à M. M. les électeurs* (avril 1831) avec la 4-me liste, montant à 320 m. fr.; le *C. c. p. aux C. P. des départements*, septembre, après la nouvelle de la prise de Varsovie, et 5-me liste, formant un ensemble de 420 m. fr. Se font remarquer parmi les souscriptions les départements de l'Eure, du Pas-de-Calais, de la Marne, Meuse, Saône et Loire, de la Meurthe, Seine et Oise, Yonne, Aisne, et partout, la grande part prise par la garde et par l'armée.

maient, les sociétés en faveur de la Pologne devenaient en grande partie des sociétés révolutionnaires, remplaçant celles que le gouvernement du 13 mars avait déclarées illicites. Le gouvernement du Roi Louis Philippe en ressentit un mécontentement doublé de rage: il avait peur; il ne se tenait point encore pour vainqueur dans son propre pays. Pour la première fois une sourde haine s'amasse contre les Polonais. Que nous veut ce *Störenfried* d'éternelle Pologne? Ne nous a-t-il pas conduit aux glaces du Nord? N'a-t-il point versé notre sang? Que veut-il encore? N'a-t-il jamais assez de ses propres malheurs? faut-il toujours que nous lui aidions à nos frais et dépens? est-ce une nation d'ailleurs? Rien n'est moins prouvé. vu que la Pologne n'a pas même de frontières à elle. Tel fut le thème développé jusqu'à l'infini par le théoricien des gouvernants, Mr. Thiers, dans son discours du 19 septembre, trois jours après la fameuse déclaration de Mr. Sébastiani à propos de l'ordre régnant à Varsovie. Le gouvernement puisa dans ces théories beaucoup de courage contre la Pologne et les Polonais. Aussi ne tint-il pas compte de leurs demandes et suppliques. Ses projets d'intervention furent conçus a un moment de double crainte: crainte de l'Angleterre et crainte de la France elle-même. Ce moment passé, ces terreurs apaisées, et la fameuse intrigue belge de Talleyraad accomplie, l'idée d'une intervention en Pologne fut oubliée, comme si elle n'avait jamais existée. Aucune protectîon, aucune aide ne fut accordée aux entreprises financières, convois ou achats faits pour le compte du gouvernement insurrectionnel de Pologne. Les sommes dues à ce gouvernement furent retenues jusqu'à ce qu'elles pussent être remboursées au gouvernement russe, victorieux. Au moment où la Prusse intervint dans les affaires de Pologne au profit de la cause russe et brisa ostensiblement les règles de neutralité, la France la laissa faire et ne bougea pas. Une neutralité de plus en plus stricte, sèche, doctrinaire, nettement hostile aux insurgés

devint de règle. Mais on conserva les dehors, on respecta les convenances, et longtemps encore on garda au ministère français envers les envoyés de Pologne un visage affable, des manières accueillantes, des paroles d'amis, qui ne coûtaient rien, mais contribuaient cependant à leurrer l'opinion française, celle-ci s'élevant de temps en temps en orages populaires pour la cause de la Pologne. Les représentants officieux de la Pologne à Paris ne surent aucunement profiter de cet état d'esprit populaire, qui fut tout près de renverser le nouveau gouvernement de la France. Ces représentants qui ne furent jamais reconnus comme tels par le gouvernement français, ne reconnurent jamais à leur tour la Révolution de France. Tenant un rôle strictement officiel qui n'étant point officielement accepté ne portait aucun profit, ils perdirent tout ce qu'ils auraient pu gagner, en restant simples représentants d'un peuple soulevé. D'ailleurs, ils ne furent point aptes à jouer ce rôle. Hommes d'une génération dont les oeuvres étaient depuis longtemps terminées et accomplies, anciens soldats ennuyés de soulèvements et de guerres, anciens diplomates instruits par les traités de Vienne, ils gardaient toujours au fond de leur coeur une rancune mal apaisée contre toute sorte de révolutionnaires et proclamaient leur désir sincère de voir les guerres cesser, les révolutions se calmer, le parti d'ordre et de sécurité retourner sur le trône rétabli. Une révolution comme celle de Juillet fut le comble de ce qu'ils purent désirer au point de vue des libertés publiques. Ayant pris pour règle de n'intervenir en rien dans les affaires intérieures de la France, ils le firent cependant, et rien que par leur conduite de courtisans, par le manque de relations avec les représentants du peuple, ils se mirent du côté de la France officielle et négligèrent de compter avec la France de la Révolution: la voix de leur coeur qui se trahit dans leurs correspondances secrètes et qui ne put rester toujours muette

à Paris parlait contre la révolution: et comment purent-ils connaître et aimer ceux dont le sang va couler aux émeutes de demain? Mais ce fut justement ce peuple de France qui seul voulut sincèrement la liberté de la Pologne, et qui, seul, aurait pu contribuer à la rétablir. Ainsi, il n'y eut jamais d'illusion plus creuse ni d'ironie plus poignante que celle de la diplomatie de l'insurrection polonaise établie à Paris: la France officielle ayant tout fait pour jeter la Pologne à l'abîme, les diplomates polonais n'attendirent rien que de la diplomatie et n'eurent d'espoir que dans la conservation de ceux qui les avaient abattus, qui n'avaient fait que les trahir. Le peuple français voulant avant tout la liberté de la Pologne, les Polonais, représentants officiels de leur pays, délégués de sa révolution, s'en détournèrent et n'eurent plus d'autre désir que de voir ce noble peuple, ami sincère des combattants de Grochów et d'Ostrołęka, se courber et souffrir tranquillement sous le joug. Et lorsque la nation polonaise sera subjuguée par une main tout autrement pesante que celle du gouvernement de la France de Juillet, ce ne seront plus désormais les personnages officieux, les hommes de l'ancien régime de Pologne, qui continueront les traditions franco-polonaises, ou conduiront, commanderont l'Emigration de Pologne.

Le gouvernement français devenant de plus en plus froid, les représentants de la Pologne furent révoqués par celui de Varsovie, vers la fin d'août. La délégation officielle de Londres fut cependant conservée. Après la révolution du 15 août 1831 à Varsovie et le changement de gouvernement, l'incertitude des légations polonaises fut à son comble. Le 3 septembre, Kniaziewicz et Plater mirent sous les yeux de Sébastiani une longue énumération de griefs contre la France. A partir du 15 septembre jusqu'au 12 octobre il n'y eut aucune relation officielle entre la Légation et le gouvernement français. Le 23 octobre la Légation écrivit à Sébastiani

que ses représentants «ne peuvent plus que considérer leurs mandats et leurs fonctions comme terminés.» Niemcewicz à Londres ne comprit rien à cette sorte d'action de ses collègues et suivit bientôt leur exemple. Ces hommes ne se sont considérés jamais autrement que comme représentants officiels du Royaume de Pologne institué par le Congrès de Vienne, près la Monarchie de Juillet; ils ne sentirent et n'eurent alors rien de commun avec la grande Emigration. Ils ne possédaient point la force d'âme et la résistance aux malheurs dont fit preuve ce vaillant petit avocat de Varsovie, ambassadeur de Pologne en 1794, Barss, qui resta tranquillement à son poste et attendit les événements, croyant de par son âme fervente qu'une nation n'est jamais morte.

Bientôt on s'aperçut de la faute commise. Le prince Czartoryski qui passa, le 26 septembre, la frontière près de Pińczów, avec le petit corps de Różycki, écrivit le 23 octobre à Paris, demandant à la Légation son avis et des renseignements nécessaires sur la formation d'une légion polonaise au service de la France. Il demandait aussi des secours aux émigrés; «je tiens à vous prévenir, ajoutait-il, que parmi ceux qui en chercheront il y en aura beaucoup qui ne l'ont pas mérité et qui ont fait plus pour la chute que pour la défense de la patrie. Ceux seulement qui auront une recommandation bien sûre, peuvent être admis et proposés au service». Ces doctrinaires se crurent régnant sans couronne encore au milieu de la défaite. Etrange illusion qui conduisit ceux qui n'avaient pas eu le courage de mettre la couronne sur la tête de leur élu, lorsqu'ils étaient tout-puissants, à s'imaginer qu'ils institueraient une monarchie posthume, créant ses lois et réglant son cérémonial: cependant, déjà au moment de sortir pour la dernière fois des cabinets des ministres réactionnaires de l'Europe, ils ne furent plus qu'une coterie d'hommes iso-

lés, perdue dans le gouffre où sombrait la communauté tout entière.

Cependant, à l'étonnement général, à la stupéfaction de tous les gens raisonnables, les Polonais commencent à arriver en France, et bientôt leur poussée devient irrésistible. Le parti aristocrate n'y avait guère pensé, et il se trouva dorénavant dans une situation équivoque, son caractère officiel étant perdu, sa popularité révolutionnaire incertaine ou compromise. Aussi, fut-il contrôlé. Gurowski représentait ostensiblement les combattants de février, paraissait en costume de garde national, et trouvait sa place aux banquets en face des membres de la légation. Dès son arrivée il eut soin de se faire des relations dans la presse parisienne. Le parti de Kalisz avait été représenté à Paris autrefois par M. Morawski: celui-ci avait tenu alors à se montrer loyal et demi-officiel; il se fit nommer membre de la Légation et se compromit avec les aristocrates; devenu depuis le dernier ministre des affaires étrangères de la Pologne, il s'engagea dans les égarements diplomatiques. A l'armée, où on avait brisé les armes à la frontière, parmi les groupes d'hommes courant éperdus on ne sait vers quelles lueurs nouvelles, on criait à la trahison des diplomates qui auraient tout perdu. Et l'on vit, sur les étapes de ce chemin de la croix, les aristocrates abandonnés, solitaires, les hommes du gouvernement, ceux qui s'étaient compromis dans toutes les faiblesses, les doctrinaires, le parti de Kalisz, étonnés, ne sachant plus que faire de leurs pensées, n'ayant plus personne à gouverner: tels des gens de raison suffisante, perdant leur tête au contact brusque de la réalité des catastrophes. Dans cet état de désorientation et de désorganisation universelle, parmi les groupes, on vit souvent le visage pâle de Mochnacki et ses yeux étincelants. Maintenant, lorsque toute raison semblait perdue, les révolutionnaires seuls paraissaient en avoir. Ils allaient, hagards, bouches pleines de menaces, droit devant eux, puis

sants d'une logique exterminatrice, qui semblait avoir prédit ces désastres et vécu d'avance ces malheurs, tels les anciens prophètes de la Judée qui prédirent la chute des eaux, la foudre des cieux et les tremblements de terre.

Ainsi se produisait un fait aux conséquences lointaines et aux effets inoubliables: la démocratie révolutionnaire polonaise naissait des décombres de la Patrie en flammes; désormais, ce sera son sort et sa tristesse de renaître toujours de ses cendres, ainsi que le Phoenix des anciens. Et puisqu'elle allait régner sur les ruines et parmi les tombes, n'allait-on pas lui reprocher que ces ruines étaient son oeuvre propre à elle, et qu'il n'y avait que les tombeaux où elle peut trouver sa nourriture? Et puisqu'elle croissait sur les chemins où avait passé la cohue d'hommes vaincus et appauvris, n'allait-on pas dire qu'elle n'était qu'une fleur cueillie au passage, étrangère au pays natal, inconnue aux printemps dans les champs et les prairies, fleurissant en pluviose et brumaire, et qui, comme certaines fleurs, ne porte que pauvreté et déboire aux hommes croyants et craintifs? Ces hommes de la révolution qui s'en allaient à la dérive, en quête de révolutions futures, étaient mornes et tristes. Aucune grandeur ni force passée ne les réconfortait: ils firent, en 1830 et en 1831, tout ce qui s'est passé en Pologne et cependant aucune oeuvre ne leur appartint, tout fut exécuté en dehors d'eux ou contre eux. Ils avaient été dans le gouvernement, dans les conseils, dans l'opinion publique, mais partout impuissants à gouverner et à conduire. Et là où ils allaient, tête haute, visage fier contre les masses de l'ennemi, là où ils tombaient sous la mitraille, ils le faisaient encore sans nom, ou sous celui de leurs chefs incapables. Exténués de fatigues inutiles, ils criaient vengeance et désespoir: et alors tous les yeux se tournaient vers eux, oiseaux avant-coureurs de la défaite. Ainsi, démocrates, amis du peuple ou révolutionnaires, ils

portaient ce stigmate des malheurs nationaux, et on reconnaissait à la pâleur de leur front «l'effroyable témoignage de leur péché originel qui ne sera point racheté encore, lorsqu'ils seront déjà descendus du ciel de la révolution aux gouffres de l'enfer social». Ils ne sont, ces exilés, que des enfants perdus, et ils cherchent leur mère: «il faut comparer l'émigration polonaise aux cimes de ces arbres qui ont leurs racines dans les profondeurs de la terre natale. Chaque ébranlement de cette couronne aérienne se fera sentir comme une puissance électrique, à ses pieds. Ainsi des rapports intimes et internes ne cesseront de la tenir dans un état de sensibilité incessante, et son deuil ne prendra jamais fin». Le «germinal» de la démocratie polonaise à brillé sur les cimetières de la révolution. Inutile et plaintive s'élève la voix du poète vers les cieux immortels: «qu'as tu fait, grand Dieu? Ne laisses-tu pas à chaque fleur sa terre et son air natal? Et ces hommes, pourquoi vont-il périr?» Et au lointain des routes que traverse le char des exilés, on ne voit que des ombres: la tragédie de leur vie sera qu'ils vont courir aux mille réalités et paraîtront souvent les étreindre de toute la force de leur vie: mais sur leurs pas et sur cette route, les réalités se transforment en mirages. Et la vie qui est faite de tant de force, de vigueur et de jeunesse, ne sera jamais plus qu'une oeuvre d'art, un cauchemar de songes, un livre d'abstraction et d'éternité.

Ainsi, une des premières lois qui seront inscrites par l'imagination et l'intelligence la plus clairvoyante dans le grand livre des lois de cette République nouvelle, sera la règle de l'inaction absolue (Oeuvres de Mochnacki). Soldats de l'indépendance de la patrie, citoyens de la Pologne future, ils ne sont que de grands spectateurs qui attendent leur heure. «L'émigration polonaise a le regard sombre, le visage terni». Après l'inaction volontaire, après la tragédie du manque de volonté en 1831, vient l'inaction forcée, la tragédie de la volonté emprisonnée jusqu'aux jours in-

connnus. Quand viendront-ils ces jours d'aube claire demande-t-on à chaque heure, quotidiennement. «Un jour avait régné parmi eux une grande tranquillité et une tristesse profonde, puisqu'ils n'avaient pu oublier qu'ils étaient exilés de leur patrie et qu'ils ne la reverraient plus».

Une autre loi disait: soyez unis, restez dans votre idéal de Patrie réelle, ainsi qu'un seul troupeau avec un seul pasteur: un guide illuminé des volontés nationales et des vues de l'avenir. Il ne devra y avoir aucun parti, ni aucune lutte; rien ne troublera l'idée unique: la Pologne. Ainsi parlait le mirage et l'ombre. Ainsi disait le cauchemar des nuits silencieuses en pleurs. Et c'est ainsi que parle encore le souvenir, cette grande ombre des générations. et tout ce qui reste de leur humanité : l'histoire. En réalité toutes les forces s'entrechoquent, toutes les doctrines se croisent; tout se divise, chacun trouve sa fleur du bord de la route. et dans une immense bataille d'idées, sous toutes ces fleurs de beauté humaine, il y a le tombeau d'une génération. Il n'y eut point de luttes plus ardentes, de rivalités plus irréconciliables dans toute l'histoire de la Pologne: et cependant cette réalité n'est ici, à l'Emigration. si loin du pays natal, que l'appât d'un monde d'abstraction et de rêve: il passe, image d'un seul jour, il ne laisse subsister que le songe. «Il n'y eut point de partis dans la révolution polonaise, on ne fit que tâcher d'en créer ou d'en former quelques-uns. dit Mochnacki. En vérité, toute la révolution ne fut que l'oeuvre d'une seule classe. d'un seul état d'esprit de toute la nation, et personne ouvertement ne s'y était mis en travers. L'émigration polonaise de 1831 ne fut pas un parti, mais un état d'esprit, un fait inconscient. oeuvre de toute une nation: ce fait, cet esprit. cette idée, c'est la Démocratie Polonaise.

Elle naît parmi toutes ces immenses douleurs de la Patrie-mère. Elle ne prétend à aucun héritage du

passé. Seuls les grands théoriciens de 1790, les réformateurs, les créateurs de l'historiographie polonaise, les maîtres de l'enseignement au commencement du siècle, en un mot, seuls les précurseurs littéraires sont là pour nouer ensemble toutes les grandes oeuvres des générations entre elles. Les partis démagogiques de 1794 ou de 1797 ne sont que de vaines agitations, sans théorie, si ce n'est une phrase quelconque des nouvelles lois de France, sans oeuvre révolutionnaire, si ce n'est un dérèglement brouillon, rappellant les agitations des diétines au XVIII^e siècle. Les coteries révolutionnaires de 1831 ou les sociétés secrètes qui les ont enfantées ne sont qu'un mouvement général de révolte contre la domination de l'esprit de la Sainte Alliance, et tout spécialement, contre la prédominance russe en Pologne; c'est le romantisme, avant-coureur de la démocratie, mais ce n'est point la démocratie elle-même. Point de théorie populaire. L'armée napoléonienne et l'état réactionnaire de 1815 avec ses traditions et ses théories politiques et sociales subsiste sans être contredit. Point de peuple dans la révolution. Et de nouveau un peu d'agitation à la française, de vaines manifestations d'un esprit indéfinissable de discorde et de démagogie. Le raisonnement impitoyablement clair de Mochnacki n'est que la critique éveillée de cet état d'esprit, la fatalité des faits qui s'en dégage, le pressentiment tragique d'un avenir indéfinissable. Le dernier cri de détresse n'est que le premier cri de l'enfantement.

La démocratie polonaise naît dans le fait même de l'émigration de l'année 1831. Et le fait est que, malgré toutes les différences, distances et incompatibilités, les hommes de Pologne, les soldats, les princes et les lettrés, sortant ensemble de leur pays, deviennent frères. Leur premier instinct, la première force qui les mène, est l'Illusion: fermement ils croient de revenir tous en Pologne: l'un pense à la victoire, l'autre à un traité, le

troisième à une humanité à venir: mais aucun ne voit la réalité comme elle existe et travaille à les détruire, eux et leurs illusions, et ils sont frères dans leurs illusions communes.

La deuxième force qui vit en eux est la souffrance. La loi la plus puissante proclamée au sein de l'émigration est le Droit de tous à cette douleur ressentie au moment de quitter la pays natal, et qui s'accroît et s'amasse d'heure en heure. Et puisqu'ils souffrent tous, ils sont frères dans leurs souffrances communes.

La troisième force de l'Emigration Polonaise est son désir ardent de recouvrer la Patrie, la volonté de la Pologne future, la nostalgie des coeurs, reclamant l'heure de la délivrance. Ils la ressentent tous et il n'y a désormais aucune force qui puisse la vaincre, en être juge, si ce n'est les hautes sphères de l'esprit et de l'imagination, ou les forces immanentes de la Patrie elle-même. Et cette Patrie n'est plus que la terre égale a tous, un peuple lointain, inconnu. Et lorsqu'ils se troublent par l'image de cette terre, et lorsqu'ils pleurent ce qu'ils ont perdu, ils deviennent frêres dans leurs immenses tristesses communes.

On peut suivre sur ces trois traces les chemins de l'Emigration, les étapes de la Démocratie. Mais d'ores et déjà nous pouvons le dire, il n'y a aucune force individuelle, aucune intrigue, aucune coterie, aucune tradition même qui puisse tenir tête à l'évolution générale. Des hommes malheureux et solitaires passent: «voici que leur coeurs sont faibles et mordus par la tristesse. Ils seraient peut-être hommes de bonté dans le bonheur, mais la détresse les a changés en hommes méchants et dangereux». Cependant, inconsciente. dans tous les coeurs, aux lumières de tous les esprits, la nouvelle force populaire, croît, grandit et se développe.

Jusqu'à ce qu'arrive le temps prédit par le poète et le voyant: «et je vous ressusciterai, et vous serez

soulevés de votre tombeau, et la nation redeviendra pareille à une enfant mise en berceau, enveloppée de langes pour qu'elle pousse toute droite et ne soit point courbée en son corps». Cependant, on le sait bien, dès leur berceau et avant que leur premier habit leur soit mis de force, les enfants nouveau-nés sont réglés dans leur vie par l'hérédidé toute-puisante des générations.

## III.

A partir du 20 octobre 1831 commencèrent à arriver à Paris les premiers exilés et pélerins de Pologne, oiseaux avant-coureurs des révolutions. C'est dans ces mêmes journées qu'éclatait à Lyon la terrible émeute des ouvriers qui mit toute la France en éveil. Les Polonais arrivaient tête basse, coeurs remplis d'amertume et de rage; «tels des lions blessés, ils tournaient de temps en temps leurs têtes en arrière». Ce faisant, ils tâchaient d'arriver au plus vite à Paris. Après avoir traversé la frontière de Prusse, on subissait la quarantaine, instituée pour le choléra. Les ambassadeurs et les consuls de France étaient déjà avisés de délivrer des passeports. Quelques-uns parmi les émigrés voulurent aller par mer et arrivèrent par un grand détour en Saxe. La était le point central du passage. Quelques maisons d'ancienne noblesse de Pologne recevaient les naufragés. Plusieurs, obéissant à on ne sait quel mouvement de désespoir ou à quel surcroît de douleur d'avoir quitté la Patrie, y restèrent. La plupart des hommes politiques allèrent droit à Paris, et des dissensions éclatèrent bientôt entre les doctrinaires et les démocrates qui se reprochaient les uns aux autres de vouloir influer sur un retard de l'arrivée. «Le gouvernement national, dit Mochnacki, ne nous a point donné d'argent; les membres de celui-ci ne voulaient point, et ceci pour une raison très puissante, me voir arriver en France et écrire... ils ont vu que devant tels témoins ils ne pourraient point

jouer les fanfarons à Paris» Toutes difficultés surmontées, on allait en diligence par la grande route de Francfort. Le voyage durait jusqu'à 30 jours. Là où au détour d'un chemin, à l'arrivée dans une ville de passage, on avait reconnu les «héros de la Pologne», des acclamations retentissaient, et il s'organisait des démonstrations spontanées. Un air, chaud encore des bouleversements révolutionnaires, accueillait les arrivés: et, regardant vers cette France lointaine et bien aimée, ils disaient: «les gouvernements changent, les dynasties passent, mais les nations restent». [1] La révolution qui éclatait à Lyon, semblait être l'éclair annonçant les orages à venir.

Le 24 octobre arrivèrent à Paris Bonaventure Niemojewski et Théodore Morawski avec quelques-uns de leurs amis. Il n'y eut aucune rencontre ou communication entre ces personnages officieux et le gouvernement de France. Ensuite ce furent des députés du parti doctrinaire, Tymowski, Wołowski. Le général Roman Sołtyk, député, arrivait le 1 novembre à Londres. Le 29 octobre vint à Paris, ayant pris le chemin de Bruxelles et de Valenciennes, Joachim Lelewel avec ses amis. Le 2 novembre apparurent les frères Mochnacki. Tous annonçaient qu'ils n'étaient que les premiers de la longue file de l'Emigra-

---

[1] Lettre anonyme écrite à la frontière, le 16 sept. (M. P.; Maurice Mochnacki à sa mère, Metz, le 14 janvier 1832; Camille Mochnacki à ses parents, Paris, 14 janvier. A Dresde demeuraient alors les Joseph Łubieński, la veuve du général Dąbrowski (une Saxonne de naissance), M-me Dobrzycka, les Joseph Hoffman (M-me Hoffman née Tańska, écrivain très connue en Pologne), les Sapieha, la ctesse Czacka. Y arrivèrent aux premiers jours après le désastre: M-me Claudine Potocka (née Działyńska) avec ses amis et cousins, déjà très célèbre dans toute la Pologne par les sacrifices faits à la cause nationale, par l'oeuvre immense de charité unie à une simplicité et une grâce personnelle qui ont fait d'elle le type idéal des femmes polonaises. C'est elle qui fonda à Dresde dans les jours d'octobre 1831 le premier comité polonais, Comité des dames sous la présidence de M-me Dobrzycka.

tion. Et dès le premier instant même, la question de l'organisation se présenta. Il y eut trois sortes de décisions possibles.

Et, tout d'abord, s'il ne s'agissait que de soutenir les Polonais matériellement et de leur distribuer des secours, l'institution établie à cet effet existait déjà: c'était le Comité Central Polonais de Paris; cependant, la question était délicate: ce comité se composait exclusivement de membres de l'opposition; c'est pourquoi la Légation Polonaise n'y fut point représentée; au contraire, le seul Polonais qui représentait les Polonais au sein du Comité, Léonard Chodźko était plutôt d'opinions radicales; il entretenait déjà avant la révolution des relations suivies avec Lelewel, il fut ensuite son aide de camp pendant la Révolution, passa pour avoir des relations dans la presse, mais il ne jouissait pas de la confiance de la Légation de Paris ni de celle du ministère des affaires étrangères de Varsovie.[1]) Ainsi, la décision de reconnaître

[1]) Léonard Chodźko à Paris: M. P. au gouvernement de Varsovie, Paris, 22, 25 avril 1831: Chodźko et Morawski rétribués à raison de 500 fr. par mois, en qualité de membres adjoints à la Légation; réponses négatives du prince Czartoryski et de Horodyski, min. des aff. étr., Varsovie, le 12 et le 13 mai, la Mission de Paris y était accusée en termes sévères d'être fastueuse. M. P. au gouv., le 23 mai (reçu à Varsovie le 26 juin): «Nous déclarons à MM. Morawski et Chodżko que leurs indemnités cessent... Nous avons cru devoir leur fixer quelque chose par mois pour nous ménager des moyens d'action sur les journalistes, principalement sur ceux du parti libéral»..., 24 juin, propose de mettre à la tête du dit service le C[te] Stanislas Plater: «Chodźko est un bon enfant et bon pour le contact avec les rédacteurs libéraux, mais il n'a pas tous les titres à une confiance illimitée et ne sait pas assez bien le français»... Au temps des négociations diplomatiques, mai — août 1831, on négligea d'influencer la presse, ce qui était de première nécéssité; C[te] Walewski a la M. P., Londres, le 12 août: «...le ministère Périer ne se retirera-t-il pas? un autre ministère amènera de nouvelles combinaisons, qui ne pourraient tourner qu'à notre profit, mais qu'il faut *amener* et *influencer*. La presse française depuis quelque temps nous aban-

les pouvoirs du Comité Central Polonais, étant la plus «légale» de toutes, fut cependant inadmissible pour les conservateurs, et Lafayette lui-même la déconseilla.

Le choix de toute autre mesure représentative sortait du cadre de l'initiative et du concours des individus et créait des droits politiques à l'Emigration. Il ne restait alors rien de plus facile ni de plus légal que de déléguer ces droits à ceux qui les avaient représentés jusqu'ici à Paris; en 1794 cette solution se présenta d'elle-même, et l'homme de moeurs simples, l'envoyé sans titre ni fortune, devint tout naturellement le centre politique et le plénipotentiaire de ses compatriotes. Autres temps, autres moeurs, et ceux mêmes qui avaient été, il y avait quarante ans, des exécuteurs rigides et dévoués des volontés du bien commun étaient devenus d'autres hommes et ils jouèrent, étant à la tête des missions Polonaises à l'Etranger, un rôle équivoque qui leur ôta la confiance générale. Et en droit leurs supérieurs en grade se trouvent être parmi l'émigration: le président du dernier gouvernement national, son ministre des affaires étrangères. Ceux-là d'ailleurs ne voulurent point en ce moment se compromettre avec les «aristocrates»: ils fulminaient contre la «diplomatie», étendaient leurs anathèmes au prince Czartoryski, mais se taisaient discrètement sur la dernière période de la révolution, et ne disaient rien de Krukowiecki se sentant engagés par le parti qu'ils en avaient tiré. Le parti de Kalisz, s'appuyant sur les radicaux voulut éliminer les réactionnaires, et arriver seul, pour contrebalancer à son tour les révolutionnaires, au pouvoir représentatif dans l'émigra-

---

donne, ne faudrait-il pas la rallumer — que fait donc Chodźko?...» Chodźko, nous l'avons vu avait été éliminé: entretemps l'opinion française se prononça contre les Polonais à propos de l'affaire belge (juin—juil.) et Gurowski est déjà à Paris, en relations suivies avec la presse et avec Chodźko. Lettres de la M. P. au gouv., Paris, 2 avril, 1 juil. Archives du Min. des aff. étr., Cracovie, arch. Czartoryski.

tion. Il tenait donc plus que jamais aux doctrines et aux légalités: et cette légalité, c'était pour lui le règne de la diète.

Cette troisième des mesures possibles, le rassemblement de la diète, semblait avoir le plus de chance d'être exécutée; par des décisions consécutives, prises aux deux époques différentes de la Révolution, la Diète avatt créé un groupe éventuel de 33 membres qui pouvaient, lors d'évènements malheureux, s'assembler hors des frontières de la Pologne légale; on pensait surtout au territoire de la République de Cracovie, quoique la décision de la diète ne posât point de condition sur le lieu du rassemblement. Donc, les nonces ayant passé la frontière de Prusse voulurent au premier instant s'acheminer vers Cracovie; si plusieurs restèrent à Dresde ou à Leipzig, ce fut en partie dans l'intention de créer cette réunion près des frontières de la Pologne. Cependant la Prusse et l'Autriche, connaissant bien les décisions de la diète, se gardèrent de donner à qui que ce soit le droit d'aller à Cracovie, et les Russes y coupèrent court, en occupant militairement le territoire même de la république neutre. Czartoryski ne s'en échappa qu'au dernier moment et encore avec peine. Et maintenant, dès que l'idée d'émigrer en France commençait à se réaliser, devait venir aux esprits des nonces la pensée d'y assembler la diète. Il y avait à cela un précédent, bien que malheureux: la diète «de quatre ans», la grande dernière diète de la Pologne indépendante avait fait des efforts pour s'assembler, en 1796 et en 1797: la chose n'arriva jamais à être exécutée, les vues diplomatiques de la France d'alors ayant changé, les députés eux-mêmes ayant été faibles et indécis. D'aucuns s'en souviennent en 1831, et rappellent, à propos de la convocation de la diète du royaume de Pologne, que c'est là, dans le rassemblement en corps de la représentation de toute la Pologne, dans le rassemblement nouveau de l'ancienne diète, qu'est la seule et l'unique

légalité polonaise. Cependant, légale ou non, la tentation pouvait être forte pour la diète révolutionnaire de s'assembler maintenant, afin d'élever les questions diplomatiques, et de présider éventuellement aux changements possibles en Europe.[1]) C'était le parti des doctrinaires qui depuis le mois d'août avait exclusivement dominé dans la diète. Aux jours de Zakroczym et de Płock lui seul était représenté, à peu d'exceptions près. Mais pour la même cause, ni les aristocrates, ni les révolutionnaires n'en voulurent pas entendre parler. Pour les uns, la diète était trop légale, pour les autres, trop révolutionnaire. Les deux extrêmes de la politique d'action se rencontrèrent dans leur haine contre les orateurs et législateurs modérés. Les uns et les autres pensaient aux moyens illégaux et révolutionnaires par excellence: les uns à la monarchie fictive, mais renforcée de dictature, les autres au gouvernement par les masses, à l'établissement pur et simple du club révolutionnaire de Varsovie à Paris. Les aristocrates appelaient Czartoryski, le considéraient comme le seul représentant vrai de la Pologne, et Kniaziewicz comme son délégué momentanément pourvu de pouvoir; en fait de représentation ils pensaient uniquement à l'institution d'un comité de généraux près du

---

[1]) La diète, limitée le 23 septembre 1831 à Płock. Votes sur le quorum nécessaire pour une assemblée de la Diète en dehors de Varsovie, 19 et 26 février 1831; renouvelé le 20 septembre à Zakroczym; dècision du 23 sept. à Płock: «il est ordonné au Maréchal d'entrer en relations avec le président du gouvernement pour obvier à la sauvegarde de la diète et aux moyens de son transport à Cracovie»: même jour, décision qu'il n'y a point à nommer de comité permanent. V. Barzykowski, V. 354, 364, Gadon. II 190 sqq., St. Szpotański, dans la *Bibl. Warszawska*, 1907. Les plans du rassemblement de la diète de 1791 furent discutés avec le Directoire français aux temps de la campagne d'Italie et jusqu'au Congrès de Rastatt, où, en effet (novembre 1797) vint une députation polonaise. La diète et les légions polonaises hors de Pologne — c'était le plan extraordinairement hardi des hommes de 1796 et 1797.

Prince — c'était le fameux projet, déjà une fois essayé sans succès au commencement de la révolution, en 1830; les rôles devaient être renversées: au lieu d'un Dictateur militaire avec un conseil civil, ainsi que ce fut pratiqué sous Chłopicki, un Dictateur civil, ou plutôt un remplaçant de Monarque avec un haut conseil militaire près de lui. Les révolutionnaires formèrent de leur côté, et dès leur arrivée à Paris, un petit comité secret sous la présidence de Lelewel, où entrèrent les frères Mochnacki, Gurowski, Kazimirski et peut-être Chodźko: ils y voyaient déjà le gouvernement de la Révolution à venir. Cependant, tous ces petits mondes se détestaient entre eux: les aristocrates criaient de se garder aventuriers et des fous; ils appelaient aide et secours contre cette «canaille» de Mochnacki; ils craignaient même les «disputes» avec Lelewel et les protestations sentimentales de Chodźko et de Sołtyk. Dans ces conditions une assemblée plénière de cette émigration en butte à toutes les factions serait devenue impossible, si ce n'étaient les doctrinaires qui, imperturbables, y voyaient toujours un moyen régulier, légal, et en même temps celui qui les mettait en évidence. Aussi une réunion fut elle convoquée pour le 6 novembre 1831 dans l'appartement de Bonaventure Niemojewski: nous avons expliqué pourquoi aucune décision légale n'était possible dans ces conditions et il était désormais bien clair que, seuls, les démocrates et les révolutionnaires en pouvaient sortir vainqueurs. Ils n'étaient cependant que cinq à la réunion sur le nombre de 26 assistants. Mais ne pouvant trouver aucune décision raisonnable, ayant des chances d'être acceptée, on tomba bientôt d'accord sur un moyen terme connu et insignifiant: l'institution d'un Comité. Un «comité» n'avait qu'une tradition révolutionnaire: il y en avait un qui avait été institué aux jours de détresse, en 1795, par les exaltés et les extrêmes du temps. La diète même de 1831, aux jours où elle achevait son existence précaire, ne voulut qu'un

corps insurectionnel, une sorte de comité de la diète se substituât à son pouvoir légal ou l'exercât même un temps déterminé. Un comité, qu'était-ce en vérité? Ce n'était plus un gouvernement, ni un pouvoir, et cependant c'était plus qu'une société de secours. Les réactionnaires trouvèrent très raisonnablement qu'il y avait dégradation pour les chefs du gouvernement national à devenir membres d'un «comité»: c'est pourquoi ils se gardèrent d'y entrer: ils y poussèrent le parti de Kalisz et restèrent bien décidés, eux, à attendre leur heure pour rejeter ces vaines et petites conjonctures, mode de la petite noblesse, et instituer leur despotisme salutaire. Le parti de Kalisz insista au moins pour que le Comité pût porter le nom de Comité National; mais on se garda bien de le leur accorder, et Mochnacki ainsi que Gurowski trouvèrent l'heure propice pour faire passer leur idée principale: le comité sera temporaire; lorsque cent Polonais émigrés seront réunis à Paris, une nouvelle assemblée aura lieu.[1])

---

[1]) Dans la réunion de 6 novembre il y avait 8 ou 10 «doctrinaires», 9 ou 11 «aristocrates», 5 démocrates révolutionnaires, ensuite Lelewel, Chodźko. Ainsi aucun des partis en présence n'avait la majorité absolue. Furent élus: B. Niemojewski (20 votes) président, Lelewel (19), Théodore Morawski (15), François Wołowski (12) et Kantorbery Tymowski (9), tous, hormis Lelewel, appartenaient aux doctrinaires. Niemcewicz à Kniaziewicz, 1 novembre 1831 (M. P.): «...aventuriers et fous, à la tête des quels se trouve Gurowski... Nous voilà dispersés à la surface de la terre»... Légation Paris au Pr. Czartoryski, 1 nov. (M. P.): «Nous avons terminé notre office... dorénavant, en particuliers, nous allons nous occuper des deux affaires: de la question de l'exécution du traité de Vienne et de l'amnistie... Ici arrivèrent le 24 B. Niemojewski et Théodore Morawski... ils semblent ne vouloir agir qu'en faveur des individus... et qu'ils ne voudront point abandonner les principes de la diète, c'est-à-dire, l'indépendance absolue et les anciennes provinces... (quant aux journaux) malheureusement nos partis ont même ici leurs influences. Gurowski nous gâte tout; Chodźko commence à en faire de même. Niemojowski accuse Skrzynecki et même le Prince. Nous trouvons Morawski

Ainsi fut acquis: que l'émigration polonaise aura une représentation à elle; que cette représentation sera élue, ainsi que la première, à la majorité des voix et par un vote secret; que le nombre des électeurs sera décisif pour statuer sur le caractère des compétences du Comité. Ces décisions démocratiques et républicaines ne pouvaient passer que parce que les hommes qui les acceptèrent ne crurent jamais que l'Emigration pût se constituer ou devenir une force indépendante. Or, il y a à se demander sur quelles forces comptaient ceux qui ne croyaient plus en aucune force polonaise et quel avenir ils voyaient réservé à la Pologne, ou à leurs propres entreprises en France?

Deux plans, deux idées dominaient alors les esprits de ceux qui avaient conduit avec tant d'insuccès le mouvement rêvolutionnaire de Pologne, ses affaires intérieures et internationales: ces deux plans et ces deux idées répondaient aux deux possibilités, aux deux ressources, aux deux traditions de la Pologne du XIX siècle: celle de la politique française et celle de la politique russe. Tous les chefs que la nation eut en 1831, tant sur les champs de bataille que dans les conciliabules des ministères, avaient pour idée-maîtresse, et cela contre la volonté de la nation tout entière, de traiter avec la Russie. Dans les derniers moments de la Révolution c'était devenu sûrement une maladie contagieuse: chacun sentait que, après avoir perdu le jeu, il ne restait plus à la Pologne qu'une issue: la soumission séculaire à la Russie. Inconsciemment, on voyait déjà l'avenir et l'on escomptait la détresse nationale. On suivit encore des visions, des espérances, mais on le fit, ainsi que font les somnam-

---

modéré. Et cependant même Niemojowski dément qu'il y ait eu trahison, puisqu'il n'accuse Krukowiecki que d'avoir commis des fautes et perdu la tête...» La même à Niemcewicz (M. P.): «...Avant hier arriva Lelewel, nous ne l'avons point vu encore. Je crains que nous nous allons chicaner et perdre ainsi le reste de nos affaires...»

bules, sans y croire, les regardant seulement, dernières lueurs qui s'éteignent au milieu des nuages. Ainsi, jusqu'aux derniers instants, les chefs polonais virent la possibilité d'une capitulation, avec les honneurs de la guerre aux vaincus, et d'un arrangement avec le vainqueur. Mais ces arrangements, commencés sous les auspices de la trahison, achevés dans la faiblesse, n'eurent et ne purent point avoir de succès. Alors, et après avoir émigré, ces hommes se rabattirent sur les possibilités des arrangements internationaux. Leur idée n'était point, bien entendu, une idée de réorganisation, moins encore de révolte ou de conspiration contre l'ordre des choses établi présentement en Europe. C'était seulement et simplement, en face d'une Europe conservatrice, et au nom des principes conservateurs, une initiative de révision des Traités de Vienne. C'est au moyen cette idée qu'avait agi la diplomatie polonaise en 1831 et elle ne faisait maintenant que suivre le même chemin. Czartoryski, aussitôt qu'il a passé la frontière, commence à parler des Traités de Vienne; c'est son unique éspérance, c'est celle de sa diplomatie. La légation polonaise de France, avant qu'elle reçoive ses lettres, agit déjà de tous côtés dans leur sens. C'est de la conservation du Traité de Vienne que parle Niemcewicz à Palmerston à Londres, le 30 octobre. C'est au nom du Traité de Vienne que parle la mission de Paris au prince d'Orléans, dans sa lettre du 4 novembre, où elle invoque l'intervention en faveur de ces traités que doivent exécuter la France aussi bien que l'Angleterre, «sans sortir du rôle conservateur qu'elles ont maintenu jusqu'ici.» C'est pour continuer l'œuvre du Congrès de Vienne que tous les hommes de la diplomatie polonaise et tout le parti aristocrate attendent impatiemment l'arrivée du prince Czartoryski, et qu'on conseille à celui-ci d'aller immédiatement à Londres. Et enfin, c'est d'après le même ordre d'idées qu'on accueille et divise les Polonais arrivant à Paris: il n'est question parmi les diplo-

mates que de ce que ceux-ci vont faire contre la diplomatie et pour entraver son oeuvre.

Nous ne connaissons point jusqu'ici l'étendue de ces bonnes intentions, et nous ne savons pas jusqu'où elles se sont prosternées ou arrêtées sur le chemin glissant qui mène à S[t] Petersbourg. Mais il est intéressant de voir qu'au même moment, dans la Pologne devenue province russe, il y eut des hommes qui suivirent une inspiration toute pareille, sauf qu'ils s'adressèrent directement au Tzar ou à ses gouverneurs: au lendemain de la défaite, surgit un parti de l'autonomie polonaise. L'aristocratie restée au pays fut en correspondance suivie avec celle qui s'était expatriée, et nous voyons se former dans ces sphères en Pologne deux courants: un qui se soumet, l'autre qui raisonne, met du prix et des conditions à sa soumission. Il y eut, bien entendu, des nuances, et les hommes de l'émigration. quelqu'ils soient, sont encore des révolutionnaires pour ceux qui sont restés au pays. Et cependant, il paraît que l'idée de rapatrier ceux-là mêmes et l'essai de les gagner au nouveau régime russe n'ont été étrangers ni aux Polonais volontairement subjugués, ni à la diplomatie de la Russie. Celle-ci voyait une sorte d'humilation dans l'existence même de l'Emigration polonaise. Elle craignait pour l'effet des mensonges propagés par la Chancellerie russe. Ce qui va, selon Nesselrode, nuire aux Polonais et aux bienfaits qui leur sont reservés, «c'est l'intervention étrangère dans les affaires de Pologne, c'est l'inquiète surveillance que l'on exerce sur ce qui se passe dans ce pays, la fausse interprétation que l'on donne aux Traités; c'est le droit de patronage que l'on paraît vouloir s'attribuer sur ceux des Polonais qui sont exclus de l'amnistie, ou qui en repoussent les bienfaits... (c'est) ce déplorable système que la propagande a fait adopter en France, et qui depuis a été imité dans plus d'un pays»... C'est dans le même ordre d'idées qu'entrent les démarches assez maladroites de l'ambassadeur russe à Paris,

afin d'obtenir la réconciliation du comte Walewski avec le Gouvernement Russe, et la visite, bien plus étonnante encore, de Nowosiltzow chez Thadée Mostowski, l'ancien envoyé du gouvernement révolutionnaire à Berlin. D'ailleurs, il n'en manque pas qui se réconcilient avec le gouvernement de Paskiewicz. D'autres pensent à une Russie réformée, révolutionnaire peut-être. De vagues espérances sur ce pays couvert encore de ténèbres naissent dans les coeurs. Des bruits de mouvement de révolte, d'agitation sourde, de complots préparés ou exécutés circulent en l'Europe. Souvent même la diplomatie européenne semble, ou fait semblant de les prendre au sérieux. L'année 1825 reste encore bien gravée dans les mémoires, et après la propagande révolutionnaire de 1830, elle ne paraît plus être isolée, lumière unique perçant à travers les ténèbres des siècles. Le gouvernement, le Tzar lui-même ne sont pas encore connus: et nous lisons souvent dans les lettres de ces aristocrates des jugements naïfs sur les bontés du coeur de l'Empereur qui n'attend que de pouvoir se montrer dans tout son éclat. Ainsi beaucoup d'illusions et d'espérances, d'origines très diverses, s'ajoutent les unes aux autres pour qu'au sein de l'émigration même l'idée d'une éventuelle entente pût encore trouver place, vivre et couver silencieusement, au milieu des ruines de la Patrie [1]. Dans ces

[1]) Czartoryski à la Lègation de P., Cracovie le 26 sept. (M. P.): «...Cependant, il ne faut point perdre l'espoir. Działyński va raconter quels projets s'abouchent ici. Entre temps les puissances agiront sans doute sur la base du Traité de Vienne, et devront obtenir au moins que le Royaume de Pologne soit regardé comme puissance tout à fait à part et que les provinces puissent obtenir les institutions nationales...» Czartoryski à Niemcewicz, Leipzig, 23 octobre, Gadon, I, 181. Niemcewicz à la M. P., 1 novembre; Walewski à la M. P., 8 nov.; la Légation au prince d'Orléans, le 4 novembre (M. P.); le prince Czartoryski a reçu des relations privées de Pologne bientôt après la chûte de la Révolution. En même temps en Pologne même, et parmi ceux qui sont restes ou qui ont trahi la révolution, des efforts

efforts de la ci-devant diplomatie polonaise à l'étranger, en émigration, il y eut une *contradictio in adjecto.* Se faire fort d'un pacte qu'on a déchiré soi-même était de la plus étrange fantaisie. Mais rappeler les Traités de Vienne devant une Europe changée, et qui n'y croyait plus; aller le faire devant la France et l'Angleterre, les cours de l'Europe qui en 1815 n'avaient accordé l'établissement du Royaume de Pologne que par condescendance forcée à la cour de Russie; vouloir exécuter cela par le moyen du même Talleyrand qui avait travaille à perdre la Pologne et les Polonais en 1807, en 1812, en 1815; ce fut le comble des misères d'une diplomatie vieillie et folâtre. Il est vrai que Palmerston aussi bien que Talleyrand et Sébastiani tout le long de la révolution polonaise parlérent aux Polonais des Traités de Vienne: ce n'était que de la poudre jetée aux yeux, et, de la part de la France une très mauvaise plaisanterie: en rappelant ces traités elle se condamnait elle-même, soit; mais, en échange, elle rendait un service signalé à la Russie et semblait se débarasser pour de bon de ces Polonais, très encombrants. Sûrement, il pouvait y avoir de l'esprit à retourner maintenant cette plaisanterie et à mortifier la France de Juillet à l'aide de ces mêmes traités de Vienne. Mais ici, cette plaisanterie étant faite très sérieusement, ne servit à rien. La France n'avait rien entrepris et ne sut rien faire en faveur des traités de Vienne. Il aurait été donc beaucoup plus logique et beaucoup plus fort comme moyen diplomatique de parler, en insurrectionnels, de la Pologne dans ses anciennes frontières.

L'Angleterre non plus, tout le long de la Révolution, ne fit pas une seule démarche sérieuse en faveur des Polonais. et tout en parlant des stipulations du Congrès

sont faits qui aboutissent à la proclamation du Statut organique, un code d'autonomie de la Pologne, qui ne fut d'ailleurs rédigé par le gouvernement russe qu'en vue des relations internationales et ne fut jamais exécuté, ni dans son ensemble, ni en partie.

de Vienne, elle paraissait escompter d'avance la faiblesse de la Révolution de Pologne. Et d'ailleurs soutenir les Polonais en lutte, directement ou indirectement, aurait ressemblé à une intervention en faveur de la Révolution de Pologne, et rien n'était plus éloigné de l'esprit des hommes politiques d'Angleterre. Ils obéissaient à l'esprit pacifique, clef de voûte de la politique libérale; ils tenaient à l'esprit de la conservation des forces, qui régnait en Angleterre depuis 1815 et n'était point affaibli sous le ministère libéral. Et ils obéissaient aussi, en ne paraissant point le voir, aux bons conseils et aux intrigues subtiles de M-me de Liéven, ainsi qu'à la perspicacité et au sang froid du ministère russe qui eurent bien vite raison du raisonnement riche, élégant et approprié aux circonstances de Lord Heytesbury[1]), ainsi que de la froideur molle de Lord Palmerston.

---

[1]) Walewski a la M. P., 8 nov.: «...lord Palmerston m'a assuré que les représentations de la France en notre faveur étaient plus que faibles»...; Niemcewicz à la M. P., 3 dec., conversation avec Talleyrand, qui dit: «Il faut que vous sachiez que tout se fait ici dans les hautes sociétés, et par la haute aristocratie; on vous respecte, mais (Czartoryski) a eu part dans les négociations du Traité de Vienne, c'est un grand nom, connu dès longtemps dans la diplomatie. Il faut qu'il vienne, ils l'écouteraient; *au reste, il faut leur causer des embarras ici*... il ne fallait pas leur en faire mention...» Czartoryski à la M. P., Metz, le 6 déc., après s'être décidé d'aller en Angleterre: «il me vient parfois la pensée que les insulaires gouvernants ne seront pas enchantés.....» *Correspondance with the Government of Russia respecting the affairs of Poland* 1831 — 1832, Presented to tbe House of Commons by Command of Her Majesty, in pursuance of their Address of July 2, 1861: Palmerston to Heytesbury, March 22. 1831: «...His M. Government are of opinion that any change which would have the effect of incorporating Poland with the Russian Empire, and of destroying its separate administration and constitution would be a breach of the Treaty of Vienna, to which England and all the other Powers who where parties to that Treaty would have an unquestionable right to object... if Your Lordship should find that there existe any intention on the part of the Russian Government to make any material changes in the political condition of Poland, you are instructed to watch those changes

La France semblait être persuadée de la défaite polonaise ainsi que d'une nécessité inéluctable et elle agissait en conséquence en rendant de bons services à la Russie, en s'assurant de sa gratitude pour l'avenir. L'Angleterre au contraire connaissait mieux les forces polonaises, les jugeait à leur valeur et attendait sinon une défaite, au

---

with the closest attention, and to remonstrate in strong terms against any measure of this kind which might not be in strict accordance with the stipulations of the Treaty of Vienna»... Suit l'instruction de se joindre au Comte Mortemart dans la représentation sur les institutions nationales à donner aux anciennes provinces; «...Y. L. will of course be careful not to take any steep on this busines which could lead to any unfriendly discussions...»; Heytesbury to Palmerston, St Petersburgh, April 13: «...Count Nesselrode observed that we could not but do the Russ. Gov. the justice to admit that the violation of the Treaty of Vienna was entirely on the side of the insurgents, who, in proclaiming the déchéance of the Emperor and the independance of Poland, had virtually destroyes the act to which they owed their existence as a nation. But notwithstanding the just indignation..... the Emperor would adhere to the strict letter of the engagements he had contracted with foreign Power...» Le mode de cette «strict adherence» exclue cependant l'armée et l'occupation des places administratives par les Polonais: «the present constitution of Poland will be virtually, if not openly, done away with...» Cela ne provoque aucune réponse de Lord Palmerston. Quant à la représentation faite par Mortemart, celui-ci a tenu un «vague languageׅ» et Heytesbury s'est conformé à cette attitude. Néanmoins une intervention fut faite immédiatement par la diplomatie russe à l'aide de la toute puissante M-me de Liéven contre cettre démarche mutuelle des deux puissances que la diplomatie russe travaillait à diviser, Niemcewicz à Czartoryski (Lettres, ouvr. c.), 4 nov.: «Heytesbury ne nous appuie aucunement dans les affaires du Nord, la France a été aussi très froide; nous le savons avec certitude.» Ainsi une intervention virtuelle en faveur du maintien du Traité de Vienne était exclue déjà au mois d'avril. Les observations anglaises sur l'état tampon, sur le rôle qu'assignait le Congrès de Vienne à la Pologne contre la Russie, étaient faites sans insistance et restèrent impuissantes. Les observations sur l'armée furent réfutées très spirituellement par la Russie qui souligna le fait, que ni l'Autriche, ni la Prusse ne s'en trouvaient point inquiétées.

moins un affaiblissement de la Russie: elle se promettait déjà à elle-même une situation dominante en Europe, amie d'une Russie encore grande, riche d'influences, mais point batailleuse ni conquérante. Il y eut partout, après la prise de Varsovie, une surprise, mélangée de sentiments divers. En France, après les manifestations très significatives de septembre, le gouvernement dut faire mauvaise mine à bon jeu. Une démonstration de sympathie platonique et de pitié humaine ne semblait coûter rien. Le gouvernement français intervint en insistant en faveur d'une amnistie générale. On la soutint avec le secret espoir d'éviter l'émigration polonaise en France. Mais ceci fut pris de mauvaise part et de très haut à S[t] Pétersbourg. Toute idée d'intervention française fut repoussée brusquement. «Tous nos alliés, écrivait Nesselrode au prince de Liéven, ont applaudi au manifeste d'amnistie. La France seule avait cru devoir insister sur une amnistie générale, sans exception aucune. Mais elle paraît être revenue depuis à des dispositions plus équitables. Peut-être le Gouvernement Français reconnaîtra-t-il avec le temps, qu'il est dans son propre intérêt que la révolte ne reste pas impunie, et qu'il se consolide et se fortifie lui-même en raison de l'affaiblissement du parti Révolutionnaire en France comme dans d'autres pays... Le Gouvernement Britannique ne se trouve pas dans la fâcheuse nécessité d'obtempérer aux exigences d'un parti qui ne cherche qu'à troubler les relations amicales entre les puissances, et à parvenir ainsi au but de ses efforts, c'est-à-dire, à un bouleversement général...»

Le gouvernement britannique ne pensait point sans doute à un bouleversement des rapports existants. Nonobstant il fut inquiété par l'accroissement des forces expansives de la Russie, résultant du fait même de l'anéantissement de la Pologne. Sur une question de Lord Heytesbury, en date du 1 octobre, Lord Palmerston répondit par la note du 23 novembre, expédiée un mois avant l'arrivée

du Prince Czartoryski à Londres, où il intervenait directement dans les affaires de Pologne, demandant le respect des stipulations de Vienne et donnant au gouvernement russe des conseils bienveillants sur les moyens d'adoucir les maux causés par la guerre. Ces demandes ou plutôt désirs furent exprimés avec tous les ménagements possibles et une crainte visible de s'exposer encore une fois à ce reproche bien cruel: faire en n'importe quelle affaire cause commune avec la France. Le coup n'en porta qu'encore moins, et une fin de non-recevoir absolue fut la réponse de la Russie; elle était faite, cette réponse au contraire de celle adressée à la France, dans un ton d'amitié, de caresse, d'adoucissements, bien approprié à l'action correspondante de M-me de Liéven. Cependant, de ce flot de douceurs sortait, ainsi qu'une lueur froide d'acier, la conscience de la force avec laquelle la Russie dictait en ce moment ses lois politiques à l'Europe. Aussi, c'est bien le moment de sa grande et indiscutable prépondérance. Elle domine sans contredit dans le système de la Sainte Alliance. La Prusse, bien renseignée, très perspicace, s'y fie complètement dès l'heure de l'anéantissement de la redoutable Pologne. L'ancien détracteur d'Alexandre, Metternich, ne craint plus la «liberté» de l'Orient, ni le sceptre de Constantinople sur la tête du vainqueur de Varsovie: il s'abandonne, se fait le satellite le plus brillant de l'étoile du grand empire russe. La France et l'Angleterre briguent à l'envi l'amitié russe. La Russie domine l'Angleterre par le souvenir cuisant de 1807, par l'ombre d'une entente possible avec une France de conquêtes et d'expansion. C'est pourquoi l'Angleterre tient infiniment, et sauf en 1812, elle n'a peut-être jamais tenu autant à une alliance, à l'amitié, aux bonnes relations avec Nicolas. L'Angleterre ne mettra aucune force dans ses représentations au sujet de la Pologne. Et quelle force lui serait-il possible de mettre en action? Bien sûr point celles d'une alliance française. La Russie se permit donc de faire une allusion

directe à ces probabilités, en mettant dans sa réponse envoyée au Cabinet Britannique les puissances de la Sainte Alliance dans une situation privilégiée et spéciale en ce qui concerne les stipulations du Congrès sur la Pologne. Palmerston contenta son esprit autoritaire en s'élevant avec beaucoup d'insistance contre cette prétention d'établir certains degrés parmi les puissances signataires de l'acte final du 9 juin 1815. Mais là s'arrêta net la diplomatie anglaise; elle recula sans grande montre de dignité devant la force brutale de la Russie, devant cette puissance interne et ce vouloir de vaincre qui fut le trait dominant chez elle à cette époque, défini en traits laconiques, inoubliables par Lord Heytesbury. «Il y a, disait-il dans sa dépêche du 2 Janvier, un instinct de préservation de soi-même, plus fort que tous les arguments du monde, et contre lequel aucun raisonnement ne tient. Ce gouvernement (la Russie) est persuadé que sa propre sécurité dépend de la suppression des privilèges qui ont porté, il faut le dire, un fruit si amer après quinze courtes années de croissance... La question est une question de vie ou de mort pour ce gouvernement...» *This question is a question of life or death to this government.* Bien entendu, le gouvernement anglais était loin de pousser les choses jusques là. On l'avait évincé: il laissa faire, et changea la question. La diplomatie de la Pologne émigrée s'en ressent, toute pleine d'amertume: «Je dois m'exprimer tout brièvement sur ce que j'ai observé ici pendant mon séjour, dit, le 4 novembre Niemcewicz: c'est une sorte de crainte la plus absurde de la Russie.....» Et, au même moment (le 7 novembre) le comte Plater de Paris: «on craint la Russie: c'est la maladie dominante.....» Les diplomates vaincus, Czartoryski, Kniaziewicz, Niemcewicz la craignaient d'autant plus. Donc, ils piétinent sur place, ils parlent à tout le monde, ils font leur petite besogne avec un air de recueillement et de gravité diplomatique. Niemcewicz note, le 5 novembre: «Nous étions avec

M. Walewski à la Downing Street et montrâmes, la Constitution en main, à Lord Palmerston, comment, en s'appuyant sur elle, ils peuvent nous défendre avec force contre la vengeance, les persécutions et les changements qu'on voudrait apporter à la constitution...» C'était là l'origine de la depèche bien impuissante du 23 novembre. On n'a fait que prêter à la Russie le moyen de se montrer forte, bien plus forte qu'elle ne l'était en réalité. L'action des « particuliers » n'allait pas porter plus de fruit que celle des représentants. «La Pologne ne périra point, écrit le comte Plater à Niemcewicz, mais nous ne la reverrons plus. Servons encore les Polonais, si l'on ne peut plus servir la Pologne.» [1]) Cependant, on conservait

---

[1]) V. p. 87, note; Lord Heytesbury to Viscount Palmerston, St Petersburgh, October 1, 1831: «...the stipulations of the Treaty of Vienna are of so vague and general a nature that an entire and radical change may be affected... without the violation of any one of them... A constitution, the particular forms of which are nowhere specified, is term of the most vague signification... To the constitution given to Poland... it does not appear that the other Powers were either parties or guarantees. Indeed, it might be impossible for foreign Powers to guarantee a particular and unchangeable form of government to any country...» Après cette éloquence mise au service du point de vue russe, le Lord parle de l'impossibilité de maintenir l'armée polonaise; d'ailleurs ni l'Autriche, ni la Prssse ne s'opposent à sa destruction: «...France may be more anxious upon the subject, but this will certainly render Russia immoveable in her determination to distand it...»; Palmerston to Heytesbury, November 23, 1831: après avoir rappelé les raisons pour lesquelles l'Angleterre n'avait point à intervenir (not to be advisable to interfere directly) pendant la guerre, il adresse à S. M. l'Emp. «in the most amicable tone, and with the deference which is due to his rights as an independent Sovereign, some observations as to the best mode of resettling the Kingdom of Poland under the dominion of the Emperor»; la note énumère les questions: proscriptions ou confiscations sont à éviter, «full and complete amnesty..... earnestly recommend» («which H. M. G. have reason to believe is also recommended by other allies of H. J. M.»), enfin une longue discussion sur les clauses du Traité de Vienne: «...H. M. G. could not see with indifference the Poles deprived of the

un dernier espoir en Czartoryski. Par lui et avec lui on croyait encore en la politique anglaise. On gardait encore des illusions décévantes sur Talleyrand. Le jeu de celui-ci fut de compromettre l'Angleterre avec le grand Polonais,

advantages which had been secured to them by the Treaty of Vienna, These advantages consisted in the stipulation that a Constitution should be granted to them... From the submission of the Poles... Europe looks for the re-establishment of law and justice, and not for acts of retaliation and vengeance... In pressing these considerations upon the R. G., Y. Exc. will be careful that while, on the one hand, you urge, as far as possible, the arguments which have been suggested, you do not, on the other, depart from that tone of friendly representation which is suited to the amicable relations existing between Gr. Britain and Russia». Heytesbury to Palmerston, January 2, 1832: «...It will, no doubt, give your Lordship great regret to observe the little effect produced by your arguments. Those with which I endeavoured to support them have proved equally unsuccessful. There is an instinct of self-preservation stronger than all the arguments in the world, and against which no reasoning can prevail. This Governement is persuaded that its own security depends upon the suppression of privileges, which already in fiften short years have borne such bitter fruit and Y. L. may be assured that nothing short of positive inability will prevent their suppression..... the real motives which led to the rejection of our suggestions are not those put must prominently forward, nor, indeed, are these more than obscurely hinted at in Count Nesselrode's despatch..... In the first place, it is believed that no measures of conciliation or favour would ever reconcile the higher classes in Poland to Russian dominion: secondly, that a restoration of privileges, therefore, would only be the restoration of the powers of resistance; and, thirdly, that even if means could be found to paralyse these powers, the peaceable co-existence for any long period, and under the same sceptre, of absolute government in Russia, and constitutionel liberty in Poland, would be impossible... the refusal will, I fear, be steadily persisted in, let the consequences be what they may...»; Nesselrode à Lieven, S<sup>t</sup> Petersburg, le 3 janv. 1832 (communicated to Visc. Palmerston by Prince Lieven, January 18, 1832): «...le ministère Britannique aura pu se convaincre, par le langage que (l'Autriche et la Prusse ont prescrit à leurs Représentants à Londres et à Paris qu'il existe relativement à l'application du Traité du 3 mai 1815, une entière uniformité des vues et des principes entre les trois cours qui en sont spécialement les Par-

de susciter des scènes entre les ministres anglais et l'amoureuse princesse de Liéven, de s'insinuer entre temps lui-même, ou par l'entremise de la princesse de Dino chez les Russes tout puissants. Czartoryski arriva le 24 dé-

ties Contractantes...»; la lettre termine ainsi ses explications: «Nous le devions aux liens d'amitié qui unissent les deux Gouvernements, et que l'Empereur aimera toujours à cimenter. Nous le devions surtout au caractère amical qui a présidé à ces communications. Mais S. M. I. croit pouvoir se flatter que nos explications seront de nature à satisfaire le Gouv. Britannique, et que c'est pour la dernière fois qu'elle se trouve dans le cas de s'expliquer sur des questions dont elle seule est appelée à connaître. S. M. le désire d'autant plus vivement qu'elle met un prix infini à rendre de plus en plus intimes ses relations avec le Gouv. Britan., et qu'il lui importe d'en écarter tout ce qui pourrait leur nuire...»; Palmerston to Heytesbury, march 12, 1832: «...H. M. G. is fully sensible of the delicacy of the questions, involving, as they do, the relations between a Sovereign and his subjects; matters upon which, under ordinary circumstances, and when those relations are not interwoven with the stipulations of Treaties, the most well-meant and friendliest interposition must at best be of doubtful expediency. Having therefore distinctly expressed its sentiments, H. M. G. might have deemed it unnecessary to make any reply to the despatch of Count Nesselrode, were it not, that, from a passage towards the conclusion of that despatch, there seems reason to apprehend that the silence of H. M. G. might be liable to misinterpretation, and might be construed as implying that the explanations given in that despatch were entirely satisfactory to H. M. G...»; Après avoir souligné la différence existant entre le Traité du 3 mai et l'acte du 9 juin 1815, la note dit: «...to that Treaty (9 juin) H. M. G. cannot admit that Austria, Prussia and Russia were Contrating Parties in a greater or more special degre than the other Powers who signed it.....» Nous citons les passages principaux de cette correspondance à l'effet de montrer l'insolence des prétentions russes d'hégémonie européenne, et l'habileté qu'elle mit à leur exécution, prétentions qui ont été un acheminement vers l'année 1854. V. D'Angeberg, *La Pologne*, *recueil des documents politiques*; aussi les brochures: *L'autocrate et la constitution du Royaume de Pologne*, Bruxelles 1832; *Les puissances ètrangères ont-elles droit et intérêt à intervenir dans les affaires de Pologne*, Besançon, 1832. Niemcewicz à Czartoryski, 4 nov., réc. cité; Plater à Czartoryski, 7 nov. (M. P.); Gadon, ouv. c. I, 157 sqq., 177 sqq.

cembre à Londres, et en imposa aux Anglais par cette simplicité de mise, cette amabilité de manières, cette austère gravité enfin que le vieux prince devait porter jusqu'à sa mort tardive dans les cours et dans les sociétés de l'Europe. On disait, à Londres comme à Paris: «pour un homme comme le Prince, toutes les portes sont ouvertes.....» On l'accueillit, on le visita; on se désola de sa grande tristesse, on lui montra cet art de commisération mêlée de respect, si perfectionné chez la plus haute des aristocraties de l'Europe. On parla le moins possible des affaires, de l'avenir, de la politique courante. Les ministres s'excusèrent bientôt de ne pouvoir rien faire. Voyez la France, disait Grey; elle ne tient avec son repos qu'à un seul homme: que Casimir Périer soit enlevé par une tempête, et l'ancien système renaît. Donc, on le voit, l'Angleterre doit surveiller la France: c'est que la France de la Révolutiou effraye encore tout le monde; mais la France telle qu'elle est dans la réalité de son gouvernement, une France acceptant de son bon vouloir le Congrès de Vienne n'attire, ni n'effraye plus personne.

Et les seuls qui viennent, sérieusement, demander à cette France officielle des actions de principes et des oeuvres internationales à exécuter, au nom même du Congrès de Vienne, sont les Polonais. Eux-mêmes, cependant, ne croient plus à leurs oeuvres. C'était bien la pire nécessité pour un Adam Czartoryski, pour un homme de 1805, un correspondant de d'Antraigues de venir ou de faire venir demander de l'aide à Paris. C'était de la bonne

---

Conf. de Czartoryski avec Grey, 30 déc. 1831: l'existence de la France est «précaire... la conservation de la paix ne dépend que d'un seul homme, de son maintien au pouvoir, et de son administration. S'il tombe, Dieu sait seul ce qui va arriver.... J'espère seulement, ai-je dit, que les liens entre la France et l'Angleterre ne seront point brisés. Grey repondit: Je ferai tout mon possible pour les soutenir, je pense que le bonheur de la France, de l'Angleterre et de l'Europe tout entière l'exige...»

ironie que de voir le vieillard Kniaziewicz venir demander des secours à Paris, ce même Paris qu'il avait quitté, général fougueux, parce que la France n'avait pas voulu exécuter les volontés des légions. Les légions, ce nom seul évoquait une grandeur et le soleil resplendissant des victoires, couchant sur les horizons de la Patrie. Les légions: le mot seul éveillait au fond de tout coeur Polonais un passé et une fortune sans égales dans le monde. Les officiers du corps de Różycki, les aides de camps de Bem apportaient cette parole magique à Paris: et il n'y fut désormais question que de celà. L'opinion française était molle et incertaine. Elle accueillit l'émigration avec transport: elle ne dit rien de l'avenir. Elle assura une hospitalité large, populaire, générale: et sans parler de la Pologne future, elle en pleura le martyre passé. C'est que l'opposition française sentait bien ses chaînes et son impuissance. Le premier pas vers la question de Pologne, ce sarait une nouvelle révolution de France [1]).

---

[1]) Le *Courrier Français*, 2 octobre: «Ces pauvres Polonais tourneraient leurs regards vers la France, viendraient lui demander un asyle et une légère indemnité du sang qu'ils ont versé pour elle, Ce sont des hommes dangereux, car ils inspirent un vif intérêt par leur courage, par leur résignation, par leur infortune; ils ne doivent pas aimer le système Périer et l'aspect de leur désespoir ne serait pas propre à rendre ce système plus cher aux Français. Enfin, la sympathie révolutionnaire qui les accueillerait pourrait faire scandale à St Pétersbourg, être mal notée à Berlin, et paraître inquiétante à Vienne... (En conséquence on lui dit:) Les uns... pourront se faire soldats et seront conduits en Alger: les autres recevront du pain jusqu'au moment où l'autocrate leur offrira leur pardon. Alors, s'ils ne veulent pas courir les chances de ce pardon, la France n'aura plus à leur offrir qu'un asyle sans pain.....»; le même, 15 octobre: «...les gouvernements de Prusse et d'Autriche craindront la contagion... offrons l'hospitalité populaire française aux Polonais...»; le même, 23 octobre: «.....pour secourir l'infortune, nous savons par l'exemple des Espagnols et des Italiens, comment l'on entend l'hospitalité, la France, le peuple offrira son aumône, ouvrira ses foyers aux Polonais fugitifs...»; le National, 3 novembre: «... Si MM. Périer

Le peuple français le sentit; la grande masse inconsciente se penètre de l'idéal guerrier, croit fermement à une rescousse; et depuis les jours de septembre 1831 jusqu'aux jours de juin 1832, en se soulevant, en luttant, en versant le sang pour la Pologne, il se montre enchaîné dans l'irrésistible tradition de 1797 et de 1812. Des officiers, des généraux, des frères d'armes, sentent dans leurs âmes, où vit encore le feu des batailles, que la légion Polonaise reviendra, que le Rhin, que les Alpes ouvriront devant une nation qui n'a pas abjuré son idéal, leurs anciennes routes de grandeur Et ce sont les chemins de la Pologne.

Le gouvernement français apprend avec consternation l'acheminement des révolutionnaires polonais vers la France. Déjà, à la fin de septembre, la statistique officielle comptait 5353 réfugiés de différents pays: l'Espagne allait en tête avec 2867, puis venaient les Portugais, les Italiens; il y avait déjà des Polonais. Le 30 septembre un crédit de 500,000 francs fut demandé par le gouvernement et voté par la chambre. La situation de Casimir Périer et de son ministère était en ce moment plus que difficile: les journées de Lyon, la propagande très active des sociétés secrètes, une sorte de concentration se préparant au sein de l'opposition qui ressentait de plus en plus les déceptions du peuple: une situation internationale faible, incommode et tendue, enfin des rapports peu sincères du ministère avec le roi, avec le Duc d'Orléans, telle était l'étrange mêlée où bataillait éperdûment pour la paix, pour la tranquillité, pour l'ordre, l'homme fougueux et impertinent qui avait dompté la révolution de France, Casimir Périer, jusqu'au moment où il tomba mort, le 16 mai 1832, brisé par cette lutte, et cependant vainqueur. Les résultats, il les achetait à tout prix. La question de Pologne n'étant

et Sébastiani avaient un autre système que celui de la paix...; point de pitié révoltante, pas de formule de rétractation...»; le même, 7 déc.

pour lui qu'un moyen de lutte à l'intérieur, il la traitait selon l'occasion qui se présentait, selon les convenances du combat contre la Révolution de France. Et comme «MM. Périer et Sébastiani n'avaient d'autre système que celui de la paix», les Polonais dont l'unique espérance et le seul salut était la guerre, furent à tout moment dupes de cette politique.

Comptant avec le mouvement populaire et les cris indignés des rues et des journaux, se rappelant bien le danger qu'il avait couru lui-même, le 18 septembre, Casimir Périer fit envoyer, au commencement du mois de novembre, la somme de 300 mille francs aux ambassadeurs français près des cours allemandes, afin d'obvier aux besoins urgents des exilés de Pologne. Les ambassades de Berlin, de Vienne et de Dresde reçurent des instructions leur ordonnant de simplifier les formalités de passeports et de faciliter par tous les moyens le voyage des Polonais. Ceci, bien entendu, favorisa le voyage, l'arrivée des premiers émigrés. Mais déjà, au commencement de novembre, retentit un cri général demandant la légion polonaise, et du coup la situation change de fond en comble. Le flot de l'émigration grossit à chaque instant. Le gouvernement, ici comme ailleurs, choisit ce qui lui paraît être le plus facile, sinon le plus vrai. Les représentants responsables du gouvernement gardent un silence ambigu. D'autant plus, et très clairement parlent les subordonnés et les bureaux. Là, on s'évertue à plaire aux foules, on fait de grands mots, ce qui souvent n'est pas le dernier des moyens pour empêcher les grandes actions. Il y a, parmi les militaires, un cliquetis d'armes. Les camarades des grandes guerres se rencontrent et le maréchal Soult lui-même, autoritaire et borné, s'adoucit aux anciens souvenirs: aux temps de la Révolution il avait soutenu les espérances des Polonais en les assurant partout qu'on signifierait un ultimatum à la Prusse; maintenant, ses paroles, toujours aussi retentissantes que creuses, servent d'appât

à la légende légionnaire. Et ainsi tout le monde croit aux légions, tout le monde en parle, et cependant, on ne trouve, dans cette longue série de conversations, d'écrits ou de correspondances pas un seul mot d'engagement de la part de la France. C'est dans ces mêmes moments sans doute que le gouvernement français dut prendre, en face de l'Autriche et de la Prusse, des engagements formels, promettant de n'instituer jamais de légion polonaise; c'est dans ce temps que dut germer dans l'esprit de ces chefs des grands bureaux au ministère l'idée géniale de transplanter tout ce monde, dès qu'il serait arrivé, pour le faire mourir en Afrique: cette étrange façon de continuer la tradition légionnaire, à commencer par un nouveau S^t Domingue, est déjà exprimée dans le fait même de l'institution de la «légion étrangère» de l'Algérie. Mais on se garde d'en souffler mot. Le général Pellet, chef du cabinet du ministre, répond à la lettre du général Bem, en acceptant son entrée dans le service de la France; on fait une pareille réponse aux officiers subalternes. Dans les premiers jours de novembre le ministère, en laissant aux émigrés civils le choix libre de leur demeure, Paris excepté, assigne aux militaires un point de rassemblement à Avignon; le 27 novembre, c'est l'ordre aux Polonais qui ne veulent pas se rendre à Avignon, de s'établir à Châteauroux ou à Bourges; le 30, des instructions définitives prescrivent aux militaires Avignon, aux civils, Châteauroux, Bordeaux, ou toute autre ville de province: une solde militaire est établie suivant les grades; des secours non moindres aux émigrés civils complètent ces mesures de protection. Cependant, la Légation, ou plutôt les membres de l'ancienne légation de Paris ne demandent rien, ne se renseignent que par ouï-dire. Ils boudent contre le ministère, ils ne voient point les hommes responsables. Enfin, le 16 décembre, dans une conférence tenue par Kniaziewicz avec Casimir Périer, rien ne s'éclaircit, tout demeure en suspens, tout n'est que sous-en-

tendu: on voit d'un côté la crainte de s'engager, de l'autre celle d'entendre une volonté trop dure. Donc, les hommes de la diplomatie ne conduisent ni le mouvement ni le plan légionnaire. Ils ne sont pas même en état de lui assigner une direction, de le renseigner, de le fortifier ou de l'affaiblir, selon que les vues de l'avenir sont ouvertes ou fermés aux espérances de la Pologne[1]). La situation ressemblait à celle de 1801, temps de la dissolution des légions polonaises en Italie. Le même général Kniaziewicz avait eu alors le grand tort de demander compte au gouvernement consulaire de ses intentions envers la Pologne et ses légions. Cette demande ne fut que nuisible à l'existence des légions.

Mais en 1831, les légions n'existent pas. Il est question de les créer. L'existence de milliers de Polonais en dépend. On a affaire à un gouvernement qui trompait ostensiblement la Pologne, tout le long de l'année 1831. Il est de première nécessité de faire la lumière complète sur les intentions prochaines de ce gouvernement. Et le même Kniaziewicz reste muet, ne demande rien, fait un dogme de son mutisme absolu et conduit les soldats polonais, lui-même n'ayant plus aucun discernement des

[1]) M. P. au prince Czartoryski, 1 nov.: «...Le gouvernement donnera des secours aux particuliers; on ne sait point encore comment. Les autres disent qu'il ne fera point même ceci, de crainte de s'aliéner la Russie... Certains disent qu'on ne formera pas de légion en ce moment. (Les autres parlent) de la légion étrangère... il faudrait avoir un organisateur militaire..... est-ce possible avec la lutte des partis entre eux?..... Aujourd'hui on annonce la formation des Légions, loin de Paris.....»; M. P. au prince d'Orléans, le 4 nov., demande l'intervention française en faveur du maintien du Traité de Vienne, ensuite, et pour sortir de la situation embarrassante des Polonais qui arrivent, de former des légions soit sous le titre de Polonais, soit sous celui d'Etrangers, permettent à ces cohortes de rester sur le sol de la France; de leur acorder la naturalisation française et des secours en argent pour ceux qui les méritent. — Conférence avec Casimir Périer v. Annexe N. 2.

choses, dans les gouffres de l'incertitude, dans les nuits sans fin d'une existence inutile.

Rien de plus impuissant et de plus inhabile que l'action ou plutôt l'inaction de ces vétérans de la nation au service de sa diplomatie. Le nom de Kniaziewicz est un étandard. Son action est celle d'une momie. Czartoryski lui ordonne (13 décembre) de préparer la formation d'un comité de généraux: «jusqu'à ce que les autres arrivent, que Pac soit le centre des militaires et qu'il remplace le Comité»... Cependant, c'est plutôt Kniaziewicz lui-même, qui ambitionne ce pouvoir discrétionnaire: toutefois, momentanément, il ne forme et ne fait rien. Cependant, déjà le 7 octobre, l'ancien généralissime Skrzynecki, qui avait passé la frontière déguisé en laquais, se pose en généralissime in partibus et mande à Kniaziewicz: «Il serait important de faire un choix parmi ceux que nous croirons pouvoir recommander tant au Comité qu'au Gouvernement français pour y prendre du service...»: Czartoryski semble suivre l'idée de ce généralissime en faillite: mais celui-ci reste interné à Graz. Faute de généraux il n'y a point de «comité de généraux»; et faute de diplomates, il n'y a point de diplomatie: c'est plutôt une intrigue: et elle ressemble bientôt, *horribile dictum*, à l'ancien club de Varsovie. Ne pouvant ou ne sachant plus rien créer par eux-mêmes, les diplomates craignent que quelqu'un ne veuille les remplacer. Ils craignent la force, ils détestent la voix populaire ils s'effrayent de la Révolution. Ces hommes voyaient cependant très bien leur propre impuissance: parfois, ils ressentaient cette poussée irrésistible des forces populaires qui les mettait de côté: ils espéraient, eux aussi, tout en la détestant, dans la révolution de France: «il nous serait bien triste, disait tout doucement le vieux Niemcewicz, bien triste sans doute d'en appeler à la canaille, et de chercher notre salut dans le bouleversement universel, mais le noyé n'a plus de choix. »; et il prononçait, en parlant de ces compatriotes, disséminés, douloureux.

pauvres, ces mots profonds: «la Pologne n'est plus que dans les coeurs nobles et dans la constance des exilés.» Lorsqu'il se rappelait les révolutionnaires, une tristesse, un découragement lui ôtaient le reste de ses forces: «Nous ne sommes plus de mode à Paris, et ils vont nous enfoncer tout à fait.» La passion de gouverner, l'ardeur du parti en déchéance renaissait en éclats stériles: «cette bande de conjurés, écrit Plater à l'ancien généralissime Skrzynecki, qui, achetés ou non achetés par la Russie a pourtant agi dans son sens... les malheureux non contents de nous avoir perdus sur les rives de la Vistule, ils viennent encore et en foule se répandre en Allemagne et en France pour continuer leurs menées. Ils sont ici et tout leur temps est consacré à ...calomnier ceux qui ont échappé à leur fureur meurtrière...» Alors, parfois, les aristocrates, ne se croyant pas encore complètement perdus, désirent écarter les autres. Ils tâchent de les diviser entre eux et comptent sur les haines persévérantes de Zaliwski[1]. Avant qu'une lueur d'espérance soit venue éclairer le projet des légions polonaises, initiative des jeunes, idée révolutionnaire, fait d'officiers subalternes, avant qu'ils eussent même compris ce projet, sa valeur, ses nécessités, ils pensent déjà à ceux qu'ils en voudraient exclure: non seulement ils n'aidèrent en rien à l'établissement des légions, mais, dès la première heure, ils compromirent ce projet pour toujours, le rendirent impossible, désastreux, pour les Polonais eux-mêmes. Pauvres impuissants, pas un seul instant ils n'agirent pour rendre la légion réalisable et se con-

1) Niemcewicz à la M. P., 26 déc., 18 nov., 23 déc.; Plater à Skrzynecki, 6 déc. M. P.-J. Czartoryski à la M. P., 6 déc., Metz: «.. Tâchez de faire la connaissance de Zaliwski et de le gagner. Dites-lui que j'ai bien parlé de lui. Il a du crédit chez les clubistes, et pourrait en éconduire plusieurs....» La Légation de Paris n'a fait rien, entre autres, pour utiliser les grosses sommes qui furent donnés pour les Polonais dans les provinces de France et surtout par l'entremise du Bazar de Lyon.

tentèrent d'y nuire par une intrigue et de la faire, d'ores et déjà, impossible à réaliser. Leurs relations anciennes avec le gouvernement français, le respect de la légalité, qui était leur sentiment inné et qu'ils avaient déjà manifesté souvent à Paris, les empêchèrent d'avoir des rapports suivis avec les Comités français ou avec les révolutionnaires. Et cependant, maintenant après que tout est fini, et voyant l'argent que ce Comité allait distribuer parmi les Polonais, leur agitation s'éveille et ils essayent de se présenter eux-mêmes en distributeurs de cet argent pour en exclure ceux qui, selon eux, n'avaient pas mérité les secours. Et il ne tint en ce moment qu'à Gurowski et à l'arrivée de Lelewel, suivie bientôt des relations cordiales de celui-ci avec Lafayette, que ce projet fantaste et malheureux ne réussit. Mais ils allèrent plus loin encore: leur loyauté envers le gouvernement de France leur avait fait toujours crier gare à tous les révolutionnaires: le gouvernement français à son tour avait fait tout son possible pour expliquer son inaction par la soi-disant action des révolutionnaires de Varsovie. Il s'était formé de la sorte une communauté d'intérêt, et elle subsistait dans l'émigration. Le gouvernement français craint aussi les révolutionnaires polonais, arrivant en France. Ils ne sont pas dans son «système», ils augmentent les forces de l'opposition à l'assaut du trône chancelant. Ils le font sans agir, par le seul fait de leur présence. Ils sont cette «Pologne, devenue un reproche» pour la France. Ils montrent par le seul geste des vaincus que «la France est en dehors des questions européennes par la chute de la Pologne». Ils montrent le ministère «qui s'est affermi par la chute de la Pologne et qui entre autant qu'il est en lui dans les intentions et les sentiments de l'Empereur de Russie». S'ils sont un reproche, ils deviennent un danger. Le gouvernement français, pour commencer, en arrête trois, coupables dit-il, de relations anti-gouvernementales. Parmi les arrêtés se trouve le 17 novembre Léonard

Chodźko: il est relâché le 30[1]). Nous ne connaissons par la part jouée dans ces arrestations par la Légation polonaise de Paris, et elle est certainement douteuse, les relations avec le gouvernement français étant en ce moment encore suspendues. Mais les hommes de la diplomatie polonaise essayent de faire plus, d'un seul coup, pour en finir immédiatement. Et ceci, ils le font à Londres et par le moyen de l'homme versé dans toutes les intrigues louches et dans tous les exploits équivoques: par Talleyrand. Le pauvre vieillard Niemcewicz se plaint déjà en novembre devant le «sécrétaire intime» de Talleyrand, des «folies des clubistes»; les clubistes, répondit celui-ci sont trop puissants par leurs relations françaises, et le gouvernement n'ose pas les attaquer. Cette réponse bien nette parut insuffisante. Le vieillard ne sembla point avoir la conscience de tout le ridicule qu'il y avait pour lui à insister, de tout le danger aussi qu'il y avait à livrer une partie quelconque des affaires révolutionnaires polonaises aux mains de l'homme qui avait été l'ami intime de toutes les cours, l'instructeur très puissant de toutes les

---

1) Le *Constitutionnel* du 15 décembre, le *National*, de la même date. Furent arrêtés par l'ordre du gouvernement: le prêtre Pulaski, membre du Club révolutionnaire de Varsovie, Napoléon Żaba, un ancien agent secret de la Légation [Annexe, N. 3], et Léonard Chodźko. Les arrestations furent opérées en novembre, celle de Chodźko ne dura que quelques jours (M. P.). Les prisonniers furent détenus à la Sainte-Pélagie.

1) Niemcewicz à la M. P., 22 nov. 1831: «...Le prince Talleyrand est en villégiature. Je n'ai vu que son secrétaire intime, je lui parlai des dangers qu'il y a pour eux et pour nous dans les folies des clubistes. Il me répondit que la chose leur est bien connue, mais qu'il est difficile de toucher à un seul Polonais sans que toute la France n'en soit alarmée.....» Le même, 19 décembre: «Au nom de Dieu, quels noms barbares dans la moitié de ce soi-disant gouvernement polonais de Paris! Que faire, lorsque même le vieux boiteux semble les craindre, prend très froidement toutes les représentations que nous faisons à leur sujet, et reste fermé et inaccessible pour

polices. Le 19 décembre Niemcewicz se plaint encore de Talleyrand qui ne veut point l'entendre, et qui semble avoir peur lui même des révolutionnaires et des comités polonais. Enfin, après l'arrivée de Czartoryski, l'heure tant désirée est là: le vieux prince et le vieux poète dinent, le 25 décembre, chez Talleyrand: à table il y a aussi le fils de Casimir Périer. On se livre à des constatations tristes, on pousse des soupirs et des invectives. Les deux diplomates polonais nomment enfin les principaux et les plus dangereux des révolutionnaires, et le jeune homme écrit sous leur dictée. Le rapport de police ainsi fait, Casimir Périer part pour Paris et là s'arrêtent nos renseignements sur l'usage de cet intéressant document. Non content de cela, Niemcewicz en appelle aux diplomates de Paris, en leur enjoignant de faire leur possible pour que les exaltés soient chassés de France. La chose ne porta point. Le gouvernement de Casimir Périer avait peur de toucher de trop près aux révolutionnaires de Pologne: mais il avait acquis un bon moyen de haute police et une bonne pièce d'échange pour ses relations d'avenir avec la Russie.

Néanmoins les «aristocrates» ne gagnèrent rien à leur intrigue. Cela ne les avança nullement. Les deux plans de leur diplomatie furent frustrés. Le plan russe avait succombé avec la Révolution: il n'avait existé que pour empêcher ses auteurs d'en concevoir un autre. Le plan

---

nous. Même il n'a pas reçu Mr. Walewski. Cependant il demande des nouvelles du Prince....» Le même, 26 déc.: «.. Nous étions (avec le prince Czartoryski) à diner chez le Boiteux: il s'est plaint hautement et aigrement de nos fous clubistes; il dit qu'ils nous ont déjà perdus et qu'ils nous nuisent infiniment encore aujourd'hui et de même à la France, puisqu'ils ont été très actifs dans les dernières émeutes. Le fils du ministre Périer qui est ici près de l'Ambassade de France, part ce soir pour Paris. Le boiteux lui a fait noter les noms de nos Jacobins les plus orageux pour qu'il en remette la liste à son père. Tâchez de votre côté de les faire éloigner de Paris comme nuisibles au bien de notre patrie.» (M. P.)

français avait été ambigu et faux. Leurs plans politiques y restèrent là. Seules les intrigues firent du chemin. Ceci ne revient pas à même de dire que le parti aristocrate ou conservateur mourut d'inanition. Il vivra une vie posthume dans l'émigration. Il trouvera, en Pologne pendant les années qui vont suivre une pâture nouvelle. Il reviendra aussi tout nouveau à sa besogne, bien qu'on y retrouve plusieurs des hommes de 1832: les Zamoyski, Wielopolski, Działyński. Mais à l'Emigration, et parmi toutes ces choses mortes où ils puisèrent leur vie, il n'y eut plus aucune besogne pour les aristocrates. Il n'y eut, disons-nous, que des intrigues. Ce qu'ils ont fait en 1832 et ce qui se perpétue plus tard n'est plus une politique nationale. Ce n'est bien entendu que dans cet hémicycle de l'Emigration, parmi la noblesse et les soldats exilés qu'il ont perdu du terrain. Mais là, c'est une abdication complète de leurs droits primordiaux. Ils les abdiquent en fait, puisqu'ils ne font plus de grandes choses pour la communauté. Leur royauté dans l'émigration ne sera qu'un travestissement ridicule de leur impuissance. Ils ne forment plus qu'un petit parti en agitation au milieu de toutes les agitations des émigrés. Ces agitations, ces secousses et tremblements, ces envolées et retombées du mouvement de la nation émigrée seront réglées par des lois et par des coûtumes que les aristocrates acceptèrent eux-mêmes. Ils ont crû que ces assemblées ne seront que de l'agitation vaine, et c'est pourquoi ils les ont tolerées et y ont souscrit. Et voici qu'eux-mêmes ne font qu'une petite intrigue et ne peuvent fournir que de l'agitation vaine. Mais les principes démocratiques qu'ils ont reconnus commencent à régir la société du fait même de ce qu'ils sont universellement reconnus. Et cette société, réglée par des votes d'assemblées, conduite par des élus, se reconnaissant des intérêts, des droits et des devoirs égaux, forme désormais une République. Il y eut alors un moment solennel de l'histoire de la Pologne où se forma une République polo-

naise de France: et c'est à partir de ce moment que date la Démocratie de Pologne. Toute l'Emigration a par son existence même et par ses actions, coopéré à son avènement, et c'est dans le développement de l'idée démocratique que se reconstitue l'unité nationale, perdue au milieu de tous les bouleversements et parmi les œuvres de tant de partis: l'égalité des droits de tous est désormais reconnue, et le contrecoup de ce fait, lorsqu'il atteindra la Pologne, sera immense et universel.

Cependant, l'action inconsidérée et les velléités d'intrigues qui s'étaient montrées au sein de la Légation de Paris et chez les autres diplomates du parti conservateur eurent beaucoup d'influence sur les divisions intestines de l'Emigration Polonaise. Certes, leurs relations secrètes et leur intervention pour l'extradition des «exaltés» sont restées inconnues: mais à défaut de la connaissance des faits, les pourparlers entre les partis, les discussions qui s'élevaient à toute rencontre éclairèrent l'opinion des Polonais arrivés à Paris, et en dehors de ces discussions, la conscience même de ces officiers, de ces journalistes venus sous le coup de la défaite et de la honte parla contre tous ceux qui eurent le gouvernement en mains et qui furent responsables. Donc, parmi ceux-là, ni la légation de Paris, ni le Comité temporaire de Niemojowski ne sont populaires. Ce comité dans ses origines, ne fut qu'une oeuvre de compromis. Aux yeux des aristocrates il ne contient plus aucun élément de gouvernement: aux yeux des démocrates, il n'est point encore un pouvoir régulièrement élu, ni généralement accepté. Pour les premiers, il est une fiction qui couvre momentanément les travaux secrets de leur politique autoritaire: pour les seconds ce n'est qu'une apparence voilant la réalité démocratique à venir. Si les uns veulent le conserver comme prétexte, les autres voudraient le déchirer, comme étant désormais inutile. Niemojowski et ses collègues sont ainsi tiraillés entre ces deux influences et leur propre incapacité à régir. Donc, ils n'ont aucune force

aucune consistance, ni dans leur politique, ni dans l'action administrative: situation bien embarassante pour des doctrinaires et des gens habitués à avoir des règles fixes dans la conduite à tenir. Tout d'abord, ils tentèrent la voie de la diplomatie, voulant peut-être se substituer à la légation. Mais n'étant pas reçus par M. Casimir Périer le découragement les prit. En même temps, et tout en faisant ainsi, sans obtenir de succès, un nouvel essai de la diplomatie des cabinets, ils s'adressèrent au Comité Central Polonais de Paris, et envoyèrent leurs félicitations à ceux qui ont «conçu la grande idée d'une diplomatie citoyenne..» Enfin, ne pouvant rien faire, ni rien obtenir, le Comité se confina dans la neutralité la plus absolue. La cause de l'émigration polonaise n'est pas une cause politique, disait-il; nous ne sommes là que pour secourir les infortunes de nos compatriotes [1]).

En abdiquant ainsi son rôle politique, le Comité perdait cependant une des sources principales de son action de bienfaisance. Il lui était devenu désormais impossible de contrôler quoi que ce soit du bilan financier de la légation de Paris; ses membres, ayant été membres de l'ancien et dernier gouvernement de Pologne étaient cependant seuls appelés à en connaître et seuls, ils pouvaient

[1]) 6 novembre, statuts du Comité National Polonais temporaire, Paris (mscr.); première séance; 7 novembre, deuxième séance du Comité; lettre de Camile Mochnacki à ses parents, 14 janvier 1832: «...nous avons eu raison de demander à ce Comité de n'entrer en aucune communication avec les ministres, ces relations ne pouvant porter des fruits que suivant les désirs du gouvernement. Et cependant, malgré sa promesse, l'ex-président de l'ancien gouvernement et le président temporaire du comité temporaire, *poussé par la manie de gouverner*, s'est présenté le jour suivant dans l'antichambre de M. Périer. Personne n'a jamais été plus puni sa sottise. Le Ministre ne reçut point le président. La visite ne resta pas inconnue. Nous l'avons apprise immédiatement, et se basant sur ce que les conditions de l'élection n'avaient pas été exécutées, nous annonçâmes le changement du Comité et de son président...»: 8 novembre, adresse au Comité Central.

encore peut-être mettre un peu d'ordre dans les affaires des finances de la Mission, conduites à la légère, très embrouillées et, sérieusement d'abord, puis irrévocablement compromises. Quant aux fonds des secours réunis un peu partout en Europe, on se contenta d'en établir la somme générale et d'indiquer des régles pour leur distribution.[1]. Cependant ici, non plus, on ne prétendit point jouer un rôle décisif: le comité central français décidait et distribuait seul les secours, sans s'enquérir, bien entendu, du caractère politique ou des capacités morales des individus.

---

[1]) 7 novembre, circulaire de B. Niemojewski à Ludwik Jelski (Londres) Charles Hoffman (Dresde), Albert Grzymała (Londres), Joseph Lubieński (Dresde), Joseph Świrski (Dresde), leur demandant les comples des fonds réunis pour les Polonais. Appel à Świrski de fonder un C. polonais à Dresde. Réponse de Charles Hoffman, annexes N. 4; 16 nov., troisième séance du C. N., fixation des secours mensuels: soldat 30 fr., soff. 45, officiers jusqu'au grade de capitaine inclusivement, 90 fr., officiers d'état-major jusqu'au colonel 120 fr., généraux 200 fr., les femmes recevant en plus la moitié de la solde de leurs maris.

L'affaire des fonds très mal administrés par la Légation de Paris et les représentants de la Banque polonaise: Jelski au C. N., Londres, 11 nov. 1831, budget des missions étrangères: dettes à Londres 150 livres sterling, à Paris 12.385 fr., armes et Mission de Londres l. st. 3 00; capital: 1) transport *Julie et Julie* parti du Havre sous le commandement de Grasset, rentré, réclamé par l'entremise du gén. Fabvier. 2) Transport *Courrier de Port Royal* à la disposition de la Banque, commandé par Cordier, acheté par Poullain. 3) Commandes faites chez les frères Evans pour 29000 l. st., complètement perdues, 4) commande de parties d'armes faites à Londres, payées mais inexécutées, en procès, 5) plusieurs commandes ou sommes de la Banque en Allemagne, perdues avec l'existence de la Banque Polonaise elle-même, ne sont plus en majorité, à récupérer. (M. P.) Sur le développement de ces affaires, dont plusieurs portent le cachet d'une action souterraine des agents russes, voir la correspondance, conservée dans les archives de la M. P. Sur l'affaire Poulain voir les Rapports faits au Tribunal de Commerce en l'aff. entre Poulain (Jules) et la Banque de Pologne, 1832 — 1833; Jules Poulain. *Un épisode de l'insurrection de Pologne, 1830 à 1832*, Paris, 1839, 348 p. 8°.

Le Comité ne fit, tout le long du mois de novembre, aucune déclaration, il n'adressa aucun appel, il ne tâcha en aucune façon de profiter des sympathies des peuples, ni de les développer. C'était cependant le moment où commençait à se manifester l'enthosiasme inouï de toute l'Allemagne, et où les Français à la frontière de l'Est fraternisaient avec les révolutionnaires émigrés. Mais, posément et suivant une règle inflexible, leComité restait muet, craignant autant les tentations et les moyens équivoques des réactionnaires, que les engagements révolutionnaires.

Aussi, fut-il très simple de deviner et de sentir que la durée de ce Comité éphémère serait courte; donc avant d'être arrivé à ce terme il se tua lui même: d'abord par sa propre inaction; ensuite par le manque de tout esprit politique: on reconnut bientôt parmi les Polonais rassemblés à Paris les gens de demi-moyens du parti de Kalisz, et leur doctrinarisme entêté à méconnaitre les espérances révolutionnaires; on cria sus aux modérés: Gurowski et Mochnacki écrivirent ensemble et publièrent un manifeste fulminant: mais il paraît que le Comité ou plutôt le parti régnant voulait lui-même la fin de son gouvernement ridicule. Ce parti pensait déjà d'entrer en relations plus étroites avec la Mission de Paris, et de se soustraire du même coup au contrôle peu commode de Lelewel. Bref, le Comité répondit par une fin de non recevoir à la proposition de Lafayette de célébrer l'anniversaire du 29 novembre: il s'en tint étroitement à sa doctrine: nous n'avons point, disait Niemojowski, à nous occuper de politique. Du même coup, le reste de son prestige tomba: Adam Gurowski protesta par une proclamation hardie et menaçante. Le 24 novembre, 58 Polonais présents à Paris adresèrent une lettre au général Lafayette en lui proposant l'organisation en commun de la fête de l'anniversaire. Bientôt, le nombre des Polonais à Paris dépassa la centaine. Il n'y avait plus de moyen de retarder l'exécution de l'engagement pris. L'assemblée générale

des Polonais, sur des injonctions directes, fut annoncée pour le 8 décembre. Du même coup, le Comité de Niemojowski fut renversé.[1])

Il n'avait été qu'un essai, et fut le dernier, de concilier la défaite polonaise et l'existence d'une émigration avec la politique des cabinets et les chances de la diplomatie. Désormais, le lien est perdu, une politique réaliste dans l'émigration est devenue impossible. Le réel dégénère en intrigue et en creuses rêveries. L'irréel, l'illusion, le songe, la pensée devient l'unique réalité palpable. «C'est la véritable histoire de notre siècle que l'histoire de ses

---

[1]) Tous les actes des C. N. provisoires sont manuscrits. Au contraire les actes faits contre lui: c'est d'abord la proclamation aux Compatriotes se trouvant à Paris (*Do Rodaków bawiących w Paryżu*). Paris, 18 nov. 1831; son auteur, selon Janowski (*O początku demokracyi polskiej*, p. 13) est M. Mochnacki; selon C. Mochnacki, l. c., c'est M. Mochnacki et Gurowski, enfin, suivant Chodźko (T. Ch.) Mochnacki, Gurowski et Podczaszyński. D'après le style, la version de C. Mochnacki nous parait la plus plausible. La proclamation d'Adam Gurowski sur l'anniversaire de la Révolution (*Rocznica 29 listopada*) date du 20 — 23 nov., suiv. Janowski, l. c., du 25 nov., v. Gadon I, 124. Lettre à Lafayette, en tête de la brochure: *Premier Anniversaire de la révolution nationale de la Pologne, célebré à Paris, le 29 novembre 1831.* Nous considérons toutes les soit-disant informations que donne C. Mochnacki dans sa lettre citée, sur les prétendus capitaux du gouvernement apportés et cachés par Niemojewski, comme pleinement erronées. Il n'est pas cependant sans intérêt pour l'histoire des opinions de noter le passage suivant de cette lettre: «Il a (Niemojowski) des secrets avec les ministres, il a calomnié les compatriotes, il les a nommés tous auteurs de la nuit du 15 août. Il raconte aux ministres que tous les Polonais se trouvant à Paris, ont versé le sang des innocents et que Lelewel lui-même a tué des enfants et des femmes... Les ministres y croient et nous regardent avec d'autant plus de haine. Il fut même question *d'un coup d'état*, on parlait de courir sus à tous les Polonais, de les arrêter en une seule nuit et de les transporter à Avignon. Mais la voix du peuple s'est fait sentir comme un tonnerre, le trône de Philippe a tremblé, et les ministres ont vu l'ombre de Polignac...» Nous le voyons, l'opinion était bien en éveil et renchérissait encore de son côté sur les dangers qui menaçaient les exaltés.

idées, dit un historien (Louis Blanc): Les menées de la diplomatie, les intrigues des Cours, les bruyants dêbats. les luttes de la place publique, tout cela n'est que l'agitation des sociétés. Leur vie est ailleurs. Elle est dans le développement mystérieux des tendances générales, elle est dans cette sourde élaboration des doctrines qui prépare les révolutions.» Ce qu'on a raconté du péché originel de l'Emigration polonaise, péché d'avoir rompu les traditions historiques et les règles de la hiérarchie nécessaire, n'a été que le fait primordial de la plus puissante école de pensée qu'ait jamais eu la Pologne. Les petits faits de la diplomatie, les petites âmes et les caractères faibles, ne formeront que la complication, l'enchevêtrement, la dispersion, la division des réalités parmi les hommes et dans leur vie. Le songe n'en sera que plus beau, plus pur et plus puissant. Telle cette vision racontée par le poète: songe d'un homme vaincu par les malheurs, se reposant sous l'arbre de l'espérance; et l'arbre, sans feuilles ni fleurs, ainsi que l'arbre de l'ancien prophète de Judée, en une seule nuit desséché

## IV.

Le club ou Société patriotique de Varsovie se transporta à Paris. Une de ses raisons d'être était maintenant cette influence française qui paraissait à nouveau à l'ordre du jour de l'histoire. Le 27 juillet 1831 on avait célébré à Varsovie, dans une séance extraordinaire de la Société patriotique, devant une foule frémissante de tous les enthousiasmes de la rue, l'anniversaire de la révolution de Paris. «La sympathie qui existe entre les deux nations, y dit Lelewel, agit puissamment sur les destinées mutuelles de chacune d'elles... lorsque la politique agi dans un sens contraire, les volontés nationales ont protesté hautement. La communication des idées politiques, le passage des armées et les événements révolutionnaires unissent étroitement les sentiments des peuples....» Les «patriotes» s'enorgueillissaient en ce temps de leurs relations étroites avec la France: en effet, les unions de francs-maçons et de carbonaris, les sociétés secrètes et les clubs révolutionnaires avaient été d'un pays à l'autre en communication, avant que les mouvements révolutionnaires eussent éclaté. Et ce fut ensuite pour ceux de Pologne une nécessité d'aller en France: cela avait été une des traditions de leurs devanciers, des trouble-têtes de 1795, des petites sociétés, clubs, conspirations, comités qui, depuis le XVIII siècle, continuellement, s'étaient trouvés en relation avec

Paris. Et certes, les amis de la France seraient maintenant les premiers à payer de leur tête les triomphes russes. Qu'allaient-ils faire désormais en Pologne? se courber patiemment sous le joug, donner leur aide à l'exécution de l'anéantissement, aux travaux de l'esclavage dans leur patrie? Etait-ce bien d'ailleurs leur patrie, ce pays subjugué, cette terre semée de ruines? «Il n'y a plus de patrie où il n'y a point de liberté...» [1]) A travers ces plaines d'exil, combien de fois ne se sont-elles pas ouvertes les grandes routes de l'espérance des nations? combien de fois, vers ces horizons où disparaissent les vastes fleuves, où se couchent les soleils resplendissants, n'avait-on pas vu ce rêve d'or, cette image pâle, l'humanité de demain? Ces enfants de la rue, pauvres diables jetés à la dérive, aux hasards des mouvements des foules, ces hommes perdus ou ces hommes qui avaient tout perdu; ceux qui, souvent dans leur vie avaient touché là où commencent la débauche et le crime, et ceux qui avaient connu toutes les défaites de leurs âmes avant de connaître celle de leur patrie; des naïfs, des visionnaires et des fous; hommes de toutes les passions, bonnes ou mauvaises, victimes de voluptés à jamais inassouvies: — ils se mirent tous, les premiers, sur ce chemin qui menait aux incertitudes ou aux aventures de l'exil. Ils étaient, au milieu de l'inconscience universelle, les seuls qui voyaient clair, par une sorte de folie en détresse. Ce sont les créateurs de l'émigration; ils en ont toute la responsabilité; et elle porte la marque distincte de leurs caractères sur son front.

---

[1]) *Premier anniversaire de la Révolution nationale de la Pologne*, célébré à Paris, le 29 novembre 1831, brochure du C. C. P., p. 29, Note sur l'anniversaire de la révolution de juillet, célébré à Varsovie, et discours de Lelewel: Le Comité National Polonais aux militaires de Pologne (procl.), Paris le 25 décembre 1831; v. aussi le Compte rendu du C. N. (*Caloroczne trudy K. N. P.*), Paris. 1835, p. 33 sqq.

Ces hommes de la Révolution étaient des hommes de la rue et aussi, parfois, du ruisseau. Beaucoup ne se sentaient bien qu'au cabaret, aux réunions de café de carrefour: bavards, brouillons, chercheurs de biens qu'ils n'avaient pas perdus, abstracteurs de quintessence. Partagés entre l'espoir et la crainte, ils subissaient la maladie générale de la nation et s'imaginaient toujours rencontrer un guide pour les mener à éclairer leurs routes et leurs âmes: et de même que toute la nation en détresse, ils n'en trouvèrent aucun. Une course éperdue et folle les mène de la ville aux camps, et des camps, de retour dans leur rue, à vociférer, à maudire. Mais aucun d'eux ne fut homme de guerre, chef au danger. Ils appartinrent tous à cette armée qui passait déjà à l'état de décomposition. Ils se traînaient cependant vers cet inconnu insaisissable de force, de courage, de grandeur, de victoire, vers ce je ne sais quoi d'héroïque qui enflammait le sang des soldats à la veille des batailles. Leur révolution, celle de leurs pensées, bien que souvent éclaboussée de boue, ressemblait encore au passé chevaleresque de la Pologne. Et que firent en somme tous les autres partis, sinon qu'ils pataugèrent dans la même boue, et se mirèrent dans l'eau stagnante des misères, sans avoir cependant cette pensée brillante qu'on a vue plus d'une fois, étoile passagère, sur le front de ces conducteurs des foules? Et voici que le jour de la pensée est venu et que leur règne arrive.

Il y en eut cependant de ces révolutionnaires qui furent peureux et n'aimèrent point les précipices des luttes soutenues de front: ce fut Gurowski et Krempowicki. Très capable, très intelligent, trop spirituel, Gurowski «renvoyé de Pologne» par l'imprévoyance des diplomates, délégué de la Société Patriotique, — ce club n'ayant point eu assez d'hommes pour agir, mais beaucoup trop pour faire du tapage — il était en mars à Paris: là il écrivait, se faisait ses relations parmi les révolutionnaires, répandait autour de lui ses phrases, attaquait tout le monde

à tort et à travers, sans cependant arriver à autre chose qu'à quelques propos d'une démagogie désordonnée. Styliste furieux, il s'emportait vite. Ambitieux démesuré et sans grandeur, il ne voyait dans son entourage que des ennemis personnels: malheur à celui qui s'expose à ses bravades: bien plus malheureux encore le parti qui va le compter dans ses rangs. Il se vengera bien de tous. En attendant, il écrit dans les journaux avancés et se fait connaître dans les groupements du parti républicain qui se forment. Il rendit beaucoup de services aux autres membres du Club au moment de leur arrivée. Parmi ceux là parut, un des premiers, Thadée Krempowiecki: un autre noble, pince sans-rire, froid, méthodique. Esprit brisant tout de sa logique cassante, il fut un des plus clairvoyants dans la défaite. Déserteur ou tout au moins, insubordonné sur le champ de bataille, instigateur de grandes discussions à propos des chefs, organisateur de propagande en faveur de la réforme des paysans, esprit délié, caractère faible et sans mesure, il s'était fait, aux derniers jours de l'insurrection, l'instrument de Krukowiecki, sans voir clair dans ses machinations, sans vouloir y puiser des espérances plus hautes ou des plans plus hardis. Krempowicki parlait et écrivait bien en langue française, il fut le porte-parole dans les discussions et, en même temps que Gurowski, l'instrument des communications avec les groupements français.[1])

---

[1]) Gurowski: *La cause polonaise sous son véritable point de vue*, Paris 1831: Article sur Skrzynecki, *Cabinet de Lecture*, 19 mai 1831; articles dans le *Courrier Français*, dans le *National*, 11 octobre, sur le «parti violent» en Pologne, à cause des accusations portées à la tribune par les ministres; il agissait contre Załuski à Bruxelles; il s'aboucha avec Bucher et autres républicains; Niemcewicz à la M. P., 12 décembre 1831; G., en 1832 un des fondateurs de la Société Démocratique Polonaise, en fut exclu, en 1833. En mai 1832, auteur de la *protestation contre les traités de 1772 à 1885, déchirant la Pologne* dans le T. D. P., imprimée aussi dans *Morning Herald*, le 6 juin; devenu Slavophile, il se mit au service de la Russie, *Russland und die*

Derrière eux venaient, en longue file, les autres membres du club: le prêtre-parjure Pułaski, dictateur manqué, homme d'action vite transformé en sans-culotte et maître de tapage, organisateur de tous les complots qui n'avaient pas réussi, encore étonné de ses mésaventures; Czyński, juif polonisé, propagateur naïf, écrivain très remarqué; Płużański, compromis dans le petit groupe du «secret de Krukowiecki»; un Odyniec, fastueux et insignifiant; un Saniewski qui écrit en français et se démène contre toutes les réactions. Bien au-dessus de toutes ces têtes deux hommes passent, dignes représentants de deux générations de Pologne, ombres flottantes et pensées lumineuses sur son tombeau: Joachim Lelewel, Maurice Mochnacki.

Lelewel appartient encore aux grands penseurs scientifiques de la fin du XVIII siècle par son esprit, sa cul-

civilisation von dem Grafen A. Gurowski, Leipzig 1841. *L. Nabielak à M. Mochnacki* (broch.), Paris le 29 novembre 1834: «...pour rester conséquent dans tes actes, tu devrais dénoncer tout ce que tu écrivis, dénoncer, ainsi que l'a fait celui dont le nom ne doit pas souiller cet écrit et qui, avec un cynisme inexprimable, proclame une nation malheureuse n'être plus qu'un cadavre et qui fourre ce cadavre, ainsi qu'un ver ignoble...» Krempowiecki: *discours de...* prononcé à Paris le 29 novembre 1832, Paris 1833 (broch.) autre fondateur de la Société Dem. Pol. (T. D. P.), eu fut exclu le 17 janv. 1833; v. aussi Avignon, Protocole du Conseil Pol., 18 décembre, 19 décembre, 22 décembre (assemblée générale), jugement contre Krempowiecki: «...considérant que le même T. K. au cours de sa vie passée, s'est attiré sur lui des accusations fondées par les faits suivants: 1) au lieu d'exécuter l'ordre qui lui fut donné deux fois par le Général en chef d'aller en Lithuanie, il n'eut point honte de demander, contre le devoir de tout Polonais, sa démission pour ne point courir les dangers de la guerre; après quoi il se mit sous la protection des intrigants de la Société Patriotique de Varsovie et prépara le chemin à Krukowiecki en calomniant le Général en chef, 2) il fut, sous Krukowiecki, de retour dans l'armée et remplit des fonctions secrètes; considérant... qu'il doit être l'instrument de l'ennemi...» etc., v. aussi Mierosławski, ouv. c. T. V. sur le rôle de K. le 15 août. Gadon II, 162. Barzykowski, ouv. c. V, 1 et suiv.

ture et par quelque chose de révolutionnaire dans son intelligence qu'il porte même dans les détails minimes de son œuvre. Cependant, c'est aussi un théoricien venu après la Révolution, un spéculatif plutôt qu'un homme d'action. Il se perd souvent dans le doute. Cette génération de penseurs en Europe à laquelle il appartint, oscilla entre les diverses doctrines fondamentales fournies par les siècles passés, et chercha vainement une assise nouvelle là où tous les temples, de 1789 à 1815, avaient croulé. Lelewel est un historien national et le plus grand qu'ait jamais produit la Pologne. Il est donc un penseur national. Il tire du mouvement révolutionnaire les mêmes conclusions au point de vue politique et au point de vue social qu'en tireront les écrivains français après 1830 et vers le milieu du siècle. Il est donc, dans son esprit, un homme très nouveau. Mais à chaque pas, et au milieu de toutes les inconséquences de la génération où il vit, devant les précipices qui s'ouvrent, les dangers qui s'entrechôquent, dans cette situation incertaine de la Pologne où rien n'est encore établi, il s'engouffre, il chancelle, il piétine sur place. Il n'a plus cette politique sûre et ces envolées puissantes que trouvèrent dans leur temps et dans leurs âmes, les penseurs scientifiques du début du siècle. Des hommes de science d'avant la Révolution pouvaient ne pas avoir de politique proprement dite : ils furent libres dans leurs esprits, et leur pensée n'en eut que plus d'influence politique dans le monde; ceux de la Révolution eurent la volonté d'action imprimée dans leurs cœurs; et tout ce qu'ils firent ne fut que la conséquence logique de leur pensée : ils furent donc forts au milieu des luttes; et quand ils furent descendus trop vite dans leur tombeau, entraînés par les orages des temps, il manqua quelque-chose au monde des vivants. Mais, chez les penseurs de 1830, s'il n'y a plus d'unité absolue dans la pensée, ni dans le travail, si le monde des idées pénètre à tout moment dans le domaine de l'action, il n'y a plus, entre les

deux cette harmonie puissante, née de la volonté, faite pour la victoire. Si la science les relève, l'évènement les alanguit. Si le sentiment d'un devoir à accomplir les transporte, immédiatement la pensée y soulève un doute. Avec leur grand apparat ou leurs nobles caractères, ils ne savent plus que très peu et ne font rien. Quant à Lelewel, il est vrai, son travail scientifique, s'étendant sur tout le domaine de l'histoire, est immense: il est un novateur, un critique judicieux, un sage qui sait les choses humaines: et dans son action, surtout dans l'émigration, il est puissant d'énergie, toujours maître de lui-même, patient, minutieux, travailleur. Mais justement chez lui cet ensemble immense se complique, le déçoit et l'egare: il ne produit dans la science que par de géniales échappées, il ne le fait en politique que par des petitesses où il plonge, comme dans un étang fangeux, sans que jamais l'oubli lui vienne de ces ondes inquiètes. Et cependant, après la Révolution, ce reproche est immérité: en 1831 les œuvres, les actions cessent en Pologne; la Révolution elle-même n'est qu'un retour au glorieux passé national, aux meilleures traditions de l'Etat, à l'union naturelle et nécessaire entre les nations qui le formaient; maintenant cette tradition unitaire va se propager dans le monde et l'Emigration polonaise inaugure l'union étroite entre les nations par ces idées que Lelewel a mis tout un monde d'énergie et de forces vitales à soutenir, à lancer, à protéger. Lelewel est devenu un des créateurs du mouvement démocratique en Pologne. Aussi, en regardant de loin cet homme étrange—lorsque nous le voyons, généreux, toujours attaché aux idées, toujours en quête de choses belles et lointaines: — nous ne pensons plus à la pauvreté de l'exécution, aux déboires d'une vie en détresse: devant nous passe l'ombre d'une des plus nobles pensées. C'est, au fond, un personnage romantique.[1])

---

[1]) Sur Lelewel et son rôle politique les opinions sont très partagées. D'abord, tous les partis sont contre lui, attendu qu'il

Mochnacki a puisé toutes ses forces dans le romantisme inné de son âme.[1]) Nous l'avons vu, jeune, briser

voulut toujours créer entre eux des compromis; ensuite Mochnacki adorateur était devenu son ennemi personnel, implacable. Cela tient sans doute à un conflit de caractères, et surtout au caractère un peu aigre, pointilleux et méchant de Mochnacki. L'intéréssant est qu'on a jusqu'ici accusé Lelewel surtout là où il est inexpugnable et très pur: à propos de son caractère. Ce sont les accusations de Dembiński et de Barzykowski (ouvr. c.) répétées à l'infini et amplifiées à l'excès par Gadon, dans toutes les parties de son ouvrage, qui forment ce jugement inconsidéré, très injuste et très brutal. On sait aujourd'hui que Barzykowski ne s'appuyait que sur une connaissance très restreinte des faits. Ce qu'il dit du club et du rôle de Lelewel ne se base que sur des suppositions, encore faites pour la plupart dès l'époque de l'émigration; ce ne sont donc que des suppositions de parti et de partis-pris, sources les plus impures de l'histoire: elles sont sans fondement. Ainsi tombe d'elle-même l'opinion de Gadon qui, dans toute sa soi-disant psychologie de Lelewel ne s'appuie que sur l'opinion de Barzykowski; elle n'a rien à faire avec l'histoire. L'action de L. dans la révolution doit être jugée à nouveau; ce n'est point à dire qu'il en doive sortir absous. Nous avons essayé de donner ici un tableau de caractère où l'origine des lourdes fautes de Lelewel n'est point méconnue.

[1]) Il est nécessaire de se tenir ici comme ailleurs à un parallèle avec la France. Nous nous y sommes tenu dans la caractéristique des trois mouvements ou plutôt des trois états d'esprit et de pensée. Le premier est représenté presque exclusivement en France quoique son influence s'exerce partout en Europe: ce sont les grands penseurs du XVIII s. La seconde époque c'est, en France, avant tout. Condorcet, et les grands théoriciens de la Législative et de la Convention; c'est en Pologne Kollontay et Staszic. La troisième est représentée en France déjà, et pleinement, par Chateaubriand; aussi bien que par les théoriciens de la réaction, mais surtout par Lamartine, Michelet, Victor Hugo. Quant à Mochnacki, il faut bien faire valoir les influences allemandes qui agirent sur lui, ce qui n'entre plus directement dans notre sujet. Cependant il y a chez lui un trait français, ou plutôt commun aux deux pays, et qui se retrouve dans plusieurs hommes de cette génération: la recherche du héros; chez Mochnacki, c'est d'abord et surtout en lui-même qu'il le recherche. Ne va-t-on pas penser à l'histoire de Julien Sorel (Le Rouge et le Noir) aux héros de *L'Education sentimentale*, et à tous ces autres petits mondes de grandes idées, tellement vivants encore dans cette littérature immortelle.

sa puissante volonté contre la volonté muette des choses mortes. Sa volonté se survit à elle-même dans son ambition. Nous l'apercevons, avec son visage nerveux et toujours mouvementé, son geste impérieux, nature consumée de terribles passions. Il s'agite, se donne tout entier à la mêlée des petits groupes, des partis impuissants : dans cette lutte pour rien, bientôt il perd son chemin. Mais il travaille dans son art. Ainsi un arbre, dont la sève aurait suffi pour produire un colosse, qu'un vent abat, et qui perd le reste de ses forces immenses dans une poussée dernière de fleurs. De par son art il domine la génération. Raisonneur et esthète, la profondeur et la clarté de ses vues forment cet art nouveau, art de l'émigration, mélange de sentimental et de dureté, de rires et de pleurs, de désirs tristes, mais très réels — sorte de naturalisme farouche — et de désirs immortels, de puissantes envolées vers un ciel — sorte étrange de vie d'outre-tombe. Mochnacki est maître au piano et ses auditions font l'attraction des sociétés à Paris. Il écrit, et aux jours où nous suivons les premiers pas des émigrés, il se trouve déjà, sombre, solitaire, puissant d'idéal perdu, de la réalité mise en brèche, occupé à son œuvre principale et immortelle: L'histoire de la Révolution du 29 novembre. Il y grave son testament, il lègue à la nation sa volonté d'action. Il n'est avec aucun parti, il ne croit à aucun homme: mais il pense à une patrie qui vivra et agira: il est le premier, peut-être l'unique homme de cette première et jeune émigration qui ne croit qu'à l'action. Et c'est bien pourquoi il est le plus grand rêveur, et le plus puissant parmi les hommes d'idées. De ce rêve, il meurt. Son rêve fut encore de l'action et détruisit son corps. En 1832, et à partir du commencement de l'exode, il est un *moriturus*. S'étant battu contre tous les partis, il s'enfonce dans la solitude: calomnié, condamné, presque oublié à sa mort. Et il n'est pas sans importance de reconnaître les différences: Lelewel, homme du commencement du siècle, survit dans son

malheur aux destinées d'une deuxième génération: mais Mochnacki qui est l'homme de la génération de 1830, *son* homme et son rêve, dure beaucoup moins que la génération qui l'a produit.[1])

C'étaient là les représentants et les chefs reconnus. Tout autour d'eux et au-dessous est la foule, mais quelle foule encore! La grande majorité de ce que la Pologne possèdera de remarquable, de beau, de puissant, se trouve dans ces rangs. Ce sont tous ces jeunes, tous ces ardents qui formeront les partis, qui constitueront la vraie république polonaise en France, qui feront une nouvelle jeunesse à la Pologne, jusqu'à ce que, après trente ans de lourds labeurs, ce sera, au moins pour un printemps — *la Polonia irredenta*. Il y avait parmi eux les jeunes héros de Belvédère, les porte-enseignes du 29 novembre, les officiers intrépides aussi qui, pendant toute la guerre et toute l'action diplomatique ne pensèrent qu'à se battre bien. Il y avait aussi les chefs des journaux révolutionnaires de Varsovie. Ce sont tous ceux qui formeront la majorité de

---

[1]) Mochnacki, arrivé avec son frère Camille à Paris le 2 nov., le quitte pour Metz le 12 janvier 1832, pour demeurer là avec Michel Podczaszyński et «pour ne pas se disputer avec les différents débris des partis révolutionnaires qui m'ennuient», écrit-il à sa mère, le 4 mars; l 27 mars parti pour Paris, il y reste jusqu'au 6 avril 1833, à Hyères avec son frère il passe le mois d'avril, jusqu'en septembre 1834 il est à Paris ou dans ses environs, depuis et jusqu'à sa mort (20 décembre 1834) à Auxerre, (Yonne) dans le dépôt polonais de cette ville. En 1834 paraît à Paris, chez Baudouin, son ouvrage principal, l'Histoire du Soulèvement de la Pologne (2 vol.). Ecrits de M. publiés à Auxerre: Lettres des off. et soldats du dépôt d'Auxerre au général Dwernicki, 17 octobre 1834; Circulaires des... aux compatriotes de l'Emigration, 23 octobre 1834; la réponse citée de Nabielak. Discours du gén. H. Dembiński sur M. Mochnacki, dans la solennité funèbre à Paris. Nous n'avons pu utiliser qu'en minime partie les remarquables ouvrages d'Artur Śliwiński et Jan Kucharzewski, premiers essais biographiques sur Mochnacki; ils ont paru au moment où ces feuilles étaient mises sous presse.

l'opinion des émigrés et le niveau de leurs idées: et quoiqu'on fasse, il n'y a pas de doute que dans les affaires d'idées, plus encore que dans toutes les autres, c'est le vote et l'opinion de la majorité qui décide.

Tristes, énervés par les attentes, déçus, arrivent, un à un, ces hommes. Il y a parmi eux les poètes des luttes passées et des tristesses à venir. Jules Słowacki, qui demeure à Paris toute l'année 1831, s'unit à eux. Il se trouble à entendre, à sentir les grandes idées de Mochnacki. Il se livre aux illusions des forces perdues. Il voit, ainsi qu'un mauvais songe, cette cohue inquiète, s'élançant à toute nouveauté, s'attachant à chaque théorie. Il passe solitaire, méconnu, portant en lui des mondes dont on ne conçoit point la grandeur. Il écrit l'élégie de l'émigration, comme Mickiewicz en écrira bientôt la morale. Il se trouble à l'âpreté des luttes, il chante leur misère, il prédit le déclin, et encore, de même que Mochnacki, ne veut plus être de la prochaine révolution de Pologne; lui aussi, le poète, il veut dormir le songe éternel; il ne veut point être reveillé lorsque, à travers ces routes lointaines viendra l'ange de l'annonciation, mais aussi l'ange de la bataille, et qu'il proclamera «le jour de vie aux hommes forts». Ce songe pour Słowacki sera sa profonde solititude et c'est là, dans le secret de son âme endolorie, qu'il va trouver un jour la force qu'il donnera aux révolutions à venir. [1])

Les hommes tout autour de ce demi-dieu de la poé-

---

[1]) Les Polonais sont plus de cent à Paris, les premiers jours de décembre. Il y a déjà alors, parmi eux: Worcell, Świętochowski, Nabielak, Bronikowski, Janowski. L'influence de Mochnacki sur l'oeuvre poétique de Słowacki se révèle surtout dans le *Kordyan*; cependant nous la trouvons aussi dans le poème en prose, souvent cité ici, le *Anhelli*. Les poésies de ce temps: *Duma o Wacławie Rzewuskim*, *Lambro*, *Godzina myśli* l'heure de pensée sont toutes elegiaques. V. l'étude de B. Pochmarski, L'année 1832 dans la vie et dans la création de Słowacki, *Pamiętnik Literacki*, 1906, Nr. 2.

sie polonaise sont craintifs; ils espèrent, désespérés et sensibles, ils n'ont que des sentiments malades dans leurs âmes. Ils ne vivent plus désormais que dans leurs immenses malheurs. Ils sont mystiques. Et déjà, beaucoup d'eux rêvent au fond de la solitude de leurs âmes à des Dieux nouveaux. Cependant, ils sont encore dans l'action, ils revivent encore le passé perdu pour toujours, ils ressentent de tout leur cœur les clartés ou ténèbres nouvelles. Tels, ils entrent dans Paris et voici que s'ouvre devant leurs yeux étonnés ou pleins de transport, la ville enchanteresse qui portait en elle en ce temps toutes les illusions et tous les idéaux, toutes les grandeurs et toutes les tombes, tous les souvenirs et toutes les espérances, depuis la Grande Révolution jusqu'aux jours prochains de la Commune. On y sentait se heurter continuellement des idées et des croyances. Et les Polonais furent accueillis de tous. On les recevait dans les conciliabules les plus secrets: puisque, aux yeux de révolutionnaires, ils étaient des héros marqués de révolution, et que pour les croyants, ils venaient de ce vieux pays catholique de Pologne, pays du sacrifice d'hier. En vérité, ces hommes nobles, sentant encore l'ancienne culture latine ou romaine, étaient très catholiques jusque dans leurs épanchements mystiques. Ainsi furent initiés les Polonais à tous les rites de la religion saint-simonienne, à tous les conciliabules du fouriérisme et à tous les secrets des études mystiques. Mais ils furent surtout engagés et reçus là où s'élaboraient les idées et les actions d'une France nouvelle et républicaine: dans les loges de la Franc-Maçonnerie.[1])

---

[1]) Franc-maçonnerie: nous notons quelques-unes des relations du C. C. P. (Corr. de Lafayette, Rapperswil): «O. de Bordeaux 3 jour 3 mois de l'an de la V.·. L.·. 5831 (Augant fils sécrétaire) à la G.·. D.·. de l'Univ.·., au N.·. et S.·. les auspices du G.·, O.·. de F.·. La R.·. L.·. de la Sincérité au T. Ill. F. Lafayette...» réponse à l'appel en faveur des Polonais: «une pareille demande ne pouvait manquer d'être agréable à des Fr.·. et à des Maçons...» L' O.·. de Rouen le 9

Tantôt publiques, tantôt secrètes, elles entretenaient l'action des révolutionnaires, et elles prirent la part la plus active aux sociétés et souscriptions en faveur de la Pologne; souvent même, elles formèrent un corps avec les Comités Polonais. Les conspirateurs de 1830 en Pologne étaient presque tous membres de degrés différents des loges maçonniques. Les origines communes de la maçonnerie révolutionnaire de France et de Pologne datent de la Révolution Française et des Légions. La plupart des premiers venus parmi les émigrés étaient donc d'ores et déjà frères des organisations de Paris. Ils y sont recherchés, acclamés, ils sont même admis aux hautes ventes. Enfin, et même au sein du Comité Central Polonais, nous apercevons une union plus intime et se-

---

j. du 1 m. de la V.·. L.. 5-32 9 mars 1832 La [ ] de Saint Jean (sécr. Blondel) envoie 500 fr. «particulièrement aux nobles débris de cette armée de braves qui, sur le sol libre de la France, doit attendre le moment favorable pour l'affranchissement de sa patrie et le triomphe de la liberté.» Députés des deux loges philadelphiques réunies (Roue de Beaufort, Sévillain Dupiche) au Gén. Lafayette: Rapport de Podczaszyński (Michel) au C. C. P., 22 novembre 1831: M. Arnault notaire à Thionville, vénérable de la loge maç. établit une commission des frères, dont la dernière souscription rapporta 400 fr.; la L. des Amis de la Vérité à l'O.·. de Metz qui avait donné précédemment 1000 fr. offre le reste de sa caisse, 500 fr.; v. Agaton Giller, *Historya powstania narodu polskiego* w 1861—1864, III, 454 sq. Malheureusement Gadon qui pouvait avoir en main les pièces historiques sur les maçons en France n'a utilisé en aucune façon ces sources v. II, p. 330 sq. sur le service funèbre célébré à la Trinité Inv. après la mort héroïque de Kasper Dziewicki: y ont pris la parole: L'Orateur de la Vertu Couronnée O.·. de Rafałowka (Worcell) et le Premier Surveillant de la Trinité Invisible (Pułaski). Nous avons eu en mains les patentes de la Loge maç. de Kantorbery à Tymowski, qui avait déjà appartenu aux loges maç. de Kalisz. Le nombre de 400 inities publié par le *Noworocznik demokratyczny* 1863 et noté par Giller l. c. montre le développement de ces sociétés: elles ont eu une influence prédominante dans les mouvements républicains et révolutionnaires de 1833. V. l'ouv. c. de Limanowski, p. 210 sq.

crète avec les républicains français; commme, par exemple, avec le député républicain Garnier Pagès. Dans les loges maçonniques se rencontrent aussi bien les «clubistes» que les membres du parti de Kalisz, qui avaient été affiliés avant la Révolution. Insensiblement, un esprit d'opposition, des sentiments d'entente révolutionnaire se propagent; et, avec eux, la conscience que les Polonais et leur émigration en France sont un facteur éminemment politique. Dans l'étude de l'histoire de ces rapports entre les révolutionnaires de France et de Pologne on remonte aux origines de l'idée de la fédération des peuples.

L'état d'esprit où vécurent les premiers arrivés en France et les influences des sociétés secrètes qui les pénétrèrent se montrent bien aux premières sorties collectives. A Varsovie, à côté du club ou de la Société patriotique, ou plutôt à leur centre même se trouvait une organisation secrète, très peu nombreuse, dirigeante. Dès la première heure nous la retrouvons reformée dans l'Emigration, et les premières actions de tous les personnages marquants ont toutes le caractère de décisions prises en commun en dehors du Comité de Niemojowski. Le 11 novembre le Comité Central Polonais expédie dans les lieux-frontières, trois délégués polonais; ils sont recommandés instamment aux Comités de province, et le Comité Central se charge de leur entretien; tous trois appartiennent au parti avancé; ils ont été élus sans doute sur la recommandation de Chodźko, celui-ci n'étant que l'organe d'une action collective et secrète; ils ont à correspondre avec le membre le plus avancé du Comité Central, avec Garnier-Pagès [1]) Les jours suivants

[1]) Recommandations du C. C. P. pour Constantin Zalewski (arrivé le 17 déc.), et pour Michel Podczaszyński à Metz (arrivé le 17 déc.), et pour Louis Tarszeński à Valenciennes (arrivé à Bruxelles le 24 déc.). Rapports des délegués, surtout de Podczaszyński, A, C. C., et A. C. N.

(15 à 20 novembre) nous voyons la même société se charger de la rédaction et de l'édition des proclamations contre le parti de Kalisz et contre les réactionnaires. C'est, le 20 novembre, l'affaire de l'anniversaire; tous les esprits sont enflammés; le Comité ne voulant point inspirer des manifestations portant un caractère nettement politique, les révolutionnaires organisent la solennité en dehors du Comité, et rassemblent de leur côté. dans les signatures de l'adresse du 24 novembre envoyée à Lafayette, plus de la moitié des Polonais présents à Paris. A cette fête solennelle, à la tribune, l'orateur général des Polonais. Lelewel proclame hautement: «Nous, Polonais, réfugiés sur le sol de la France. nous ne sommes pas venus pour la seule sûreté de nos personnes, ou seulement afin de nous soustraire à la poursuite de nos ennemis; nous cherchons un asile sûr pour plaider notre cause, pour nous constituer les interprêtes des vrais sentiments de nos compatriotes...» Il y avait. dans ces mots, deux constatations de la plus haute importance: premièrement, que l'Emigration se considérait comme ayant droit à représenter uniquement et légalement la Pologne subjuguée; secondement. qu'elle pensait exécuter ce mandat naturel comme assemblée, comme réunion de personnes et suivant une volonté commune. Aussi, ce «club», ce comité secret des avancés et la majorité de l'émigration parisienne qui le suivit crurent ils devoir exercer le droit qui leur avait été reconnu «accidentellement», par la réunion du 6 novembre. Des cris d'indignation générale s'élevèrent contre les représentants officieux de l'impuissance et de la défaite. Déjà. on sentait vibrer des paroles d'accusation: «voici le sort que nous a réservé l'incapacité ou la trahison.» Seul, Mochnacki, semblait avoir des doutes sur la possibilité d'une politique nettement révolutionnaire et sur les capacités de ses exécuteurs. Par moment encore, dans cette lucidité maladive qui caractérisera désormais son esprit jusqu'à la mort, il songe à une action politique directe de la part de l'émigration; alors. à la vue de l'im-

mensité de l'entreprise, il se souvient de l'impuissance des révolutionnaires à Varsovie, il pense à la foule de militaires qui arriveront sur les traces des premiers émigrés, inconscients de la politique nationale, trop faciles à diviser. Il voudrait de nouveau, au lieu d'un comité de club, établir un centre d'action, un vrai pouvoir composé d'hommes forts. Les lumières de ce grand esprit se perdent dans les inconséquences de la situation créée: ainsi, il attaque cvec véhémence le parti de Kalisz et, bientôt, les aristocrates: puis, il constate avec le rire amer de l'ironie mordante, que tous les partis ont eu tort, *puisque tous ont été faibles.* Cependant «l'heure des hommes forts», le règne de la puissance d'action ne sont point arrivés. Mochnacki se décompose. Pas plus qu'à Varsovie, et moins encore, il ne règne pas par sa volonté, mais uniquement par la lucidité de son esprit. Il constate simplement les choses du passé ou de l'avenir.[1])

Dans la réalité des choses de l'émigration ce sont les hommes de club, les plus agités parmi la petite société, et le Comité secret qui eurent raison. Ils s'appuyaient sur l'opinion générale qui allait s'établissant parmi les émigrés de Paris. Aussi, se groupèrent-ils autour des trois personnes qui représentaient cette opinion; le vieux

---

[1]) Sur le «comité» secret: K. Mochnacki, dans sa lettre du 14 Janv. 1832 parle d'un «conseil privé». La motion à l'assemblée générale des Polonais à Paris le 16 mars 1832 est plus explicite, elle est rédigée par les principaux du club, fondant en ce temps la Soc. Dem.: «ceux qui sont restés à Paris, confiants dans les sentiments d'amitié du peuple français, dans l'alliance ancienne de celui-ci avec la Pologne, aussi, moins exposés aux caprices des gouvernants que partout ailleurs, ont décidé de fonder une association ou de créer un corps politique à l'effet de travailler collectivement à délivrer leur patrie et à libérer le peuple des charges que lui on fait porter le préjugé et l'égoïsme. Afin de concentrer les forces de l'action, la mettre en mouvement et l'appeler à la vie, l'assemblée a élu le Comité...» Sur Mochnacki: son article du 1 juillet 1832, la lettre à sa mère du 14 janvier.

Roman Sołtyk, arrivé en décembre après avoir passé par Londres, général, député, «ami du peuple», vice-président de la Société patriotique, ami de Pułaski; Zwierkowski, député, qui joua souvent le rôle de la bête noire de la réaction et qui n'en fut que plus écouté au moment de la défaite, partout présent, parlant beaucoup, très agité; et Lelewel, sentant son impuissance dans le Comité temporaire, et voyant tous les dangers au cas où ce comité serait soustrait à son contrôle. On se réunissait surtout chez Sołtyk. Le 30 décembre fut institué officiellement et par le vote de plusieurs Polonais, une commission pour élaborer un projet de Comité National; son président fut Worcell, et le projet qu'elle accepta avait été rédigé par Saniewski. Dans les premiers jours de décembre le Comité Central reçut une lettre de son délégué à Strasbourg, Zalewski, par laquelle il communiquait les désirs de 13 officiers polonais arrivés dans cette ville, désirant le changement du Comité, sa présidence donnée à « l'ami du peuple », Lelewel, et proposant un mode tout démocratique d'élection [1]. Le 8 décembre fut convoquée chez Sołtyk l'assem-

[1] Protocole de la Commission sous la présidence de Worcel, [K. N.] Suivant Camile Mochnacki, lettre du 15 jan., son frère fut l'auteur du projet sur le Comité, affirmation qui ne semble point être fondée. Zalewski au Comité Central, le 29 novembre 1831 : l'assemblée de 13 polonais à Strasbourg a voté: que «l'ami du peuple polonais», Lelewel, soit président d'un nouveau comité; que Zwierkowski, Wołowski, Szczaniecki en soient les membres; que l'on consulte les arrivés à Avignon avant de constater l'élection. Szczaniecki n'était point à Paris; quant à Wołowski, on ne savait surement pas lequel choisir parmi les six qui étaient présents. La demande de consulter le dépôt d'Avignon était certainement impossible à exécuter dans la situation difficile et embrouillée où se trouvaient les partis et avec la signification qu'avait ou pouvait avoir chaque jour pour la conduite des affaires. La lettre montre aussi qu'il y eut dès le premier moment une communication étroite entre le comité central et les «exaltés», et que Lafayette, mais surtout Garnier-Pagès influaient directement pour faire triompher le parti plutôt démocratique et républicain, cela en vue des évènements à venir.

blée générale des Polonais: 87 se rendirent à l'appel; les «clubistes» arrivèrent avec un plan tout fait: ce plan n'était point l'œuvre de Mochnacki; il fut rédigé sous l'influence directe de Pułaski et dans le souvenir des conciliabules tenus du 12 au 16 août 1831 à Varsovie entre lui et le parti de Sołtyk, d'Olizar, et des «amis du peuple» de la diète. Ce fut le projet des «neuf têtes». Pendant la Révolution il avait apparu aux uns comme une hydre apocalyptique multipliant ses attributs; aux autres, il semblait former une convention concentrée du même coup en comité de salut public: au fond, à Varsovie, il n'avait eu aucune force et ne fut jamais exécuté. Mais dans l'émigration il représentait le mieux le principe électif, et il réussit. Vainement la réaction et les doctrinaires crièrent sus aux pamphlétaires, vainement le comte Ladislas Plater releva les conseils d'un personnage français éminent disant que les Polonais doivent avant tout rester tranquilles et légaux. Vainement on se fâcha enfin, déclarant ne pas reconnaître les pouvoirs de l'assemblée. L'assemblée, très montée, passa outre: elle couvrit de protestations la voix d'un orateur qui avait commencé son discours en s'adressant aux «nobles de Pologne»; elle acclama au contraire les «pamphlétaires». Le caractère politique de l'Emigration triomphait. Allons-nous démentir notre raison d'exister, et ce qui forme en nous notre caractère polonais? demandait Mochnacki aux «politiques rampants.» [1]) Chaque Polonais

---

[1]) C. N.; discours de Mochnacki: «nous ne devons point cacher devant l'Europe ce qui est la mesure de notre existence d'aujourd'hui, ce qui dérive de la nature de notre caractère polonais, ce qui est bien connu à tous sans déclaration spéciale de notre part, et ce à qui personne en France ne peut s'opposer...» Il était pour la publicité complète, cosidérant que le temps des conspirations secrètes était passé, que nous pouvions servir notre partie en pays étranger sans craindre nos ennemis; il appelait la circonspection et la politique secrète qui voile les vues sincères des Polonais, — une vue courte des choses, une circonspection inutile, un raisonnemen

de Paris qui avait pris part ou qui se déclarait franchement pour la révolution «est un pouvoir politique et une personne politique»: disait Lelewel, proclamant ainsi la règle démocratique devant servir de loi fondamentale à la république des émigrés. A partir de ce moment le Comité de Niemojowski n'exista plus, et l'assemblée réunie, en nombre plus restreint, le lendemain, 9 décembre élut, à de très fortes majorités, le gouvernement à neuf têtes, le Comité de Lelewel.[1])

«Dieu, quels noms barbares de la moitié de ce soi-disant gouvernement polonais de Paris!» s'exclamait Niemcewicz, en apprenant les résultats de la séance. Les réactionnaires ne pouvaient rester inactifs ni insoucieux devant le fait éclatant de ces élections: ils y avaient contribué par leur présence, tout au moins à la première de ces séances décisives, et par leurs votes du 6 novembre ils avaient établi eux-mêmes le Comité National électif; par les statuts temporaires du 6 novembre ils avaient légalisé l'assemblée générale convoquée à l'arrivée de la première centaine d'émigrés suivant le principe de la décision du nombre. Maintenant, c'était un membre de l'ancien gouvernement de Pologne, et sous sa protection les deux

rampant au ras de la terre.» Nous croyons apercevoir dans ce discours deux intentions différentes: l'une contre les doctrinaires ou les diplomates «rampants»; l'autre contre un esprit exclusif ou une conspiration doctrinaire parmi les révolutionnaires. Mochnacki voulait une politique large, claire, ouverte comme celle de 1796; il ne voulait pas de petits moyens de Comité ou de conciliabules d'un parti fermé plutôt aux influences du dehors et ne se réglant pas assez par la loi suprême des évènements. Il était bien en contradiction avec lui-même: cette contradiction c'est en lui la volonté d'agir, et l'impossibilité d'une action vraie en Emigration. C'est aussi le moment de la brouille définitive entre Mochnacki et les clubistes.

[1]) Gadon I, 126 sq.; sur 62 votants: Lelewel (55), Zwierkowski (55), Chodźko (56), Sołtyk (52), Krępowiecki (44), Kraitsir (43), Przeciszewski (34), Hłuszniewicz (34), Gurowski (33). Les chiffres montrent une préparation bien ordonnée; Mochnacki, éliminé pour les raisons expliquées plus haut, n'eut que 13 voix.

vice-présidents du «club» (Sołtyk, Zwierkowski), deux de ses membres d'extrême gauche (Krempowiecki, Gurowski), un révolutionnaire et « sans culotte » hongrois (Kraitsir) qui formaient la majorité d'un conseil permanent des Polonais, d'un comité central des efforts nationaux; et c'était juste le moment ou parvinrent à Paris les premières nouvelles sur l'extension du mouvement des émigrés, sur les projets et espérances dans l'affaire des légions, sur l'arrivée prochaine de milliers de soldats. Les diplomates en furent consternés. Leur désir et leur habitude de gouverner, leurs croyances aux petites actions souterraines de la diplomatie, leurs aspirations légalistes, tout enfin fut offusqué. Ils tâchèrent donc de résister, de façon à rester dans les formes légales: nous les avons vu s'adresser au gouvernement français; cette démarche étant restée momentanément infructueuse, ils firent semblant de ne pas reconnaître le Comité. Ici se divisèrent les doctrinaires, ils se fondirent dans l'un ou dans l'autre des partis extrêmes. Beaucoup ressentirent une aigreur personnelle de ne plus se trouver au faîte des affaires, bien qu'impuissantes ou, à leurs yeux, inutiles, de l'émigration. Niemojowski s'obstina à ne communiquer au nouveau Comité ni les protocoles, ni les correspondances, ni les comptes de l'ancien, en expliquant cette décision étrange par ce que les affaires du Comité et les affaires du dernier gouvernement allant souvent ensemble, il n'y avait pas à faire part au nouveau Comité des choses qui n'entraient point dans sa compétence. Quant aux comptes de la Légation et aux sommes de la Banque de Pologne, perdues dans le gouffre de la débâcle et aussi de la mauvaise gestion des affaires, la légation insinua des difficultés formelles à les communiquer, puis se déroba; bref, on ne les communiqua point. Dès les mois de janvier on fut très préoccuppé, à la légation, dans l'entourage de Czartoryski et ailleurs, de lancer une protestation puissante qui écraserait le Comité, sans recourir cette fois ni aux gouvernements étrangers, ni

à la police internationale. Cependant, ce projet n'aboutit point: d'abord ce fut la faute au gouvernement français qui, fidèle à sa tactique, provoqua même une opposition des Polonais les plus légaux, pour s'en défaire une bonne fois, et alors il eût été impossible, dans un tel moment, de lancer des manifestes qui auraient eu pour pivôt la loyauté imprescriptible envers le gouvernement de France; puis ce fut l'affaire embarrassante des légions et les grands conflits inopinément éclatés entre les généraux et les soldats. Donc, la protestation resta à l'état de projet. Cependant, on avait fait tout son possible afin d'envenimer la lutte, de provoquer les ressentiments, d'aigrir et d'irriter la démocratie en voie de formation. C'est donc dans une milieu rétréci par la haine et par de continuels conflits que commença et se poursuivit l'action du Comité National. [1])

Elle est avant tout une action personnelle de Lelewel: celui-ci y exprime le plus clairement ses idées, son caractère: et c'est une œuvre qui peut nous dévoiler cet homme étrange, avec son énergie immense, ses pensées justes, profondes, très humaines, et aussi sa passion ou

---

[1]) Affaire des comptes de la M. P.: Compte rendu du C. N., p. 19; Niemojowski à Zwierkowski, 15 déc. 1831; Comptes faits par le C. N. le 18 déc. 1831; Niemojowski à Zwierkowski, 24 décembre, lui annonçant qu'il veut garder pour lui seul les relations entretenues avec le C. P. de Dresde, et que, de son côté, il cesse toutes relations avec le C. N, (K. N.). Essai de conciliation: le nonce Jean Ledochowski à Lelewel, 25 déc. 1831: «...j'ai voulu rapprocher les Polonais, unir tous les efforts, autant que cela était possible: à la réunion des nonces tenue chez Soltyk j'ai présenté le projet d'un compromis. Il a été rejeté par ceux qui ne veulent aucune union avec les Polonais qui composent l'assemblée générale à Paris.....» Sur le grand projet de protestation contre le C. N. v. la notice très générale et insuffisante chez Gadon. Il est intéressant de constater, contrairement à tout ce qu'on a écrit jusqu'ici à ce sujet, la très grande part d'initiative prise par le parti aristocrate dans les premières brouilles et dissensions parmi les émigrés.

à dire vrai, sa manie des petites affaires. Le Comité débute par la publication des idées générales qui ont présidé à son établissement et à ses statuts: « tout Polonais qui a participé à la révolution nationale de Pologne, étant à son service militaire et civil, ou de toute autre manière, est membre de la réunion générale dès qu'il se trouve à Paris et qu'il témoigne le désir d'en faire partie;» telle est la stipulation principale sur les réunions. Vainement les «aristocrates» s'efforcèrent-ils de les blâmer, ou de les tourner en ridicule. Elles ouvrent l'ère démocratique, le plein droit de tout citoyen. Les simples soldats étaient admis, sans contestation: les aristocrates se fâchèrent en trouvant un jour au sein de la réunion un de leurs valets. On rêvait déjà au règne du peuple souverain. Ce réferendum permanent, bi-mensuel, a plein droit sur l'organisation, la nomination, la destitution ou l'accusation du Comité ou de tel de ses membres. Dans l'introduction aux statuts, qui n'ont pas été rédigés par Lelewel, l'alliance des peuples se trouve être rétrécie encore à une alliance populaire de la France et de la Pologne: on proclame que «leurs sentiments, leur amour de la liberté et de l'indépendance, leur haine de la tyrannie et des préjugés, sont les mêmes...» Et la proclamation rappelle, en termes enflammés, les fastes de l'histoire, les vies et les gloires communes. Mais là déjà on avait soin de ne pas oublier les ennemis communs: et comment aurait-on pu le faire? N'était-ce pas le parti russe qui avait aidé à l'anéantir, ce peuple de Pologne, lorsqu'il avait formé comme un boulevard de la révolution de France, en 1792? N'était-ce pas encore une fois le parti russe de Pologne qui pris part à la préparation de la défaite de 1812, à la débâcle commune de la France et de la Polpgne? Et ne retrouvons-nous pas ce même parti, la même force pernicieuse qui détruit toutes les espérances de 1830? Comme un lion au combat, comme un lion à la défense, ce peuple «avait repoussé pendant dix mois l'envahisseur, et... s'il n'avait pas eu à combattre encore, soit les fautes, soit l'obsti-

nation, soit l'obscurantisme, soit la trahison de quelques-uns de ses chefs, l'envahisseur se serait traîné aux pieds du Sarmate victorieux...» Dans la proclamation adressée aux soldats polonais la vérité était dite, cruelle, sans restriction : un simple historique de la révolution de Pologne, les choses possibles et les choses qui s'étaient passées, en un raccourci de tableau: une accusation terrifiante, souvenir à jamais cuisant pour tout cœur polonais. Mais ce n'était pas qu'en Pologne que se trouvaient les ennemis de la cause populaire, les faussaires des libertés nationales. En face des émigrés ils régnaient sur la France. Le comité eut bientôt à constater, malgré la règle de neutralité qu'il s'était imposée, les difficultés qu'élevait contre lui, ainsi que contre l'émigration polonaise tout entière et contre la cause polonaise en général, le gouvernement français. Dans la conduite de celui-ci il y eut aussi autre chose que les exigences momentanées d'un calcul politique: il y eut une raison de principes: « vous regardez, disait le Comité aux émigrés, et vous apprenez à connaître l'état politique de la France d'aujourd'hui. Entre son gouvernement et son peuple il n'y a point, à ce qu'il parait, cette union de confiance qui doit attacher les gouvernés à ceux qui gouvernent..... Et, nous mêmes, nous trouvons dans la nation, l'amitié, la fraternité, la pitié..... et nous nous plaignons de ce que le gouvernement ne répond point à la voix de tous les Français...» Dans sa pétition à la Chambre des députés de France le Comité faisait pleinement ressortir le contraste entre l'ancienne France, asile des rois, et la France nouvelle, devenue lieu de refuge des nations. Est-ce à la France de l'ancien régime persistant, est-ce au gouvernement d'égoïsme mercantile que pouvaient ou devaient s'adresser les paroles de l'espérance polonaise? Les voudrait-on seulement entendre? Ce n'était point le système de Vergennes ou de Polignac que pouvaient réclamer les Polonais en leur faveur. Et nous mettons ici une seule

voix française qui caractérise la situation[1]: «depuis neuf mois le ministère travaille à infiltrer l'égoïsme dans toutes les veines du corps social. Générosité, patriotisme, humanité, tout ce qui ne se cote pas à la bourse est mis au rang des théories dangereuses et des folles utopies. Qu'il s'agisse de soulager les étrangers malheureux ou d'alléger les charges du peuple, c'est la même indifférence, le même éloignement, la même résistance... la règne d'un gouvernement de classe... Et qu'on ne se prévaille pas des quinze années de la Restauration, c'est justement parce que le système a duré quinze ans, que les maux sont au comble, que la patience a atteint son terme et qu'il y a vertige de croire que la France puisse s'en accommoder aujourd'hui...» Le Comité Polonais inaugurait la diplomatie populaire. Le changement était immense, inconcevable pour les gens de peur ou de tradition. Désormais, si l'on s'adressa aux ministres de la réaction, ce fut par des lettres ouvertes devant la nation; on en appela de son jugement à celui de la Chambre des élus du peuple: on sait ce que fut encore cette représentation tronquée, se résignant à toutes les platitudes devant le gouvernement. Le 15 décembre elle rejeta par une majorité colossale la proposition de Lafayette sur la naturalisa-

[1] *Les Polonais dispersés en Europe* (broch.): Statuts du C. N. P.; *Kom. Nar. Pol. w Paryżu do wojowników polskich*, 25 déc. 1831; Comte rendu du C. N. *(Zdanie sprawy...)* p. 8, 12, 48; *Pétition à la Chambre des députés française*, 29 janvier 1832; *Le Courier Français* du 15 décembre 1815. Le Compte rendu du Comité est écrit en totalité par Lelewel lui-même; les statuts—principalement par Staniewski, mais ils portent une marque très distincte de la collaboration de Gurowski et de Krempowiecki; les idées cependant qui y sont exprimées se rapportent directement à l'influence du système historique et à la doctrine démocratique de Lelewel. Quant à la proclamation aux soldats, nous croyons apercevoir dans cet écrit, un des plus puissants qu'ait produit l'émigration polonaise, une collaboration directe de Mochnacki, le dernier acte fait par lui en commun avec Lelewel et les membres du Club.

tion de tous les Polonais réfugiés. Maintenant, il n'y avait plus d'espérance qu'au peuple français, à la générosité de ses mouvements spontanés, à la fureur de ses émeutes. Tous, presque sans aucune exception, les Polonais croyaient à cette révolution nécessaire, et l'attendaient: ici encore la démocratie fut la vraie et l'unique représentante de l'émigration: par la reconnaissance de son rôle politique et pour avoir établi des liens de réciprocité révolutionnaire avec le peuple français, le Comité de Lelewel exprima clairement les espérances unanimes. Il se trouvait dans la voie dont la conclusion et la conséquence fut la célèbre maxime prononcée plus tard (avril 1833) par Mickiewicz: «nous avons tous senti la grande guerre entre le parti des cabinets et le parti des peuples, celui de l'ordre ancien et celui des nouveaux besoins..... Et nous n'aurons désormais que deux partis en Europe; le monde appellera l'un le parti moscovite, et l'autre — le parti polonais.»

Pour pouvoir généraliser de la sorte la cause de la Pologne il fallait d'abord l'asseoir elle-même sur des raisons inexpugnables. Le comité de Lelewel, vrai continuateur de l'œuvre du 29 novembre, donna ces assises nouvelles de la Pologne errante: L'une était: «Toute la Pologne, la Pologne des Jagellons, indépendante, libre, ou la mort à jamais», et la seconde: «la Pologne a été autrefois une démocratie nobiliaire, et celle-ci était indépendante: et ce sera justice si, en conquérant son indépendance perdue, elle conquiert la démocratie au peuple tout entier». L'une de ces maximes et de ces règles de conduite, empruntait à l'Europe et surtout à la France le principe de la construction nouvelle des sociétés: l'autre donnait à ces sociétés nouvelles ce qui était leur devise ardente: l'héroïsme de la lutte et la tradition séculaire de la justice.

Les Polonais et le Comité de Lelewel en leur nom sont les premiers à répandre, à généraliser cette lutte par

toute l'Europe, pour la cause de tous les peuples. En cela la Société patriotique de Varsovie avait été leur précurseur en consacrant, lors de la révolution, le jour du 25 décembre à célébrer les Russes libres et le jour du 27 juillet à la France libérée. Ces jours-là, on inscrivit sur les étendards, portés à la bataille, la lutte «pour notre liberté et pour la vôtre.» Aujourd'hui, en émigration, les peuples, selon l'idée de Lelewel, devaient apprendre leurs devoirs et apprendre à se connaître mutuellement. Ce fut le temps de la préparation d'une république internationale: des comités devaient se former, étant tous «des organes des peuples amis»; les peuples, par la voix de leurs comités et en face des «menaces qui s'élèvent contre leurs libertés les plus chères, appelleront les Polonais dans leur libre alliance...» «La cause polonaise a été et sera la cause de toutes les nations, puisqu'elle appelle tous les peuples à la fraternité et à l'union... Aussi, revivra-t-elle bientôt.» La Pologne fut de tout temps basée dans son existence sur une union libre des nations: aussi, y a-t-il raison qu'elle soit appelée à jeter les bases d'une œuvre commune de toutes les nations de l'Europe. Le Comité voit dans son devoir et dans son action une nécessité traditionnelle, une tâche historique qui lui incombe. Dès le commencement de son action il se décide d'adresser des appels aux nations: hongroise, allemande, russe: il prend en considération la publication d'un livre sur «nos frères persécutés, les juifs.» Il prend un intérêt spécial aux «frères Lithuaniens et Ruthènes» qui commencent à ressentir leur nationalité. Il est en correspondance suivie avec tous les comités polonais de France et d'Allemagne; et c'est cette correspondance qui a été l'origine des relations avec les insurrectionnels d'Allemagne, les républicains de France et les irrédentistes d'Italie; c'est là que se nouèrent des relations suivies et pleines de conséquences avec Lafayette et avec Mazzini. Et c'est même en dehors de l'action des Comités que Le-

lewel s'en préoccuppe dans son immense correspondance.[1] «Le Comité croit fermement, dit Lelewel, que les semences qu'il jette donneront les fruits qu'il désire: et que l'éveil des pensées engendrera l'action de l'humanité tout entière». Et c'est tout le développement des partis démocratiques, c'est la révolution de 1848 et jusqu'aux guerres de Hongrie et d'Italie avec la participation des Polonais, et jusqu'aux lointains plans des révolutionnaires polonais en Turquie, qui lui donna raison.

Deux sentiments éminemment propagateurs sont le fond même de cette action: le premier est celui de la solidarité humaine universelle: elle a son origine dans la Révolution française, et voici qu'elle reparaît; les nations en ont pris conscience; c'est le lendemain et c'est la veille des révolutions communes.

Le deuxième sentiment est tout nouveau: c'est celui de la piété révolutionnaire, solidarité religieuse entre les nations. De celles qui ont fait l'insurrection de 1830 aucune n'est victorieuse; toutes ont succombé. Et les nations qui s'engourdissent dans leurs égoïsmes aux jours de la gloire, se comprennent, se respectent et s'aiment dans leurs malheurs. On regarde avec piété les blessures aux fronts des héros. La Pologne devient un jour le martyre et le héros de l'humanité souffrante.

---

[1] Appel aux guerriers l. c.; Compte rendu, p. 66; le même, 10 sq.: Com. N. aux Polonais arrivés en France, 31 mars 1832; appel aux Hongrois (*Poloni ad Hungaros*) 31 déc. 1831; proposition de Gurowski pour l'appel aux Russes, 9 janv. 1832, séence du C. N., publié de 17 déc. 1832; Appel *au peuple d'Israël*, français et allemand, 3 nov. 1832; *Das polnische N. K. an die Deutsche Nation* 24 janvier 1832, 30 avril 1832, 15 mai 1832; à la Société allemande de la liberté de de la presse, 2 mars 1832; le même *an die Stände-Versammlung des Königreichs Hannover*, 11 juill. 1832: L. C. N. aux Lorrains, 14 avril 1832, aux Alsaciens, 18 avril; *L. C. N. aux peuples de l'Europe* à propos des meurtres commis par la Prusse, 17 févr. 1832; aux Espagnols, 27 avril 1832: au Président des Etats-Unis Jackson, le 9 mai; Au peuple des Etats-Unis, le 31 mai; aux Italiens, le 6 octobre 1832.

Cependant, dès le début une question se pose avec les conséquences les plus graves: c'est celle de l'unité nationale. Et elle se pose, cette question, dę la façon suivante: quel chemin prendront les Polonais: est-ce que ce sera celui de l'unité universelle des peuples, celui de l'idée? ou celui de l'unité nationale, celui de l'action?

V.

Il y a eu, dans chaque génération, des hommes qui ne croyaient point ou qui croyaient peu à la force protectrice ou libératrice des idées. Il y a, dans chaque foule, une soif de besoins immédiats que n'assouvit point la certitude d'un idéal. Une action créatrice d'idée ne pouvait point contenter cette armée qui sortit de Pologne en 1831. Elle ne pouvait pas contenter la majorité de ceux qui croyaient à un avenir meilleur, elle ne pouvait leur servir par elle-même de foi. Ni la foule, ni ses vrais conducteurs ne pouvaient l'accepter sans avoir préalablement traduit son langage en la certitude des faits. Et nous voyons s'élever contre le monde des théories et contre l'ombre des idées humaines deux puissances: le soldat de 1831, c'est à dire la foule, et le chef révolutionnaire; et ce sont des solitaires d'action. Tous deux sapent la base de l'édifice que nous avons vu surgir et paraissent l'anéantir à jamais; la vérité est qu'ils anéantissent un Comité, qu'il créent une vie malheureuse pour un homme, qu'ils forment des partis, qu'ils s'acharnent à de nouvelles luttes et produisent parmi les émigrés un accroissement de vie et de tension. Mais après que la fumée de ces luttes inutiles fut retombée, après que la mêlée confuse des hommes se fut apaisée, nous ne voyons passer, sur les champs de ces batailles, ainsi qu'au clair de lune sur les cimetières, que des ombres nouvelles. Après des efforts où

sombre toute une génération, où s'épuise tant de vies et de forces il ne reste de gain que pour les idées, petites fleurs de toutes les couleurs de l'arc en ciel, croissant sur les tombeaux. Ainsi le commencement de cette lutte est cette question de fait: quels rôles sont réservés dans l'action aux solidarités internationales en face de l'unité d'une nation? Et nous voyons cette question de fait se transformer lentement en un monde de théories. C'est au moment où ces deux forces achèvent leur évolution que l'Emigration Polonaise est constituée, que son état, ses forces et ses moyens se dessinent clairement. L'arbre, ayant reconnu sa terre, ayant senti son air et vu son ciel, n'a plus qu'à croître et à soutenir les orages de demain. C'est là par conséquent, lorsque la république des idées est constituée, que se termine l'histoire des origines de l'Emigration.

Et nous avons à voir tout d'abord l'exode des soldats de Pologne.

De toute la masse de l'armée polonaise il se trouvait au commencement d'octobre 1831 jusqu'à vingt-huit mille hommes, dont trois mille officiers, en Prusse, et jusqu'à vingt-cinq mille hommes, dont deux mille officiers, en Autriche. En Galicie, après le passage de la frontière, les généraux Różycki, Langermann et Ramorino mirent en avant l'idée d'aller en France. Cependant, ont fit bien peu de choses pour une exécution en règle de ce projet.[1]) L'heure était décevante; les hommes étaient pleins de doutes. La crainte de l'exil se mêlait à la volonté de lutter encore et au désir d'aller vers la France. Il y eut des discussions, des dissentiments profonds. Deux partis, nette-

[1] Un mémoire sur le séjour d'un officier du corps de Ramorino en Galicie, v. le Mémorial de l'émigration, *Pamiętnik Emigr.*, paraissant en une série de brochures: *Konrad*, Paris, 15 janvier 1833: «Deux jours après le passage de la frontière le Gl. Langermann s'est occuppé à réunir les souscriptions des officiers voulant aller en France... Le Gl. et le colonel Langlois ont écrit au Maréchal Maison...»

ment opposés entre eux, se formèrent bientôt. Les gouvernements de Prusse et d'Autriche, qui étaient en communication avec celui de Russie, et, plus encore, les chefs militaires autrichiens et prussiens, pleins de déférence pour le maréchal Paskiewicz, et qui avaient suivi ses injonctions, préparèrent tout en vue de désorganiser et de démoraliser les restes de l'armée polonaise. Sous le prétexte de dangers causés par le choléra, une quarantaine de quatre semaines fut ordonnée, et l'armée polonaise passa tout ce temps enfermée dans des camps clos à la frontière, pendant que les plus roués et les plus habiles parmi les chefs du cordon sanitaire faisaient passer, par force ou par ruse, de petites troupes polonaises détachées dans le territoire occupé par l'armée russe. Ainsi le mois d'octobre s'écoula dans une tranquillité désoeuvrée, coupée de courtes alertes, intermittences entre la crainte et l'espoir. Cette tranquillité pesait plus que toutes les fatigues de la guerre à l'âme du soldat. Au commencement de novembre arrivèrent les nouvelles de l'amnistie accordée par les Russes. Il y eut alors plusieurs des personnes les plus compromises qui purent s'échapper personnellement, fuir les dangers de faire encore la quarantaine ou bien d'être, à la fin de celle-ci, livrés aux Russes. Personnellement, ou grâce aux recommandations des diplomates français plusieurs purent obtenir un passeport pour aller en France. Mais le gros de l'armée et, avant tous, les sous-officiers et les soldats étaient tenus sous une stricte surveillance. Dorénavant, on leur interdit toute communication avec les officiers. Aux ombres de tristesse se mêlèrent les ténèbres de l'inconnu. Les cœurs étaient surrexcités et les esprits mornes. Dans le désœuvrement du camp on commençait à songer aux foyers restés solitaires, aux familles laissées sans soutien. Un poète disait à ses camarades: « Frères d'armes, soldats, qu'attendons-nous à opter entre la honte de nous rendre, la gloire de

lutter?...» Le choix était devenu doublement difficile; un autre poète avait déjà dit, dans un chant célèbre, aux premiers jours de l'insurrection: «lorsqu'on nous ordonne encore une fois de diriger nos pas vers l'Italie, comment pourrions nous quitter les tombeaux solitaires et muets de notre Patrie?» Les rigueurs de la sauvegarde sanitaire ne se relâchaient point. Sur les premières injonctions des gouvernements et des chefs militaires prussiens et autrichiens, vers le milieu du mois de novembre la moitié des anciens cadres polonais repassa les frontières du royaume. A la fin de novembre il restait encore au delà de vingt mille hommes dont plus de la moitié en Prusse. Le sort de ceux qui avaient les premiers passé la frontière n'était pas encourageant. En grande partie ils avaient été maltraités ou fouettés dès leur arrivée par les autorités russes. Ensuite, ils avaient été, tels des condamnés aux travaux forcés, conduits sous bonne escorte à l'inconnu des persécutions prochaines. Le gouvernement russe ne croyait point avoir à compter avec des égards humanitaires ou autres: il était le maître absolu de la situation; et non seulement il n'y avait personne pour le lui reprocher, mais il faisait, lui, de ses intentions la loi aux autres: cependant, et en même temps, il ne voulait point d'émigration polonaise et la craignait. Victorieux, puissant, il sentait jusque dans son triomphe même, l'aube des révolutions s'approcher. Et ce fut encore un pressentiment de l'avenir que ce désir ardent de la Russie de voir l'émigration polonaise se concentrer uniquement en France, ainsi que ces efforts inouís d'éloigner et d'abattre les influences et les intrusions polonaises à Londres.

Des émissaires, des agents russes parcouraient les camps polonais. Quant aux gouvernements de Prusse et d'Autriche, ceux-là étaient mus, d'une part par le désir de montrer leur amitié à la Russie victorieuse, et de l'autre, par la crainte de voir renaître les légions polo-

naises. En vain le gouvernement français chercha-t-il à dissiper tout malentendu et à tranquilliser une susceptibilité qui n'était aucunement fondée. On ne le crut pas et on fit tout ce qu'on peut pour retenir les soldats de Pologne désarmés: à cet effet on imagina d'abord des raisons sanitaires, puis on s'attacha à persuader les Polonais du bien être qu'ils trouveraient sous la domination russe; et enfin, tous ces moyens étant épuisés, on recourut à la dernière raison de la politique, à la force. L'Autriche fit enfermer les Polonais récalcitrants dans ses forteresses et les y tint en prisonniers de guerre. Le gouvernement prussien, à la première sommation du 6 novembre fit suivre celles de décembre et de janvier, de plus en plus nettes et menaçantes. Là, on emmena des troupeaux d'hommes désarmés à la frontière, pour les livrer aux soldats russes. Il y eut, à la fin de janvier des rixes sanglantes entre les exécuteurs des ordres militaires prussiens et les anciens soldats polonais. A Fischau, le 27 janvier, à la suite d'un ordre inexécuté d'aller vers la Pologne il y eut un massacre d'hommes inoffensifs. Déjà, au commencement de février, tous les officiers avaient été expédiés dans l'un ou l'autre sens, et il restait encore près de la frontière, d'Elbing à Marienburg, et de Tilsitt à Danzig quatre mille soldats polonais: le gouvernement prussien dut sacrifier des sommes importantes à l'entretien de cette troupe, en lui payant une solde de réserve, en la fournissant d'habits, de linge et de chaussures. Il fallut la menace, en bonne partie exécutée, des travaux forcés dans les forteresses, il fallut enfin de nouvelles luttes, de nouvelles rixes sanglantes pour que la moitié de cette dernière troupe passât en Russie. C'est surtout grâce aux mesures coercitives de la Prusse que l'Emigration polonaise se trouva sans force active. Au lieu de vingt cinq milles hommes décidés à aller en France, il n'y en eut que dix mille qui

purent exécuter ce projet, et dans ce nombre il n'y avait pas plus de trois mille soldats.[1])

---

[1]) C'est une des questions les plus ardues que de vouloir établir le chiffre tant soit peu exact de l'émigration polonaise en France; mais c'est l'impossibilité même que de faire le décompte des Polonais entrés et sortis de Prusse et d'Autriche, au moins jusqu'à ce qu'une statistique basée sur les documents d'archives de ces deux pays ne vienne le fixer approximativement. Le nombre de 53 m. h. est fondé sur les statistiques officielles de l'armée polonaise, et les désertions qui se produisirent dans la seconde moitié de septembre n'y sont point comptées ou ne le sont qu'en partie: donc ce n'est là qu'un maximum approximatif. Dans la première quinzaine de novembre un maximum de 15 m. h. repassa la frontière prusso-russe, et plus de la moitié des corps campés en Galicie passèrent celle d'Autriche, Gadon l. c., I, 26 sq. donne le nombre de *plus de vingt m. h.* (20 à 25 m. h.) pour la sec. quinz. de nov.; Ordre du Cabinet de Prusse, le 6 nov. 1831; Instruction pour le gén. v. Krafft, 59 nov. 1831; Ordre du jour du gén. v. Krafft, 18 janv. 1832; gén. Rummel à Rybiński, 1 déc. 1831; le même à Bréański, 9 déc. 1831; lettre ouverte du gén. Bem au gén. Rummel, *Le Constitutionnel*, 8 janv. 1832; Rybiński au roi de Prusse, Elbing, 20 janv. 32; v. Gadon, l. c. 31 sqq.; affaire de Fischau, 27 janv. 1832; sur le sort des 4 m. h. qui restèrent en Prusse au mois de février: Cabinets Ordre, 25 mai 1832; Articles et notices du Mémorial Polonais: *Ziemowit*, 4 juillet 1832, corresp, de la Prusse Orient. 16 juin; *Leszek*, 8 juill.; *Władysław I*, 19 septembre, act. sur le sort des Polonais livrés par les Prussiens aux Moscovites; le même, lettre d'un Allemand sur le sort des Polonais; le même, aperçu historique sur le sort des Polonais à l'île d'Aix et à l'île d'Oléron; *Henryk Probus*, 23 janv. 1833; sur les 4 m. h., un millier furent expédiés (juin 1832) à Pilau et à Danzig, de là transportés à l'île d'Aix appartenant à la France; jusqu'à 2 m. h. furent forcés (juillet-août) à passer la frontière sous le *knout* des Russes. Le reste fut retenu à titre de prisonniers de guerre, notamment 380: à Bischofsberg, 380 à Pilau. 300 à Graudenz; ils furent dirigés sur ces places en décembre 1832. V. aussi les brochures contemporaines: Jean Czyński: *La Prusse et les Polonais;* le même, *Preussen im Jahre 1831 od. Verfahren der preuss. Militärbehörden gegen die heimatlosen Polen*, Fürth, 1832; *Die Polen in und bei Elbing: Preussen und Polen*, Danzig 1832; *Die Polen in Elbing*, 1832; il est intéressant de noter les deux dernières brochures, la seconde a été éditée la même année à Paris chez Firmin Didot et Delaunay:

Encore le transport d'un tel nombre d'hommes ne réussit que grâce à l'action de plus en plus consciente et systématique de ceux des Polonais qui avaient espéré organiser l'exode. «Nos frères qui sont restés sous le joug, dit une correspondance contemporaine, ne demandent point pour nous l'amnistie; au contraire, ils nous écrivent tous: ne retournez point; s'il reste encore un espoir à la Pologne, il est dans votre émigration...»[1])

L'émigration en masse ne devint possible qu'en décembre. Jusque là ce n'est qu'une agitation d'un caractère plutôt théorique qui se propage dans les rangs des militaires polonais. A Paris, en France, on ne semble point se rendre compte, ni de la possibilité, ni des moyens d'une action en règle ou de mesures plus larges. Suivant la tradition de 1794 l'émigration est une oeuvre avant tout politique; à ce titre il semble bien à ce petit noyau de Polonais assemblés à Paris qu'ils forment non seulement le centre, mais l'unique puissance d'action parmi les émigrés. En cela, les émigrés parisiens sont des précurseurs: ils ressentent d'avance le caractère théorique qui sera celui de l'Emigration tout entière; cependant, ils n'ont point encore la conscience de ce qu'il y a à transformer en eux-mêmes pour que leur démagogie ou leur intrigue devienne un jour une théorie politique; ni, non plus, de ce qu'une armée, dont ils ne sont que des rejetons, aura à traverser et

---

elles sont écrites du point de vue du gouvernement prussien et renferment un nombre de récits visiblement tronqués, des scènes défigurées, enfin une série de calomnies très intéressantes sur les Polonais où l'on voit le désir d'influencer même l'opinion démocratique de l'Europe contre les Polonais; nous lisons dans la deuxième, trad. fr. p. 51: «Le gouvernement français a fait savoir qu'il ne voulait pas admettre en France les sous-officiers et les soldats réfugiés...» Le nombre de 10 m. h. enfin, nous l'avons déduit approximativement d'un décompte général fait dans les dépôts ou colonies polonaises en France vers le milieu de 1832.

[1]) Mémorial Pol., *Boleslaw V*, 15 décembre 1832.

à souffrir pour devenir une personne morale et une pépinière d'idées. Ce n'est qu'au 25 décembre que le Comité National de Paris sa décida à une proclamation où il disait aux soldats: ne retournez pas en Pologne. Les trois délégués envoyés sur les lieux frontières ne servirent qu'à nouer des relations avec les comités de province et avec ceux d'Allemagne. Le comité polonais de Dresde s'occupa des Polonais de passage. Aucun corps constitué, aucun comité ne se forma en vue de l'immense besogne. Le Comité de Niemojowski qui ne s'occupait point de « politique » en fut tout d'abord la cause. La faute en fut cependant à l'ancienne mission diplomatique à Paris. Ce fut elle qui la première croisa les mains dans l'impuissance complète; ce fut elle qui hautemeut démentit son rôle politique en déclarant qu'elle n'agirait désormais que pour *des Polonais*, c'est à dire personnellement. Ce fut elle cependant qui reçut les premières instructions de Czartoryski, elle qui déjà combinait discrètement un projet de légion, qui essayait d'en former le noyau: un Comité de Généraux à Paris; elle enfin qui, dès le commencement de novembre, connaissait déjà les plans du général Bem. Cependant, pour le transport des soldats elle ne fit et n'essaya rien.

Il y avait en ce moment pour les représentants de la Pologne en France deux choses principales à tenter: l'une c'était de trouver des moyens polltiques et financiers pour le passage des troupes polonaises en France; l'autre, de s'assurer de la possibilité de la formation d'une légion polonaise au service français. Or, au temps où la révolution de Pologne avait été anéantie, la Mission de Paris n'entretenait pas de relations avec le gouvernement français: cependant ce gouvernement étant obligé de payer de quoi que ce soit la reconnaissance de sa nation envers la Pologne, fit passer à ses ambassadeurs à Vienne et à Berlin la somme de trois cent mille francs pour obvier aux premiers besoins des exilés de Pologne. La mission de Paris n'eut aucune part à la direction donnée

à ces fonds et se garda d'en renseigner à temps les Polonais en Prusse. La somme fut en grande partie distribuée avec l'aide des autorités prussiennes ou autrichiennes, elle fut principalement consacrée à secourir ceux qui rentraient en Pologne, après l'amnistie accordée. Aussi fut elle perdue pour les efforts légionnaires. Dans la caisse du Comité central polonais il ne restait plus que près de soixante-quinze mille francs. Sur un accord spécial et secret avec le Comité de Lelewel, une somme de trente mille francs fut envoyée dans les derniers jours de décembre aux Polonais en Prusse. Le comité américain, les comités provinciaux de France y ajoutèrent, au cours du mois de janvier et sur l'instigation du même comité, des sommes considérables. De même firent, sur les injonctions du général Bem, le Comité de Dresde, les comités polonais fondés en Allemagne, ainsi que des personnes privées: de là une somme qui ne dépassait pas une centaine de mille francs[1]). Ces ressources auraient suffi

[1]) Sur les fonds du gouvernement français, Compte Rendu du K. N., 12 sq., article du général Bem zur l'action du Comité de Lelewel dans le Mémorial polonais: (*Leszek Czarny*, 23 janvier 1833, ***Henryk Probus***, la même date); réponses de Zwierkowski et de Lelewel, l. c. (*Władysław I Łokietek*, 25 mars 1833); Compte des recettes et dépenses du C. C. dans le *Compte rendu des opérations du Comité et de l'emploi des fonds*: dépenses 413813 fr., recettes 500200 fr.; Ce compte ne renferme ni les recettes ni les dépenses du temps de l'arrivée des polonais à Paris. L'Action de la Société du Bazar de Lyon: *Compte rendu de ses travaux et de l'emploi des fonds* de 1831 à 1836, Lyon; Marc Brisac, *Lyon et l'Insurrection pol. de 1830—1831*, Lyon 1909 lettre du Bazar au K. N., 12 déc. 1831, montant de la caisse, 49 m. fr.; malgré l'intervention immédiate de Lelewel et à l'instigation de ses détracteurs ce fonds ne fut point employé pour la marche des soldats. Autres fonds: 30000 fr. offerts dans les derniers jours de déc. par le C. C., Compte rendu du K. N., 13; offrandes de Metz par l'entremise du K. N. 17 m. fr., d'autres sources pour le même 2500 fr., Compte rendu..... p. 20, 72; le Comité américain (Howe) par l'instigation du K. N. 20 m. fr.; Comité à Dresde par le gén. Bem 25 m. fr.; Paris, par le même 2.400 fr.; des sommes inconnues offertes par les Comités allemands.

au transport de plus de cinq mille soldats à travers les états de la Prusse; les comités allemands qui se formaient partout en faveur des Polonais, les premières réceptions enthousiastes à la frontière française garantissaient un transport gratuit à partir de la Saxe jusqu'en France. Cependant toute organisation manquait à l'exécution des projets des Polonais. Les anciens chefs ne faisaient rien ou ne pensaient qu'à contrecarrer une action politique des débris de leur armée: les Français, Ramorino et Langermann, allant eux-mêmes à Paris, ne donnèrent qu'une aide indirecte aux militaires commandés par eux. Seul entre tous, le général d'artillerie, Joseph Bem s'agita beaucoup, fit un programme d'action, en rechercha les exécuteurs. Une nature de soldat, brusque, hautaine, un air de supériorité, presque de domination, et, au fond, beaucoup de simplicité, de naïveté même; nature droite, militaire très capable, et cependant intelligence médiocre, cœur aussi facile à émouvoir et entraîner, qu'à s'embrouiller parmi les intrigues des autres, cet homme exerça une influence énorme sur les esprit des soldats et devint un véritable chef dans la détresse. Il avait en lui l'esprit pur d'autoritarisme, élevé à une école comme était celle des cadres formés par Napoléon, commandés par Constantin. De la persévérance plutôt que de la volonté, de l'ambition plutôt que de la grandeur, on voit aux destinées de cet homme, souvent tragique dans ses espérances, plus souvent encore comique dans ses luttes politiques ainsi que dans ses intrigues, toute la destinée, toute l'œuvre de décomposition qui désormais impitoyablement, lentement mais sans cesse devait ronger, détruire le beau corps de l'armée polonaise.

Bem se perdit parmi les intrigues de Paris.[1]) Il croyait

---

[1]) Le gén. Bem, v. pour les sources p. 149, note; distingué dernièrement au siège de Varsovie, v. sa description de ce siège dans la ***Augsburger** Allg. Ztg.* octobre 1831; organisateur remarquable, courageux

pour l'affaire des légions à une aide impossible, celle du gouvernement français; il négligea les autres, il offensa, brusqua les gens, repoussa des offres précieuses. Seul, il fut découragé, sa grande action sombra dans les petits moyens. Il laissa son œuvre compromise, inachevée, à d'autres: ce furent encore des personnes qui, sans aucune possibilité d'action collective, ne purent rien faire: et c'est aux délégués étrangers, aux officiers subalternes, qu'on abandonna toute la besogne. A partir de la fin de décembre la surveillance prussienne redoubla. Les lettres de Bem, les déclarations du Comité National, mais plus qu'autre chose l'enthousiasme spontané en Allemagne pour la cause polonaise augmentaient les craintes de ce gouvernement. C'est en vain que le général Bem avec son adresse maladroite, fit courir un bruit faux sur des Polonais envoyés en Algérie, bruit répandu, disait-il, afin de tranquilliser la Prusse. Il ne manqua pas au gouvernement

et intrépide: aux derniers moments à Płock, il fut acclamé par l'armée pour le généralat en chef. Il proposa le premier la marche en France, le gén. Pellet ayant répondu aux premiers jours de novembre à des ouvertures émanant de lui. Il arriva à Paris dans les premiers jours de janvier, porteur d'une recommandation spéciale, faite à Dresde, le 25 déc., et adressée au gén. Kniaziewicz. Il tomba immédiatement sous l'influence absolue des diplomates de Paris. M. P. à Czartoryski, le 6 janv.: «le gén. Bem n'a point reconnu le Comité; il a déclaré à Kniaziewicz au nom de l'armée polonaise que celle-ci désire se mettre sous sa protection... il croit pouvoir compter sur plus de 10 mille hommes qui auront le courage d'entreprendre cet exode unique dans l'histoire...»; la correspondance scandaleuse (6 janv., rép. 8 janv.) avec le K. N., imprimée dans le Compte rendu de celui-ci, p. 52 sqq., v. la lettre de K. Mochnacki à ses parents, 20 janv. 1832; M. P. au Pr. Czartoryski, 16 janvier; Bem au C. C., 12 janv. (M. P.; 10 janv., proclamation du gén. Bem aux Allemands: «...les Polonais (vont) chercher sous un ciel plus favorable la triste consolation de pouvoir sans crainte et sans honte pleurer la Pologne abattue et rêver sa renaissance...»; *List obywatela Adama Gurowskiego do Generała Bem.* Paris, 5 janvier (procl.); Bem repartit le 13 janvier M. P. à Czartoryski, 13 janvier).

prussien des assurances beaucoup plus sérieuses dans le même sens: celles-là venaient directement du Ministère de Paris. Les cours de l'Europe et toutes les réactions réunies s'accommodaient déjà, tant bien que mal avec les Orléans, elles étaient pleines de déférence et de respect pour la réaction en France, elles croyaient à sa bonne volonté: mais elles craignaient encore, elles craignaient toujours, ainsi que des arbres courbés déjà sous l'avanlache à venir, ainsi que des bêtes accroupies sous le tonnerre qui arrive, elles craignaient les révolutions, ou plus encore, *la Révolution*, celle de France.

L'espérance des plus braves et des plus décidés fut ainsi trompée; les trois quarts de l'émigration furent formés d'officiers, élement dans beaucoup de cas plus débile. moins résistant, plus désorganisé par la défaite, moins apte à former des cadres nouveaux. Au lieu des quinze mille hommes qui avaient tenu en Prusse pendant tout le mois de janvier, au lieu des douze mille qu'attendait le général Bem, il ne vint que trois à quatre mille Polonais en France. Encore les derniers mille avaient-ils attendu une année entière, contraints aux travaux forcés en Prusse, et peu s'en fallut qu'ils ne fussent, en France, incorporés à la légion étrangère d'Algérie. Le reste, six à huit mille hommes. officiers ou soldats, suivirent en colonnes, ou par petits pelotons, de dix jusqu'à cent cinquante hommes, la longue route de la Prusse orientale jusqu'à Metz ou Strasbourg. Des ovations immenses, une acclamation continue, un long, retentissement profond dans tous les cœurs et qui dura des années entières, accompagna les Polonais sur les chemins de leur exil à travers toute l'Allemagne. Tristes débris d'un passé, ils étaient les semeurs de l'avenir. L'exode dura à partir du milieu de janvier jusqu'à la fin de l'automne. Et encore, et toujours, en 1833, 1834 vinrent des solitaires, des perdus, ceux qui avaient pu échapper aux carrières de la Sibé-

rie, aux neiges éternelles des déserts, à la grande cérémonie des verges ou de l'échafaud. [1]

Et quand cette mêlée d'hommes croyants et malheureux traversait en fête et en triomphe les villes d'Allemagne, quelles étaient les intentions vraies du gouvernement français? Allait-il libérer ce troupeau d'esclaves?

---

[1] Bem à la M. P., Strasbourg, 16 janv., Frankfurt, 18 et 20 janv.: il y dénonce toute l'action du Comité ou de ses délégués, il exige l'envoi des délegués par le gouvernement; *ordre* du jour du général Bem, 20 janv. 1832, Francfort; il ordonne à deux off. de remplir dorénavant les fonctions de delégués à Strasbourg. Col. Janowicz au lieut. Col. Matusewicz, Elbing, le 21 déc. 1831, reçu à Bruxelles le 18 janv. K. N.: «...peu avant moi ont eu l'idée de ne plus retourner. Il est sûr qu'il vous faut des soldats plutôt que des officiers. Le zèle de Bem fit qu'on lui enjoignit, à la russe, de partir dans les 24 heures: on me fit la même injnoction, j'ai trouvé des prétextes... Tu ne peux point t'imaginer quelles canailles... des hommes qui désirant de tout leur coeur servir le despotisme veulent paraître libéraux... et encore exécuteurs les plus scrupuleux, tout comme en Sibérie. Ils ne font rien par la violence, mais tout par la ruse, par la faim, par des injonctions, des menaces... Cependant l'entêtement, la haine et le caractère résistant de nos soldats, nonobstant la faiblesse et la lâcheté des officiers, ont été plus puissants que tous les moyens de persécution... Ils les ont séparés des officiers croyant qu'ils en feront alors ce qu'ils voudraient, mais justement ils se sont trompés... ou bien on les prendra par force, ou on devra leur donner des passeports... Rien de plus vil que les déclarations des officiers; hormis ma brigade et l'artillerie, dont un cinquième seulement rentre, dans tous les autres quelques off. seulement partent, tout le reste rentre au pays; cependant, dans l'infanterie, un tiers des off. et de soldats vont en France. Si tout le monde inscrit voulait y aller, nous aurions dix mille hommes, ainsi il n'y en aura que deux à quatre mais ce sera l'élite.....» Gadon l. c., I, 46—95, il y a aussi des notices, mais très incomplètes sur l'énorme Polenliteratur de l'an 1832, qui suivit le passage des Polonais. *Nouvelles de Pologne*, juillet 1832 (broch.). Malheureusement, aux archives de la M. P. qui correspondait cependant avec Bem il n'y a aucun compte de fait, pas même sur les colonnes qui arrivaient en France. Ici comme ailleurs nous sommes contraints de nous contenter, jusqu'à l'ouverture des archives de France et de Prusse, de suppositions plus ou moins inexactes.

Quel était son plan polonais et son intention vraie sur le projet des Légions polonaises? Il était le principal intéressé. Son action est pleine de doutes et de réticences. Elle est très difficile à suivre. Elle est indistincte et, à ce qu'il nous paraît, embrouillée à dessein. Une chose est cependant certaine: le gouvernement français ne veut point de légion polonaise et s'il en établit une, ce ne sera qu'en qualité de légion étrangère, et en Algérie. Mais ce gouvernement a à compter avec sa situation intérieure: en dévoilant son plan, il sait bien qu'il va provoquer l'indignation de l'immense majorité des Polonais, et, avec elle, toutes les rages de la révolution en France: par conséquent, il ne dira que des choses ambiguës; cependant, et d'autant plus, il doit compter avec ses «alliés» et s'expliquer devant eux: ainsi, des assurances formelles sur le non-établissement des légions polonaises sont données aux gouvernements de Prusse et d'Autriche. Cependant, et en même temps, on accueille les Polonais, on leur parle, et il y a deux sortes différentes de ces discours: les uns, officiels, sont bien pesés et ne promettent rien, mais le projet sur l'Algérie n'y apparaît jamais; les autres sont des paroles officieuses, des gestes significatifs, des mots qui disent plus qu'ils ne signifient, des sympathies hautement annoncées du duc d'Orléans, des membres du haut état-major.[1]) Cependant, à ces deux intentions semble

[1]) Sur la politique de la France envers le projet de légion nous n'avons eu que des renseignements incomplets. Dans la question des assurances données par le gouvernement de Casimir Périer, nous avons conclu à leur existence sur des preuves indirectes; par exemple certain embarras avec lequel on parle aux Polonais, l'emploi des sommes envoyées en Prusse, enfin la politique de la Prusse elle-même, jusqu'aux célèbres déportations des Polonais à l'île d'Aix, montrent un certain rapprochement de vue des deux puissances. De même, les tiraillements de la France entre la Russie et l'Angleterre lui faisaient désirer une certaine garantie du côté des puissances du centre. Cette garantie, on la donnait volontiers, et pour rien, au frais des Polonais pour éviter de la donner

s'en ajouter une troisième, si ce n'est un plan: des généraux, d'anciens chefs napoléoniens, montrent ouvertement un désir fougueux d'aller en guerre; il semblent croire à ce qu'ils désirent. Il paraît que, parmi ceux-là, se trouvent des gens qui sont, au fond de leurs cœurs, hommes de la légende: il y a un transport qui les anime, il y a une espérance qui les unit: nous les voyons assurer hautement des officiers polonais de la création certaine des légions; nous les apercevons, pleurant d'attendrissement à la vue de l'étendard polonais déployé sur la frontière de France, à la reception d'anciens camarades d'armes, débris des anciennes guerres; nous les voyons encore, chefs ou amis, protecteurs dans les dépôts, pleins de promesses pour des camarades futurs. Y a-t-il eu une conspiration militaire proprement dite dans ces premiers temps de la

---

sur le Rhin. 16 décembre: conférence de Kniaziewicz avec Casimir Périer, Annexe N° 2; 9 janv. Mirski à la M. P. «Le Président du Conseil a dit au Palatin Mirski: qu'il était attaché aux Polonais, qu'il ne doutait pas qu'avec le raffermissement de la force morale de la France on ne pût trouver une occasion favorable aux intérêts de la nationalité polonaise, qu'il sera bientôt en mesure de s'occuper franchement et ostensiblement des affaires personnelles des Polonais; qu'aucun militaire polonais ne sera constraint à un service actif, ni d'autant moins à une expédition extra-européenne; qu'il était convaincu qu'on ne saurait défendre la cause de la liberté autrement qu'en prouvant par l'exemple que cette liberté n'est pas en opposition avec la prospérité de la société, et qu'au contraire elle lui est utile et avantageuse, puisqu'il est de son essence de se soummettre à la Loi, votée par la majorité pour le bien de tous, qu'il espérait que les Polonais arrivant en France sauraient par leur conduite faire respecter la sainteté de la cause de leur Patrie et de celle de la liberté en général, et qu'ils éviteraient de prendre part aux troubles et aux désordres que l'on suscite parmi nous...»; 10 janvier 1832, audience de gén. Bem chez le Prince d'Orleans M. P.; 11 janv., lettre du même au Prince, il demande l'intervention contre la Prusse, et une intervention financière, quoique indirecte, pour les soldats arrivant en France. Réception des Polonais à Metz, v. Annexe N° 5; Podczaszyński au K. N., 25 janv., transmet les assurances du général de Division Delort sur l'affaire des Légions.

monarchie de Juillet? — nous ne saurions l'affirmer; et cependant, il y eut des discours, des entretiens, des encouragements, des manifestations même qui n'y ressemblent que trop. C'était le temps où les généraux français, Langermann et Ramorino arrivèrent à Paris: on les fêta, on fit des démonstrations bruyantes; surtout le dernier fut entouré; des propositions furent échangées, on forma des plans hardis. Cet homme, hableur borné et lâche, se borna à de grands mots pour se faire fort aux yeux des Polonais. Il ruina les projets en en parlant trop. Bientôt, on n'en parla plus.[1])

[1]) Sur les propositions faites à Ramorin v. Annexe N° 6; il y a bien sûr, beaucoup de vantardise voulue de la part de Ramorino, cependant le fait ne pouvait être faux sans que la légation de Paris en eût eu vent; conflit entre Czartoryski et la M. P. sur la question de Ramorino: M. P. au Prince, 16 déc.: »Ramorino arriva ici hier...»; le même, 6 janv. sur les deux banquets offerts à R.; 2 janvier 1832, Czartoryski à Ramorino: «...Nous avons souhaité d'établir un Comité de généraux dont vous feriez partie et qui s'occuperait à donner un but utile à notre émigration militaire. Mais nous ne savons pas où se trouvent les principaux collègues»; M. P. au Prince, 27 janvier 1832: «Nous avons lu la copie de la lettre au gén. Ramorino et malgré tout ce que Vous nous dites nous croyons faire mieux de ne point la rendre. Ce général s'est trop ouvertement compromis, on en a trop parlé. Il s'est fait par trop, pour ainsi dire, l'étendard de toute la meute, pour que V. A. puisse entrer avec lui en relations directes. Nous donnons ici la copie d'une lettre lithographiée sur lui et sur Langermann, qu'on suppose écrite par un aide-de-camp du Prince d'Orléans. Nous souffrons de cet évènement, il est bien dommage que ces deux militaires se soient ôté l'occasion de nous être maintenant utiles, mais il en est ainsi et nous croyons qu'il est mieux de ne pas rendre la lettre. Działyński qui demeure avec Ramorino, parle sans cesse des émeutes, il est très imprudent, il lit des proclamations inflammatoires aux femmes, il dit qu'il va lutter bientôt. Le Docteur Desnois dit qu'il lui semble avoir un grain de folie. Nous l'avons voulu expédier chez V. A. ou en Galicie, mais il veut rester... Le gouvernement est en général très mécontent des Polonais; on dit qu'il est en possesion de preuves sur la part qu'ils prennent à des complots contre le gouvernement; nous n'en serions pas étonnés...» Pamphlet lithographié contre Ramorino, Paris, 11 jan.:

Les diplomates polonais ne firent rien en vue de trancher ou d'éclaicir le dilemme. Pendant que l'honneur, les destinées, la vie de milliers d'hommes dépendaient de la parole des ceux qui gouvernaient la France, les seuls Polonais qui avaient accès auprès d'eux se contentaient de tergiversations et de phrases. Et cependant ces diplomates eurent pendant la guerre de 1831 l'occasion d'apprendre à connaître ces manières et de les juger à leur valeur vraie. Maintenant, et malgré leur abdication précipitée, il fallait bien, dans l'intéret des Polonais, que quelqu'un les représentât auprès du gouvernement français, et ce fut aussi une nécessité pour ce dernier, afin de régler les affaires pendantes, de retenir le flot débordant de Polonais, des metre un peu d'ordre dans leur exode tumultueux, et aussi pour influencer au moins indirectement les exaltés les détourner des révolutionnaires de France. De cette nécessité, après l'abdication de la Mission, pouvait suivre l'établissement d'une représentation polonaise en règle: cette représentation aurait, pour tous les Polonais émigrés, revêtu immédiatement le caractère d'un gouvernement provisoire. Le gouvernement français, très adroitement, élimina la question: il ne voulut point connaître les Polonais à titre de corps constitué; par suite, il n'accepta aucune sorte de centralisation parmi les émigrés: ni réactionnaire, ni révolutionnaire, ni Co-

---

un garde National de la 2me Légion; «Ramorino, Gênois, entré au service, 1809, fit quatre compagnes comme officier subalterne. En 1814 Gênes ayant été séparée de la France, Mr. R. alors chef d'Escadron d'Etat major, renonça à la qualité de Français, pour entrer au service du Roi de Sardaigne qu'il quitta quelque temps après. Depuis, il a habité successivement plusieurs Etats de l'Europe. Puis il forma à Paris divers établissements de commerce, enfin, le 28 juillet 1829, il fut déclaré en faillite. Son actif était de 19691 fr., et son passif de 129,926 fr. Ce fut dans cette circonstance qu'il se rendit en Pologne avec le titre du Colonel...» La lettre de Czartoryski à Ramorino fut deux fois renvoyée au Prince.

mité des généraux, ni Comité national. Il préféra se tenir à des usages, à des formes diplomatiques, bien que dépourvues de sens et de valeur; il entretint des relations avec Kniaziewicz et Plater: c'est qu'il connaissait ses hommes: il savait bien qu'ils ne seraient pas en état de tirer profit de cette étrange situation. Le prince Czartoryski y voyait mieux: dans la première conférence avec Casimir Périer, ce qui lui parut important ce fut la conclusion: l'annonce des relations suivies. Mais les diplomates à Paris ne comprirent rien. Ils n'acceptèrent point ce rôle de haut, ils n'y attachèrent aucune pensée plus large d'une représentation ou d'un Etat-major polonais. Ils firent tout «personnellement», sans caractère officiel, ni courage: ils ne posèrent pas une seule question nette au gouvernement. Et lorsque Casimir Périer leur disait assez clairement: Lafayette vous a fait du mal, il a de singulières prétentions, il a voulu accorder le droit de cité à tous les Polonais, il a voulu que nous formions des légions polonaises; et lorsqu'il appelait Kniaziewicz à reconnaître que cela n'avait aucun sens, n'aurait servi à rien qu'à compromettre la France, celui-ci lui présentait timidement la demande. non plus d'une légion, mais du... service et de l'asile pour ses compatriotes, à quoi le président du Conseil répondait en s'emportant contre ce Lafayette qui rêve! Ainsi le même Kniaziewicz qui avait fait autrefois mille difficultés diplomatiques au gouvernement d'action et de guerre en 1801, n'en fit aucune au gouvernement de ruses et de tergiversations en 1832. Le même homme qui avait rejeté en 1802, la possibilité et l'utilité d'une guerre européenne, y rêvait maintenant: ce ne sera que la guerre qui établira la force de la nouvella dynastie.[1]) Les diplomates polonais crai-

---

[1]) Czartoryski à la M. P., Londres, 30 décembre 1831; difficultés à reconnaitre les Comités Polonais: audience manquée de Niemojowski et de Morawski, manifestation échouée des généraux en

gnaient la révolution, et ce fut le seul point où ils s'entendirent et dont ils discoururent longuement avec les hommes officieux français. C'est-à-dire qu'ils n'essayèrent même pas d'utiliser ce mouvement pour le profit de la Pologne; s'il se déclarait quelque part, ils craient plus haut que tous les autres: au feu! et s'en retournaient vite chez eux, par précaution. Ils quittèrent ainsi précipitamment le général Ramorino, non point parce qu'il avait trahi, par sa faiblesse ou par sa lâcheté, l'armée de Pologne, mais à cause de ce qu'il faisait mine de s'associer aux révolutionnaires de France. Leur comité de généraux se dissolvait avant d'avoir été formé: Skrzynecki et Rybiński temporisaient: Pac et Sołtyk étaient unis aux hommes du Comité. Entre temps, les diplomates déclarèrent hautement ne pas reconnaître et n'avoir aucune sorte de relations avec ce dernier. C'est après avoir ainsi brisé tout lien avec la majorité des Polonais, après avoir fermé toutes les avenues sur lesquelles une action polonaise était possible, que ce petit monde se reconnut être le centre exact de tout le monde et de tout l'espoir. Sur cette petite scène arriva un jour inopinément le soldat, l'homme d'action, le cyclope naïf, Bem: il bouleversa la maison de fond en comble, il fut déconcerté par la richesse des combinaisons; très vite, il s'embrouilla, se perdit, ne fut plut qu'un moyen d'intrigue de plus. Cependant, il crut à tous ceux qui, volontairement ou non, affirmaient

---

avril 1832. Conférence de Kniaziewicz avec Casimir Périer. Annexe N° 2. M. P. au Pr. Czartoryski, 6 janvier: «Il est difficile de croire à une révolution grande et décisive, mais on ne peut ne pas craindre des désordres et des émeutes, parce que le mécontentement est grand; peut-être le gouvernement français viendra-t-il à reconnaître que seule une guerre serait le moyen d'établir la puissance de de la nouvelle dynastie», cependant ce ne serait naturellement pas une guerre avec toute l'Europe, il faudrait tout d'abord chercher à désunir les trois puissances copartageantes de la Pologne, autrement le résultat serait manqué, etc.

aux Polonais que la légion ressusciterait; il avait foi aux militaires, à une parole d'honneur. Il croyait aux ministres, à une parole de force. Il laissait tout le reste, où il ne comprit jamais rien, aux diplomates. Il était soldat, voulait rester soldat, et il crut aux légions; désormais, il ira, imperturbable, parmi toutes les déceptions, tous les décomptes, simple et égaré. Symbole, image d'une armée passée: homme d'action qui ne pourra jamais devenir homme d'idées.[1])

C'est en ce temps même que la Comité de Lelewel appelait les Polonais à la conscience des fautes, montrait les gouvernements pleins de mauvaises volontés et les peuples pleins d'espérances. Cette action fut couronnée par l'adresse à la chambre des députés (29 janvier 1832) avec la demande populaire nettement exprimée: légions nationales polonaises, couleurs nationales, ordre et commandement en polonais: l'inaction de l'ancienne Mission de Paris, son caractère faible et flottant, son manque de tout renseignement sur les destinées polonaises, étaient le secret de Polichinelle à Paris; le secret des cabinets ne réussissant point, on posa la question publiquement, suivant le précepte donné en décembre par Mochnacki: on fut net, ouvert et impudent. D'autre part, on connut, par les sphères politiques françaises, les secrets du gouvernement et les projets de légion étrangère. On fit le coup: Lafayette,

---

[1]) M. P. à Czartoryski, le 16 déc. «Pac est bien avec le Comité...»; le même, 6 janv. 1832: «nous ne perdons pas de vue la création du Comité Général... la difficulté est dans le manque de nouvelles de Skrzynecki et Rybiński...»; dans la même lettre reconnaissance de Kniaziewicz comme chef de l'entreprise, par Bem, Kruszewski et Pruszyński; encore à la fin de novembre (M. P., 24 nov.) arrivèrent à Paris le colonel Zabiełło et le major Horayn, envoyés par les généraux Skrzynecki et Rybiński: cependant, rien d'essentiel ne fut communiqué.

à propos de l'adresse du Comité, demanda et obtint un démenti formel du Président des ministres [1]).

Il n'en fallut pas plus à ce gouvernement, composé d'hommes faux et médiocres, pour avoir un prétexte à déclarer sa politique. En vérité, le régime, la dynastie s'établissaient, non au moyen d'une guerre à l'étranger, mais tout simplement par une politique de compromis et d'intérêts. Le gouvernement devenu plus fort ne craignit plus désormais de parler sincèrement aux Polonais. Foudres et menaces furent lancées sur les têtes des émigrés, tout étonnés, ébahis par ce changement d'humeur qui apportait, à ce qu'il parut, un changement de principes. Foudres et

---

[1]) Pétition du K. N. à la Chambre des députés, 29 janv. 1832, Compte rendu du K. N., p. 48 sqq.: «...Le roi et la chambre des députés ont reconnu et assuré l'existence de la nation polonaise. Plein de confiance, le militaire polonais..... arrivait en France; il pensait que sur ce sol il allait rester, non pas comme étranger, mais comme Polonais... Il reçoit l'ordre d'aller à Avignon où il doit entrer dans la légion étrangère qui ira subjuguer l'Afrique, ce qui ne s'accorde point avec sa nationalité: cette nationalité a la conscience profondément sentie que son sang doit être gardé non pas pour acquérir, mais pour délivrer... 4° qu'il soit formé des légions polonaises de toute arme. Sous ce nom qui va exprimer la conservation de la nationalité, dans un service fait en langue polonaise, sous les étandards de la Patrie, les Polonais iront à la suite des drapeaux français partout où il y aura à lutter pour la liberté et la cause des peuples.» V. les écrits cités de Bem; lettre de Bem au gén. Lafayette, Altenbourg 23 févr. 1831, C. r. du K. N. du 15 avril, p. 97 sq., elle fut publiée d'abord dans une copie que Bem montrait aux off. polonais; dans la Augsburger Allg. Ztg. Bem disait: «Pour former des légions il faut avoir des soldats. Or, jusqu'ici il n'y en France que des officiers; et les s. off. et soldats sont aux mains meurtrières de la Prusse qui les assassine et les assassinera encore si elle a vent du projet des légions...» Le gouvernement prussien en «avait eu vent» beaucoup plus tôt. Mais une confirmation telle que celle de la lettre de Bem lui fut bien précieuse. Aussi Bem fut-il alarmé de cette publication inoportune et démentit la lettre, comme étant une copie inexacte; la copie qui arriva aux mains de Lelewel, lui fut transmise par le délégué Zaleski de Strasbourg.

menaces furent lancées à leur tour par les diplomates contre le Comité. Libre carrière fut donnée aux bonnes volontés contre la révolution. La Mission, disait-on, n'avait rien fait, rien obtenu. Erreur; c'était le Comité qui n'avait laissé rien faire. La Prusse avait la fait chasse aux soldats polonais, dans la seconde moitié de janvier; mais c'était la proclamation du Comité du 29 de ce mois qui l'avait provoquée. Le gouvernement français se mettra à persécuter les exilés! c'était encore et seulement la faute du Comité, puisque son action n'avait pas été légale. Tous les torts de sa propre légalité étroite, toutes les possibilités inaccomplies d'une action en règle, on les mettait sur la tête des autres. Lorsque les hommes du gouvernement français récriminaient contre les radicaux polonais, répétant ce que leur disaient les diplomates depuis un mois, c'était encore la faute aux révolutionnaires dont l'action était la cause unique des mesures coercitives du gouvernement. Et, par surcroit de zèle, on les accusa bientôt de briser ou d'empêcher l'unité nationale de l'émigration, cette unité même qu'avaient rompue les diplomates et les conservateurs en accueillant les révolutionnaires polonais par l'invective, en ne voulant pas reconnaître une institution créée par eux et où les aristocrates ne gouvernaient plus, en les dénoncant aux gouvernements et à leurs polices, en faisant sombrer du côté polonais l'oeuvre légionnaire pour y avoir semé dès le début la discorde intestine.

Cependant, l'Emigration allait établissant sa demeure et se constituant sur le sol de la France. D'abord tout ce monde, civil ou militaire, voulut être à Paris. C'était le voeu général, même parmi les soldats qui en traversant l'Allemagne qui les fêtait, l'Allemagne toute en fleur de la liberté future, étaient devenus des politiciens révolutionnaires. L'oeuvre de décomposition, l'oeuvre du club dans l'armée, faisait son chemin. D'où venait cet euthousiasme qui faisait battre les coeurs, d'où ces espérances qui relevaient les esprits abattus? D'où arrivaient-elles jusqu'aux petites

villes gothiques de l'Allemagne si ce n'était de Paris, âme de l'univers nouveau, centre générateur des idées? L'enthousiasme, la fraternité parmi lesquelles on passait n'étaient que le chemin qui menait vers Paris. Ce mouvement d'esprit, cette puissance nouvelle dans les coeurs débordés de tristesse, inassouvis de joies futures, resta comme la marque distinctive, la pierre de touche des émigrés. Ils portèrent en eux, partout, l'enthousiasme pur: et ce fut là, avec la pensée, le grand principe générateur d'une démocratie révolutionnaire.

Jusqu'au milieu du mois de janvier 1832 les émigrés n'entrent en France qu'individuellement. Pendant les trois mois qui suivirent le moment où l'ordre fut donné aux militaires polonais de s'assembler à Avignon, cent dix officiers y arrivèrent: à la fin de janvier il n'y en avait encore que quatre vingts, les délégués des comités conseillant à tout le monde à la frontière, d'aller plutôt à Paris. Mais il ne fallait pas même des conseils: tous voulaient s'y acheminer, bien que le gouvernement y mit toute sorte d'obstacles: sa première instruction était: ceux qui veulent recevoir l'aide du gouvernement, iront en province; la seconde instruction, plus explicite, ne permettait à personne d'aller à Paris. Cependant, plusieurs avaient vaincu toutes les difficultés et triomphé de toutes les surveillances. Le gouvernement payait le prix des voyages en province; c'étaient les comités des lieux-frontières qui supportait les frais du transport pour Paris. Le gouvernement donnait des appointements journaliers en province; c'était le comité central de Paris qui se chargeait de l'entretien des exilés arrivés dans cette ville. C'est la France elle-même, toute la France démocratique et populaire qui ouvrait largement ses portes, qui offrait son hospitalité aux Polonais. D'ailleurs, fallait-il accepter l'offre du gouvernement? fallait-il se mettre à ses gages? qu'y avait-il à attendre de lui? quelles seraient les forces et quels les moyens du peuple, des révolutionnaires? Il semblait que

la terre tremblât sous les pas de ceux qui portaient témoignage des malheurs des peuples: cette terre, n'allait-elle pas bientôt engloutir tous ceux qui avaient laissé assassiner la Pologne? Et si le gouvernement subsistait malgré tout, qu'allait-on faire à Avignon? Bien avant l'arrivée aux frontières, des rumeurs sourdes s'étaient propagées sur des expéditions africaines. Quel est le but du gouvernement en faisant passer les Polonais à Avignon? demandait Lelewel à Kniaziewicz; et tout le monde tournait le regard vers cette incertitude poignante. Les journaux parlaient déjà d'Algérie, et l'on voyait une provocation dans la façon d'expédier les Polonais dans le midi royaliste de la France[1]); c'était à la Mission

---

[1]) M. P. à Niemcewicz, 8 nov.: Ordres du gouvernement: les Polonais civils libres de choisir leur demeure, hors de Paris; les militaires avec direction sur Avignon; Tarszeński au C. C., 30 nov.: suivant les ordres les militaires sont dirigés sur Avignon, les civils sur Châteauroux, Bordeaux ou autre ville de province; Podczaszyński au C. C., Metz, 2 déc.: Le gouvernement défend à tout réfugié d'aller à Paris; la même information dans les rapports de Zalewski (Strasbourg; K. N.). C. r. du K. N., 9 février, p. 9: «le gouvernement faisant emploi des sommes nationales... exige des militaires qu'ils aillent à Avignon où les habitants se montrent malveillants pour notre cause; les civils sont invités d'aller à Châteauroux où on leur ôte tout moyen d'occupation profitable. Après beaucoup d'efforts on a pu à peine obtenir l'assurance donnée par le ministère au préfet du département de la Moselle, qu'on laissera certains Polonais sur une présentation spéciale, demeurer non loin de Paris; ici, à Paris, on va délivrer des passeports pour la province, même à ceux qui ne se servent pas de l'aide offerte par le gouvernement»; sur les bruits d'un ordre pour faire partir tous les Polonais de Paris, v. lettre de K. Mochnacki, 15 janv.; sur les projets d'Algérie, C. r. du K. N. p. 63; *Courrier français*, 2 octobre, le même 11 novembre: «On assure que l'intention du ministère est de diriger les réfugiés Polonais sur le midi de la France, et d'en former un dépôt à Avignon; on les écarterait ainsi de Paris et de villes du nord, où leur présence parait devoir exciter à un haut degré les craintes du gouvernement. Le Maréchal Soult qui témoignait une assez vive sympathie pour

de Paris de savoir pourquoi, dans quel but les Polonais devaient s'y rendre; c'était à elle de décider, en connaissance de cause, si l'on devait prendre l'aide du gouvernement en argent comptant; mais cet oracle impassible se taisait. Des hommes forts, aux heures de danger national, prennent d'eux-mêmes la direction; ici ces hommes avaient la direction en leurs mains. Sur un mot, sur un geste ordonnant l'action, tout ce monde si divisé en théories, eût obéi d'instinct, eût tout exécuté sur place. Le mot de l'oracle n'arrivant point, on alla l'attendre, à Paris: on y regarda les visages des chefs de tous ces hommes depuis Kniaziewicz jusqu'à Lelewel, et de celui-ci

---

ces braves soldats et songeait à adoucir, autant que possible, leurs glorieuses misères, aura cédé cette fois comme tant d'autres aux exigences de Mr. Casimir Périer, et l'éternel exil d'Alger est toute l'hospitalité qu'on leur prépare. Les Polonais que le sort des armes a jetés sur notre territoire espéraient trouver dans la sympathie du peuple français un adoucissement à leur douleur. Nulle part ce sentiment ne sera moins vif que parmi les populations du Midi, dans ces villes encore sourdement agitées par le fanatisme de 1815, et où d'autres étrangers subirent alors tant de haines et de fureurs. Ainsi la générosité du pouvoir a choisi cet asile entre tous; là on les tiendra isolés des chefs de leur nation, de leurs généraux, de leurs députés, de tout ce qui aurait pu leur rappeler leur Patrie. On les organisera en silence, on les perdra dans les cadres de la légion Etrangère, et ils mourront obscurs et oubliés sur le sol brûlant de l'Afrique. Voilà ce que leur offre la tendresse du Ministère et c'est en cette misérable charité que se résume toute la pitié dont il a fait si longtemps parade à la tribune. Mais alors la Pologne était encore debout; aujourd'hui, c'en est fait de sa fortune. Tant pis pour ceux qui ont survécu à dix mois de batailles: la France n'a pas même un tombeau à leur donner.» *Le National*, 7 décembre, article contre les ordres du gouvernement interdisant l'entrée de Paris aux réfugiés Polonais. Tout ceci expliquait aussi bien la pétition du 29 janv., que la demande adressée par Lelewel au gén. Kniaziewicz: «quelles sont les bases et les raisons de l'envoi des Polonais à Avignon, qu'est ce que le gouvernement se propose d'y faire avec nous? Cette lettre resta sans aucune réponse..» C. r. du K. N. du 5 février, p. 15 sq.

jusqu'à Pułaski, Krempowiecki: pâles, flétris, impuissants. On voyait cette ville de Paris, affairée, insouciante et sensible, parfois morne sous les lourdes vapeurs de l'hiver — et parfois claire, tremblante d'orages de demain, toujours immense, mystérieuse et inconnue. On regardait les gouffres effroyables de l'avenir, et l'homme simple, le paysan, le rêveur des steppes ou le solitaire des marais de Lithuanie, se sentait pris au piège, entraîné dans le mouvement continu. Le nombre des Polonais à Paris monta dans les premiers mois de 1832 à trois cents, puis, dans le courant de l'année, jusqu'à huit cents. Cependant déja, vers le milieu de février, les émigrés commencèrent à arriver en France en colonnes, au nombre de plus de cent hommes, conduites par des chefs désignés par chacune d'elles, mais reconnaissant toutes comme chef suprème le général Bem. Celui-ci leur avait déjà ordonné d'aller, yeux fermés, là où les conduirait l'ordre du gouvernement. Dans les rangs régnait une naïveté, une simplicité d'esprit et d'intention pareille à celle du général Bem; comme lui, personne ne s'y rendait compte de la situation, du caractère des aspirations du gouvernement en France; personne ne savait rien sur les partis, si ce n'étaient de vagues notions sur les fauteurs de la démagogie et des commérages qui avaient perdu la Pologne. On récriminait contre le manque de chefs, on se souvenait des détresses passées, des défaites et des discussions où quelqu'un avait eu tort; tout cela très embrouillé et dominé par une seule chose: la volonté d'action, le désir et la volonté de rétablir la Pologne. Pour toute science et conscience, il suffisait aux soldats de savoir qu'ils allaient sur les traces où avaient passé de victoire en victoire leur pères ou leurs camarades d'armes plus âgés, et qu'ils reformeraient, ressusciteraient en arrivant dans la bonne et belle France la Légion Polonaise sous les aigles blancs[1]. Déjà, en janvier,

[1] La M. P. à Casimir Perier, le 27 décembre 1831: demande les

un deuxième dépôt militaire fut établi à Besançon. En Avril, les deux dépôts d'Avignon et de Besançon furent remplis. On en forma de nouveaux, à Bourges, au Puy, ensuite, pendant l'année 1832, à Poitiers, à Salins, à Lons-le-Saulnier. D'autres groupements de Polonais, moins importants, se réunirent à Lyon, à Montpellier, à Rochefort, à Bordeaux, à Toulon, à Auxerre. Il y en eut déjà dans ce premier temps qui cherchèrent asile en Angleterre. Au commencement d'avril l'émigration pouvait compter en France de six à sept mille hommes. Avignon venait en tête avec mille cinq cents, ensuite Besançon et Châteauroux qui comptaient chacun jusqu'à mille hommes [1].

---

sommes nécessaires au transport des off. et des soldats, demande d'audience M. P. au Ml. Soult, 7 janv.: Kruszewski col. de cavalerie et Pruszyński d'artillerie proposés avec le col. Skibicki (de Bolivie) pour commander le dépôt d'Avignon, lettre non expédiée; autre lettre du 9 propose au Ml. de nommer le col Potulicki, les majors Koromański et Bobowski; 11 janv., Ordre du Min. de la Guerre au Comte Potulicki, à Koromański et Bobowski de se rendre à Avignon «où ils seront sous les ordres du Commandant du Dépôt des Militaires Polonais pour y être employés au classement de ces militaires et à l'organisation en bataillons qui pourra en être faite pour la Légion étrangère...» Conférence du Gl. Kniaziewicz avec le Ml. Soult, 2 janvier, v. Annexe N° 7; Conférence du Gl. Kniaziewicz avec le Ml. Soult, du 25 janv.. V. Annexe N° 8, audience de Kniaziewicz chez Casimir Périer, 5 février; audience du Gl. Kniaziewicz chez le prince d'Orléans, 8 février; conférence avec le Ml. Soult, 10 février; Conférence du Cte Plater avec Casimir Périer, proposition sur la représentation des Polonais, 10 mars; lettre de Kniaziewicz et de Umiński à Casimir Périer, 13 mars sur la même objet; v. le texte, incomplet, chez Gadon, I, I. 160—167. Le même, t. II, p. 34 sqq. M. P. à Czartoryski, le 6 janvier, les Polonais militaires arrivent à Paris, le R. N. perd ses influences; Le K. N. à Kniaziewicz (M. P.), le 7 janv., fait part que le Comité de Metz ajoute à chaque Polonais allant à Avignon 50 fr.; correspondance du K. N. avec Podczaszyński et Zalewski.

[1] Chiffre des Polonais émigrés au commencement de 1832; Paris: quatre listes imprimées, dont la 1-re en decembre 1831 compte 127, la 2-me — 185, la 3-me (fin de février?) 256, la 4-me enfin 594

Tous, ils accouraient, pleins d'espoirs, confiants envers ceux qui les avaient conduits, sûrs des temps meilleurs qui viendraient. Et le contraste était tragique entre cet esprit et la situation où ils se trouvèrent, et qui fut l'incertitude même. Ceux qui allèrent à Paris, furent désabusés bientôt et perdirent leur émoi dans les rumeurs étouffantes de la grande ville. Mais les autres crûrent fixement à un centre d'intelligence, où l'on savait tout et d'où l'on commanderait à l'action. Et cependant, pour ne parler que des chefs, Kniaziewicz, Plater et même le vieux Czartoryski n'apprenaient rien. Ils se heurtaient, ainsi que des ombres, au milieu des ténèbres. Les ministères, les gouvernements ne leur dirent rien. Et ce qu'ils disaient, eux, aux gouvernements, était pire que leur inconscience même. Ils firent croire au ministère de France par leur mollesse, leurs incertitudes, et non moins par leur haine et leur crainte des révolutionnaires, que les soldats polonais, loyaux, seraient prêts à exécuter tous les ordres, et même celui d'aller en Algérie. Le gouvernement français se désabusa de cet espoir lentement, à mesure que l'action du Comité National s'accentuait, que les ordres de ne point venir à Paris étaient enfreints, que le nombre des mécontents et des révolutionnaires augmentait. Dès ce mo-

---

noms. Chiffres pour le commencement du mois d'avril; Avignon (volume spécial de sa Corr.) jusqu'à 1500, dont plus de trois cents soldats; Besançon — 920; le chiffre de Châteauroux $^{2}/_{3}$ du maximum de 1833 — jusqu'à 1000; Paris — 5 à 600; Bourges (de même que Châteaudun) jusqu'à 1000; dans les autres villes de France un à deux mille. Les chiffres maxima: Paris 800 ($^{1}/_{3}$ de plus que la dernière liste); Bourges 2000 (liste du 4 févr. 1833—1818); Besançon 1200 ($^{1}/_{8}$ de plus qu'en avril 1832); Avignon et Lunel — 1200; Châteauroux — 1300; Puy, Salins, Lons-le-Saulnier, Poitiers chacun 400 environ; dans les autres villes de France jusqu'à 1500; les derniers transports d'Allemagne et de l'île d'Oléron jusqu'à 1500: *chiffre total de l'émigration polonaise en France*: jusqu'à 10,000 hommes, sans compter les femmes et les enfants. Ce chiffre répond à l'époque du printemps de 1833.

ment il apparut clairement que ce gouvernement ne voulait point risquer ses relations internationales et dépenser son argent pour des Polonais. Il voulait s'en débarrasser. Ainsi, à leur arrivée en France, coup sur coup des déceptions cruelles tombèrent sur les Polonais, qui n'étaient préparés à rien. En Allemagne, ils allaient de fête en fête, on payait pour eux, souvent ils refusaient des dons considérables. En France, le gouvernement commença par leur donner la moitié de ce dont ils avaient besoin pour parvenir au dépôt; les comités aidèrent, mais la bourgeoisie s'abstint, se réserva. Ils reçurent la solde de réserve comme en Prusse; mais les comités, les gens privés n'y purent ajouter rien, et tous gardèrent un silence inquiétant sur l'avenir. Le chef tout désigné pour conduire la Légion était, de l'avis de tous, le général Bem; il semblait que les dépôts dûssent être commandés sinon par lui-même directement, du moins, sous son nom, par des chefs polonais désignés par lui; et ç'avait été le cas de l'organisation légionnaire en 1799; maintenant, il n'en fut rien; Bem garda l'incognito; des commandants, des colonels désignés par Kniaziewicz furent, il est vrai, expédiés par le ministère au dépôt, mais seulement pour y «être employés» au service des commandants de dépôt qui étaient tous Français; aussi, chaque essai d'appeler à un service quelconque un officier général polonais échoua-t-il contre l'opposition irréductible du Ministère. Le 26 février un ordre de l'administration de la guerre réduisait de moitié la solde payée jusque là; dorénavant, au lieu de l'espoir d'obtenir la solde d'activité, les soldats ne reçurent que trois sous par jour. C'était l'humiliation de l'aumone. Déjà, on s'inquiétait beaucoup dans les camps polonais de se voir divisé sur les grandes distances de Bourges-Besançon-Avignon et d'être si loin de Paris, quand arriva, d'abord le 2 mars, sous la forme d'un bruit non confirmé, ensuite, le 9, sous celle d'un ordre du ministère, la nouvelle que le dépôt d'Avignon serait transporté à Lu-

nel. Donc, on s'approchait de la Méditerrannée, des anciens embarcadères pour Saint-Domingue, et la désillusion fut telle, la colère éclata si véhémente dans le dépôt, qu'elle mit en consternation les diplomates polonais aussi bien que le Ministère. Le conflit très aigu dura à Avignon jusqu'au 26 mars, jusqu'au moment où le général Eymard, commandant de la garnison de Lyon, lut au dépôt la dépêche du Ministre en date du 24, annonçant qu'«il n'était et n'est point dans les intentions du gouvernement de faire embarquer les Polonais pour quelque endroit que ce soit hors d'Europe»... Dorénavant, les Polonais ne furent plus bons à rien pour le gouvernement de France. Il rompit bientôt tout pacte et toute relation avec ces soldats encombrants qui n'avaient pas voulu aller en Algérie, et avec ces diplomates qui l'avaient assuré du contraire[1]).

---

[1]) Gadon, I, passage à travers l'Allemagne. Correspondance de Podczaszyński avec le C. C. et le K. N; les Polonais en voyage recevaient par jour: Colonel 5 fr., capitaine 3 fr., lieutenant et s. lieut. 2 fr. 50, s. officiers 1 fr. 25, soldats 1 fr.; Gadon II, 34 sqq.; Bem aux off. polonais, Frankfort le 20 janv. (Corr. Avignon): «...La France nous assure de sa protection et de l'entretien. Maintenant vous irez à Avignon, où déjà trois de nos off. d'état major sont employés par le gouvernement français pour assurer l'ordre; jusqu'à ce que les soldats arrivent nous serons camarades, à demi-solde, et une fois les soldats arrivés, l'organisation va commencer Je vais m'occuper personnellement de faire sortir nos soldats de Prusse, ensuite je les conduirai sur place...»; le décret du 26 février (Arch. Avignon), prescrit une paye annuelle: généraux 3 et 2 m. fr., les colonels ou lieut. col. 1200 fr., les chefs de bat. 1000 fr., capitaines 800 fr., lieutenants 600 fr., s. lieut. 500 fr., s. off. *journellement* 31 centimes et une ration de pain, soldats 15 cent et un ration de pain. Chef de dépôt à Avignon fut le colonel Morel. Conflit sur la question de paye, pétition à la Chambre, protestation à Lelewel, incrédulité dans le Bazar de Lyon qui était très gouvernemental, aide du Bazar et des autres sociétés, ensuite, organisation d'un «Comité polonais» à Avignon: Protocole d'Av., 26 février — 3 mars. Question de Lunel: Prot. d'Av. 2 — 26 mars; 9 mars projet de protestation, 10 mars protestation et déclaration que le dépôt n'ira point à Lunel, mais demandera au gouvernement des passeports pour les Etats-

C'est qu'il y avait une différence irréductible entre la situation des Polonais en France en 1799 et en 1832, entre la volonté d'action et le plan légionnaire de Bem et les désirs de la grande masse des soldats. En 1799 la garantie n'était pas nécessaire, puisque la guerre était ouverte et un espoir de changement en France, c'est-à-dire un sentiment déloyal envers son gouvernement existant, était déplacé et superflu, puisque la Révolution durait. En 1832, la France, ou plutôt son gouvernement, était bien loin d'une guerre, et il s'en éloignait à mesure qu'il se maintenait, étant un vivant démenti des principes de la fraternité des peuples de 1791 ou de la conquête des empires de 1793: en face d'une telle situation, il fallait avoir une garantie de la part du gouvernement, ou entrevoir la possibilité de son changement. Pour pouvoir contribuer au changement du régime, il fallait choisir le chemin de l'alliance avec les révolutionnaires purs; c'est ce que rejetait même Lelewel, c'est ce que condamnait même l'idéologue de l'action, Mochnacki, et le général Bem, les diplomates

---

Unis d'Amérique: 12 mars le projet d'un Conseil central de Polonais, 15 mars son acceptation et élection des délégués: Camille Mochnacki et Stoltzman; constitution du Conseil Central; Instruction aux délégués; 21 mars, déclaration du gén. Eymard que les Polonais qui n'iront pas à Lunel, perdront leur solde; 22 mars demande générale de passeports pour l'Allemagne, délégation aux casernes où résident les soldats: «tous répondirent qu'ils n'étaient point arrivés en France pour manger et boire, mais en vue de se faire utiles à la Patrie...», le même jour, on demande des passeports au Préfet; le 23 mars on annule cette demande; 25 mars: décision du Min. d'envoyer la moitié du dépôt d'Av. à Lunel; 26 mars, décision unanime de ne pas obéir, le même jour, le gén. Eymard montre la réponse du Ministre; 27 mars vote général des off.: sur 838 votants, 255 pour obéir, 203 contre, 380 s'abstiennent; les soldats seront d'accord avec la majorité; pour les abstenus vote le Conseil; contre une seule voix, *pour*, le 5 mars, Potulicki écrivit au Ministère (K. N.) montrant la nécessité d'employer les Polonais suivant les intérêts de leur nationalité et, aussi, de ne point les diviser; il demande au gén. Kniaziewicz de faire une pareille représentation, sur l'action de Lelewel v. C. v. du K. N.

étaient pleinement d'accord avec les officiers et les soldats pour éliminer toute intervention des Polonais, même indirecte, dans les affaires intérieures de la France. On avait accepté l'argent du gouvernement et la question devenait délicate. Mais là finissait toute communauté de vues: Bem et les diplomates croyaient être de leur devoir, de leur loyauté de faire tout ce que le gouvernement ordonnerait aux Polonais; et les diplomates ne croyant point à la possibilité d'un changement brusque dans les relations politiques existantes, ne croyaient à la légion que comme à un passe-temps et un exercice utile à des militaires désoeuvrés: c'est qu'ils étaient des hommes qui avaient vécu 1812, des diplomates du Congrès de Vienne, et qui, en ne pensant qu'à des « exercices utiles » ne savaient plus ce qu'avaient été les Légions. Les soldats, au contraire, n'étaient loyaux que parce qu'ils pensaient que cette loyauté devait être recompensée par le fait même de la Légion; que, s'ils étaient loyaux, ce n'était que pour que le gouvernement fît leur volonté, et exauçât leurs ardents désirs patriotiques; et leur volonté était la guerre, et ils ne comprirent jamais autrement leur Légion que comme un puissant instrument de guerre en Europe.

Donc, les militaires polonais étaient plus ardents, plus impatients même que ceux de 1799, et la situation, au contraire était toute tranquille: une époque d'organisation et non plus de crise, un monde bourgeois et mercantile — rien ne ressemblait à la grande révolution et tout était à l'envers des espérances; enfin les diplomates polonais ne formaient aucun lien entre la situation existante et la volonté de leurs compatriotes. Et la question légionnaire se posa, trop nette: fallait-il ou non accepter le rôle de mercenaires? La réponse des militaires ne pouvait pas être douteuse, ni leur indignation, la rage des cœurs désillusionnés. Ainsi sombrèrent l'un après l'autre, dans une débâcle commune, tous les petits projets: celui d'Algérie qui se traîna pendant toute

l'année 1832, était le projet chéri du gouvernement français et conduisit aux conflits les plus aigres entre l'émigration et la France officielle; le projet de Portugal, œuvre piteuse de Bem, facilité et appuyé énergiquement par le gouvernement français, provoqua les pires luttes intestines de l'émigration et ne prit une fin digne de son origine qu'en 1833, alors que déjà les feux des expéditions révolutionnaires s'allumaient; enfin, les projets — embrions d'une légion hanovrienne, belge, grecque et turque. Ainsi mourut la Légion [1]. Le général Bem en

[1] Légion polonaise: Légion d'Algérie, projet bien insuffisamment connu, Gadon n'en parle qu'occasionnellement, il est là dessus très vague. Ce projet répond aux intentions du ministre, cela ressort clairement de l'envoi des Polonais à Avignon, du nom ambigu mais d'autre part, très explicite, de légion étrangère, du transport des Polonais à Lunel enfin, où le gouvernement n'a abdiqué ses intentions que par crainte de scandale. Déjà le 28 févr. le col. Morel d'après les ordres du gén. Eymard appelait les Polonais à faire partie de l'expédition d'Alger, Prot. Av., 26 mars; Mochnacki et Stolzman au Cons. d'Av., 2 avril (Arch. Av.): conversation avec Kniaziewicz, qui dit: que le gouv. français payant les secours, ayant permis aux Polonais de se réfugier en France, a le plein droit de leur assigner tel lieu de séjour qu'il voudra; que par conséquent les Polonais doivent exécuter ses ordres et aller à Lunel; qu'il faut croire aux bonnes intentions du gouvernement et avoir pleine confiance en lui; que le Min. de la Guerre a donné sa parole d'honneur de ne pas envoyer les Polonais à Alger; malheureusement, il n'y a point, dans les archives de la M. P. de documents sur les conférences faites en ce temps ni sur des assurances pareilles de la part du Ministre. Aussi, faut il mentionner l'opinion de Stolzman et Mochnacki dans leur rapport du 17 mai que «le Gl. Kniaziewicz et le Gl. Bem ont des accords secrets avec le gouvernement, dont ils ne font part à personne...» Voir l'intéressant formulaire présenté par les Conseil d'Av. aux votes de tous les militaires, 3 mars: «1) que nous ne nous déclarerons jamais et sous aucune condition d'aller en Algérie, ou hors de l'Europe; ou bien 2) que nous acceptons les propositions du gouvernements et déclarons d'aller où il voudra»... Certes, il pouvait y avoir unanimité dans le vote! V. aussi les alarmes, 2 mars, à Avignon (Protocole) sur des camarades qui auraient consenti d'entrer au ser-

fut quitte pour avoir perdu son influence, aigri ses volontés et dévoilé son impuissance intellectuelle. Les diplomates y perdirent cependant la dernière puissance qui leur restait et ils furent désormais sans ressource.

De cette mort précoce les enfants posthumes, les militaires de l'Emigration, vivent cependant encore et survivent à toutes les ruines de l'espérance de leur vie. Tous les instants de leur exil, à partir de la première déception, ne furent que la détresse même. Le capitaine Jaźwiński que ne faisait pas exception parmi les autres, écrivait le 27 janvier: «Le désordre de mon âme est insupportable et les cruautés qui me persécutent, malheureux que je suis, m'ouvrent le centre même de l'enfer; si elles devenaient encore plus terribles et quand même elles transperceraient toute mon existence, elles ne la détruiraient pas; élevé par une force surnaturelle, une existence inconnue, une volonté puissante de l'âme, je supporte l'épreuve». Et, à travers ces épreuves, ils attendaient encore venir les immenses orages, ils apercevaient l'aube de demain. Ils se préparaient encore et se réservaient toujours pour des jours meilleurs. A l'origine, venant en France, pleins qu'ils étaient du désir de combattre encore, la subordination régnait parmi eux la plus complète, et ils ne pensaient qu'à obéir à leurs chefs désignés. Mais, jetés au hasard du sort, laissés sans force aucune, sans connaissance de ce qui se passait dans le lointain Paris, sans volonté consciente et tranquille à les guider, ils ne furent bientôt plus qu'une assemblée de militaires désœuvrés. Ils ressentirent aussi ce qu'il y a d'insupportablement vague dans la dépendance absolue où se trouvait la province française envers son centre politique: ils en éprouvèrent un malaise insurmontable, continu. Une concentration, une forme de vie représentative devint une nécessité. A Paris l'établissement d'un conseil

vice français; ces alarmes se sont répetés encore souvent au cours de l'année 1832.

pouvait être encore l'œuvre d'un hasard: dans le lointain Avignon il était déjà un besoin absolu. Et quelle différence avec le corps-de-légion rigide, simple, obéissant, purement militaire de 1799! Le 23 février 1832 se constitua « le Conseil des Polonais se trouvant à Avignon », composé de 15 représentants des 7 colonnes. Les élections se firent dans chaque colonne parmi les officiers, et avec l'assentiment des sous-officiers et soldats: après qu'en avril une organisation nouvelle du dépôt eut réuni les colonnes et mis à part les soldats, une représentation fut accordée à ces derniers: cependant, étant englobés dans les détachements ensemble avec les officiers, ils restèrent partout en minorité et ne firent jamais passer de candidat de leur rang. Ainsi, sur une sorte de système censitaire de grades s'établit une représentation, où les lieutenants et sous-lieutenants formaient la moitié des élus et dont le président n'était qu'au rang de capitaine. Les séances du Conseil étaient publiques et se tenaient devant une galerie comblée de soldats et d'officiers, souvent très agitée et inquiète. Dans les premiers temps de son existence le conseil coopta plusieurs membres «honoraires», ayant une voix consultative. Mais sur une protestation qui se produisit bientôt dans les rangs, cette coutume prit fin. L'esprit démocratique se développait en même temps qu'on ressentait de plus en plus la communauté d'intérêts. Aussi, dans des questions d'importance, et où il s'agissait des destinées de la communauté tout entière, la décision n'était prise qu'après une consultation formelle dans le dépôt, un réferendum en règle; les soldats y furent appelés aussi, bien que séparément, dans leur caserne, à émettre leurs votes, mais, le plus souvent, ils s'abstinrent, acceptant les décisions de la majorité. Tous les autres dépôts suivirent dans le courant de mars et d'avril, l'exemple d'Avignon[1], partout une représentation ré-

[1] L'établissement du conseil d'Avignon 20—23 février, sa constitution le 23; 15 membres; dans les premiers jours de mars 24

gulière s'arrogeait des droits, des formes qui ne furent jamais reconnus ni par les diplomates, ni par les généraux, et qui, cependant, tendaient distinctement à les remplacer: d'abord peut-être à ne remplacer que leur absence; mais, bientôt, on apprit à s'en passer: et ensuite, en se rencontrant, ces généraux de l'époque rigide et dominatrice, et ces soldats, représentants élus des soldats, ne se comprirnt plus. Première société dans la défaite, le club se développait au cœur des bataillons.

La petite république n'allait-elle pas entraîner avec elle l'établissement et l'organisation d'une grande République de tous les Polonais demeurant sur le sol de France? La chose parut compliquée et difficile. On voulait la Légion, on était encore à désirer des ordres pour tous. Sur l'insinuation de Bem, Kniaziewicz fut reconnu généralement comme chef suprême [1]). Et aussi, quel nom

---

membres et 10 membres honoraires: lettre du Cap. Jaźwiński à Podczaszyński, Avignon, le 27 janvier 1832 (K. N.); président du Conseil d'Avignon Charles Stolzman, après son départ pour Paris (17 mars) le major Dombrowski comme remplaçant; le gén. Sznejde, élu président, n'arriva jamais à Avignon. Nouvelle organisation du Cons., 29 mai 1832; les élus — sont tous officiers; 19 mars 1832 organisation et constitution du Conseil de Besançon: 20 membres; élus à la majorité des voix de tous les présents au dépôt entre deux candidats de chaque grade (depuis celui de colonel jusqu'à celui de sous-porte-enseigne) présentés par chaque arme. Dans la première organisation du Conseil d'Avignon les lieutenants et sous-lieutenants étaient au même nombre que les capitaines; dans la seconde ils furent en minorité; à Besançon du nombre total de 20 il y eut 4 lieut. et 4 s.-lieut. et 4 porte-enseignes.

[1]) Kniaziewicz appelé par Bem au commandement suprême des Polonais: M. P. à Czartoryski, 6 janv. 1832; Bem aux off. de l'armée pol., Francfort, le 20 janv. 1832: «...des hommes faux et mauvais nous ont devancés en France; ils se font fort de nos propres mérites, maintenant ils veulent en cueillir les fruits, ils commencent par dépenser l'argent qui nous appartient; ils font semblant d'être plénipotentiaires de la Nation et de l'armée, ils commencent à se mêler des affaires du gouvernement français; et cela a eu l'effet

plus populaire dans ces premiers jours d'une volonté légionnaire que celui du général en chef de la Légion du Danube? Et cependant, déjà il y avait une difficulté: on savait que le Comité National existait, de l'accord et par

---

malheureux que le gouvernement vient à s'occuper de nous plus qu'il ne le voudrait, croyant que toute l'armée pense de la même manière que ces hommes. A mon arrivée à Paris on m'accueillit en me disant que ceux qui étaint arrivés avant nous, nous avaient gâté beaucoup de nos affaires. Je tâchai il est vrai, de les persuader tous de la fausseté de leurs suppositions et je trouvai en effet plus de bienveillance; mais ce n'est que notre façon d'agir qui peut persuader ceux qui nous offrent l'aide et l'hospitalité; par suite je vous prie de ne point entrer en aucune sorte de relations avec les comités polonais et de n'exécuter que les ordres du Général Kniaziewicz qui est notre Représentant à Paris....» Kniaziewicz Karol (procl. impr.) aux militaires polonais à Avignon, 18 janv. 1832: il faut employer pour le bien de la Pologne la vie que nous a rendue la France; il faut recueillir les enseignements nécessaires. Le Conseil d'Avignon à Kniaziewicz (Av.), 2 mars: «Persuadés que, seule, une harmonie complète, le développement d'un esprit unique et la réunion eu un seul corps nous conduiront au but pour lequel nous avons cherché asile en terre étrangère et qui est le voeu général et unique bien que silencieux de notre patrie tout entière; nous, exilés nous nous sommes tendu des mains fraternelles, nous avons choisi un Conseil dont le devoir est de soutenir l'esprit indomptable de la Nationalité, de developper nos intentions devant les sociétés formées en vue de notre cause, et enfin, de s'adresser pour demander des conseils ou des ordres aux hommes qui ont la confiance de la Nation; tels sont ceux qui par de longues années passées au service de la Nation, en ont mérité le respect et l'admiration; tel vous êtes, Général. Notre société, sensible à votre proclamation, Général, et aussi à la lettre du Général Bem qui pour tout ordre nous renvoie à Vous, tient pour l'un de ses premiers devoirs de répéter, au nom de ses frères ces sentiments de respect et de considération que Vos services rendus à la Patrie Vous ont assurés, bien avant que nous ayons pu accepter leur tendre devoir... Confiant que nous ne pouvons pas mettre notre sort sous une protection plus digne....» Kniaziewicz aux Polonais d'Avignon, 14 mars: il ne s'adresse pas au Conseil et n'en parle point: «Pour nous autres, étrangers, le Gouvernement est

le vote des Polonais à Paris, et son institution même n'était-elle pas reconnue partout? Bien entendu, elle ne fut que temporaire, ne servit qu'à remplacer un moment les institutions toutes faites de la Pologne révolutionnaire, qui arrivaient sur le long chemin de l'exil. Mais, dès le premier instant contre le Comité National, de tous cotés, on entendit des invectives et des imprécations. Le Comité était la bête noire de Bem. Depuis Francfort, depuis Altenbourg, il soulevait tout le monde contre lui. Mais ce comité était présidé par Lelewel, un nom encore populaire, un membre du gouvernement de la Révolution! On voulut parmi les militaires que tout le monde s'accordât. On reconnut la nécessité, l'utilité de l'existence de ce Comité National qui allait préparer l'alliance fraternelle des peuples. Les militaires, neutres par leur caractère même, n'auraient avec lui que des relations secrètes jusqu'à l'heure où le gouvernement français ayant reconnu la vé-

---

l'organe de la Nation. Il ne nous sied pas de nous mêler des conseils ni des opinions qui divisent ou différencient. Si, comme je l'entends, la pétition avignonnaise a pour but de prier la Chambre d'accorder au Gouvernement les fonds nécéssaires à notre entretien, et si elle est écrite en termes convenables. ce dont je ne doute point, je n'y trouve rien à redire; au contraire, ce serait le moyen d'unir notre intérêt à celui du pays dont nous sommes les hôtes». Conseil d'Av. à Kniaziewicz, le 26 mars, lui faisant part du conflit qui a éclaté à Avignon; c'est la dernière missfve officielle. Les délégués Stolzman et Mochnacki au Cons. d'Av., 14 avril, conférence avec Kniaziewicz: «.....il ne peut pas comprendre pourquoi les Polonais ne lui ont point donné à lui seul le droit de diriger nos intérêts ou de choisir les hommes qui composeraient le Conseil Central, attendu qu'il s'occupe depuis longtemps déjà de nos affaires... Il nous a remis ensuite sa réponse à l'adresse des compatriotes d'Avignon où il exige d'eux « la confiance et l'obéissance qui convient à ses ordres... Nous avons répondu qu'il est désormais impossible d'exiger une obéissance aveugle et sans bornes ou de tenir une discipline militaire entre des hommes que les destinées communes de l'exil e de l'émigration on fait égaux, en leur donnant plein droit d'exprimert librement leurs volontés... Le général a repris sa réponse»...

rité ou bien (on commençait à l'espérer) ayant changé, celui-ci prendrait la place principale et conductrice de l'alliance populaire, formée entre temps par les petits soins et les travaux paisibles des Comités. Mais, dans les conflits profonds, irréductibles, qui divisaient déjà l'émigration, qui éclataient à chaque heure à Paris, un assentiment, une concordance générale ne pouvait exister que dans l'imagination surexcitée des soldats. D'aucuns voyaient déjà un ennemi naturel, ou bien même homme dangereux, dans tel Polonais qui s'entretenait avec le Ministre; on commençait à soupçonner les diplomates. Enfin, lorsque le sort cruel, impitoyable, s'abattait sur les têtes de ces visionnaires tristes, ils cherchaient parmi eux le coupable. La terrible question que posa la Comité de Lelewel: à qui imputer la faute de nos malheurs; où se trouvent l'incapacite et la trahison qui nous ont perdus? cette question pouvait être retournée trop vite contre tout le monde. Nous les avons vus ces hommes qui, depuis longtemps déjà, répandaient autour d'eux la légende, bientôt régnante dans l'histoire nationale, que c'étaient les hommes et les événements du 15 août qui avaient ruiné la révolution. N'étaient-ils pas encore ici les gens du club, les fauteurs des conspirations de la rue et les clabaudeurs du ruisseau? On oubliait vite la nuit du 15 août faite par des militaires en congé volontaire, et on oubliait aussi les premiers révoltés de la rue qui furent les héros, les saints martyres de cette guerre. On oubliait la belle alliance qui s'était faite en 1830 et qui se fait toujours aux grandes heures de l'histoire entre le peuple qui se lève et le soldat, fils du peuple, qui frémit à la voix des émeutes, et marche vers la frontière, indomptable comme l'enthousiasme de ce peuple. Nous sommes des militaires, disait Bem, rien que des militaires; les hommes civils n'ont rien à nous dire, rien à nous conseiller et moins encore à nous commander (heureusement, les diplomates avaient «le militaire», Knia

ziewicz, parmi eux): les militaires seuls feront leur besogne et seuls ils règleront leurs propres affaires, leur Légion. Et lorsque cette Légion sombra dans la grande incertitude du temps et dans tous ces malheurs que rencontrait sur son chemin l'homme d'action, à qui en attribuer la faute? Certes, aux beaux discoureurs, certes aux clabaudeurs de la rue qui gâtent, à force de bruits agaçants, les grands desseins de la diplomatie secrète, silencieuse et toujours salutaire. Les proclamations du 25 décembre et du 29 janvier furent reconnues comme étant la cause de la chute du plan légionnaire. Une sourde colère mina depuis les cœurs des soldats. Et le comité de Lelewel tomba sous la colère de ce peuple; la première idée de l'émigration fut engloutie par la volonté impérissable d'agir: mais, une fois tombée dans le fond de ces âmes, elle y engendra des mondes nouveaux.[1])

---

[1]) Depuis le départ de Bem de Paris, guerre continuelle entre lui et le Comité: il ne la mène plus, comme les Diplomates, par des moyens détournés, il la fait de front. V. C. r. du K. N., 9 février, p. 13 sq., 52 sqq.; 15 avril, p. 60, 67, 69, 95 sq: Proclamation du gén. Bem. à l'armée. Altenburg, 10 mars: «Maintenant, c'est l'armée seule qui peut et doit se faire représenter, et s'il vous fallait faire des actes quelconques vous pouver former parmi vous-mêmes un comité d'officiers distingués et présenter vos voeux au nom de l'armée ou d'une partie de l'armée... Nous n'avons besoin de personne pour faire nos affaires»...; p. 97 sqq. Bem à Lafayette, Altenburg, 23 février; Lelewel à Lafayette, 15 mars; Dembiński au K. N., Avignon, 13 mars: le projet du Conseil Central a été pris en considération à la suite de la lettre de Bem adressée d'Altenburg, et de la copie de la lettre à Lafayette, qui ont produit une forte impression; Prot. d'Av., 10 mars: décision de s'adresser à Lelewel et aux gén. Pác et Sierawski; 12 mars: séance extraord. au reçu des deux lettres du gén. Bem: 1) du 2 mars à Potulicki, 2) du 23 févr. à Lafayette; projet du Conseil Central présenté par Stolzman, avec exclusion de Lelewel, le vote de la totalité du dépôt appelle Lelewel à faire partie du C. C.; lettre de Bem à Potulicki, lue à la séance du Conseil le 17 avril; rapports de Stolzman et de Mochnacki, correspondance

Dans son impuissance, dans son incertitude, dans sa colère, aux terribles journées de mars, le Conseil d'Avignon avait voulu donner un plein pouvoir, un gage de confiance aux hommes de révolution. Il avait désigné les généraux Pac et Umiński et Joachim Lelewel pour traiter leur grande question avec le gouvernement. Le lendemain, on apprit la lettre de Bem à Lafayette et on crut à tous les crimes de Lelewel. Dans cette détresse, deux délégués furent envoyés â Paris, à ce Paris qui savait tout et ferait tout. Ils avaient pleins pouvoirs pour constituer un grand Conseil Central. Ce n'était qu'une nouvelle formation passagère. On croyait aux corps constitués de la nation. La nation tout entière étant émigrée, ses chefs ne viendraient-ils pas la rejoindre? On croyait au Gouvernement: mais où était-il? et il y en avait eu plusieurs et si différents l'un de l'autre. Et où était Krukowiecki? On le lapiderait sans doute s'il se montrait dans l'émigration. D'ailleurs, les derniers venus, Niemojowski, Morawski disaient qu'ils n'avaient plus aucun rôle politique à jouer. L'administration? Sa grande majorité était restée dans le pays et servait désormais les Russes. On ne croyait plus qu'à la Diète: un mirage qui en remplaçait un autre. Cette diète n'avait jamais été que l'émanation du Royaume

---

des conseils de Besançon, Avignon, et Châteauroux entre eux et avec les délégués à Paris. Rôle du K. N: v. dans le C. r. les adresses des différents groupes de Polonais reconnaissants le K. N.; rôle de Zaleski à Strasbourg, réunissant des adresses et des déclarations en faveur du Comité: v. correspondance de Zaleski (K. N.), adresse d'une partie du Conseil de Besançon au gén. Sierawski, 27 fév. 1832 contre le K. N.; adresse de plus de 300 Polonais de Besançon reconn. le K. N.; le 12 mars; Bem à Sierawski, Altenburg 2 mars; Pétition d'Avignon à la Ch. des députés, décidée en séance du 26 févr., envoyée à Lafayette, demandant l'organisation des légions, des libres Polonais; séance du 28 févr., lettre de Lelewel aux Pol. d'Av., aux mains de Winnicki; v. aussi actes d'accusation formulés contre Lelewel dans les lettres de Stolzman et Mochnacki du 17 juin, 19 juin et dans celle de Mochnacki du 13 nov. 1832.

de 1815; son rôle s'était terminé le 29 novembre 1830; depuis, elle n'avait pas été réélue: qu'importe? elle était la représentation la plus vraie de la nation. Mais où était-elle, la nation? Etait-ce dans l'Emigration, et chez la République polonaise en France, ou n'était-ce que son ombre, un songe, une pensée?

La vérité était que tous les corps constitués de la nation appartenaient à une époque précédente et qu'aucun ne fut constitué par l'époque dont la devise était: France, le moyen—la Révolution, le commencement, dans la journée du 29 novembre, et la suite, dans l'Emigration. Et parmi toutes ces choses passées déjà et ces choses qui n'allaient que venir, il n'y avait d'existant que l'Armée. Mais l'armée ne pouvait être, ni subsister qu'étant Légion. Or, la Légion étant morte avant même qu'elle ne fût née, il fallut à cette armée monter le chemin périlleux de la politique, afin de conserver ou de former une armée de l'avenir, ou de chercher par elle-même les moyens d'utiliser les débris de celle qui existait. Mais, dans cette politique, en suivant les circonstances du jour, ce qui restait de possible à faire n'était que purement et uniquement temporaire: on se mit à la grande besogne de construire un gouvernement central à la République d'exil. On formerait un Conseil unique, émané des Conseils provinciaux et accepté par le suffrage universel. Le grand poète et visionnaire demandait à Dieu tout puissant: rends-moi le gouvernement des âmes. Les travaux d'administration politique de l'Emigration polonaise furent désormais au-dessus des forces humaines. On s'embrouilla très vite. Chacun tirait de son côté. Les plus forts furent encore les diplomates, et le plus naïf fut Bem. Ils s'occupèrent ensemble à édifier de toutes pièces le fameux projet de Czartoryski: le grand Comité des généraux. Mais le Roi Louis Philippe de France ne reçut point leur adresse; celle-ci partagea le sort commun de ces lettres que le prince Adam Czartoryski adressait inutile-

ment aux princes couronnés de l'Europe, le long de la Révolution de Pologne. Toutefois les temps étaient changés et l'effet de cette lettre et de l'affront qui s'ensuivit sur l'esprit des compatriotes du Prince fut inattendu. L'indignation, la colère des émigrés, des militaires contre les «aristocrates» fut immense: on n'avait pas respecté leur vote. Nous sommes militaires dans les rangs, disait un des délégués: nous sommes citoyens, et tous égaux à vous dans les Conseils de la Nation. Et, à Avignon, le délégué d'une colonne d'officiers et soldats: ne sont-ce pas les mêmes généraux qui ont perdu la campagne, semé les désastres, pactisé avec l'ennemi? Ne sont-ce pas ceux mêmes qu'on doit exclure de nos camps, chasser de nos conseils, bannir de l'Emigration fraternelle, égalitaire et libre?[1])

---

[1]) Diète: Gadon, II, 185—220; projets de 1832 (fin de l'année) et de 1833, v. *Pamiętnik Emigracyi*, *Pielgrzym polski*, *Brochures de Besançon*, écrit de Mickiewicz; Comité de Généraux: projet de lettre à Casimir Périer, du 13 mars, avec signature de Pac, Kniaziewicz et Umiński; seuls, les deux derniers la signent; Gadon, I p. 166 sq.; II, 59 sqq.; rapport de Stolzman et Mochnacki, 14 mai 1832: «que personne n'ose songer d'enchaîner des gens libres qui, pour garder la liberté, ont quitté leur patrie...»; les mêmes, 17 juin: «...quelques-uns ont pensé à faire usage des droits que leur donnent des compatriotes au sens qu'en usent les monarques par la grâce de Dieu.... Ils se sont fait un but à conquérir des esprits en détresse sous leur volonté absolue. Ils ont oublié que notre Emigration est plutôt citoyenne que militaire, parce que ce n'est point l'armée, mais la nation tout entière qni a porté hors des frontières, l'honneur et l'espérance de la Nation ... Nous eûmes de tristes essais de dictature... nous nous en garderons maintenant...; les généraux Kniaziewicz, Umiński, Pac, Bem et Sołtyk aux militaires polonais du dépôt d'Av., en réponse à leur appel du 28 avril (qui ne fut point adressé aux généraux seuls), 18 mais 1832; adresse des généraux pol. au Roi, 15 mai 1832 (les mêmes, plus Mycielski): «...Les généraux pol. réunis à Paris, ont cru de leur devoir d'être auprès de V. M. les organes de la reconnaissance de leurs frères d'armes..... Notre réunion n'a pour but que d'offrir à nos braves un point central, où viendront

Ce jour-là, au-dessus des débris et des restes de l'armée polonaise s'éleva la grande ombre de la Démocratie de Pologne.

---

aboutir les voeux que nous prendrons la liberté de reporter au Gouvernement. Si S. M. daigne agréer ce moyen nous serons à même de l'assurer que les militaires pol., qui se sont acquis un nom en Europe par leur valeur et leur ardent amour de la Patrie, sauront également mériter l'estime de la France par leur conduite sage, digne et mesurée... » A la réception de nouvelles, séance du 19 mai, Cons. d'Av.: Pomaski (capitaine) parle sur l'esprit et le but de la révolution de juillet et de la nôtre, il croit que cette révolution a été et est encore, continuellement paralysée par les hauts grades; il ne voudrait plus avoir de généraux...» (Prot. Av.).

## VI.

L'armée polonaise, à son arrivée en France, reste sans chefs, sans moyens de s'organiser, sans ressources et sans force pour la réalisation de ses espérances et de ses volontés. Ce n'est désormais qu'un corps politique et ce corps, sa constitution, son énergie, ne sont que le prolongement naturel de l'œuvre du 29 novembre 1830, ne sont que la Révolution. Mais se fera-t-elle, et par quels moyens, et sur quelle route, cette révolution de demain? Celle de 1830 n'eut pas de chefs. Ne sont-ce pas des chefs, des hommes d'action qu'il faut à l'œuvre révolutionnaire qui se poursuit?

La réaction triomphante en France sévit avec ardeur à l'alentour, ronge ou abat tout ce qui est plus grand qu'elle, et abaisse tout le pays à son propre niveau. Ce gouvernement, s'il n'avait jamais pensé à aider la Pologne combattante, ne pensait que moins encore à relever la Pologne vaincue. Le secours de trois millions, ce fut tout ce que le gouvernement se décida à donner à l'émigration, en rachetant ainsi les droits de sympathie ou de reconnaissance dont l'exécution était attendue par la Pologne et dont l'empreinte était gravée dans les cœurs français; encore à ce prix, il se vantait d'acheter en plus toute la force révolutionnaire que cette armée non vaincue, que cette nation au demi-chemin de son désastre pouvaient apporter en France. Par l'aide portée aux Po-

lonais, le gouvernement voulut faire de leur émigration une entreprise privée. Et comme l'Emigration s'était faite dans un but politique, elle devint immédiatement un ennemi de plus pour le ministère de mars et pour la monarchie de juillet: ce gouvernement ne chercha désormais que des prétextes contre elle. Le plan légionnaire ne servit qu'à retenir les indignations du peuple français, pour en isoler les révolutionnaires d'exil. Et lorsqu'on voulut se débarrasser de ce plan désormais inutile, on le fit sous le prétexte de l'esprit révolutionnaire même qu'on venait d'isoler ou d'exploiter. Alors, on n'eut plus besoin de s'arrêter, ni de faire plus longtemps encore deux faces; et la loi du 9 avril, votée à l'instigation du ministère par les chambres françaises, mit les Polonais exilés hors du droit commun.[1]) Elle fut acceptée par une très forte majorité de la Chambre; désormais, les appels, les adresses, les plaintes ou les injonctions adressées aux représentants de la Nation restèrent sans effet. Ce qu'il y avait encore de puissant, d'ému et de chevaleresque dans la bourgeoisie, au sortir des journées de juillet, s'apaisa, rentra dans l'ordre commun. Toutes les platitudes et toutes les cruautés d'un ordre établi, d'un faux pouvoir et d'un régime pervers s'acharnèrent contre le peuple qui, seul, restait debout sur la brêche. L'amour de l'ordre n'était qu'une crainte des transformations, la paix extérieure,

---

[1]) La loi fut en préparation pendant le mois de mars; texte voté: «Art. I: Le gouvernement est autorisé à réunir dans une ou plusieurs villes qu'il désignera, les étrangers réfugiés qui résideront en France; Article additionnel: Le gouvernement pourra les astreindre à se rendre dans celle de ces villes qui leur sera désignée, il pourra enjoindre de sortir du Royaume, s'ils ne se rendent pas à cette destination, ou s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique». Loi de subsides, 10 avril: deux millions pour les réfugiés et 500.000 fr. montant des depenses pour le transport des Polonais; rapport de Stolzman et Mochnacki (Av.), Paris 14 avril; Gadon, I, 153 sqq., 175 sq.

qu'une réédition des fêtes parisiennes de 1814 et de 1815, la terreur de l'étranger. « La résistance à l'invasion extérieure est-elle suffisamment organisée? » demandait, encore en octobre, un journal d'opposition. Là était la question capitale. La France de 1792, c'était toute la puissance populaire du régime nouveau contre les anciennes monarchies; elle fut alors prépondérante. La France de 1830 ne fut qu'un régime transitoire entre d'autres, qu'une réaction organisatrice des classes moyennes nationales entre d'autres nations, constituées sur le même principe, par la même force des choses populaire. La force qui agissait en France n'était devenue qu'une des forces existantes en Europe. L'invective de Béranger ne portait plus. Comment en 1832, pouvait-on garder encore l'illusion de la France qui, par le fait même d'être devenue libre, régénèrerait un monde? Il y avait d'autres nations à l'alentour.[1])

Celle de France, capricieuse, légèrement soulevée, douce jusque dans ses revers, inconsistante jusque dans son idéal, s'enorgueillit d'une bataille gagnée, s'enthousiasme aux mirages lointains, et oublie aussi vite qu'elle a appris et aimé. Une brume légère qui couvre, aux jours d'un tranquille automne, les paysages lointains de la France, ouvre les yeux tantôt mouillés d'une larme de regret, tantôt éteints d'un sourire d'oubli. Dans les longues

---

[1]) Pétition et adresses polonaises aux Chambres de France: 1) du K. N., 29 janvier; 2) d'Avignon, mars; Mauguin à Aug. Picard, prés. du C. P. d'Av., 16 mars; Picard à Dombrowski, 23 mars (Av.); 3) Pétition de députés 12 de Pologne *à la Chambre de Pairs de France*, 17 avril; 4) *Adresse des Polonais réfugiés en France à la Chambre des députés* (K. N. de Dwernicki), 24 nov. 1832; 5) *A M. M. les Pairs et Députés de la France*, quelques mots sur l'état actuel de la Pologne sous la domination russe, accompagnés de pièces justificatives officielles, Paris 1832 (août — septembre?) 6) Adresse à la Ch. des dép. proposée par l'assemblée de Paris, novembre 1832, C. v. du K. N., juillet 1833, p. 271 sqq. Le *Constitutionnel* du 16 octobre 1831.

heures de cet hiver enchanteur et insaisissable, au milieu des fleurs de décembre et de février, l'âme amollie et nerveuse des exilés regardait avec un étonnement infini cette France nouvelle. L'opinion publique française fut bientôt ennuyée. On s'impatienta à la Chambre des nombreuses propositions et des discours de Lafayette, plus nombreux encore; une majorité, de plus en plus grande, les écartait; l'opposition même ne retrouvait pas son enthousiasme: des questions peu claires et inquiétantes, des conflits, des intrigues parmi les Polonais, leur jeu double en face du ministère, leurs plans tantôt abandonnés, tantôt repris, tout cela irritait infiniment les hommes de doctrine et ceux qui commençaient à craindre pour leur propre pays. Le général de Lafayette, toujours noble, très excité, l'ami le plus sincère des Polonais, agissait, parlait, montrait en faveur de l'exil et du malheur une énergie juvénile, se rappelant ses jours anciens avec Kościuszko; il était encore et toujours le même, ce fut en tout temps cette naïveté respectable jusque dans sa suprême vieillesse; il s'agitait parmi les Polonais et parmi leurs discordes: en s'imaginant les conduire ou les apaiser il ne fit, comme en France, que s'embrouiller parmi les partis. Sur tous les cœurs pesait une vague inquiétude; si la honte de 1814 soulevait encore les cœurs, son cauchemar hantait les esprits. Le ministère abaissait toute la nation à ses craintes. Seuls, les départements de l'Est persévéraient dans leurs manifestations de sympathie, et, seul, Paris, luttait encore. Son peuple, sombre et aveugle comme les culs-de-sac de ses quartiers ouvriers, résistait dans son enceinte, fixe, éperdu et triste. Ce sont ces jours qui feront naître les immortels Misérables de Victor Hugo. Mais ne servirait-il désormais que de thème à la littérature? Parfois, ce peuple se levait, héroïque, terrifiant, immense. Alors, l'étendard de la Pologne à l'aigle blanche montait à côté du drapeau rouge, de «l'étendard sanglant de la Patrie» sur les barricades, et l'es-

pérance de toute la Pologne de l'exil était encore une fois avec eux: puis, les cordons de troupes, armée nouvelle, non plus celle de 1793, ni celle de 1800, ni celle non plus de 1813, d'Allemagne, mais l'armée de l'ordre public et de l'intérêt financier, cernait la manifestation, écrasait avec une sûreté régulière l'émeute: et parfois dans le sang, sous les pas des charges françaises, le trophée qui restait, était l'aigle blanche de la Pologne.[1]

Ce fut le temps où une surveillance stricte par le moyen de la police s'étendit sur les émigrés en France. Elle datait des premiers jours de l'Emigration, elle avait accueilli les premiers arrivés par des demandes de permis de séjour spéciaux, par des tracasseries au long des routes suivies par les convois. Ensuite, des personnes notables et tranquilles furent molestées au point de préférer partir de France; d'autres, des suspects, furent arrêtés. Une surveillance plus rigoureuse encore put être organisée dans les dépôts; là, il y eut toute une combinaison de mesures restrictives qui, étant donnée la fausseté du projet de légion, n'étaient que l'emploi des militaires à une besogne de police civile. Bientôt, on élimina du nombre des Polonais les militaires d'autres nationalités qui étaient venus pour combattre à côté des héros de la liberté européenne, dans les rangs de leur légion. Ce furent des Allemands ou des Hongrois; on les chassa, on les astreignit à des mesures spéciales; cantonnés, isolés, ils furent en grande partie embauchés dans l'armée belge ou en Algérie. Une bagarre qui s'était produite au théâtre d'Avignon, les Carlistes ayant voulu que le drapeau polonais fut éloigné,

---

[1] C. v. du K. N., 29 sept. 1832; Discours du général Lafayette, prononcés à la Chambre, édit. Paris, 1834. Correspondance de Lafayette avec la M. P. et avec Lelewel; manifestations et échauffourées du printemps de 1832, v. Louis Blanc, l. c., t. III; émeute du 6 juin; v. Annexe N° 9.

fut l'objet de longues explications au Ministère. [1]) La réaction européenne de 1815, fille des conspirations internationales du temps de l'Empire français, avait créé l'organisation internationale de la police. Le gouvernement de Louis Philippe suivit les traditions des Orléans du temps de l'Empire, aussi bien que celles du prétendant au trône lui-même du temps des deux restaurations en France; ce gouvernement aimait la facilité des moyens souterrains et il resserra et étendit ces moyens. Dès la sortie des Polonais de leur pays et à leur entrée en France, aussi bien que dans la suite, et aux dépôts, des agents russes fourmillèrent parmi les émigrés. A Paris, l'ambassade dirigée par un homme bien versé dans la chose, par Pozzo di Borgo, entretenait des rélations étroites aussi bien avec la police française qu'avec les agents provocateurs parmi les Polonais. Des personnages louches s'entremêlaient aux soldats, disparaissant bientôt. Des espions furent découverts, d'autres se trahirent eux-mêmes. La surveillance de la police était étendue jusqu'à la personne de Lafayette, centre incertain mais inévitable de toutes les conspirations de ce temps, et il n'y eut pas jusqu'au projet révolutionnaire de 1833

---

[1]) Police française: dans les débuts, v. rapport de Podczaszyński et de Zalewski de la frontière (K. N.); K. Mochnacki à ses parents, 15 janv. 1832; le même, 20 janv.: «...drôle de nouvelle! On ordonne à Niemojowski et à beaucoup de ses partisans de quitter Paris immédiatement... c'est sans doute l'œuvre de Lafayette, de Mauguin qui sont grands amis des Polonais...» Nous apercevons ici la suite et la conséquence de la démoralisation semée par les intrigues des diplomates. Sur les tracasseries faites à Niemojowski, lettre de celui-ci au rédacteur du ***Français***, 12 janvier, et sa ***Réclamation et Protestation*** (4 p.), publiée à Paris le 16 janvier; C. r. du K. N., 9 février p. 9; sur les étrangers dans les dépôts pol., Prot. Av., 7, 8 mars, 17 avril, 17 mai; sur l'affaire au théâtre, conf. de Kniaziewicz avec Soult, 25 janvier, lettre de Jaźwiński à Podczaszyński, 27 janvier. (K. N.).

qui ne fût connu, par cette voie même, à la police internationale.[1])

Ce fut le temps où, sous le coup des mêmes destinées, se fit, sinon une alliance des hommes et de leurs sentiments, au moins une communauté ou un parallélisme d'intentions et d'actions politiques entre les émigrés de Paris et ceux de la province. Il y eut, tout d'abord, une rivalité et même une inimitié, entretenue d'une façon très judicieuse par les diplomates polonais et à leur profit. Elle fut entretenue surtout par des bruits mensongers sur l'emploi des fonds, offerts par le Comité Central Polonais pour l'entretien des émigrés résidant à Paris. Ce dernier, d'accord avec le Comité National, d'accord peut-être avec les sociétés secrètes avec lesquelles il communiquait, croyait obéir à une nécessité des deux nations en laissant vivre les Polonais, libres de tout secours gouvernemental, libres aussi d'avoir telles relations, de jouer tel rôle politique qu'ils trouvaient nécessaires. Les dépôts au contraire, croyaient tenir, eux, une mission spéciale, remplir l'œuvre essentielle. Maintenant, tout fut confondu dans la même évolution politique. La Légion était morte. Le gouvernement était l'ennemi. C'est l'esprit et la tactique de l'émigration de Paris qui prit le dessus et ouvrit les routes de l'évolution générale.[2])

---

[1]) Police internationale; v. Gadon I. sur le passage des troupes en Prusse; affaire d'un soi-disant Prince Liéven, fils de l'ambassadeur et officier combattant dans la Révolution(!) (Prot. Av.); Rapports de Podczaszyński, Metz, 2 février, 9 et 16 février. Lettre de Jean Siarczyński (prot. Av., 26 février 1833) qui faisait semblant d'être provocateur, Lafayette à Lelewel, 6 juin 1833.

[2]) Ecrits cités de Bem: rapport de K. Mochnacki au Cons. d'Av., 12 nov. 1832; explications très nettes des intentions du C. C. P. en faveur des réfugiés de Paris, dans le C. r. du K. N., faite par Lelewel, p. 163 sqq.; accusations des dépôts contre les Polonais de Paris, demandant qu'ils viennent tous dans les dépôts, v. Prot. d'Av. et de Bes.

Ce fut le temps où l'émigration perdit son dernier espoir d'action commune: ce fut sa première banqueroute d'action et elle fut décisive. Les hommes qui, après la grande guerre de l'insurrection, étaient sortis du pays eurent dès les premiers instants de leur exil de telles idées sur l'action, sur les possibilités du monde politique, sur le rôle qu'ils allaient, eux, jouer dans les transformations futures, que cette action et cette croyance étaient devenues bientòt le domaine d'un songe irréel, avaient surpassé, aussi bien les ressources humaines du monde que leurs propres forces, et s'étaient transformées, par une logique immuable et cruelle, en un monde de vastes pensées. L'émigration possédait deux hommes aptes à l'action: Bem et Mochnacki, son monomane le plus persévérant et son idéologue le plus puissant. Tous les deux retombent en des songes étranges: Bem crée des projets de plus en plus fantaisistes, impossibles, contraires à toutes les espérances, à toutes les volontés, et il les défend, puisqu'ils sont des actes de force: ce n'est que la puissance naïve de cette nature volontaire et non intelligente qui préserva cet homme du gouffre commun aux rêveurs: l'autre s'y précipita: Mochnacki se roidit contre toutes les destinées, contre toutes les tempêtes; il n'est à travers ces grands vents d'histoire qu'un squelette de pensée. Homme faible désormais, sa vie n'offre plus rien, n'influence personne: un va-et-vient perpétuel entre gens et partis. Sa pensée n'est qú'une lueur morte, et elle montre encore et prédit l'avenir. C'est le plus pur absolutisme: le règne absolu de l'action faite sans cesse pour la délivrance, pour l'insurrection, au nom de la patrie. Restons tranquilles, réservons-nous, attendons, dit-il: restons avec toutes les puissances de nos âmes et de nos bras sur le point où nous a mis le 29 novembre 1830: regardons les événements passer et s'approcher toujours de la Pologne; et ce sera sur les bords de la Vistule que nous ressusciterons la Morte Légion. Et, presque au même moment, il

dit encore: les temps approchent, les événements vont venir; nos frères de Pologne, tous ceux que nous avons quittés nous attendent; ils sentent, ils espèrent, ils croient avec nous; après le chemin d'exil nous ferons celui du retour: il nous faut créer des *rapports* et des *associations* conspiratrices avec le pays. C'est ainsi que, par la pensée de Mochnacki, l'idée *des chefs révolutionnaires* se forme. Ainsi la chaîne des générations n'est point brisée[1]; et le plus grand qui fut resté des conspirateurs d'avant 1830 est l'instigateur, le créateur intellectuel et moral des sociétés de conspiration et de lutte, de démocratie et d'insurrection qui se forment dans la République polonaise en France.

Alors, des partis et des programmes prennent vie et croissance. Mais qu'advient-il de la République et de son rêve d'union, et du rêve de Mochnacki, du gouvernement absolu dans l'Emigration? Il n'y avait point, suivant lui, de parti dans la Révolution; il ne peut et ne doit pas y en

[1]) Article de *M.* Mochnacki dans le Mémorial Pol., 1 juillet 1832: *O charakterze polskiej emigracyi:* «tels que nous étions au camp, tels nous restons hors du pays: soldats de l'indépendance de notre patrie, citoyens de la Pologne future, indépendante. C'est là l'origine de notre situation dans toutes les affaires sociales qui divisent l'Europe...» Jusqu'à ce que l'affaire de notre indépendance soit réglée, nous ne pouvons prendre part à aucune autre affaire. «Aucune guerre extérieure, aucune émeute des pays où nous sommes, n'est pour nous. Les preux chevaliers de Grochow et d'Ostrołęka ne prendront point pour une solde étrangère le fer qui ne vient pas de leur terre... notre sang est uniquement pour la Pologne. Je pense dans l'affaire des légions que si elles sont créées ce n'est qu'aux rives de la Vistule que devra partir la première décharge... que penser dans cette *attente*? Nous n'avons fait la guerre pour aucune théorie politique. La terre de la patrie n'est pas une utopie, ni un sujet de métaphysique politique... Après que nous avons jeté bas nos armes il ne nous sied que de penser, que de rêver profondément...»; Rapport de Stolzman et Mochnacki, Paris, 17 juin 1832 (Av.; ce rapport dont nous résumons plus haut une partie, est visiblement fait sous l'influence prépondérante de Maurice Mochnacki.

avoir dans l'Emigration. Et c'est le cri général, le mot d'appel dans l'immense majorité de l'émigration, pendant toute la longue et première année d'exil. On institue les Conseils aux dépôts pour «prévenir les partis»; lorsqu'on écrit les constitutions de ces petites républiques on y statue la règle absolue d'union, l'intolérance complète et le bannissement des partis.[1]) Le «parti», dans le langage des émigrés, ce n'est point le développement nécessaire d'une doctrine politique: on n'est pas arrivé en France pour écrire des programmes, pour codifier des dogmes; c'est moins encore la représentation naturelle des intérêts: il n'y a pas d'intérêt personnel, ni d'intérêt de classe dans l'émigration: elle est une troupe révolutionnaire, «la sainte cohorte», à la solde de la patrie d'hier et de la République de demain; le parti, suivant la voix générale, c'est la division et la discorde, c'est la haine personnelle ou l'intérêt des ennemis. C'est le point de vue de l'armée et son exclusivisme, sa rigidité, son absolutisme qui règnent encore

---

[1]) Avignon: premier protocole du 23 févr. les Polonais arrivés en France «uniquement dans le but de garder cette espérance que la Patrie garde toujours dans les sympathies des nations ainsi que dans le gouvernement de France... persuadés que c'est uniquement l'ordre et l'union, que des agents de l'ennemi ont déjà essayé de diviser, qui peuvent soutenir leur sacrifice...» etc.: statuts du Conseil, Prot., 4 avril 1832; formation des partis, séances du 6 septembre sqq.; à partir de ce jour commencent à Av. les persécutions systématiques dirigés contres les membres de la T. D. P. qui ne se terminent qu'en 1833 par l'envoi d'une partie du dépôt à Bergerac, et cela sur l'instigation du Conseil du Dépôt; lettre de Skowroński sur les «partis», séance des Pol. à Paris, 29 janvier. Besançon: statuts: «le monde tout entier voit en nous les héros de l'esprit de notre temps, les apôtres de sa liberté; l'opinion générale et notre arrivée même sur le sol de France en sont les preuves... Mais les ennemis nous guettent...»; § 19, le Conseil aura à veiller que personne de l'assemblée générale qu'il représente n'appartienne à aucun des partis du pays... § 22: il est un saint devoir du Conseil, afin de conserver l'union absolu, de veiller sur toute sorte de conflits ou de partis qui puissent se former...»

longtemps dans l'émigration. Tout le monde veut bannir toutes les différences, puisque ce qu'on fait est une œuvre d'unité, c'est la Patrie elle-même, c'est la prochaine guerre. La Patrie est une et unique; son rêve est absolu. Ce sont des hommes puissants, des bras vigoureux, tendus vers la conquête, qui entrent dans le monde des idées.

Or, ce rêve d'unité se décompose, et ce sont justement les puissances bannies, les partis, la force toute moderne et démocratique des partis politiques, qui va croître à la place du rêve évanoui. C'est qu'il n'existe point de force qui réunirait les caractères de ces hommes. «Ils seraient bons au bonheur». Ils seraient l'union même dans le camp, à la bataille. Mais voici le malheur. L'armée n'existe plus. Il n'y a que l'homme, l'homme solitaire ou en foule. Si les intérêts, la pauvreté, les malheurs les unissent, les caractères les divisent. Plus puissante que toute division d'intérêt est la différenciation et la lutte des caractères. A défaut d'intérêts sociaux ce seront les tempéraments d'esprit et de cœur qui formeront les programmes. [1])

Au tempérament qui n'était que la force latente du caractère national s'ajoute l'enseignement qui est une chose par excellence française. Et fut-il nécessaire aux Polonais de changer leurs traditions ou leurs systèmes pour l'accepter, la traduire en une vérité de leurs âmes? N'avaient-ils point passé par l'école philosophique française à la fin du XVIII siècle? n'avaient-ils point pris en leur cœur le chant aussi bien que la règle nette et poignante de la Révolution Française? Ne reviennent-ils point sur le chemin des anciens exils à la Ré-

---

[1]) Les duels dans l'Emigration furent très nombreux, surtout au commencement, v. à ce sujet les lettres de K. Mochnacki, 20 janvier, de M. Mochnacki, 4 mars, Prot. Av. à partir du 29 février 1832, mort du colonel Szlegel à Avignon.

volution docte et logicienne? C'est, en France, le commencement des grands travaux sur l'époque révolutionnaire. C'est, avant tout, le temps où le parti républicain se forme à nouveau et crée sa tradition. Et partout, à l'alentour, il y a les traces et les restes, les tombeaux et les monuments des temps qui ne sont pas encore complètement passés. Et bien, ces traces, on les retrouve, ces monuments, on les rassemble et on les regarde. C'est en vain que Mochnacki s'élève pour la grande tradition exclusivement nationale, c'est en vain qu'il prêche à ses compatriotes qui, suivant lui, ne pourraient point avoir d'ambition plus haute ni de vérité politique plus pure que celles de leur propre histoire, de leur ancien état. C'est en vain qu'il prêche la restauration et le relèvement. On veut faire à neuf, on veut créer une Pologne nouvelle. On suit le chemin de France.

Il y a, dans ces premiers temps, deux sortes d'écoles en formation dans l'émigration polonaise. Les unes, formées surtout dans les dépôts, sont du type des écoles secondaires, s'occupent avant tout de donner une bonne connaissance de la langue française avec, parallèlement, des cours militaires. Cependant, plusieurs parmi les arrivés, et surtout à Paris, savent le français, plusieurs aussi n'ont qu'interrompu leurs études universitaires; des cours de ce type commencent à s'ouvrir, des écoles mi-universitaires se forment. A Paris, plusieurs vont au Collège de France. Il est question d'en envoyer d'autres à Oxford. Mais c'est presque uniquement la France qui influence les esprits. On étudie surtout les temps révolutionnaires, on s'éprend de plus en plus de la grande époque de la Convention. On forme les parallèles historiques nécessaires. Le beau langage, le mot sonnant de la grande époque subjugue les esprits. On se dispute, on penètre aux profondeurs des raisons. Mais c'est surtout la force cassante des moments suprêmes, la parole qui prit l'âme, s'y fit corps et balaya le monde, c'est le bouleversement

par l'action du parti, qui pénètre l'esprit révolutionnaire polonais.[1])

Auprès de nombreux opuscules, éditions, proclamations polonaises, paraissent des écrits français ou des traductions de pages célèbres. Les «Droits de l'Homme» se vendent comme proclamation spéciale. Un «catéchisme du citoyen» y est bientôt ajouté.[2]) Aux sociétés qui se forment, Association littéraire polonaise de Londres, Société Lithuanienne et des terres Ruthènes à Paris, s'ajoute une Société des amis du peuple. Dans les dépôts, des sociétés d'enseignement surgissent, mais aussi des associations secrètes, au but défini, à l'action limitée pour couver en silence; la plupart de ces sociétés se trouvent être en état de filiation plus ou moins directe avec les instances suprêmes de la Maçonnerie de France.[3]) Or, un jour, l'Emigration polonaise se levant

---

[1]) Ecoles: Avignon, 30 mars, école milit. proposée par le Com. du Bar. Pol. à Lyon (M. Perret), 3 avril, 17 avril; projet sur les cours pour off.; le projet, très substantiel, ne fut exécuté que dans la suite; des cours pour les soldats furent ouverts à Av. et à Besançon; des militaires plus aptes sont envoyés à Paris, il y a le projet d'en envoyer quelques-uns en Angleterre; il y a des Polonais à l'école milit. d'artillerie à Strasbourg; beaucoup de Polonais demeurant à Paris suivent systématiquement les cours de la Sorbonne.

[2]) Un des plus ardents propagateurs de l'esprit français et des doctrines révolutionnaires dans l'émigration fut J. N. Janowski; il publia dans le Mém. de l'Emigr. et fit éditer en proclamation les Droits de l'homme et du Citoyen dans une traduction (1832, chez Pinard); en 1833 il publia un «Cathéchisme politique en raccourci», où il développe les théories sociales de J. J. Rousseau.

[3]) Polish literary Association, London, fondée sous l'influence de Czartoryski; Société Lithuanienne et des terres Russiennes, Paris, fondée par Lelewel, C. Plater, Zwierkowski etc., elle se fonde en novembre 1831 et se trouve dès la fin de l'année sous l'influence prédominante des démocrates; Slowacki y appartient dès la première heure; projet d'association littéraire polonaise, au comm. de 1832, Mochnacki écrit sa proclamation. Sylvain Bon à ?, Lyon 26 février: »Le parti soi-disant républicain affilie, nous assure-t-on, beaucoup

d'un songe trop long d'unité et d'union se trouve entrelacée de partis. Il faut, dit un jour un des «clubistes» à la réunion de la rue Taranne à Paris, il faut que les partis de personnes deviennent des partis de doctrine et de fait.[1]) La transformation de la Pologne émigrée s'accomplit. Un état de tempérament individuel, un état de sentiments d'une foule, munis d'enseignement, se transforme vite en un état social de volonté.

Il faut, de l'avis de tous, créer une Pologne. Mais celle-ci devra être construite par les moyens qu'on avait trouvés sur les champs de la défaite et dans la détresse de l'exil. Cette Pologne sera désormais une personne morale nouvelle. La Pologne avait attendu jusque là, suivant l'opinion courante des Polonais, l'aide des peuples et du gouvernement de France; or, cela n'était possible que si ce gouvernement, selon ses traditions révolutionnaires, s'était mis à la tête de tous les peuples et eût fait la grande œuvre de leur alliance. Or, depuis, le gouvernement français s'était allié à tous les autres gouvernements et à tous les despotismes de l'Europe. Il avait déchiré son pacte naturel avec les nations, et les nations devaient le compter au premier rang de leurs ennemis. C'est ce que fit sans doute le Comité National de Lelewel; il avait pris parti pour les nations et contre le gouvernement de France. Il fut un centre populaire, une pépinière de belles idées. Mais il ne fut ni propagateur ni révolutionnaire. Autour de lui d'autres corps polonais se constituèrent. C'étaient avant tout les dépôts avec leur nature de peuple armé et leur esprit autoritaire: ceux-là crûrent tout d'abord

---

de réfugiés à ses doctrines; quelques-uns d'entre eux sont en ce moment à Lyon l'objet de leur prosélitisme, et la police a déjà les yeux sur eux...» (K. N.). Sur le Bazar de Lyon et une Société républicaine lyonnaise en faveur des Pol., v. Zaleski et Grabowski à K. N.

[1]) Réunion gén. du 18 févr. à Paris, discours de Czyński sur les partis «des personnes ou des localités... Il faut, dit-il, que les partis véritables soient découverts.

pouvoir concilier la théorie populaire représentée dans le Comité avec l'ordre militaire de la Légion; ensuite, ce dernier plan ayant succombé, ils crurent pouvoir former une autorité nouvelle, représentant la généralité de la nation. Ainsi le Comité ne fut ni assez parti pour marquer distinctement son caractère et se garder contre tout compromis, ni assez Nation pour qu'il pût rassembler sur lui le vote général et s'ériger en gouvernement formel. C'est que ce qu'il y avait de vraiment et généralement national, ce n'étaient jusqu'alors et toujours que les anciens corps constitués: le gouvernement national, la diète, le généralat de l'armée. Les conseils des dépôts ainsi que leurs délégues se débataient vainement pour créer une forme nouvelle: ils ne trouvèrent que ces formes anciennes, usées et contre-révolutionnaires: c'est qu'ils cherchaient le nouveau dans l'ancien; à l'instar du Comité de Lelewel ils voulaient trouver et constituer un pouvoir national. Mais qu'est-ce qui était désormais national, qu'était-ce que la Nation? L'émigration ne formait que sa partie minime. Dans cette émigration, il y avait encore des hommes du Traité de Vienne, de l'ancien parti russe, il y avait l'intrigue de la cour, il y avait une ébauche de diplomatie contre-révolutionnaire. Qu'est ce qui était dans la nation qui était restée? Il y avait des espions et des traîtres, et des hommes courbés sous le joug, patients dans leurs misères, supportant l'esclavage. La nation qui viendra, l'avenir qui va être ne sera conservé que dans une réunion étroite d'hommes professant la même foi, travaillant à la nouvelle, à la vraie Pologne: dans une théorie, dans un parti. Aussi bien, le Comité National ne fut pas révolutionnaire. Il fit des proclamations, il écrivit, il fit écrire dans les journaux. Mais il ne fit ni la révolution de France, ni ne s'approcha de la Pologne sur le chemin de la Révolution. Pour cela, il fallait ne plus être ni comité national, ni comité de l'émigration. Il fallait travailler de nouveau en société secrète, dans

l'ombre. Et ce que fit le Comité de Lelewel n'était, en dernier lieu, que de la théorie. Et l'action, pouvait-elle encore être nationale? Les intérêts des différentes parties de la nation n'étaient-ils pas opposés l'un à l'autre? Ici venaient en longues et savantes tirades les théories de classe, d'intérêt matériel. Mais les tempéraments puissants, indomptables, désirant les luttes, les ressentiments aigris et les volontés éveillées toujours aux nouveaux espoirs, l'emportaient: une cruauté se développe dans les disputes de ces hommes.

C'étaient ces questions et ces désirs qui firent le thème des réunions ou «assemblées générales» des Polonais, résidant à Paris, dans les premiers mois de 1832. Cette assemblée était le suprême tribunal, et le pouvoir statuant et règlementaire du Comité National. Par une contradiction flagrante ce Comité représentant la nation avait été élu et régi par un groupe de 100 à 200 Polonais de Paris. Ce fait peu naturel s'explique par la dépendance dans laquelle se trouvaient la majorité des Polonais envers le gouvernement, aussi bien que par une conception assez singulière, suivant laquelle le Comité National était plutôt le représentant de l'esprit de la nation; cet esprit, dans sa marche à travers les siècles, pouvait trouver son lieu d'habitation temporelle dans la plus petite assemblée même; néanmoins, on le reconnaîtrait; et ce que le Comité, ainsi compris, ferait dans et par cet esprit national, la nation tout entière, et par conséquent son émigration aussi, le reconnaîtrait. C'était une patrie abstraite en formation.[1])

---

[1]) C. r. du K. N., 29 sept. 1832, p. 143 sqq.: «et c'est ainsi que le Comité National de Paris devint, non point un pouvoir qui pourrait donner des ordres aux concitoyens ou leur prescrire sa propre volonté, mais une sorte de représentation nationale parlant haut et que personne ne pouvait contredire ni abjurer, si elle parlait avec fierté et honneur.... Cette situation et ces devoirs élevés, qu'on ouvrit au Comité ajoutèrent à son zèle...»

Les réunions tenues rue Taranne furent bruyantes, brouillonnes même. Une haine véhémente s'amassait contre les aristocrates. On faisait de longs discours démontrant la nécessité des luttes immortelles entre les deux classes qui se forment au sein des sociétés. Le Comité et Lelewel lui-même ne se maintinrent que grâce à une tactique tirant toujours au juste milieu des opinions. Ceci, dans une assemblée constamment agitée, inquiète, changeante, ne pouvait être de longue durée. Ce furent tout d'abord deux membres du Comité lui-même qui jouèrent les brouillons et déployèrent une action systématique pour renverser ou immobiliser le Comité. Cependant, seuls ils se jetaient toujours trop en avant et, n'ayant pas réussi, retournaient sur leurs pas. Cependant, une action plus régulière se préparait contre le Comité; il semble que beaucoup d'élements, et de très différents, y furent en coopération: les aristocrates, les premiers militaires arrivés au dépôt, les membres des sociétés secrètes surtout. On espérait, d'un côté la faillite de tout comité élu, de l'autre, l'élection d'un vrai comité national, c'est-à-dire, représentant de toutes les opinions; enfin, les derniers croyaient acquérir une plus grande liberté d'action, en se démettant de l'entremise et de la communication nécessairement désavantageuse pour toute sorte d'action secrète du théoritien Lelewel et du vieux Lafayette. Le général Bem qui dans ces temps arriva à Paris, aussi bien que Mochnacki qui était sur le point d'y venir, purent y mettre du leur. On mit en avant les hommes de doctrine, les beaux parleurs ou les brouillons. Toutes sortes d'accusations furent lancées contre le Comité; une révision fut ordonnée. Elle porta bientôt, comme fruit de ses longues et minutieuses délibérations, la reconnaissance d'une faute et la décision d'un changement. La faute du Comité était d'avoir insuffisamment organisé les relations internationales, et ceci voulait bien dire que ces relations étaient trop en manifestes ou en théories et trop peu en actions.

La décision était, pour l'Assemblée et le Comité en tant que représentant celle-ci, le devoir de faire une profession de foi claire, distincte et forte. C'était bien trop pour Lelewel; une profession de foi le mettait dans la position la plus difficile du monde, au milieu des discussions les plus ardues, parmi les partis. Une brouille s'ensuivit; elle dura à partir du commencement de mars et se consomma le 16 mars. «Le signe le plus marquant de ce siècle n'est pas l'unité, mais la division», disait un des orateurs à ceux qui prêchaient encore l'union. Une profession de foi? demandaient les doctrinaires de cette république: n'est-ce pas empiéter sur les droits imprescriptibles de la nation elle-même? Certes, répliquaient les autres, notre déclaration n'étant pas votée par la diète, ne portera plus le nom de déclaration nationale; mais ce peut être encore, et ce sera un système répondant à la foi de nous tous qui sommes assemblés ici, et comme telle, elle sauvera la nation. C'était du pur exclusivisme de doctrine; c'était l'absolutisme se frayant le chemin *per fas et nefas.* Il faut, disait encore un orateur, couper la partie pourrie et aristocrate du corps sain et vivant de la nation. Cependant, on ne rompait pas seulement avec les aristocrates; pour se prononcer, il fallait s'unir dans un cercle d'opinions pleinement concordantes, et jurer sur un programme, sur une doctrine, sur un mode d'action. Le premier essai en fut fait au club de Varsovie; le second à la Société Patriotique; le troi-

---

[1] Assemblées générales de Paris: 8 déc., ass. constituante; 9 déc., 62 présents; résolution votée: «le Comité ne transgresse pas les droits de la diète...»; 15 déc., 52 présents sur le chiffre de 95 présents à Paris; 29 déc., il est question des Polonais qui ne reconnaissent pas le Comité, ainsi que de la publication d'une organisation nouvelle du K. N.: 29 janv., lettre de Skowroński, question de la présence de Gurowski et de Krępowiecki dans le Comité, lettre brûlée par le vote de l'assemblée, Roman Sołtyk quitte le Comité; 5 février: lettre de Xavier Bronikowski, proposition d'un nouveau choix du K. N. et

sième dans l'établissement de la Société dirigeante à Paris qui fonda le Comité National de Lelewel. Le cercle allait se resserrant. Lelewel et les compromis d'«un centre» artificiel d'opinions devaient être omis. On fonda un parti. Mais le parti crée-t-il la patrie, sauve-t-il une génération même? C'était la grande vision de la Convention qui passait. «Qu'était-ce que la convention?—demandait, un an après, Mochnacki—: était-ce une société patriotique, un club parlant, une assemblée générale, ou un exode de pélerins? Non, ce n'était que la Révolution arrivée à sa plus haute puissance, au pouvoir absolu. C'était la puissance absolue de la Liberté... Non, par Dieu vivant, s'écriait-il encore: la révolution ne sera ni un club de rue, ni une rûche d'abeilles, ni une congrégation en exil. La Révolution sera un système, et ce système sera despotique ou il va tomber ensemble avec la cause des peuples. Qui veut faire la guerre aux rois, doit connaître les moyens royaux...» [1])

---

d'une durée de 3 mois; cette proposition est repoussée; 16 févr., 119 présents; 18 févr., 97 présents sur 140 Polonais à Paris, Erasme Rykaczewski élu en remplacement de R. Sołtyk; Gurowski et Krępowiecki: K. sort du Comité le 7 janvier, y rentre le 10, tous deux le quittent le 16, Gurowski y rentre le 21, ensuite vient aussi Krępowiecki; le 18 février il se désiste, suivi de Kraitsir, mais il y rentre encore le 29; Commission de révision: élue le 18 février, siège jusqu'au 28, donne son rapport à l'assemblée générale du 29: dans ce rapport est incluse la décision, acceptée par l'assemblée de faire un «Acte de Foi»; à l'assemblée générale du 3 mars cette décision est annulée; la suite est la proposition mise aux voix à l'ass. gén. du 16 mars. V. C. r. du K. N., 15 avril, p. 67 sqq., Janowski l. c. p. 13 sqq.

[1] Nous mettons ici M. Mochnacki au premier rang des créateurs de la Société Démocratique. Il est vrai qu'il n'y appartint jamais et ne la reconnut pas. Les causes en étaient toutes personnelles: une brouille ancienne avec Krępowiecki, Pułaski, une brouille toute nouvelle avec Gurowski. On ne connait point les relations de Mochnacki avec ces hommes au moment de la création de la T. D. Le seul fait que M. arrive à Paris dans le courant de mars certifie

La puissance de Mochnacki se décomposait en plusieurs forces. trop humaines. Le chef révolutionnaire se partageait en société d'hommes désireux de force. C'est ainsi que fut fondée la Société Démocratique Polonaise (Towarzystwo Demokratyczne Polskie), le premier parti organisé de la Pologne et qui fut le pivôt autour duquel, pendant les trente années qui suivirent, se formèrent et évoluèrent les autres. Le 16 mars 1832 une proposition des cinq demanda la suppression du Comité et la dissolution de l'assemblée générale, attendu que les délibérations et les décisions prises en commun ne sont qu'un compromis entre la volonté d'hommes libres et une situation de dépendance et de crainte; ils déclaraient en même temps vouloir sortir, eux, de l'assemblée, quelque vote qu'elle prît. Les décisions de la majorité qui se déclara contre eux. ne les intimidèrent aucunement: c'était la bonne tyrannie de la raison qui commençait. Il faut ajouter qu'une dissolution de ce genre, votée alors, aurait rendu un service éclatant au double jeu dirigé en ce moment par les généraux et les diplomates. Mais bien qu'elle fût réjetée, elle marqua la fin de l'influence prépondérante des premières idées de l'Emigration. Le comité de Lelewel fut secoué entre les incohérences des dépôts, les vociférations et les accusations de Paris, et les projets résolus des diplomates et des esprits radicaux. Il luttait encore longtemps, avec beaucoup de sang froid et de ténacité: « lorsque tout semblait se conjurer contre lui et l'arracher de ses relations avec les

---

que ces relations existaient. M. cependant, tout en poussant ou en enseignant les autres, restait déjá, lui-même, en arrière: était ce de la circonspection ou de la faiblesse? ne le croyait-on plus? L'homme était devenu excessivement faible. Déjà pendant la révolution, il avait cru en Lelewel, Skrzynecki, Krukowiecki: quels contrastes singuliers dans ces sentiments! Maintenant, il en est venu à croire en Czartoryski.

émigrés, la pensée humaine et les évènements imprévus le cherchaient encore, le poussaient au travail...» Tandis qu'il se tenait ainsi, debout, les déceptions, les désirs inassouvis, les forces sans emploi s'élevaient tout autour de lui, ainsi que des vagues grondantes: ainsi que les vagues des grandes eaux de la mer, revenant sans cesse, toujours inquiètes en leur mouvement continuel, immense. Et la maladie d'exil, le mal du pays, d'une lointaine perte, le rongeait. Il était cependant celui qui, le premier, avait connu la détresse, avait tiré les conclusions nécessaires de la situation une fois créée, cherché des moyens, montré un avenir, une image, inauguré un règne: celui de la pensée. C'est ce qu'on ne lui pardonna jamais; les gens mêlés dans cette lutte, devenaient cruels: «ils seraient bons au bonheur, mais la misère les a faits vils et misérables...» (Słowacki); «les malheurs, disait Mochnacki, n'apaisent point les esprits; au contraire, ils les aigrissent...» Lelewel en fut quitte pour devenir détesté, pourchassé de toute part, persécuté. Il s'aigrit dans son propre malheur: il se récueillit au milieu de petites choses. Il demeura encore longtemps, avec le petit cercle de ses amis, ainsi que le vieux prince Czartoryski, presqu'une ombre. C'est ici, et avec son action, que se termine une époque: la révolution, qui fut nationale, œuvre incertaine, temps de compromis et de retards, temps sans partis et avec un monde encore incertain d'idées, ayant beaucoup de paroles et peu d'actions: un temps, à vrai dire, sans aucune politique, un temps de renaissance instinctive ou nécessaire contre le fait de l'époque précédente, contre une Pologne russe.[1]

---

[1] Sur la Société Democratique en ce temps: Jankowski, l. c. qui reproduit la proposition des cinq au 16 mars et leur déclaration des principes du 17. Celles ci ont été imprimées dans une brochure *Société Démocratique Polonaise*, éditée chez Pinard en 1832, texte français et polonais. Le premier N° du Journal *T. D. P.* éditée en 1832 renferme une proclamation aux Polonais, une protestation contre les traités (8 mai 1832), un article de Janowski sur le passé

Le Comité de Lelewel. avant d'avoir expiré, se mit à l'action et se transforma en parti. Mais il n'avait pas la force d'un parti en soi: il n'était dans la lutte qu'un écho du passé. Alors, il y eut deux esprits et deux courants très distincts dans la Démocratie polonaise qui se fondait. L'un était représenté par des chefs militaires, des politiciens, membres des anciens corps constitués du pays, et il imagina de continuer la révolution; l'autre, c'étaient d'éternels errants; et ils crurent qu'il fallait fonder un royaume nouveau sur la terre; et ils étaient d'avis que la révolution de Pologne, que la tradition du 29 novembre était terminée: les restes, les débris de cette révolution, semés en France, ne forment plus, ne peuvent ni ne doivent point former une émigration, une union d'émigrés; ils doivent former avant tout une nouvelle patrie au milieu de l'Europe nouvelle. Les uns, affiliés aux sociétés secrètes, et la plupart à la Maçonnerie, croyaient en une révolution immédiate et la préparaient; ils s'alliaient immédiatement aux sociétés d'autres nations, ils faisaient une politique qui ne devait être que l'accomplissement des intentions de la révolution dernière, son complément nécéssaire. Les autres fondaient la Société Démocratique et se préparaient à une action de longue portée, puisqu'ils savaient que les peuples n'allaient se lever que lorsque chacun d'eux serait conscient de lui même. Les uns aussi bien que les autres étaient révolutionnaires; suivant les premiers la Révolution renaîtrait comme Phœnix de ses cendres, par l'instinct bienheureux des peuples martyrisés: et ce n'était encore et toujours, comme en 1830, qu'une journée réussie qui faisait défaut; une révolution au moment bien choisi, un élan vers des idées suprêmes d'humanité et ce serait le rêve primitif établi

et l'avenir. Le second numero parut à la fin de l'année. La liste des membres se trouve dans l'ouvrage de Janowski. V. aussi un chapitre très peu substantiel chez Gadon, t. II.

pour toujours parmi les hommes. Les autres comprenaient la Révolution comme une longue lutte des intérêts: elle se ferait, se préparerait pendant longtemps, elle ressusciterait les forces endormies de la Pologne, et seulement lorsqu'elles seraient prêtes, l'union se ferait, la guerre éclaterait. Parfois, ils ne savaient plus, serait-ce une guerre de sang, fauchant les hommes, ou bien une lutte perdue aux régions éphémères de l'esprit. Les uns et les autres enfin, voulaient la Pologne: c'était la maladie de leurs yeux, la détresse de leurs cœurs, le rêve toujours inassouvi des esprits: mais les uns la veulent avant toute chose au monde, les autres veulent la Pologne, mais pour l'atteindre, disent-ils, l'ancienne étant perdue, et pour la trouver, point de lutte incertaine ou de but inconnu: il nous faut la raison et la vérité. Dès cette enfance de leurs idées ils ne craignaient point la «lutte nécessaire qui se préparait sur le champ de l'humanité entre le préjugé et le droit, entre le persécuté et le persécuteur, entre la raison et les ténèbres, le mensonge et la vérité.... (Ils) voulaient rapprocher le règne de la raison, le développement et l'assurance des droits de l'homme...» La question de Pologne, étant question de liberté, est une chose commune à l'humanité tout entière. Mais est-ce qu'elle reste telle, si l'esprit de liberté n'est pas conscient de lui-même? Il faut que la Pologne devienne consciente d'elle-même. Il faut qu'elle soit en elle-même justice, fraternité, raison régnante parmi les hommes. C'est alors qu'elle sera unie aux nations dans l'œuvre immense de la civilisation et du progrès qui se poursuit partout; c'est alors aussi que les nations vont faire cause et lutte commune avec elle.

Beaucoup de questions restaient ainsi en suspens, douteuses, incertaines. Le règne de l'esprit sera-t-il celui de la Pologne? La Pologne reconnaîtra-t-elle la Raison? «La terre natale n'est pas une abstraction» disait Mochnacki. Que sera le pouvoir nouveau sur les âmes? prendra-t-il vie un jour, deviendra-t-il le pouvoir consti-

tutif de la nation? On s'approchait cependant de cette nation, de la vision de tous les cœurs. Le tempérament, créateur des idées, les détruisait parfois à leur tour et s'échappait en actions. Alors les uns parmi les démocrates, aussi bien que les autres, allaient le long chemin de la Pologne. Les héros émissaires surgissaient et passaient. Toute cette grande armée, inassouvie de batailles inutiles, se révolte, se roidit contre le règne de la pensée qui fait la beauté éternelle de l'humanité, la ruine ou l'avilissement de l'homme. L'histoire de l'émigration polonaise c'est le conte d'une lutte meurtrière des hommes contre leurs pensées. Parfois, au dire du poète, « le soleil passait dans les esprits ». Mais le Chef Révolutionnaire, le rêve de toute une génération, ne fut qu'un songe endolori d'une sombre nuit d'hiver. Et c'est ainsi que se perdit et mourut la plus belle jeunesse de la Pologne.

# ANNEXES.

## Nr. 1.

Précis de ce qui est arrivé au Cte Walewski après sa réception aux Tuileries ce 2 Janvier 1832, communiqué par le Cte ce janvier:

Le Cte Walewski, après avoir épousé en Angleterre Miss Montaigu, arriva à Paris ce 23 Décembre dernier. Peu de jours après le Roi ayant témoigné le désir de faire la connaissance de la Comtesse, il s'en suivit un pourparler dont le résultat fut que le Cte et la Ctesse seraient reçus à la grande réception du 2 janvier. La Csse avec les formes ordinaires. Quant au Cte qui ne voulait pas être présenté par l'Ambassadeur de Russie, on convint qu'il le serait par l'aide de camp de service. La réception eut lieu: le C. Walewski se présenta avec l'uniforme militaire polonais, la cocarde nationale de 1831 et la décoration polonaise acquise aux champs de Grochów. Ce fait si peu important en lui-même, n'en eut pas moins des suites assez graves. L'ambassadeur se formalisa de toutes les circonstances qui l'accompagnèrent et il crut la chose assez sérieuse pour en faire l'objet d'une réclamation formelle, qui fut portée à la connaissance du roi. Dans cette réclamation, l'Ambassadeur citait un fait récent arrivé à Petersbourg. Mr. de la Rochejacquelin avait voulu se presenter à l'Empereur avec la cocarde blanche. L'Empereur ne le permit pas; on espérait ajoutait l'Ambassadeur

que la Cour de S. M. Louis Philippe voudrait en agir vis-à-vis la Russie sur le pied d'une parfaite réciprocité. Le Roi chargea Mr. de Flahaut de parler à l'Ambassadeur, il lui fit dire que cette présentation avait été motivée par le Roi même qui avait désiré de revoir Mr. Walewski comme ancienne connaissance (ce qui pourtant n'est pas ainsi dans le fait, car M. Walewski n'était pas connu personnellement du Roi), qu'en ce qui regarde l'uniforme et la cocarde il ne savait pas les distinguer, et s'il avait su que la cocarde était révolutionnaire, certainement, elle n'aurait pas été admise. Mr. de Flahaut ajouta encore de sa part, que le Cte Walewski était venu consulter Mme de Flahaut sur son costume de présentation et que cette dernière lui avait dit que le plus simple était de se présenter en uniforme de l'armée dans laquelle il venait de servir et de se distinguer.

Peu de temps après Mme de B.... (liaison de l'Ambassadeur que Walewski connait depuis longtemps, qu'il rencontrait dans le monde et qu'il était allé voir) dit au Cte qu'il fallait faire cesser le rapport gêné qui semblait exister entre lui et l'Ambassadeur, que tous deux ils se voient souvent dans les salons, sans s'aborder, sans se saluer même, que cette manière devenait inconvenante et qu'il faudrait la changer. Le C. W. dit ce qu'il avait à dire, cependant à la première fois il salua l'Ambassadeur et fut non seulement ressalué par lui, mais l'Ambassadeur se fit présenter à la Comtesse et lui témoigna beaucoup de politesse et d'empressement.

Quelques jours plus tard Mme de B. reparla au Cte W. et cette fois ce fut au sujet de la présentation et du costume. Elle dit que l'Ambassadeur désirait que cette circonstance fâcheuse n'eût pas de suite pour le Comte, et que bien que ni l'Ambassadeur ni personne de la Légation n'en eût rien écrit à la cour, des lettres et même(?) avaient instruit Petersbourg des détails de cette affaire,

qui pourrait devenir désagréable au Comte, qu'il fallait aviser aux moyens de détourner le mal, et cela en sortant de la fausse position où il se trouvait vis-à-vis de la Cour de Russie, qu'il fallait, comme il était amnistié, faire une démarche quelconque pour prouver qu'il l'acceptait, et qu'alors l'Ambassadeur prendrait toutes les mesures nécessaires pour le mettre à couvert de tout espèce de déplaisir, tant à l'égard de la présentation qu'en général à ce qui tenait à sa qualité de propriétaire en Pologne. Le C. Walewski fit une réponse évasive et la conversation en resta là.

Enfin au bal du Président du Conseil le Cte Medem vint à parler au C. Walewski et l'entraînant dans un salon... il lui répéta à peu près l'ouverture de Mme de B., en ajoutant: et pourquoi ne le feriez-vous pas, la guerre est finie, le sort a prononcé, continuer à présent l'opposition n'a plus de but. Oui, répondit le Cte Walewski, si après la malheureuse catastrophe qui mit fin à nos efforts, l'Empereur Nicolas eut voulu en agir avec générosité, oublier le passé et maintenir tout ce qui nous avait été octroyé, en remplissant les concessions avec loyauté, nous aurions tous senti le besoin et l'obligation, pour l'intérêt de notre malheureux pays, de nous rallier à lui comme à notre Roi; mais au lieu de cela, que voyons-nous? la destitution de toutes nos institutions, nos écoles, nos lycées, nos universités ou fermés ou transportés, nos soldats enrolés dans l'armée russe, nos officiers exilés, nos notabilités ou traînées en Sybérie ou affligées de séquestration et de confiscation... Tout cela cessera, reprit le Cte Medem, et je puis (entre nous, Vous ne me citerez pas) vous dire que le Royaume sera maintenu, que Vous aurez Votre charte; on fera peut-être semblant de sévir contre quelques-uns, mais tous reviendront peu à peu. L'armée seule n'existera pas... — Eh bien l'armée c'est tout. — Encore je crois que ce n'est que pour quelques années. Ainsi pourquoi Vous opposer, croyez-moi, faites Votre déclaration. Cepen-

dant j'ajoute que ce n'est que comme ami que je Vous ai parlé. Vous pouvez absolument taire ce que Vous jugerez à propos. C'est le conseil d'un ami et vous pouvez ou accepter ou refuser. Le Cte Walewski remercia M. de Medem de cet entretien bienveillant et ne fit aucune promesse positive».

## Nr. 2.

Précis de la Conférence du Gén. Kniaziewicz avec le Président du Conseil chez Madame de Dolomieu, ce 16 décembre 1831:

Le Prés. Et bien, mon Général, comment cela va-t-il? Il y a beaucoup de vos compatriotes à Paris.

Le Gén. Je crois qu'il y en a soixante à peu près.

P. Oh, il y en a plus de cent. Il nous donnent de la besogne.

G. S'il y a parmi eux des têtes chaudes, ce n'est que le petit nombre; la majeure partie pense raisonnablement et n'a eu vue que l'intérêt de la Patrie.

P. Nous connaissons fort bien chez eux (?), dont croyez moi. Il y en a qui nous occupent souvent et qui même sont cause que nous n'avons pu faire pour Vous plus que nous n'avons fait. Le Gén. Lafayette Vous a fait aussi du mal, en nous empèchant de son côté par ses singulières prétentions. C'est comme dernièrement il a voulu faire accorder le droit de Cité à tous les Polonais. C'était chose impossible, et d'ailleurs à quoi cela aurait-il servi? Il a voulu que nous formions des Légions Polonaises; convenez Vous-même, pouvons-nous le faire sans nous compromettre.

G. Je conviens que cela pourrait Vous embarrasser dans le moment, mais le nom n'y est rien. N'appelez pas cela Légion, mais donnez asyle et service à mes compatriotes,

nous aurons évité de cette manière la Sibérie, et Vous vous aurez réuni des Polonais dans votre pays qui tôt ou tard vous seront utiles et nécessaires. Vous vous plaignez du Gén. Lafayette, il me paraît qu'il a les intentions droites; il est peut-être mené, porté (?) par d'autres, mais c'est certainement un brave et honnête homme.

P. Oui, oui, c'est un honnête homme. Mais il rêve. Ce n'est pas telle spécialité qu'il désire, ce n'est pas la Pologne, la Belgique ou tel aufre pays qui l'intéresse, il voudrait donner de la Liberté à tout le monde, c'est sa marotte. Oui, nous voulons donner aide et asyle à vos compatriotes, nous leur avons même indiqué des dépôts de réunion, eh bien, ils ne s'y rendent point.

G. Les Généraux qui ont dernièrement commandé des corps de l'armée polonaise se sont adressés à moi pour obtenir du service en France et pour être employés avec leurs braves partout où le Gouvernement le jugerait convenable.

P. Je le sais, le Ministre de la Guerre m'en a parlé, mais le moyen de donner à présent suite à ce projet? Nous pouvons bien, et nous le ferons, accueillir tous ceux qui viennent, mais nous ne pouvons pas sans donner de l'ombrage appeler à nous des corps d'armée. Ne serait-ce pas une provocation, presque une déclaration de guerre. Non, nous ne pouvons pas à cet égard agir ni ostensiblement ni même clandestinement sans nous compromettre. Qu'ils viennent, ils seront les bienvenus, nous ne craignons pas le nombre, ils seront accueillis.

G. Il y a près de 20 m. hommes sur le territoire Prussien. La Russie accorde amnistie aux sous off. et aux soldats, la Prusse les engage à repasser en Pologne. Il y en a qui rentreront, mais beaucoup ne le feront pas et ils auront raison, car on les enrolera immédiatement dans les régiments russes pour les envoyer sur la ligne du Caucase ou au delà de l'Oural. Que croyez-vous, que ferait la Prusse avec ceux qui ne voudraient pas retourner?

Emploierait-elle la violence pour les forcer de se remettre à la main du vainqueur?

P. Je ne sais rien et je trouve que la position de la Prusse à cet égard est bien embarrassante. — Comment trouvez-vous celle de la Russie?

G. Très mauvaise. Elle a fait de grandes pertes en Turquie, elle en a fait d'énormes en Pologne. Ses finances sont délabrées. Il n'y a pas ombre d'organisation dans ce pays. La Russie s'est décidée de ne profiter de la victoire que pour régner en Pologne par la terreur. Elle peut le faire à présent, mais il faut pour cela un grand développement de force. C'est 12 millions d'hommes exaspérés qu'il faut garder, surveiller — aussi la Russie n'administre pas notre pays, elle y campe. Canons braqués dans les rues de Varsovie, bivouac dans la capitale, bivouac dans toutes les villes — bref c'est un état de guerre pour eux, et de guerre de souffrance et de calamité extrême pour nous. La position de l'Empereur Nicolas n'est nullement brillante, et c'est le moment ou jamais pour le reste de l'Europe de rentrer dans la politique naturelle et d'empêcher la Russie de redevenir un épouvantail pour toute la Civilisation. Mais il faut se hâter, il faut saisir le moment. Car le malaise qu'elle éprouve à présent pourra ne pas durer. Si elle raffermit son (?), si elle dépeuple la Pologne, ou dénature au moins sa population et que l'on la laisse faire, le temps consolidera le nouvel ordre de choses et le Géant sera prêt à tout.

P. Elle est bien à plaindre cette brave Nation, mais le mal souvent produit du bien. Avez-vous quelqu'un à Londres?

G. Dans ce moment nous y avons quelqu'un de bien précieux, c'est le Pce Adam Czartoryski.

P. Ah, c'est fort bien, très bien. N'est-ce pas qu'on lui a confisqué ses terres?

G. Oui, M. le P., on lui a confisqué 500 m. francs de

rente. Eh bien, il supporte ce malheur avec calme et résignation. Il est au-dessus de tout ce qui le regarde personnellement. Cela ne l'atteint pas. Il ne songe qu'à la cause nationale.

P. Oh, c'est un homme qui jouit d'une considération générale et bien méritée.

G. Nous agirons de concert avec lui pour servir notre malheureuse Patrie et nous ne désespérons pas que la Politique ne vienne bientôt à notre secours.

P. Jusqu'à présent nous n'avons rien pu faire de ce qui aurait compromis la paix.

G. Je n'ai jamais pu m'expliquer entièrement le système suivi jusqu'ici que par l'impossibilité oû vous avez été de détacher une des trois puissances copartageuses de la Pologne, de la ligue qui les nuit. Nous l'avions cependant espéré, et cela sur des données que nous avons eues sur l'Autriche, qui semblait ne pas être entièrement stable, comme Vous avez pu Vous en convaincre par le mémoire fait à Vienne et que j'ai eu l'honneur de Vous communiquer.

P. Je le sais bien, et cependant nous avons eu beau insinuer à Vienne et à Berlin, insister sur le besoin de s'entendre, on n'a pas voulu mordre à l'hameçon.

G. Il est possible que cette conduite, surtout de l'Autriche, ait été causée par le peu de consistance que lui présentait le Gouvernement français. Maintenant les choses ont bien changé et l'issue des troubles de Lyon a dévoilé aux yeux de l'Europe une chose que les journaux allemends avouent, que toute la France veut l'ordre établi et que les projets subversifs, de quelque couleur qu'ils soient, n'y trouveront plus ni retentissement, ni sympathie. A présent donc serait le moment de s'entendre et de jeter les bases d'un système de politique qui, soutenu par la France, l'Angleterre et l'Autriche pourrait, en rendant justice et nationalité à qui elles sont dues, raffermir pour longtemps la paix générale. A cet égard, Mr. le

P. je ne crois pas avoir tort en soutenant que le sort de l'Europe et de l'Humanité est entre Vos mains.

P. Je ne dis pas que l'avenir ne puisse amener des conséquences et des changements impossibles pour le moment. Cela peut être.

Nous nous verrons souvent. (Ici il serra la main du Général et passa à un autre entretien).

(Rédigé p. Kniaziewicz, Plater).

## Nr. 3.

Lafayette au Gén. Kniaziewicz: Paris 10 janvier 1832: «J'ai reçu, mon cher Général, une lettre de Mr. Zaba retenu depuis longtemps à Ste Pélagie; j'avais déjà entendu parler de cette affaire; le Président du Conseil, à qui j'avais parlé de ce jeune homme comme Polonais, sans rien savoir de plus, m'avait dit qu'il était compromis dans une conspiration bonapartiste et que lui-même en était convenu. M. Żaba m'écrit et il m'était déjà revenu que cette conspiration se borne à quelques rapports entre la Reine Hortense et le jeune Bonaparte pour porter des secours à la Pologne, ce qui est bien différent. J'en doutais d'abord; parce que ni vous ni lui ne m'aviez parlé de cet espoir d'être utile à la cause, mais il paraît que l'assertion de Mr. Zaba est juste, parce que c'est à Vous-même qu'il me renvoie pour en avoir le certificat. Je devais ce matin faire une visite au Président du Conseil pour causer avec lui de ses intentions relativement aux officiers et soldats Polonais qui désirent venir en France; je ne pourrai guère y aller que demain; si d'ici là vous aviez quelque chose à me dire sur Mr. Zaba, je tâcherais de lui être utile. Recevez, mon cher Général, mes bien cordiales amitiés...»

Note du Gl. Kn.: (à Plater?): «Racz łaskawy Panie, świadomy rzeczy, odpowiedź na ten list przysposobić». (Kniaziewicz laisse préparer la réponse à Plater).

Kniaziewicz au Gén. Lafayette, 11 janvier 1832: «La Procédure dans laquelle Mr. Zaba se trouve impliqué, a donné lieu au juge d'instruction, Mr. Leblon, d'assigner le Cte L. Plater, pour des éclaircissements qu'il désirait obtenir. Il s'en est suivi un interrogatoire où le C. Plater a été interpellé de déclarer, s'il avait été, comme appartenant à la Légation Polonaise, ou autrement, en rapport avec Mr. Zaba et avec Louis Bonaparte. Le C. Plater a fait sa déclaration et la chose en est restée là. Au dire du Juge d'instruction, ce n'est pas ce rapport-là qui est la cause du procès, mais bien des correspondances entre Mr. Zaba et la Reine Hortense, qui avait pour but de renverser le Gouvernement de Juillet. Nous avions en effet appris que Louis Bonaparte avait voulu offrir son bras à la Pologne, et nous lui avions écrit, par Mr. Zaba, pour lui demander de se mettre à la tête d'une expédition qui devait porter des armes et des volontaires sur les côtes de la Lithuanie. Louis Bonaparte refusa et tout rapport cessa. Voilà, Général, ce que je puis Vous dire sur une affaire, qui d'ailleurs m'est tout à fait étrangère et inconnue...»

## Nr. 4.

23. XI. 1831. Karol Hoffman au K. N. Dresde.

Les Fonds Polonais en Allemagne. Fundusze w Niemczech, (Drezno 22 list. 1831) będące.

| | Zł. R. k. (Flor.) | Zł. pol. gr. (Fl. pol.) | | |
|---|---|---|---|---|
| 1. Carlsruhe . . . . . | 1000 — | 3428 15 | za pośred. | v. Fahnenberg, Oberpostdirekt. C. |
| 2. Monachium (Izb. Dep.) | 1528 42 | 5242 7 1/2 | » » | Georg Plattner dep. Norymbergii [i Dr. Culmann dep. z Zweibrücken. |
| 3. Manchester . . . . | 3500 — | 12000 — | » » | Collin, associé de Dufay et C. à M. |
| 4. Freyburg (Baden) . | 2000 — | 6857 — | » » | Prof. Hofrat Schniller, F. |
| 5. Getynga (Gœtinge) . | 388 34 | 1331 7 1/2 | » » | Prof. Ulrich, G. |
| 6. Aarau (Szwajcarya) . (Suisse) | 1080 — | 3302 21 1/2 | » » | Mr. R. Sauerländer, A. |
| 7. Speyer . . . . . | 1500 — | 5142 25 1/2 | » » | Gott u. Söhne, Frankf. a M. |
| 8. Winterthur (Szwajc.) (Suisse) | 1700 — | 5828 20 | » » | Biederman & Eyle, W. |
| 9. Genewa (Szwajcarya) (Génève) (Suisse) | ? | ? | » » | Mr. Lombard Odier, G. |
| 10. Bremen . . . . | Tal. 250 — | 1500 — | » » | Bergman & Gerischer, Leipzig. |
| | | 44.634 07 | | |

## Nr. 5.

Podczaszyński, délegué du Comité Nat. Polonais à Metz au Prés. du même Comité (J. Lelewel), Metz. 27 janvier 1832: «J'ai l'honneur de V. annoncer qu'aujourd'hui à 2 h. de l'après-midi arriva à Metz la première colonne de l'armée polonaise au nombre de 87 personnes... Au moins trente mille personnes sortirent de la ville à la rencontre de nos héros, la garde nationale musique en tête, officiers de toute arme, femmes, enfants, tout le monde y était. A une lieue de Metz le peuple se rangea aux deux cotés de la route. Assemblés sur la place d'armes devant l'Hôtel de Ville, les Polonais ont été conduits dans la salle des séances où les attendaient le Commandant de la seconde division, M. le général Delort, le commandant de la garde nationale, Mr. le Général Lallemant, M. le Maire, tous les officiers de service en grande tenue. M. le général Delort commanda aux nôtres de se ranger, et me prenant entre lui-même et le gén. Lallemant me fit déclarer à mes compatriotes ce qui suit: que le gouvernement et l'armée partagent les sentiments des citoyens pour les Polonais, que ceux-ci ont sous leurs yeux la véritable image de ces sentiments, qu'ils peuvent être persuadés que partout en France ils trouveront le même accueil; qu'ils ne cessent point d'être militaires, que l'on est en droit d'attendre d'eux-mêmes tout ce qu'ont peut attendre d'un militaire polonais, même du point de vue de la discipline.

Que lui-même, le général, salue avec attendrissement les débris de cette nation bien-aimée, qu'il considère comme l'époque de sa vie la plus glorieuse celle où il pouvait avoir à ses cotés les Polonais comme camarades d'armes, qu'il était l'ami des généraux Chłopicki, Kicki, Bronikowski et tant d'autres, et qu'il ne peut voir en tous les militaires Polonais que des camarades. J'ai repété ce discours en Polonais. M. Wierzbicki répondit en français, après quoi le général Delort embrassa tendrement M. Wierzbicki; le général Lallemant et le maire firent de même. Le peuple remplissait tous les alentours de l'hôtel de ville et la place, on ne pouvait que difficilement se frayer le passage. Partout, on n'entendait que des cris de Vive la Pologne, vivent les braves Polonais; les enfants, en pleurant nous embrassaient, les dames nous jetaient des fleurs; toute la ville était en fète, les hommes les plus agés ne se rappellent rien de pareil. Les autorités civiles et militaires fraternisaient avec les citoyens. Les citoyens ont fait deux jours d'avance une liste de personnes voulant loger les officiers chez eux; il se trouva 25 souscripteurs de trop.... M. le Préfet lui-même voulait avoir un officier chez lui.... Le gén. Delort en a invité 6 à diner; les autres ont été invités ailleurs...»

## Nr. 6.

M. P. (Kniaziewicz) au Prince Adam Czartoryski, Paris; le 24 déc. 1831: «L'arrivée des Généraux Ramorino et Langerman à été l'occasion d'une petite échaffourée; elle n'aurait point eu lieu sans doute, si l'armée aurait agi le second jour comme elle le fit au premier, c'est-à-dire, si elle avait laissé la procession du peuple tranquille, sans armes et n'ayant d'autre but que de manifester son respect aux généraux qui ont lutté pour la Pologne. Maintenant tout est tranquille et cependant on entend comme une rumeur sourde et il semble que le mécontement contre le gouvernement et son système va en augmentant. Ramorino n'en est que le prétexte. On dit qu'un nombre de plus en plus grand de personnes militaires et civiles viennent chez lui. Cependant il semble se tenir indécis. Mais il raconte qu'on le recherche, qu'à Strasbourg on lui avait fait de telles propositions qu'il pouvait marcher à la tête de 20 mille soldats sur Paris: cinquante généraux se seraient déjà abouchés avec lui ici, dont un Maréchal; des députations de la garde l'auraient entretenu; il considère le gouvernement comme étant à la veille de sa mort et celle-ci serait déjà consommée s'il se déciderait, lui à faire parti des mécontents. Sans doute, dit-il, on ne sait point où irait le mouvement dans ses emportements, il n'y a aucun plan établi sur ce qu'il faut mettre à la place du gouvernement lorsqu'il sera tombé: mais

que celui-ci ne change pas son système qu'il ne veuille point la guerre, et il périra certainement et bientôt; il dit qu'on pense même à rapprocher le terme du mouvement général, attendu que la coalition agira contre la France au printemps et qu'alors il sera trop tard de se préparer même pour une défensive... On dit qu'en cas de changement, Lamarque sera en tête du gouvernement, soit qu'il aura la présidence du conseil, on bien d'une autre manière, et que Ramorino sera le chef de l'avant-garde. On dit que le Gén. Valeré a refusé de diriger les travaux de fortification de Paris, disant qu'elles sont faites plutôt contre les habitants de la ville que contre les étrangers. Et cependant, il semble, de l'autre côté que les ministres sont tranquilles. Hier encore le Président du Conseil l'a déclaré à un de ses amis. Quoiqu'il soit, il est bien sûr que le mécontentement est grand, que tout devient motif de blâme, que la plus petite étincelle peut dégénérer l'incendie général. Lafayette est ennuyé par nos «ardents», ainsi qu'il les appelle lui-même. Il m'a dit avant hier: ils ne savent pas ce qu'ils veulent, ils blâment vos grands qu'ils n'ont point compris la Révolution, qu'ils n'ont eu confiance dans le développement des forces nationales et dans la possibilité d'un succès. Je leur ai répondu, ajouta-t-il, que je ne puis pas partager leur avis, que quant à ce qui était relatif au Prince Adam qu'il avait besoin de lui parler avant de le juger; mais que quand même cela serait comme les ardents le disent, si réellement il n'avait pas espoir de succès, et que pourtant il avait tout sacrifié pour la patrie, et cela de manière à s'exposer à toute la fureur de l'autocrate, qui lui avait confisqué 500 m. fr. de rente, qu'il n'y avait pas d'expression pour assez admirer la noblesse de son caractère.... Les Kalissiens sont en plein conflit avec les ardents et ils s'approchent à nous, ce que nous faisons de notre côté. Potulicki est arrivé, il est bon; Pac, Wołowscy, Zabiełło sont de notre côté. La pensée d'un Comité des Généraux serait magnifique, mais

nous ne savons où chercher Skrzynecki et Różycki... Le Gl. Pelet et plusieurs autres entrevoient la guerre pour ce printemps et voudraient avoir les Polonais sous main. On parle des cadres, mais très peu de militaires sont venus aux lieux désignés. On dit que notre Comité pseudo-national s'apaise; ainsi le dit au moins Lelewel. Dieu sait s'il le dit sincèrement. Hier un bouquet fut offert à Ramorino...»

---

## Nr. 7.

Conformément à ce que le Maréchal Soult Min. de la Guerre a bien voulu témoigner au Gén. Kniaziewicz à la conférence du 2 Janvier 1832, il a été convenu:

1. Que les Militaires polonais qui désireront se former en corps, pour jouir des offres du Gouvernement français se dirigeront sur Avignon.

2. Qu'ils seront pouvus à cet effet de feuilles de route et de fonds nécessaires.

3. Que le M. Soult inviterait le Gén. Kniaziewicz à se mettre à la tête de l'entreprise et à diriger les mesures tendant à réunir les militaires polonais en cadres.

4. Que le Gén. Kniaziewicz présentera au M. Soult trois off. supérieurs polonais pour former une Commission provisoire, chargée de réunir les renseignements nécéssaires sur les grades, le service et les qualités des Militaires polonais arrivant à Avignon, le tout d'après une instruction qui sera donnée à cet effet par le Min. de la G.

5. Que les militaires polonais arrivant à Avignon y jouiront d'un secours fixé conformément à leurs grades.

6. Que dès l'arrivée des soldats et des s.-off. polonais à Avignon, on formera des Cadres de Compagnie et de Bataillons et qu'on y placera des officiers polonais.

7. Que dès que les officiers polonais auront été placés dans un cadre, ils jouiront d'une solde d'activité... pour les militaires français de chaque grade.

8. Que le placement des militaires polonais dans les cadres se fera d'après les grades par eux possédés. En cas de parité de grade, on donnera la préférence à l'ancienneté de service. En cas de parité de service, ce seront les faits d'armes connus et le mérite personnel qui statueront de la préférence à accorder.

9. Que le Gén. Kniaziewicz correspondra avec la Commission militaire polonaise d'Avignon et s'y rendra lui même quand le besoin l'exigera.

## Nr. 8.

Conférence du Général (Kniaziewicz) avec le Maréchal Soult, ce 25 janvier (1832):

Le Gén.: Et bien, Mr. le Maréchal, mes compatriotes arrivent en France. Ils cherchent un refuge sur cette terre qui leur fut de tout temps hospitalière.

Le Maréchal: Oui, oui, ils arrivent et tellement en foule, on les annonce partout en si grand nombre que nous ne savons vraiment pas ce que nous en ferons.

G.: Mr. le Maréchal, ce sont les débris d'une armée qui a retenu les Russes et qui a partant sauvé la France d'une invasion étrangère.

M.: Je ne partage pas Vos opinions. Nous ne devons rien aux Polonais. Nous n'avions pas besoin d'eux. Je n'ai jamais craint la guerre. Je ne la crains pas aujourd'hui. Je suis tout prêt à la recevoir et à repousser quiconque oserait nous attaquer.

G.: Au moins conviendrez-vous que la lutte opiniâtre des Polonais Vous a donné le temps de Vous mettre en mesure et contre les attaques de l'étranger et contre les secousses de l'intérieur. Leur persévérance vous a donné les moyens de réprimer la tendance au désordre et à l'Anarchie qui allait partout se répandre en Europe.

M.: D'autres pays vous doivent peut-être à cet égard quelque chose, mais non pas nous.

G.: D'autres pays nous payent leur dette de recon-

naissance. Voilà comme on traite nos braves en Saxe, dans le Hanovre, en Bavière, à Carlsruhe, à Francfort, partout où ils arrivent. La France ne restera certainement pas en arrière.

M.: Mais Vous ne pensez donc pas à la charge qui va peser sur nous à cette occasion. Quel nombre prodigieux d'officiers. Qu'en ferons-nous? C'est réellement embarrassant.

G.: Vous avez eu la bienveillance de promettre que ceux des officiers qui à l'arrivée des soldats et des sous-officiers pourraient entrer dans les cadres auront la solde d'activité, et que les autres et tous en attendant jouiront de la demi-solde.

M.: Oui, mais d'où prendre les fonds?

G.: Les Chambres ont voté un million et demi. Elles voteront peut-être encore le double. Est-ce donc une somme aussi grande pour un pays comme la France?

M.: Mais c'est ce que nous sommes inondés de vos officiers, nous ne savons qu'en faire, et puis encore ces Italiens, ces Portugais, ces Espagnols, c'est à n'en pas finir.

G.: Eh, que voulez-vous que mes pauvres compatriotes fassent dans leur désastre?

M. Pourquoi ne reviennent-ils pas dans leur pays se soumettre à l'Empereur Nicolas?

G.: Est-ce bien vous qui le dites: mais songez donc que ceux qui sont hors du pays sont exilés en masse et que ceux qui sont rentrés ont été trainés en Sibérie, Mr, le Ml., si j'étais à leur place, je me brûlerais plutôt la cervelle que de rentrer et me remettre ignominieusement sous le joug. D'ailleurs Mr. le Ml. cela ne peut pas durer comme cela. Il faut bien que la politique reprenne ses droits; qu'elle pense à établir des bases solides et durables de paix et de tranquillité et alors le corps polonais formé en France trouvera moyen d'être employé soit d'une manière ou d'autre, soit hors de Pologne, soit en Pologne.

La France aurait été généreuse, pendant quelque temps. Les choses rentreront dans l'ordre et l'appui pourra enfin être nécessaire. Votre propre politique peut en fixer le terme pour l'avantage de la Pologne, de la France, et de l'Europe entière.

M.: Nous nous occupons fortement de la Pologne et des vos compatriotes, je puis vous l'assurer.

G.: Je viens, Mr. le Ml. vous proposer d'envoyer le Gén. Schneider à Avignon. C'est un homme recommandable par son caractère. Il influence d'une manière utile sur les militaires polonais qui y sont réunis.

M.: C'est impossible. Je ne puis pas le faire. D'ailleurs il n'y a que 80 Polonais à Avignon. Ils n'y viennent pas.

G.: Ils n'y viennent point, car vous ne vous (en mêlez) pas. Votre hésitation fait naître la leur et donne gain de cause aux exagérés.

M.: Oh, vos compatriotes me remuent la bile, c'est sûr cela. Ils nous donnent du fil à retordre. Quant au Gén. Schneider, je ne puis l'envoyer à Avignon.

G.: Mr. le Maréchal, j'ai l'honneur de Vous saluer.

Ainsi finit la conférence, qui fut suivie d'une entrevue avec le Gén. Pelet, qui fait croire que l'humeur du Maréchal aura été neutralisée par la fermeté du Gén. Kniaziewicz et que la cause polonaise n'en souffrira pas. On a envoyé le Général... à Avignon. Cela doit être un officier supérieur de beaucoup de mérite.

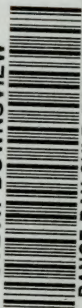
## Nr. 9.

K. Mochnacki au Conseil d'Avignon, 5 juin 1832: «La révolution de Paris, de plus en plus terrifiante, ne nous permet pas de terminer nos expéditions ordinaires. Nous les laissons de côté, d'autant plus que nous entendons les nouvelles de quelques Polonais luttant en uniformes nationaux et avec leurs ordres militaires du côté des insurrectionnels; les malheureux, ils ont oublié que c'est une guerre intestine, qu'il ne sied pas aux Polonais de verser le sang des Français. *Le 6 juin, à 8 h du matin:* une lutte meurtrière s'étend sur la moitié de la ville. Le gouvernement a rassemblé 40 m. soldats de ligne qui, au nom du Roi Louis Philippe et de la Révolution de Juillet, font un massacre effroyable parmi les insurgés. *A midi:* L'armée de ligne prend le dessus, le Roi en tête. On dit que quatre Polonais sont pris. Il y aura des conséquences bien tristes pour nous tous. *4 heures à. m.:* Le faubourg St Antoine s'est soumis. Les républicains tiennent encore rue St Martin, St Denis. Leurs forces principales se sont enfermées dans l'église St Merry et aux Halles. *A 6 h. et 1/2:* Nos espérances se sont évanouies. La révolution est domptée. Soult à la tête du 40-me de ligne a pris d'assaut St Merry et les Halles. Une partie des assiégés est massacrée, une autre est prisonnière: il y avait des garçons de 9 et 10 ans. Gloire à ces héros de la France!! Des coups de fusil se font encore entendre des maisons et

des magasins. Nous attendons avec la plus grande impatience ce que va nous apporter la journée de demain et ce qu'on fera avec nous. Dans les premiers instants de la Révolution le peuple criait: Vivent les Polonais. L'étendard à l'aigle blanche était à côté de l'étendard rouge. On ne peut pas se renseigner si la nouvelle des quatre Polonais faits prisonniers est vraie. Un seul est sans doute blessé il s'appelle Babi. Je signe seul, ne pouvant retrouver Stolzman...»

Mochnacki et Stolzman, le 17 juin: »Du moment que la Révolution eût succombé, et que Paris eût été mis en état de siège nous n'avons pas un seul moment de repos. On nous appeurait tous les jours par des nouvelles de notre exil de Paris ou même de France. Une instruction minutieuse a été ordonnée sur la conduite de chaque étranger pendant ces deux journées de révolution; enfin, le 12, une ordonnance annula tous les permis de séjour pour étrangers et mit la peine d'exil pour tous ceux qui ne s'en procureraient point de nouveaux avant le 15.... Il était presque impossible de remplir cette condition... il y a 30.000 exilés de différentes nationalités à Paris...»

# TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 16 15 10 10 017 0